

ELLE N'ÉTAIT PAS INVITÉE...

DEUXIÈME PARTIE (1)

CONVERSATIONS (suite)

Ainsi le comte de Foix et sa fille Isabelle rejoignirent-ils les invités dans la clairière où la table était dressée avec un art extrême du décor. Des candélabres nombreux, dont le soufite presque imperceptible du soir inclinait à peine la flamme, distribuaient une lumière chaude et mouvante sur les fleurs du surtout doublées par une glace, sur les corbeilles de fruits colorés, sur les carafons de rubis ou d'or, sur les verres de Baccarat, sur la chair et les toilettes des femmes, et jusque sur leurs ongles trop rouges qui paraissaient tachés de sang comme le cou des colombes poignardées. A travers les sapins et les chênes, la lune, maintenant détachée de la montagne et montant en plein ciel, lançait comme une pluie d'argent ses rayons sur les convives et jusque sur les eaux mortes de l'étang voisin abritées dans leurs taillis. Ils jouaient un peu plus loin, dans la clairière dégagée, sur l'herbe, comme une ronde de sylphes à la musique monotone des grillons. La douceur de la nuit était telle que plusieurs de ces dames laissèrent glisser leurs manteaux et ne craignirent pas d'offrir leurs épaules à la fraîcheur.

Chacun se louait du tact et de la délicatesse de la comtesse de Foix dans le choix des places, sauf le comte Gregory qui salimait l'Albanie désavantagée et défiait du regard, presque

Copyright by Henry Bordeaux, 1930.

Voyez la Revue des 15 octobre et 1^{er} novembre.

TOME LX. — 15 NOVEMBRE 1930.

16

en face de lui, Pierre Bussy l'académicien qu'il considérait comme un usurpateur et qui ne soupçonnait rien de ces manèges malveillants, et sir Brian Daffodil qui, enragé d'être le voisin de Mrs Harriett Rowsell, commença de se tourner vers Isabelle sans se rendre compte que la jeune fille était fiancée et que dès lors il convenait de ne la point divertir de son bonheur par la conversation même la plus brillante.

— Pourquoi, lui reproche Isabelle qui a hâte de s'isoler avec Georges d'Aigues, vous détourner de Mrs Harriett Rowsell, votre voisine, qui penchait tout à l'heure vers vous un visage implorant ?

— Je brûle, mademoiselle, de vous raconter notre histoire. Avec la loyauté de la jeunesse, vous me donnerez raison. Nous sommes deux revenants, Harriett et moi.

— Deux revenants ?

— Oui, deux revenants. Quand nous nous sommes rencontrés, il y a trente-trois ans, nous nous sommes reconnus, car nous avions le même goût pour les ballades écossaises. Nous ne pouvions nous rassasier de nos promenades parmi les bruyères de Lochmaben. Tous deux, nous étions fiancés.

— Comme moi, se hâte de proclamer Isabelle.

— Vous l'êtes ? Quel dommage !

— Pourquoi est-ce dommage ? demande-t-elle en riant.

— Mais parce que je dois brusquer la fin de mon histoire et me tourner décidément vers ma voisine de droite. Nous étions alors fiancés, mais pas ensemble. Chacun de son côté. Elle aurait dû mourir le lendemain de mon mariage, et moi le surlendemain.

— Pourquoi la supprimer la première ?

— Les femmes ne devraient pas poser cette question. Parce que les femmes, en amour, donnent toujours l'exemple. Elle a survécu. Moi aussi. Vous voyez bien que nous sommes des revenants.

Puisqu'il lui faut décidément abandonner cette jolie partenaire de droite, il interpelle Pierre Bussy qui est de l'autre côté de Mrs Harriett Rowsell et que la comtesse de Foix, pour l'instant, laisse vacant, afin d'adresser elle-même la parole à son hôte le plus illustre, lord Musgrave.

— Ce jeu importé d'Amérique, monsieur l'académicien...

— On ne doit pas en parler pendant le dîner...

— *The murder-party* est un témoignage de la barbarie d'outre-mer. Je lisais récemment, dans mes journaux de Londres, la reproduction d'une enquête menée aux États-Unis. Le journaliste demandait aux plus hautes personnalités, évêques, professeurs, magistrats, quelles étaient leurs lectures favorites. Presque tous répondirent : les livres de détectives, ceux d'Edgar Wallace, ceux de Conan Doyle, et encore ceux d'auteurs beaucoup plus repoussants. Et pourquoi ? à cause du problème à résoudre. De là à imaginer ce jeu d'assassinats, il n'y avait qu'un pas.

— Il a été franchi, dit Pierre Bussy. Mais ce jeu peut être relevé par la psychologie.

— La psychologie, monsieur l'académicien ! Demandez à lord Musgrave, qui est l'autre voisin de la comtesse de Foix, ce qu'il pense de la psychologie américaine. Il n'y a pas si longtemps que lord North, ambassadeur de Sa Majesté la reine Victoria à Washington, demandait son rappel. Et savez-vous pourquoi il demandait son rappel instamment et immédiatement ?

— Comment le saurais-je ? Il ne se plaisait pas en Amérique.

— Il ne pouvait pas s'y plaire. C'était un homme très distingué et même raffiné dans ses manières. Quand il dînait à la Maison-Blanche, il voyait parfois le Président sortir de sa poche un couteau pour couper la viande.

— Vous plaisantez, sir Brian, intervient Mrs Rowsell.

— Je ne plaisante pas, et il n'y a pas si longtemps. Cependant, à Londres, Sa Majesté la Reine refusait de le rappeler. Alors il mit sous enveloppe diplomatique un insecte qui, pendant un repas, avait sauté sur lui de la personne du Président, et qu'il avait saisi avec promptitude et habileté, parce que son avenir était en jeu. Il fut aussitôt rappelé.

— Sir Brian, proteste encore Mrs Harriett Rowsell, tandis que l'académicien rit de l'insecte historique, vous êtes insupportable. Les États-Unis sont un pays admirable d'énergie, de volonté, de création. Ils se sont faits en moins d'un siècle.

— Précisément, ils se sont faits trop vite.

— Ils se sont faits si bien qu'ils dépassent aujourd'hui tous les autres en puissance d'argent et de production.

— Mais vous n'avez pas pu y rester, Harriett.

— On y porte le plus beau linge, on y offre les fêtes les plus chères.

— Mais on y croit la vieille Europe finie, quand elle est demeurée la gardienne de la civilisation.

— L'Europe, sir Brian, se détruit elle-même de ses propres mains.

Mrs Harriett Rowsell défend l'Amérique depuis qu'elle l'a quittée. Son roman le plus célèbre, *Eternal Love*, est, comme il arrive à la plupart des femmes écrivains, l'histoire de son cœur. Éric et Annabella, ses deux protagonistes, se rencontrent quand ils sont déjà fiancés l'un et l'autre. Irrésistiblement attirés l'un vers l'autre, ils ne songent pas, néanmoins, dans leur loyauté, à rompre des liens antérieurs, mais chacun d'eux fait l'aveu de sa passion nouvelle à celle et à celui qui les peuvent seuls délier. La fiancée d'Éric et le fiancé d'Annabella n'estiment point qu'une rupture doive intervenir. Ainsi les deux mariages sont-ils célébrés qui séparent pour toujours les deux amoureux. Mais trente ans plus tard, ayant vécu l'un aux Indes, l'autre en Écosse, ils se retrouvent dans un salon de Londres et s'aperçoivent que leur amour est resté tel qu'au premier jour de leur rencontre. Lui a contracté une maladie de foie sous des climats excessifs : il revient jaune et ossifié de l'empire d'Asie. Elle, engourdie dans un château d'Écosse, s'est alourdie et empâtée. Rien ne leur demeure plus de ces attraits physiques qui les avaient sans doute autrefois précipités l'un vers l'autre. Néanmoins, sous les apparences que le temps a modifiées, survit ce quelque chose d'inaltérable qui, précisément, est l'amour.

Isabelle, qui a lu ce livre suranné, survivance de la littérature victorienne, en reconnaît avec surprise les héros sur les indications que lui a fournies son aimable voisin. Sir Brian Daffodil, la cinquantaine dépassée, est encore séduisant avec son masque rasé et régulier, sa maigreur musclée, sa voix harmonieuse et son érudition à l'usage du monde. Et si les cheveux prématurément blancs et coupés courts de Mrs Harriett Rowsell, son visage chétif et mince allongé en triangle et déjà flétri, la vieillissent jusqu'à la soixantaine, les yeux dorés ont gardé une si limpide candeur, la bouche a tant de grâce, et la tournure tant de sveltesse, qu'une fraîche jeune fille paraît cohabiter avec la chère vieille dame. Ainsi n'a-t-elle point

perdu le don de plaire, mais, c'est un charme de spiritualité qu'elle exerce et non un autre. Elle donne envie de tenir des propos intelligents et honorables, élevés même, sur des sujets d'humanité ou d'art.

« Ils pourraient s'aimer encore, songe Isabelle, sans trop de ridicule. Et sir Brian est excédé de cette éternelle amoureux... » Puis, elle se tourne résolument vers Georges d'Aigues, son fiancé, avec une pensée nouvelle d'anxiété : « M'aime-t-il ? M'aimera-t-il toujours ?... »

La comtesse de Foix entretient lord Musgrave de ses voyages aux Indes, afin de ne pas le restituer trop ostensiblement à Claire de Maur. Lord Robert Musgrave est un bel homme qui porte à peine cinquante ans, bien fait, haut et fort, au visage rasé un peu rouge, avec un grand front lumineux et des yeux de rêveur un peu surprenants dans un ensemble aussi viril. Il a été le principal secrétaire du Foreign Office à Londres et on le regardait en Angleterre comme le successeur d'un lord Cromer ou d'un marquis Curzon, quand le ministère Mac Donald, sans le mettre absolument en disgrâce, a réduit son importance. Comment est-il si différent de ses deux compatriotes, sir Brian Daffodil et Mrs Harriett Rowsell ? Mais n'y a-t-il pas, dans la Grande-Bretagne, comme « deux races qui, entrecroisées bien souvent comme deux fils, ... demeurent distinctes à travers l'histoire ? L'une, la celtique, se reconnaît à son rêve léger et délicat, à ses imaginations aériennes, à son chimérique idéalisme, à son tendre sentiment, à la grâce fantasque et musicalement harmonieuse de sa poésie, à la sorcellerie subtile de son art, à ces divinations d'un au-delà de mystère que de loin en loin, par un signe, la vivante nature fait pressentir au poète... Cette race a certainement pour filles l'une des âmes de Shakespeare, celles de Spencer, de Keats, de Shelley, de Tennyson, de William Morris, de Walter Pater (1)... » De Ruskin aussi, le maître de sir Brian. L'autre race, plus positivement anglaise, plus individualiste, plus violente dans l'action, positive et passionnée ensemble, et « de temps en temps arrachée à son travail persévérant par des crises d'imagination poétique et sombre », serait représentée dans la

(1) André Chevrillon : étude sur *Rudyard Kipling*.

littérature par un Swift, un Byron, une Charlotte Brontë, un Carlyle, un Kipling. Chez lord Musgrave, si préoccupé à travers la guerre et après la guerre de la domination anglaise, un drame intime s'est mis en travers du droit chemin tracé par sa volonté. Comment la comtesse de Foix a-t-elle pénétré dans son jardin secret ? Il a connu Claire de Maur tout enfant à l'ambassade française d'Hyde Park. Elle est devenue jeune fille dans son voisinage, tandis que lady Musgrave, désespérée de la perte de son unique enfant, sombrait dans une demi-démence. Il avait accoutumé de la promener dans les beaux parcs de Richmond, de Kew ou de Windsor ou dans les musées. Comment se défier des rencontres d'une jeune fille de dix-huit ans et d'un homme de près de cinquante ? Cette jeune fille s'était éprise de cet homme supérieur qui avait tenté vainement de la fuir. Les impossibilités et les distances s'étaient entassées entre eux. Ils s'étaient rejoints au Caire, en Italie, aux sports d'hiver en Suisse. Deux ans auparavant, ils s'étaient donné rendez-vous à Murren qui est une haute station alpestre en face de la Jungfrau et lord Musgrave avait manqué à sa parole. Il avait écrit à la jeune fille une tendre lettre de rupture. Depuis cette date ils ne s'étaient pas revus.

Il raconte à sa voisine les fêtes données par le Guicowar à Baroda, et qui consistaient en combats d'éléphants et de rhinocéros, et aussi de gladiateurs nus armés de griffes en corne :

— Ils se ruent les uns contre les autres, et leurs corps sont bientôt tout rougis de sang. Grisés par cette vue, ils entrent dans une sorte de frénésie et se déchirent jusqu'à la mort, à moins que le Guicowar n'arrête la bataille en passant un collier de perles au cou du vainqueur.

— C'est horrible et excitant.

— Les nations d'Europe ne se sont-elles pas, madame, pareillement déchirées dans la guerre ?

Claire de Maur n'écoute plus depuis un instant les propos que lui tient le docteur Dominant sur les diverses étrangetés de ses plus belles neurasthéniques. Elle se recueille toute dans l'attente lumineuse de communiquer après tant de mois noirs avec son cher voisin.

— Je ne dois pas vous accaparer, dit avec un sourire entendu Ethel de Foix à lord Musgrave.

Celui-ci ne proteste pas. Que le mystère de sa vie commence d'être connu, il n'en a cure pour l'instant. Il retrouve son amie perdue, et il la retrouve intacte.

— Parlez-moi, Claire, afin que j'entende votre voix que je n'entendais plus.

— Mais, moi, j'entendais la vôtre.

— Oh ! comment pouviez-vous l'entendre ?

— Vous savez bien que je vous écoutais. On croyait que vous parliez pour le monde entier, et c'était pour moi. A votre retour des Indes, vous avez prononcé un grand discours à la Chambre de commerce de Londres.

— Un discours économique, sourit l'homme d'État qui devine bien où elle veut en venir.

— Parfaitement, un discours économique devant le microphone. Les journaux anglais m'avaient avertie. A l'ambassade de Berne, nous entendons parfaitement le poste de Londres. J'ai voulu vérifier où j'en étais de mon anglais. J'ai tout compris.

— Tout, vraiment ?

— Oui, vraiment. Au milieu des renseignements sur la production et les échanges, il y avait le récit d'une randonnée au bord du Gange. Une jeune fille hindoue qui s'approchait du fleuve incarnait pour vous le printemps. Votre automne, disiez-vous, en était rajeuni, et ainsi le vieil empire britannique sans cesse renouvelé par son contact avec le vaste monde. Cela, c'était pour moi, n'est-ce pas, et non pour les marchands de la Cité ?

— C'était pour vous, Claire. J'espérais que vous m'écoutiez.

— Plus tard encore, dans un autre discours...

— Dans tous mes discours publics répandus par la T. S. F., j'ai mis une phrase pour vous.

— Et je l'ai toujours trouvée. C'était délicieux, cet aveu d'amour à distance.

— Il n'y a plus de distance, Claire, entre nous...

Comment un grand journaliste américain perdrait-il une quatrième occasion d'interview ? Edgar Hilden est placé à côté de la plus célèbre étoile du cinéma français. C'est une chance pour lui, mais plus encore pour elle, car il a le pouvoir de transformer cette célébrité locale en une célébrité mondiale. Les stars des États-Unis ont une tout autre situation artis-

lique et financière que les chétives étoiles des nations européennes. Cette Clarisse Villevert, qui est si fabuleusement belle dans sa robe grenat, le corps moulé dans tous ses harmonieux contours, le visage régulier et les yeux dévorants, ne le comprend-elle pas? Elle ne lui prête aucune attention. Elle paraît absorbée dans une pensée qui l'agite, la tourmente, lui incline la tête de droite et de gauche comme si elle cherchait à fouiller les bois à la clarté de la lune. Sans doute ne l'a-t-elle pas identifié : les présentations se font si mal! Il se présente donc de nouveau et ne produit aucun effet. Déjà vexé, il engage la conversation :

— Vous êtes une femme terrible, mademoiselle, ce qu'on appelle chez vous, je crois, une femme fatale. Les rôles de femmes fatales sont toujours dévolus à des brunes. Vous tuez beaucoup, n'est-ce pas?

Clarisse est contrainte à répondre, mais s'exécute de mauvaise grâce :

— Je suis tuée aussi.

— Quand?

— Dans *Yamilé*. Dans le *Collier de clous de girofle*.

— Ah! oui, je vous ai vue dans ce film tunisien. Vous étiez une fille du désert : Ghezella, je crois, la femme d'un vieux chef usé par l'âge, mais jaloux et vindicatif. Vous vous épreniez d'un officier français que vous aviez vu à cheval et qui était jeune et superbe. Chaque nuit vous le rejoigniez au risque de votre vie. La première fois que vous lui apparaissiez, vous aviez sauté du dehors, avec une souplesse de panthère, sur la fenêtre et vous vous teniez dans l'embrasure, éclairée par la lune, enveloppée d'un châle dont les franges s'effilaient jusqu'à vos genoux. Vous restiez immobile, ne sachant pas s'il voulait de vous. Et puis vous lui jetiez la rose rouge de l'oasis. Alors il vous recevait dans ses bras. En effet, dans ce film-là vous étiez étranglée par votre vieux mari. Il faudrait faire une affaire avec l'Amérique, changer le titre qui est long et obscur, appeler le film *Ghezella* et vous faire sauver au dernier moment par le jeune officier. En Amérique, il faut un dénouement heureux pour la sortie.

Mais il parle pour lui tout seul, bien qu'il propose une affaire. Il ne peut pourtant pas s'interviewer lui-même sur le cinéma. Clarisse Villevert s'est détournée de lui et continue

d'agiter la tête de droite et de gauche, de la pencher, de la redresser, comme si elle inspectait les lieux avec insistance ou comme si elle était en proie à des tics nerveux. Elle est bien la première star européenne qui se dérobe à une offre des États-Unis. Ne serait-elle pas atteinte quelque peu dans ses facultés mentales?

Le professeur suisse qui l'observe d'un œil complaisant, — l'absorption de Claire de Maur par lord Musgrave lui laisse tout loisir, — veut profiter d'un mouvement qui projette le beau visage mobile de son côté et voici qu'il entreprend l'artiste sur sa spécialité :

— La plupart de mes clientes, mademoiselle, sont comme vous des virtuoses. Oui, des virtuoses dans l'art de faire vibrer la lyre des émotions.

Il est assez content de cette phrase qui, cependant, n'a pas semblé porter. Plus direct, il reprend :

— Vous n'avez jamais visité ma clinique. Ou plutôt ma villa. Une villa spacieuse et gaie, au-dessus du lac. Pas au bord, à cause des accidents. Je vous y invite, mademoiselle.

Cette fois il obtient une réponse, mais sèche :

— Je vous remercie, monsieur, je ne suis pas malade.

— On croit toujours n'être pas malade. C'est une grande faiblesse ou une grande frivolité. Or, nous tenons de nous-mêmes le pouvoir de nous guérir. Notre équilibre dépend de nous. Autrefois, l'on ne soignait chez l'homme, et surtout chez la femme, que l'animalité. C'était le temps où l'on considérait l'intelligence comme une suite de phénomènes, le vice et la vertu comme des produits comparables au sucre et au vitriol. Le corps importait seul; l'esprit suivait sa direction, participait à sa santé comme à ses déchéances. Mais, poussé plus loin, le positivisme démontra que le jeu des influences, — vous me suivez, mademoiselle...

— Mal.

— ...Le jeu des influences, que l'on n'avait guère étudié, pendant toute une période du dernier siècle, que du dehors au dedans, s'exerçait aussi bien du dedans au dehors. Notre vie intérieure pouvait, dans une certaine mesure, corriger, redresser nos organes défaillants; les anciens psychologues, que nous appellerions aujourd'hui des psychiatres, l'affirmaient en conseillant une bonne et forte hygiène morale. Et Gœthe

n'était-il pas allé jusqu'à prétendre que nous ne mourions que par une diminution de notre volonté?...

Il a multiplié les grâces pendant ce discours, afin de retenir l'attention de sa voisine, de sa future cliente, et il en reçoit cette réponse :

— Ne trouvez-vous pas, docteur, que ces fleurs sont bien gênantes ?

— Elles sont inutiles, car leur parfum en plein air est perdu.

— N'est-ce pas qu'elles sont inutiles ?

Elles empêchent Clarisse de suivre, à l'autre bout de la table, les manèges de Georges d'Aigues et d'Isabelle de Foix qui lui font vis-à-vis. Si elles l'empêchaient totalement, passe encore, mais elles l'obligent à des torsions continuelles du cou et de la tête qui sont fatigantes et lui livrent un spectacle incomplet, d'ailleurs affligeant.

Découragé, le docteur Dominant profite d'une seconde où Claire de Maur se tourne de son côté pour lui expliquer, à voix confidentielle :

— Cette Clarisse Villevert est une malade, une grande malade. Elle est au dernier degré de la neurasthénie. Pour moi, elle est obsédée. Peut-être même fait-elle de la mélancolie anxieuse. Observez-la, ne fût-ce qu'un instant. Vous la verrez atteinte d'une nervosité extrême qui implique un détraquement cérébral, d'une agitation saccadée qui ne présage rien de bon. Elle est à surveiller.

— Il faut la guérir, docteur. Elle est belle et veut être heureuse.

— Elle ne l'est pas, et fera un malheur.

Mais déjà Claire de Maur, dont les yeux resplendent de plaisir, écoute la voix profonde de lord Musgrave.

M. d'Aubré, pour faire sa cour, doit subir les derniers potins de Paris que M^{me} Aisery excelle à raconter. Elle n'est pas femme à perdre un succès. Elle a beaucoup d'esprit et y ajoute celui des autres, car sa mémoire est excellente. Ainsi doit-il rire d'un certain M. de Bourgameuf, surnommé le danseur mondain à cause de sa passion pour la danse. M. de Bourgameuf, devenu veuf d'une femme qu'il adorait, se serait trouvé par surcroît privé de danser, s'il n'avait découvert un dancing de banlieue attenant à un cimetière. Il y pouvait pleurer en dansant.

Tour à tour le comte de Foix tâche à distraire et amuser ses voisins, M^{me} de Maur qui, sans sa fille Claire, ferait une médiocre ambassadrice, toute pénétrée de soucis ménagers, et la comtesse Gregory dont l'unique rêve est de paraître une grande mondaine, et même une grande mondaine parisienne. L'Albanie ne l'y a pas préparée. Elle sort de sa bouche peinte à l'excès des phrases toutes faites, qu'elle a entendu émettre précédemment. Ainsi, comme il est question des derniers accidents d'aviation, assure-t-elle qu'on n'a jamais montré un tel mépris de la vie.

— Oh! sourit le comte de Foix, ne croyez pas cela. Le souci de la vie humaine n'a jamais été bien grand. Je lisais hier dans Chamfort, qui est mon auteur favori (la comtesse Gregory approuve avec complaisance, ignorant totalement ce Chamfort), l'aventure de ce lord anglais qui, s'étant grisé dans un cabaret, avait assommé le garçon. Quand il eut recouvré ses sens, l'hôtelier le lui reprocha : « Mettez-le sur la note », dit-il simplement.

Mais l'Albanie comprend mal la plaisanterie et songe à ses revendications. Le comte Gregory est de fort méchante humeur parce que la loi des préséances a été violée en faveur de ce M. Pierre Bussy qui n'est qu'un auteur dramatique. Longtemps il a gardé le silence. Il se décide à se pencher vers M^{me} de Maur, sa voisine de gauche, pour lui lancer dans l'oreille cette interrogation :

— On n'a plus de talent, n'est-ce pas, madame, une fois qu'on est entré à l'Académie?

Mais la bonne dame de lui répondre en toute honnêteté :

— C'est déjà beaucoup d'en avoir avant, monsieur le ministre.

Susceptible, il y voit une allusion à son propre dénuement diplomatique, quand M^{me} de Maur ne pense qu'à s'inspirer de l'ordonnance du repas pour le prochain gala de l'ambassade de Berne.

Encadré de respectabilité, le comte de Foix, tout en soutenant la conversation, ne cesse de faire des yeux le tour de la table. N'a-t-il pas quatre jolies femmes à regarder, M^{me} Aisery, Claire de Maur, Mrs Hilden et surtout Clarisse Villevert, quatre jolies femmes qui ont fait assaut de toilettes sensationnelles et qui semblent, à la lueur des bougies et aux rayons

lunaires, des hamadryades enchaînées aux arbres de la forêt, quatre jolies femmes, sans compter sa fille, et même sa femme, encore agréable en robe héliotrope et manteau de vison, et c'est bien l'avis de Pierre Bussy placé auprès d'elle. Cependant, c'est la star qui retient ses yeux. Lui aussi, comme le docteur Dominant, a observé sa nervosité croissante, mais en saurait-il, plus que le savant professeur, la cause? Ne la cherche-t-il pas, cette cause, à l'autre bout de la table où Georges d'Aigues et Isabelle échangent sans doute de tendres propos? Le comte Gregory a fini par s'apercevoir qu'il avait une voisine plaisante, — ce n'est pas M^{me} de Maur, — et qu'il était urgent d'intéresser l'Amérique en la personne de Mrs Hilden à la crise albanaise, en sorte que, le tact de sir Brian Daffodil aidant, les deux fiancés ne sont plus dérangés. C'est pourtant Isabelle dont les lèvres remuent le plus souvent. Georges semble préoccupé, distrait. Il faut que la jeune fille multiplie les avances pour obtenir de lui des sourires et des mots flatteurs. Peu à peu il se dégèle et bientôt c'est lui qui fait la bouche en cœur et prend des airs sucrés. Visiblement sa voisine l'a séduit. Roger-Bernard croit assister à leur conversation et il n'en ressent aucun plaisir. L'aversion qu'il éprouve pour son futur gendre s'accroît ce soir au lieu de diminuer. Heureusement, celui-ci ne surprend pas au passage ces regards hostiles, haineux, presque terribles. Des effluves révélateurs vont-ils jusqu'à lui? Voici qu'il se tait maintenant. A l'autre bout de la table Clarisse a-t-elle réussi à découvrir le couple qui l'intéresse? Isabelle, ignorante et désappointée, garde à son tour le silence après plusieurs tentatives, elle qui se promettait tant de joie de cette divine soirée. Puis le duo interrompu recommencera et continuera brillamment. Clarisse Villevert a suspendu momentanément ses contorsions, mais garde un visage tragique. Sir Brian Daffodil a remarqué la gêne momentanée des deux fiancés et il est entré en scène pour la dissiper :

— Avez-vous suivi par la T. S. F., mademoiselle, la marche de votre Costes et de votre Bellonte, hier, au-dessus de l'Océan? Ce sont de fameux ambassadeurs ! Il paraît qu'à Paris la foule, massée sur la place de la Concorde, a chanté *la Marseillaise* pour se libérer de son attente et de son angoisse.

— Oui, sir Brian, répond la jeune fille au bavard professeur

d'Oxford, j'ai interrogé les ondes au clair de lune. Nous avons un excellent appareil.

— Et que leur disiez-vous?

— Je leur disais : « Chères ondes frémissantes, soyez dociles, et révélez-nous ce qui se passe là-bas, sur la mer, et plus loin encore, de l'autre côté de la mer. Ne me laissez pas me coucher sans savoir. Transmettez-nous les signaux... »

— Oui, comme autrefois les feux allumés de colline en colline apprirent à la Grèce triomphante la prise de Troie. Et les ondes vous ont répondu?

— J'ai su vers une heure du matin qu'ils avaient atterri à New-York.

— Alors, qu'avez-vous fait?

— Je ne sais pas. J'ai senti un frémissement intérieur, j'ai prié, mais j'aurais voulu casser quelque chose.

— Oh ! c'est encore mieux que le chant de la foule, cette veillée solitaire. M. d'Aigues, vous avez une fiancée exaltée et je vous adresse tous mes compliments.

Georges d'Aigues incline la tête en signe d'assentiment. Ses yeux aigus évaluent la jeune fille presque insolemment. Cependant, comme il est sensible à l'opinion d'autrui, son impression favorable en est accrue. Elle est, ce soir, appétissante avec ses beaux bras de terre cuite et toute son ardente jeunesse. De l'autre côté, Clarisse Villevert a surpris cette attitude, et c'est elle qui casse quelque chose, son verre plein du fameux Corton 1915 servi avec les perdreaux, qui coule sur la nappe et la tache de sang.

— Il faut venir me voir à ma clinique, insiste résolument le professeur suisse.

Mais il reçoit pour sa proposition une œillade féroce.

— Je vous assure que cette femme est dangereuse, murmure-t-il à l'oreille de Claire de Maur qui l'écoute à peine.

Cependant, par politesse, elle réplique dans un sourire d'extase :

— Il n'y a pas de femmes dangereuses, docteur, il n'y a que de méchants hommes. Et il me semble ce soir que le monde est devenu meilleur.

Que le monde s'améliorât subitement, cela ne ferait point ce soir l'affaire de la comtesse de Foix dont l'oreille fine a perçu

le propos optimiste. Cependant la psychologie américaine, bafouée par le professeur d'histoire à l'Université d'Oxford, ne sera pas en défaut. Tandis qu'habituellement, au cours des banquets, la chaleur des vins et l'excellence des mets avivent de plus en plus la conversation et délient les langues, voici que peu à peu d'imperceptibles ombres se glissent entre les convives. Les couples amoureux ont épuisé ce qui peut se dire par allusion en présence d'autrui et le désir d'une liberté de paroles plus complète ou de la moindre caresse les rend languissants... Mrs Harriett Rowsell suit la descente aérienne et acrobatique d'une araignée qui, réveillée par la lumière, descend d'une branche de sapin, suspendue au fil invisible qu'elle tisse au fur et à mesure, et ses voisins s'intéressent à ce manège inquiétant. Des moustiques, attirés par l'éclat des bougies, ont quitté la mare et frôlent les visages en se faisant précéder de leur obsédante et stridente musique de fifre aigu. Ces dames ont ramené sur leurs épaules les manteaux, sentant ou présentant une humidité venue des bois ou des étangs dont la lune, en plein firmament, décèle les retraites où courent ses rayons comme des projecteurs indiscrets et insuffisants. Tout le mystère nocturne peu à peu se révèle. Ce n'est plus le décor d'une nature morte, c'est un entourage secret d'êtres vivants et inconnus, peut-être hostiles. Et voici que dans les arbres les chouettes qui s'interpellaient au loin se rapprochent.

— Ce sont des appels amoureux, explique le comte de Foix pour rassurer ses hôtes.

— On prétend dans le pays qu'ils annoncent la mort, réplique la comtesse qui ne veut perdre aucun atout pour son jeu criminel.

Les deux interprétations sont exactes. C'est un ululement infiniment doux et qui tremble dans le clair de lune, mais les notes en sont poignantes et douloureuses, monotones et lugubres. Clarisse Villevert, surtout, en est très impressionnée. Elle voudrait se lever de table, courir se réfugier à l'autre bout

— Calmez-vous, mademoiselle, la retient presque de force le docteur Dominant. Je vous soignerai énergiquement et vous guérirai. Il en est temps encore.

— Vous m'agacez, lui déclare-t-elle spontanément.

Encore doit-elle dompter son tempérament populaire qui lui inspirerait d'autres invectives.

— Elle est très malade, répète le professeur à l'oreille de Claire de Maur qui trouve au cri des chouettes une mélancolie délicieuse, accordée avec ses tristes amours déchirées.

La conversation devient générale. L'un ou l'autre raconte des faits inexplicables d'intersigne ou de télépathie.

Pour répondre à une interrogation de la comtesse Gregory s'informant de la mort de Lassalle dans la clairière de Crevin, Roger-Bernard, — sa femme ne l'avait-elle pas prévu? — entreprend le récit tragique.

— Ma fille, tout à l'heure, a failli buter contre la pierre de l'inscription. Elle est là, à deux pas. Cette Hélène de Dönniges était une coquine.

— Vous exagérez, proteste Pierre Bussy, une comédienne, simplement. Elle avait joué tout enfant avec le roi Louis II de Bavière.

— Qui la battait. C'est le seul acte de bon sens qu'on puisse relever dans toute la vie de ce roi fou. Sa beauté était extraordinaire, mais elle en abusait. A Genève, à la promenade de la Treille, elle affichait ses flirts et on la citait aux jeunes filles comme exemple à ne pas suivre.

— C'était une femme fatale, conclut M. Hilden. Je l'imagine volontiers sous les traits de M^{lle} Clarisse Villevert qui tue beaucoup au cinéma.

— Oh! reprend le comte de Foix, Hélène de Dönniges était trop habile pour opérer elle-même. Elle a fait tuer Lassalle après l'avoir séduit et après l'avoir humilié, ce qui, pour ce vaniteux, a dû être pire que la mort. Cette histoire ferait un beau film, avec M^{lle} Villevert dans Hélène de Dönniges.

Tous les yeux sont fixés sur la star. Et tous les yeux voient tout à coup le visage de la star se décomposer, tandis qu'elle pousse un cri pathétique :

— Là, là, montre-t-elle : il y a quelqu'un.

— C'est une voyante, marmonne le docteur Dominant.

Mais les convives entendent distinctement un pas qui glisse dans les taillis, homme ou bête.

— Halte! ordonne à tout hasard Roger-Bernard qui s'est levé. Halte, ou je tire.

Il a sorti de sa poche un minuscule revolver. Comme le bruissement à travers les branches continue, il fait feu en l'air, et ces dames se bouchent les oreilles. Le bruit s'arrête instan-

tanément. Deux des serviteurs qui se sont précipités ramènent un malheureux paysan blême et terrifié.

— Que fais-tu là ? interroge le maître des lieux.

— De la contrebande, explique-t-il.

— Ah ! oui, la route d'en bas marque la frontière. Donnez-lui du perdreau et un verre de Bourgogne. Au revoir, mon ami, et prends garde aux lumières une autre fois.

— Excellent ! excellent ! murmure la comtesse à son voisin, son complice, Pierre Bussy. Voilà qui favorise l'atmosphère de la *murder-party*. Roger-Bernard est très délicat. Ce coup de revolver prématuré est une attention conjugale. Ne perdons pas une minute.

Elle lève aussitôt la séance, tandis que les invités avalent en hâte café bouillant ou liqueurs. Pour leur laisser le loisir d'achever leur breuvage sans se brûler ou s'étouffer, elle se lance dans un petit discours préliminaire :

— Nous allons rentrer au château. *The murder-party* commence. Vous n'êtes plus chez moi. Vous êtes chez la toute charmante M^{me} Aisery qui va nous précéder et nous recevoir. Oui, mon mari a préféré cette substitution. Il prétend que je suis trop franche et trop brusque pour jouer la comédie criminelle. Et lui-même a refusé énergiquement de prendre un rôle. Dans le hall vous trouverez des documents qui vous instruiront de la situation supposée de M^{me} Aisery. Voici le couteau d'or qui sera offert en prime au meilleur détective. C'est un coupe-papier amusant. Et maintenant, chère madame Aisery, nous vous suivons.

Et le cortège prit le chemin du retour au clair de lune, tandis que les bougies achevaient de s'éteindre sur la table au-dessus des roses, accompagné par le chant des grillons et des criquets dans les herbes et par le ululement plaintif des hulotes et des chats-huants.

MURDER-PARTY

Le retour est moins gai que l'aller. Trois couples amoureux manœuvrent savamment pour s'embrasser. Ah ! si la lune consentait à plus de discrétion ! Grace Aisery a donc pris la tête du cortège et s'éloigne à pas rapides, flanquée de M. d'Aubré, son sigisbée. Il la supplie, quand ils ont une avance suffisante

pour être hors de vue, de s'arrêter une seconde et de se laisser effleurer, effleurer seulement, non sur les joues ni sur les yeux qui sont trop bien faits, ni sur la bouche qui est trop peinte, — elle peut se rendre compte qu'il est un homme bien élevé, — mais sur le coin de chair naturelle qui est entre le cou et l'épaule. Elle sourit et refuse, le plus gentiment du monde. A bout d'arguments, il trouve encore celui-ci :

— Mais puisque vous allez mourir.

— Ah! c'est vrai, je l'oubliais. Alors, vous pouvez.

Claire de Maur retient au contraire lord Robert Musgrave après le départ des convives. Il ne se lasse pas de la contempler :

— Tout à l'heure je vous voyais mal, parce que vous étiez à côté de moi.

— Vous tourniez pourtant la tête.

— Pas assez. J'ai besoin de vous voir pour tant de mois, tant d'années perdues.

— Perdues? Ah! vous avez dit : perdues. Que je suis contente! Embrassez-moi.

— Vous êtes ma jeunesse et j'ai peur de la briser rien qu'en la touchant.

— Osez, dit-elle en s'appuyant à lui.

Isabelle attend une caresse de son fiancé et, comme cette caresse se fait attendre, elle s'approche de lui jusqu'à le frôler. Il ne l'a jamais sentie plus attirante et plus attirée, plus savoureuse, et il se penche. Mais à peine redresse-t-il la tête qu'il aperçoit devant lui le visage décomposé, — autant, du moins, qu'un visage peut l'être sous le fard, et c'est plutôt l'expression des yeux agrandis — de Clarisse Villevert qui a échappé aux brillantes offres de M. Hilden et aux conseils du docteur pour se jeter dans sa direction. Heureusement, Isabelle ne se doute de rien. Ne se doute-t-elle de rien? Sir Brian Daffodil, sans le savoir, sauve la situation en s'extasiant sans mesure, à son habitude, sur la beauté de la star :

— Oh! dit-il, les rayons de la lune dansent de joie en vous éclairant. Regardez-les.

Elle est si accoutumée aux flatteries qu'elle ne répond même pas au disciple de Ruskin. Elle poursuit son idée fixe et ne veut pas lâcher Georges d'Aigues.

— Renseignez-moi, monsieur, sur ce nouveau jeu et

conseillez-moi sur ma mort, réclame-t-elle sans raison, tandis que sir Brian recueille Isabelle.

La jeune fille est vaguement inquiète en voyant pour la seconde fois la star s'emparer de son fiancé. Elle s'est dressée, l'oreille aux aguets, comme un chevreuil à l'orée d'un bois où il découvre le chasseur. Le désir de savoir peut-il, à lui seul, étendre la perception des sens, — le désir et la peur ensemble? A distance même, elle distinguera bien quelque chose de cet aparté. Rien qu'au son des voix, elle devinera.

— Tu es un misérable, murmure tout bas Clarisse Villevert. Je veux te parler. Tout de suite.

— Impossible, se dérobe-t-il.

— Si. Je dois faire la morte dans la chambre de ton Isabelle. Tu dois la connaître. Tu m'y rejoindras avant qu'on arrive.

— Non, non.

— Je veux. Sinon, je fais un éclat.

— C'est bien, j'irai.

Isabelle n'a pu entendre qu'un mot, et puis un autre, assez pour redouter un guet-apens. Son hâle et la douceur de la clarté lunaire ne permettent pas de distinguer sa pâleur. Quand son fiancé lui est rendu, elle se tait, ne pouvant se dominer assez pour ne pas livrer sa peine. Sa peine ou sa colère? Son désespoir ou sa fureur? Sir Brian Daffodil, qui ne cesse guère de parler, couvre du bruit et de la cadence de ses phrases bien nombrées la détresse de l'une et le double jeu de l'autre, qui s'empresse maintenant auprès de la jeune fille dont il pressent l'irritation.

Ainsi rentre-t-on pâle-mêle au château où se trouvent déjà les nouveaux arrivants : M. de Maur l'ambassadeur, le consul général d'Italie à Genève, M. Ferrari, le sous-préfet de Saint-Julien, M. Nicux, et deux petits secrétaires de la Délégation japonaise, frétillants et muets, sauf entre eux. Il a fallu toute l'audace internationale de la comtesse de Foix, hantée par la paix universelle, pour mêler Italiens et Albanais, Japonais et Américains.

Seul parmi les invités, manque M. Aisery, le directeur de la Compagnie aérienne Paris-Bagdad. Sir Brian Daffodil prend à partie la maîtresse de maison démissionnaire :

— Comme nous regrettons, madame, votre hospitalière personnalité! Ainsi vous n'êtes plus chez vous dans cette princière

demeure. Et il va s'y commettre des crimes. C'est affreux. Combien serons-nous de détectives? J'aperçois un renfort important. Mais, vous et le comte, n'êtes-vous pas exclus?

— Moi, oui. Roger-Bernard, non.

— M. Pierre Bussy vous a aidée pour le scénario. M^{me} Aisery joue un rôle. M. d'Aubré aussi, probablement. Et je gage que cette charmante et remuante étoile, M^{lle} Villevert, est désignée pour le principal. Y a-t-il encore d'autres acteurs?

— Vous êtes curieux, sir Brian. Vous le verrez. Et d'ailleurs les acteurs ne connaissent que leur rôle. Les morts ne savent pas qui les a frappés. Et ils peuvent prendre part au concours.

— Comme c'est original! Les morts prennent part au concours. Ils se réveillent d'eux-mêmes pour deviner. J'aime l'Amérique quand c'est vous qui me l'expliquez. Je participerai donc à votre *murder-party* pour gagner le couteau d'or. Mrs Harriett Rowsell pareillement. N'est-ce pas, Harriett?

— Sans doute, puisque c'est un roman vécu. Je gage que le paysan surpris tout à l'heure devait être mêlé à l'action et que le comte l'a effrayé trop tôt. C'était une péripétie habilement combinée.

Et d'une voix fébrile la vieille romancière agitée explique aux Gregory impassibles et désireux avant tout de ne pas se montrer trop bornés dans la recherche des coupables, afin de communiquer à ces gens du monde une haute idée de la clairvoyance albanaise :

— Ne vous laissez pas donner le change. Je connais la comtesse. Je l'ai même connue jeune fille en Amérique. Elle a l'imagination détraquée. Elle a dû composer une histoire de cambriolage. Nous allons surprendre des ombres dans le jardin, et peut-être des monte-en-l'air sur la façade.

Isabelle, qui a dû recouvrer tout son sang-froid, s'adresse du ton le plus naturel à Clarisse Villevert :

— Je dois, mademoiselle, vous conduire dans ma chambre. Elle sera à votre disposition.

Les deux jeunes femmes se retirent ensemble, sous le regard prolongé de Georges d'Aigues qui paraît les vouloir suivre, qui les suit, qui revient sur ses pas, qui hésite. L'éclairage du hall est tamisé par la porcelaine transparente des vasques. Avant même que le drame fictif soit noué, les visages se tendent

dans une curiosité chargée d'inquiétude, presque morbide, comme s'il s'agissait d'un drame réel. Le prélude joué dans la clairière de Lassalle a préparé les esprits.

Cependant les premiers arrivés ont consulté les documents réunis sur un plateau.

— Sommes-nous au complet? interroge Ethel de Foix qui mène les opérations. M^{me} Aisery nous attend au salon, M. d'Aubré a disparu dans les coulisses. M^{lle} Villevert aussi. Ma fille l'accompagne, mais va revenir. Elles vont peut-être revenir toutes les deux. Où est le comte? Il a fait les présentations. Je ne le vois plus. Ah! le voici. Tout le monde se connaît maintenant. Ces jeunes secrétaires... C'est parfait, comme disent les photographes: on commence. M. Hilden, voulez-vous nous lire ces papiers, ou les résumer? Ou plutôt non, vous mettez l'accent américain sur le plus clair français du monde. Pierre Bussy, vous qui avez une si belle voix, lisez.

Le vieil auteur dramatique ajuste son monocle et se rapproche de la table éclairée par une lampe portative. Il prend en premier lieu sur le plateau un papier bleu semblable aux papiers de justice, et c'est en effet la copie d'un jugement fictif prononçant le divorce entre M. et M^{me} Aisery aux torts réciproques des époux.

— Ah! dit M^{me} de Maur qui est crédule, je ne savais pas qu'ils divorçaient. Moi qui tout à l'heure ai demandé à M^{me} Aisery des nouvelles de son mari!

Elle entre dans le jeu toutes voiles déployées, comme une goélette dans un port par vent favorable. Sa réflexion obtient un joli succès, mais elle se défend:

— M. Aisery n'est pas venu ce soir. Il faut croire qu'il a ses raisons.

L'ambassadeur a souri, et pareillement le consul italien de Genève, comme s'ils étaient spécialement rassurés sur l'absence de M. Aisery.

Puis c'est un télégramme de M. Aisery, précisément: *Malgré divorce, vous prie instamment me recevoir ce soir; vous promets calme absolu, danger vous menace.*

Suit un second télégramme, cette fois de M. d'Aubré. On l'attendait, et le voici: *En ce jour de libération suis de cœur avec vous, ferai impossible pour vous rejoindre ce soir même.*

— C'est l'essentiel, prononce d'un ton d'augure l'auteur

dramatique, qui doit savoir à quoi s'en tenir, puisqu'il a composé le scénario. Mais il y a d'autres documents, des lettres, des lettres d'amour, et même une lettre anonyme.

— Lisez. Lisez.

Elles sont fort bien rédigées, et d'un même style appliqué. Dans les unes, M. Aisery ne peut se résoudre à ce divorce qu'il avait accepté et supplie sa femme de lui revenir, lui offrant une vie plus brillante, plus mondaine, mieux adaptée à ses goûts. Dans les autres, M. d'Aubré conjure son amie de hâter la procédure afin d'être à lui : il attend avec impatience l'heure où il pourra l'épouser. Depuis tant d'années elle est le but de ses pensées, de ses désirs. Il l'aimait déjà quand elle était jeune fille. Il veut à tout prix étouffer dans ses bras les années qui les ont séparés.

— Comme c'est émouvant ! déclare Mrs Harriett Rowsell.

Enfin, une lettre anonyme menace M^{me} Aisery des pires malheurs si elle épouse M. d'Aubré, car celui-ci n'est pas libre. Il est lié depuis plusieurs années avec une jeune artiste qui n'acceptera pas la rupture. Si l'on veut le lui prendre, elle se vengera.

— C'est là un rôle pour M^{lle} Villevert, explique à mi-voix à ses voisins le sagace docteur Dominant. Elle doit manier le revolver avec facilité. C'est une mélancolique anxieuse, que hante, sans nul doute, l'idée fixe du meurtre ou du suicide. Elle est à surveiller.

Le dossier est épuisé. Le drame est noué, on peut rentrer au salon. M^{me} Aisery y attend ses invités, puisque ce château est devenu le sien. Elle a eu le loisir, pendant cette lecture, de refaire son visage à souhait, et c'est une vision ravissante que cette femme encore jeune, toujours jeune, en robe de mousseline blanche aux pavots jaunes et noirs, les joues roses et la bouche sanglante. Comment pourrait-il lui arriver malheur ? Surtout maintenant qu'elle possède un si beau château, dont elle fait les honneurs avec assurance. Par surcroît, elle se révèle comédienne excellente. Elle fait part à la ronde du jugement de divorce qui vient d'être prononcé en sa faveur. *En sa faveur* est exquis. Ainsi une femme doit-elle naturellement traduire les torts réciproques. Elle annonce son prochain mariage avec M. d'Aubré.

Tout de même, cette scène de comédie provoque quelques

sourires. Comment M. Aisery s'est-il prêté à la supercherie? Il est vrai qu'il est absent : cela vaut mieux. Faut-il qu'il soit un mari indifférent, sinon complaisant ! Les chances de M. d'Aubré, dans la vie réelle, doivent être grandes, si, toutefois, elles sont encore à courir.

Cependant, tandis qu'on fait chœur autour de la belle M^{me} Aisery, des ombres ont passé devant les portes vitrées, — le salon est de plain-pied et donne sur la terrasse. Sont-ce les chauffeurs qui utilisent leurs loisirs et se promènent aux alentours? Faut-il, au contraire, rapprocher ces allées et venues des menaces de la lettre anonyme?

— Quand je vous disais, assure Mrs Harriett Rowsell, que c'est une histoire de cambrioleurs?

— Mais non : c'est une aventure d'amour, proteste Sir Brian.

— Je connais la comtesse, répète la romancière : elle a une imagination de préfet de police.

Un visage se colle à une vitre. Déjà il a disparu. L'un ou l'autre des assistants assure avoir reconnu la belle Clarisse Villevert.

— Ce doit être la maîtresse de M. d'Aubré, murmure quelqu'un.

— Vous croyez que la star est sa maîtresse? questionne encore Mrs Rowsell, décidément mise au monde pour y jouer les ingénues.

— C'est le scénario, lui explique-t-on bénévolement. Mais on n'en est qu'aux suppositions, aux hypothèses.

— Ah bien ! Attendons.

Un valet de chambre entre au salon, — quel spectacle pour les gens de service, des filles de cuisine au maître d'hôtel, qu'une *murder-party* ! — et présente à M^{me} Aisery une lettre sur un plateau.

— Qu'est-ce que c'est? demande-t-elle, comme si elle l'ignorait. Y a-t-il une réponse?

— Oui, madame.

Grace Aisery déchire l'enveloppe et en retire le billet qu'elle parcourt des yeux, et qu'elle relit.

— Qui a apporté cela?

— Une dame.

— Elle est là?

— Oui, madame. Elle insiste pour être reçue par madame.

— Comment est-elle ?

— Un très beau manteau, madame.

— Bien. Faites-la monter dans mon petit salon et priez-la de m'attendre.

Elle connaît la maison, sa maison momentanée, et sait que sa chambre-boudoir est au premier étage. Quand le valet de chambre s'est retiré, elle demeure songeuse. Que peut contenir cette lettre ? Le chœur s'inquiète pour elle. Ne convient-il pas de prendre garde à la menace contenue dans la lettre anonyme ?

— Qu'y a-t-il donc, chère amie ? — interroge Claire de Maur qui, depuis l'arrivée de son père après le dîner, s'est détachée de lord Musgrave accaparé par l'ambassadeur. Les deux hommes ne sont-ils pas liés depuis leur travail commun à Londres pendant la guerre ? — Qu'y a-t-il donc ? Vous voici triste subitement.

— Oui, une contrariété. J'attendais ce soir M. d'Aubré. Il me fait prévenir qu'il est retenu à Genève et ne peut me rejoindre. En ce jour de libération, sa présence m'eût été spécialement agréable. Mais pourquoi me fait-il prévenir par cette femme que je ne connais pas ?

— C'est en effet singulier, intervient Mme de Maur qui ne comprend que les situations nettes et n'a jamais soupçonné les amours de sa fille.

— Excusez-moi quelques minutes. Je vais la recevoir.

— Vous allez la recevoir quand vous ne la connaissez pas ?

— Je ne puis agir autrement.

— Vous oubliez la menace contenue dans la lettre anonyme.

— Quelle lettre anonyme ? Ah ! c'est vrai : dans mon bonheur, je l'avais oubliée. Les lettres anonymes sont sans importance.

— Pas toujours.

— D'ailleurs, pour que René ait confié ce billet à cette dame...

— René ?

— M. d'Aubré : pardon. Il s'appelle René.

Mme Aisery a failli rougir, adorablement. Le fard ne le lui a pas permis, ou l'a caché. Comme il semble aisé d'écrire des pièces ! Tous les personnages trouvent aisément les répliques dans un drame qu'ils ignorent et auquel ils participent si naturellement. Claire prend la place de sa mère :

— M. d'Aubré vous engage-t-il à la recevoir ?

La maîtresse de maison improvisée se penche vers la jeune fille :

— Lisez, vous.

— A haute voix ? répond Claire malicieuse.

— Ah ! non.

Claire de Maur lit tout de même à haute voix ces mots : *Mon amour, je ne puis venir ce soir. Je t'expliquerai. Attends-moi bientôt.* — René.

— Il vous tutoie déjà, observe-t-elle en riant.

— C'est la première fois.

Puis, sortant un instant du rôle, elle murmure à l'oreille de son amie :

— Vous savez : il n'osait pas écrire ce papier pour le scénario. Il en estimait le texte trop compromettant. Le tutoiement surtout le chiffonnait. Pauvre M. d'Aubré ! Les hommes ne sont pas bien hardis.

— C'est pourquoi il convient quelquefois de les encourager, ajoute Claire qui pense à lord Musgrave.

— Qu'est-ce que vous complotiez toutes les deux ? proteste le docteur Dominant.

M^{me} Aisery reprend aussitôt la pose :

— M^{lle} de Maur a compris, à la lecture du billet, que je ne pouvais pas ne pas recevoir cette dame.

— Oui, il faut tirer la chose au clair. M. d'Aubré n'a pas pu lui confier un tel message sans l'accréditer.

— Claire, je vous en prie, remplacez-moi. Quelques minutes, et je reviens.

A peine a-t-elle disparu, s'est-elle envolée comme une apparition, que retentit le timbre de l'entrée. On entend un bruit de voix, une discussion violente, et brusquement la porte du salon s'ouvre, livrant passage à un homme en manteau et chapeau qui a bousculé le domestique :

— Laissez-moi, laissez-moi. Grace, où êtes-vous ?

Et l'assistance reconnaît avec stupéfaction M. Aisery. Que vient-il faire chez sa femme après le divorce ? Chacun de se reporter à ce télégramme où il demandait à être reçu et promettait d'être calme. Lui aussi joue au naturel, et pareillement le valet de chambre qui s'est avancé :

— Madame a donné des ordres.

— Quels ordres ?

— Jeter monsieur à la porte, s'il s'avisait de venir.

— Me jeter à la porte ? Mais je viens pour la sauver. Où est-elle ? Je vous en prie, dites-moi où elle est.

On fait cercle autour de lui, tandis qu'Émile, le valet de chambre, cherche à l'appréhender :

— Voyons, cher ami, dit M. Hilden qui est lié avec lui.

Il se débat, il crie, il vocifère (un peu trop : il force le rôle) :

— Mais répondez-moi donc. Où est ma femme ?

— Elle n'est plus votre femme.

— Où est Grace ? Il faut absolument que je lui parle, et tout de suite.

— Elle n'est pas là, assure Mrs Rowsell pour détourner l'orage.

— Comment, elle n'est pas là ? Vous n'êtes pas réunis chez elle en son absence. Ne cherchez pas à me tromper. M. d'Aubré est-il venu ?

— Non, dit Claire de Maur : M. d'Aubré n'est pas venu. Il s'est même excusé de ne pouvoir venir ce soir.

— Je serais plus rassuré, s'il était venu. Mais dites-moi où est Grace, je vous en supplie !

Personne ne se décide à renseigner cet homme qui n'a plus en ces lieux sa place, puisque le jugement de divorce a été prononcé. Sa présence constitue à elle seule le danger auquel fait allusion son télégramme. Heureusement, son rival, son successeur, a été empêché de se rendre au château, sans quoi les deux adversaires se seraient rencontrés. Déjà Émile a réclamé du renfort, afin d'expulser le mari dépossédé (et le jeu un peu exagéré risque un instant de tourner au comique), quand à nouveau le klaxon d'une automobile annonce une arrivée, et c'est immédiatement à la porte une sonnerie impérieuse et prolongée.

Qui peut venir à pareille heure ? Du coup l'intérêt rebondit. Toute l'assistance braque les yeux sur la porte, et les deux domestiques qui s'étaient emparés de M. Aisery relâchent leur étreinte. M. d'Aubré entre à son tour, et son air paisible, heureux, contraste avec l'aspect furibond du mari qu'il a supplanté. Il a laissé dans l'antichambre son manteau et son chapeau. Il est en smoking, une fleur à la boutonnière, élégant, fier, triomphant.

— Il est stupéfiant, murmure M. de Maur à l'oreille de lord Musgrave, de constater comme nous sommes tous des comédiens nés. Sur un scénario de quelques lignes, ces messieurs brodent à merveille.

— Tous, répond l'Anglais, sauf les diplomates.

M. d'Aubré a cherché partout le visage de M^{me} Aisery. Il est étonné de ne la point voir.

— Où est-elle donc ? réclame-t-il.

— Vous enfin ! s'est écrié M. Aisery.

— Pourquoi « enfin » ?

— Parce que vous conjurerez le malheur qui menace ma femme.

— Elle n'est plus votre femme. Que faites-vous ici ?

Les deux hommes s'affrontent, et voici que le drame improvisé et fictif les révèle mieux à eux-mêmes que la vie quotidienne. Dans la vie quotidienne, ils sont liés d'amitié. Or ils se dévisagent d'un œil farouche et la haine engendrée par une rivalité inavouée et qui gisait au fond d'eux-mêmes, dans les ténèbres intérieures, apparaît subitement à la surface. En ont-ils conscience ou se contentent-ils d'admirer leur jeu réciproque ?

Claire de Maur, — puisque M^{me} Aisery l'a chargée de la remplacer auprès de ses hôtes, — intervient avec le plus parfait naturel pour les séparer.

— Je vous en prie, messieurs.

Puis, se tournant vers M. d'Aubré :

— Grace ne vous attendait pas.

— Elle n'a donc pas reçu mon télégramme ?

— Si. Mais vous lui avez envoyé ce billet pour la prévenir que vous ne pouviez la rejoindre au dernier moment. Tenez, Grace l'a posé sur ce guéridon. Lisez.

— Oh ! s'écrie M. d'Aubré, c'est mon écriture. Mais je n'ai pas écrit cela à Grace. Qui a porté cette lettre ?

— Une femme que M^{me} Aisery reçoit en ce moment dans son boudoir.

— Une femme ?

— Clarisse, votre maîtresse, vocifère M. Aisery. Vous êtes un misérable.

— On se croirait à la Tour de Nesle, glisse un des secrétaires de la Délégation japonaise dans l'oreille de l'autre, car

ils sont tous deux imprégnés de notre culture romantique.

Et M. d'Aubré de s'effondrer :

— Clarisse est ici !

Il se relève, se précipite hors du salon, suivi par M. Aisery. Ils disparaissent presque ensemble. On entend l'escalier craquer sous leurs pas. Une porte s'ouvre au premier étage. Le bruit d'une discussion parvient jusqu'en bas. Une voix aiguë de femme y est mêlée. Puis un coup de feu retentit dans tout le château, suivi d'un cri, de deux cris de désespoir.

L'auditoire, demeuré immobile après la fuite, a été secoué par la détonation. Déjà les invités, prenant part au drame, se jettent sur la trace, se poussent, se bousculent à leur tour dans l'escalier. On croirait une meute lancée à la poursuite du gibier et qui, le gibier tiré, veut du moins prendre part à la curée chaude. Les jeunes ont pris de l'avance : M. et M^{me} Hilden, les Japonais, le fringant et rapide sous-préfet, le prompt consul italien. Ils sont serrés de près par le gros de la troupe, l'ambassadeur de Berne et M^{me} de Maur, le couple Gregory, le docteur Dominant qui veut à tout prix gagner des rangs pour faire des constatations, Mrs Rowsell qui croit encore à l'intervention inopinée de cambrioleurs et sir Brian Daffodil qui s'extasie sur la fureur de l'amour. Claire a pris la main de lord Robert Musgrave comme si elle était effrayée par ce tumulte et avait besoin d'un réconfort. Ils acceptent d'être en retard, pourvu que ce soit ensemble.

La comtesse de Foix est restée au salon la dernière avec Pierre Bussy, son complice. Ils connaissent le dénouement de la pièce puisqu'ils l'ont composée, en sorte que la suite des événements les intéresse beaucoup moins.

— Parfait, dit-elle. M^{me} Aisery est une comédienne remarquable. Cette petite Claire de Maur, qui est charmante, l'a aidée sans être informée de rien. M. d'Aubré joue avec assez de naturel. Quant à M. Aisery, il a failli tout compromettre par ses excès de langage. Un homme du monde garde plus de courtoisie.

— Je crois, chère amie, qu'il a voulu trop échauffer sa froideur habituelle et aussi qu'il n'était pas très satisfait de son divorce.

— Mais c'est fictif, voyons, c'est fictif.

— On croit que c'est fictif. Et l'on est pris au piège. Un de

mes amis a simulé ainsi un divorce afin que sa femme pût reprendre la disposition de ses biens qu'entravait un trop rigide contrat. Les deux époux devaient ensuite se remarier. Et la femme une fois libre a gardé sa liberté. Le mensonge et la vérité se touchent de si près ! M. Aisery, croyez-moi, enrage de laisser sa femme à M. d'Aubré qui, dans la réalité, fait à celle-ci dès longtemps la cour.

— Vous m'en direz tant ! Rejoignons nos détectives.

— Ils sont partis sur la piste comme des chiens courants.

— Attrapons-les. Mais où est passé mon mari ? Je ne le vois plus depuis un instant.

— Il est sorti tout à l'heure pour aller fumer dehors. Je crois que notre *murder-party* l'assomme.

— Il ne me l'a pas caché. Mais il est correct. Il va rentrer.

Elle ne s'enquiert pas de sa fille qui doit être égarée dans les corridors en compagnie de son fiancé et qui se heurtera sûrement à la troupe déchainée dans le château à la recherche du crime et de l'assassin. Un autre souci la tracasse :

— Vous n'avez plus rien entendu, Pierre Bussy ?

— Plus rien, madame, depuis ce piétinement de pas au premier étage.

— Mais le second coup de feu. Ne trouvez-vous pas qu'il se fait bien attendre ?

— Il faut le temps de gagner la seconde chambre mortuaire, celle d'Isabelle. Elle est au bout de la galerie.

— Oh ! le temps est déjà dépassé.

Ils tendent l'oreille, et ils restent tous deux, immobiles, figés, sur le premier palier de l'escalier, à guetter une détonation, tandis que la meute s'est engouffrée tout entière dans la chambre d'Ethel où doit râler le premier cadavre.

LES VICTIMES

Quel est donc le spectacle qui attend la troupe des détectives improvisés ? Faut-il croire que la seule pensée de la mort, même fictive, impressionne les faibles hommes à ce point ? Le bruit des voix qui montait dans l'escalier et faisait un grand brouhaha s'est éteint presque subitement. On n'ose pas pénétrer dans la chambre de la comtesse de Foix. Les Américains, les Japonais se sont arrêtés sur le seuil. Cette chambre n'est éclairée

que par la galerie. On croit apercevoir un corps étendu sur le divan, un autre écroulé à terre. Y aurait-il deux victimes? Cependant on n'a entendu qu'un seul coup de feu.

— Donnez donc de la lumière, réclame le docteur Dominant.

Quelqu'un tourne le commutateur. Par le plafonnier, un jour cru éclaire brusquement la pièce. La lampe posée sur la table et qui avait dû être seule allumée a été renversée dans la lutte. M^{me} Aisery est couchée en effet de tout son long sur le divan et son corps souple et toujours en mouvement s'impose une rigidité cadavérique qui doit être bien fatigante. Elle porte sur le flanc une plaie béante d'où le sang a jailli à flots. Si l'on regarde de très près, on s'aperçoit que la blessure est peinte sur un papier calque collé à la robe. La charmante robe de mousseline blanche aux pavots jaunes et noirs aura été épargnée. Il suffira, tout à l'heure, pour la ressusciter, d'ôter une épingle invisible. Le visage a fait de son mieux pour oublier la vie. Le fard des joues disparaît sous une couche de poudre de riz fraîchement étendue et habilement distribuée afin d'imiter la pâleur de la mort. Pour une fois, le bâton de rouge s'est détourné des lèvres. Les yeux sont clos, les mains sont repliées sur la poitrine comme pour opposer une suprême résistance ou retenir un dernier souffle. Tout l'être s'abandonne maintenant aux regards indiscrets de l'Amérique, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Albanie, de la Suisse, sans compter la France, et les assistants s'aperçoivent en un instant de la somme de défenses que représentent dans la vie ordinaire les gestes, les regards, les paroles, la mobilité d'une femme, pour contenir les convoitises et les désirs dont elle se sent entourée et contre lesquels elle n'est protégée que par elle-même. M^{me} Aisery n'est plus, on peut s'en donner à cœur-joie. Ah! si elle était morte, elle inspirerait le respect. Mais chacun sait qu'il est au spectacle.

Un spectacle qui peu à peu dégénère en inquiétude. Sir Brian Daffodil rompt le silence général :

— Ah! que j'aimerais embrasser une morte si jolie! Est-ce défendu?

— Essayez, dit quelqu'un.

Il s'approche en tapinois, tandis qu'un sourd grognement sort du tapis, et il reçoit sur le nez, au bon moment, une chique-

naude si adroitement donnée que la prétendue morte ne paraît pas avoir remué. Personne ne s'en est aperçu, sauf l'intéressé qui a dû renoncer à sa tentative et qui, de bonne humeur, cherche une citation de la Bible :

— Les aveugles verront, et les morts sortiront de leur tombeau... Ne vous fiez pas à celle-ci.

Claire de Maur, un peu en arrière, murmure à lord Robert Musgrave :

— Si c'était moi ?

— Ce ne sera pas vous avant moi, Claire.

— J'aimerais, pour que vous emportiez mon souvenir librement partout où vous irez.

— Je vous emporte vivante.

— En esprit. Pourquoi pas tout entière ?

— Vous savez bien que c'est impossible.

Le docteur Dominant constate :

— Pourquoi a-t-elle ôté son fard ? Elle aurait dû le garder. Une morte fardée, c'est plus curieux, et plus moderne. Le sang se retire, non la peinture.

Un imperceptible sourire d'ironie passe sur le visage de M^{me} Aisery à cette réflexion. Cependant elle a accaparé l'attention de tous ces détectives à la manque. Ils n'ont vu qu'elle en arrivant, et n'ont même pas pris garde à son mari qui git à ses pieds. Est-il mort aussi, celui-là ? On aurait entendu un second coup de feu. Non, il est tout recroquevillé sur lui-même, écrasé, anéanti, et c'est l'image évidente du désespoir. Il a grogné tout à l'heure, quand Sir Brian Daffodil s'est trop approché. Parbleu ! il a tué sa femme, il peut bien en éprouver du remords. Le divorce n'empêche rien, et il y a autant de crimes passionnels depuis que la loi a été promulguée. On n'arrête pas le flot des violences humaines. Au fait, l'a-t-il tuée ? Est-il véritablement l'assassin ? Pourquoi M. d'Aubré n'a-t-il pas défendu sa fiancée contre ce brutal ? Pourquoi M. d'Aubré n'est-il pas là ? Voilà qui est singulier. On les a vus sortir ensemble du salon, l'ancien mari et le futur. Ils se sont dépassés l'un l'autre à l'assaut de l'escalier. Ils sont entrés simultanément dans la chambre. Une voix de femme s'est mêlée à l'éclat de leurs voix furieuses. Et c'est alors que l'un ou l'autre a tiré. Qui ? Ce ne peut être que M. Aisery. Mais où est son arme ? Et pourquoi M. d'Aubré s'est-il sauvé ?

Décidément le scénario est assez obscur. Il laisse place, comme il convient dans une *murder-party*, à diverses interprétations. Pierre Bussy connaît son métier de dramaturge. Il a compliqué à souhait les événements.

— Personne n'est-il entré par la fenêtre? interroge Mrs Rowsell, qui s'attend toujours à une intervention du dehors et souhaite l'atterrissage d'un monte-en-l'air.

— Dans tous les cas elle est ouverte, répond M. Hilden.

— M. d'Aubré s'est peut-être jeté, propose le comte Gregory désireux de marquer un point en faveur de la clairvoyance albanaise.

L'un ou l'autre se penche au dehors, comme si cette hypothèse pouvait être admise, ou peut-être par simple politesse envers un petit pays auquel on ne pense pas assez et qui exige des égards. Le clair de lune éclaire la terrasse où le corps serait tombé. Au loin, brillent les feux innombrables de Genève.

— Mais il y a des lettres éparses, montre Claire de Maur sur la table.

— Et aussi des photographies, mademoiselle, ajoute le galant sous-préfet qui passe, la bouche en cœur, d'une dame à l'autre, heureux de se frotter au grand monde.

On se précipite sur ces documents, sur ces pièces à conviction. On se les passe de mains en mains. Ce sont des lettres d'amour adressées par M. d'Aubré, — René, — non à M^{me} Aisery qu'il devait épouser et dont il se disait épris dès avant le premier mariage de celle-ci, mais à la célèbre star, à Clarisse Villevert. Il est aisé de deviner la destinataire aux allusions nombreuses faites à des films, à des rôles, à des robes, à des factures. Les photographies portent des dédicaces non moins compromettantes. Ainsi devient-il évident que M. d'Aubré, malgré ses protestations auprès de la belle divorcée, avait une liaison déjà ancienne. Ses lettres ne sont pas également tendres. Il en est qui contiennent des reproches, des accusations d'infidélité, et aussi des expressions de lassitude, des velléités de rupture.

Pierre Bussy a dû peiner longtemps sur toute cette correspondance amoureuse. A moins qu'il ne se soit servi de ses archives. A vrai dire, elle est plutôt parcourue que lue. Dès les premières lignes, chacun des détectives rivaux a compris la suite. On ne peut prolonger indéfiniment le supplice de M. et

M^{me} Aisery, l'un dans sa pose de désespoir, l'autre dans son état mortuaire.

Qui donc a porté ces lettres dans la chambre-boudoir de M^{me} Aisery? La dame mystérieuse envoyée soi-disant par M. d'Aubré pour avertir celle-ci d'une prétendue impossibilité de se rendre à son appel. Cette dame ne peut être que Clarisse Villevert. Quel dialogue s'est échangé entre les deux femmes, puisque M^{me} Aisery a commis l'imprudence de recevoir sa rivale? Clarisse a livré la correspondance de son amant et l'a étalée aux yeux de la malheureuse fiancée de M. d'Aubré. Elle voulait sans doute la convaincre de ses droits antérieurs et l'amener à renoncer à son projet de mariage. La conversation s'était-elle muée en scène violente? Du salon on l'aurait entendue. Les deux femmes avaient dû causer sans élever la voix. Elles avaient même fumé ensemble : on le pouvait présumer aux cendres de cigarettes. Elles avaient été dérangées par l'arrivée subite de M. Aisery et de M. d'Aubré. Mais il devient alors malaisé de conjecturer la suite. M. d'Aubré s'est-il enfui seul, ou avec Clarisse Villevert? Les probabilités, dans tous les cas, désignent le mari comme l'assassin.

Cet examen des lieux, des personnes, des documents, si long à formuler, n'a duré en réalité que quelques minutes à peine. Il n'est pas terminé, — du moins pas terminé pour tous les assistants, car il en est dont l'imagination est plus lente à se mouvoir, — quand un second coup de feu se fait entendre, plus faible que le premier, soit qu'il provienne d'une arme de plus petit calibre, soit que la distance en ait atténué la résonnance.

— Ah! ah! — ne manque pas d'expliquer aussitôt Sir Brian Daffodil qui est loquace et ingénieux, sans craindre de perdre le couteau d'or, prix du détective vainqueur, en faisant part à tout le monde de sa supériorité psychologique, — ah! ah! M. d'Aubré vient de tuer sa maîtresse pour venger sa fiancée.

— A moins que ce ne soit le contraire, réplique M. Hilden avec scepticisme.

— Non, non, ce ne peut être le contraire.

— Et pourquoi donc?

— La comtesse nous a réservé pour la fin le spectacle touchant de miss Clarisse Villevert mourante. Une actrice de cinéma doit savoir mourir à merveille. C'est une attention

délicate à quoi je reconnais une parfaite maîtresse de maison.

On l'écoute à peine, on cherche à s'orienter. De quelle pièce, à l'autre bout de l'étage, est partie la détonation ? On abandonne M^{me} Aisery, qui ne fait plus recette, à son mari qui doit être fort mal, tordu sur un coussin, à ses pieds, et la meute se lance sur cette nouvelle voie saignante, en donnant de la voix avec ensemble comme un lancé de chiens courants dans la forêt à la poursuite d'un cerf. Elle prend le vent, elle hésite. Une pièce ouverte ne contient personne. Où peut être la seconde victime ?

— Par ici ! par ici ! appelle le comte de Foix qui presse contre lui sa fille Isabelle, comme s'il la voulait protéger contre un danger imaginaire et sans doute contre ce Georges d'Aigues à qui elle est promise et contre qui, nul ne l'ignore, il a des préventions.

Il a donc fini de fumer au dehors, il rentre en ligne, on peut se fier à son flair de chasseur. Et, docilement, la troupe se dirige de son côté, bousculant presque au passage Georges d'Aigues qui émerge d'un corridor et qui a le visage bouleversé comme s'il jouait aussi un rôle dans le scénario. Cette figure explique l'attitude du comte et de sa fille. Sans doute une discussion de famille. Cette pauvre Isabelle est prise entre son père et son fiancé. Mais personne en ce moment n'y attacherait la moindre importance. Sir Brian a seul remarqué la scène au passage, avec Claire de Maur qui est fine et lord Musgrave qui a une vision rapide et directe. Les autres n'ont rien vu.

Devant la chambre d'Isabelle, qui est à l'angle du château et qui est grande ouverte, se tient, appuyé au chambranle de la porte, M. d'Aubré qui fait mine de sangloter :

— Ah ! mon Dieu ! ah ! mon Dieu !

— Qu'y a-t-il ? lui demandent les premiers arrivés, et c'est le jeune sous-préfet de Saint-Julien avec les petits délégués japonais qui bondissent comme des chats.

— Elle est morte, déclare-t-il d'une voix de mélodrame.

A cette voix de mélodrame comment ne pas reconnaître l'assassin que le remords accable ? Ainsi est-il sorti de la pièce, épouvanté par le spectacle de sa victime.

Ce spectacle, il faut bien que chacun l'affronte. On se presse pour l'affronter coude à coude, le courage collectif étant supérieur au courage individuel.

Sir Brian Daffodil, qui a passé au premier rang et ramène toutes choses à la littérature et à l'histoire, scande en anglais le fameux passage de *the Ballad of Reading Gaol* :

— *Yet each man kills the thing he loves...*

— Ce n'est pas vrai, proteste Claire de Maur placée derrière lui.

— En ce monde chacun tue ce qu'il aime, répète en français le professeur d'Oxford. Voyez plutôt : M. Aisery a tué sa femme, et M. d'Aubré sa maîtresse.

— Qu'en savez-vous ? Et puis, tout cela n'est qu'un jeu.

Et la jeune fille se tourne vers lord Musgrave pour le prendre à témoin du scandale, sans remarquer que son père l'observe avec mélancolie. Son secret, le prodigieux secret de sa vie, le laissera-t-elle deviner ? Il faut donc toujours se composer le visage, paraître froid quand le cœur est brûlant, donner l'image de la mort, quand le sang charrie la jeunesse et le désir ! L'image de la mort, ne va-t-elle pas la voir pour la seconde fois sur le corps brisé d'une jeune femme ?

La chambre d'Isabelle est à peine éclairée par une lampe à l'abat-jour d'albâtre, assez pour livrer son mystère. Sur le lit est étendue Clarisse Villevert, une mince blessure à la poitrine, dans la région du cœur, et d'où le sang a coulé à peine. On dirait plutôt une brûlure. A-t-elle réussi à préserver sa toilette ? Ou peut-être ce sang ne se distingue-t-il pas très nettement sur la robe grenat. De la main crispée le revolver est retombé à côté d'elle. En plus grande comédienne que M^{me} Aisery, elle n'a pas simulé la pâleur. Les joues ont gardé leur fard, et les lèvres leur rouge éclatant.

Les Japonais la comparent à une ancienne et célèbre actrice de chez eux, Sada Yacco, experte à modeler sa figure.

— N'avais-je pas raison ? triomphe le docteur Dominant. La star connaît son métier. Voilà une morte d'aujourd'hui !

— Chut ! murmure M^{me} de Maur. Vous allez la réveiller.

Et Mrs Harriet Rowsell :

— Ne la flattez pas trop. Elle vous entend.

— Mais je le dis pour qu'elle m'entende, reprend le catégorique médecin. Jamais, au théâtre, on n'a contrefait si habilement, je veux dire si naturellement la mort. Ma parole, on s'y laisserait prendre ! Tout y est : la contraction des traits, les yeux mi-clos, le nez serré, les lèvres à demi ouvertes où

l'on croit voir affluer un filet de sang. Ne trouvez-vous pas ?

Sa voix ne rencontre pas d'écho. Sa description réaliste a augmenté la belle horreur du spectacle, comme les applaudissements accentuent un geste heureux, une intonation émouvante. Il ajoute enfin ce dernier commentaire :

— Pour moi, c'est un suicide. La pose de la main qui a lâché l'arme l'indique, et la sorte de recul instinctif que je relève sur le visage. Je parie pour le suicide. Et vous avouerez que sur un visage mort le fard et le rouge sont du plus extraordinaire effet.

Chacun s'extasie à voix basse sur une comédie aussi parfaite.

Comédie si parfaite que les spectateurs s'en trouvent gênés, cessent d'ouvrir la bouche, se sentent la gorge oppressée, ont hâte de se retirer sur la pointe des pieds. D'ailleurs, il n'y a rien d'autre à constater dans la chambre : aucun tiroir n'est ouvert, aucun papier n'est offert. Ce qui s'est passé ici n'a pas été précédé, comme là-bas, d'une conversation, d'une scène. Une poursuite, un peu trop prolongée pour la vraisemblance, et puis ce coup de feu. Vraisemblablement un crime, et non pas un suicide, comme le prétend le docteur Dominant, prompt aux affirmations et trop sûr de son diagnostic. On discutera tout à l'heure sur les diverses hypothèses.

La plus bouleversée est Isabelle. Elle est soutenue par son père qui ne lâche pas son bras. Quelle tendre amitié unit le comte à sa fille, quand on le croyait si blasé, si indifférent, si égoïste et pareil à ces seigneurs du dix-huitième siècle qui se moquaient ouvertement de tous les liens ! M. d'Aigues, resté à la porte, n'a jeté qu'un furtif coup d'œil, comme s'il redoutait de s'approcher. Sûrement, quelque mésentente s'est révélée entre les fiancés. Mais c'est là une autre histoire dont on s'occupera une autre fois. Mieux vaut d'ailleurs ne pas s'en mêler. Claire de Maur, qui a de l'affection pour elle, a vainement tenté d'appeler un sourire sur les joues d'Isabelle. Celle-ci demeure absorbée, comme si elle continuait de voir la morte.

— Ne trouvez-vous pas, déclare Mrs Rowsell à son vieux flirt inconstant, sir Brian Daffodil, que la star a exagéré ? Elle était à faire peur.

— C'est ce qu'il faut, lui répond sir Brian. La mort est épouvantable.

Le comte Gregory exulte. Il aime les visions tragiques. Il y est accoutumé. Dans son pays, elles sont banales. A Genève, elles lui manquent.

— Et maintenant, appelle la comtesse de Foix qui rassemble ses invités comme un pâtre ses chèvres égaillées dans les prairies, au salon. Le jeu est terminé. Nous allons savoir qui est le vainqueur de la *murder-party*, qui a gagné le couteau d'or.

ON A TRICHÉ

Ne convient-il pas de fêter avec du champagne la résurrection des morts et le prix du tournoi criminel ? C'est une soirée vraiment très réussie, et qui marquera dans les annales mondaines. On s'y est terriblement amusé, et la comtesse de Foix en reçoit de tous ses hôtes les plus cordiales félicitations. Il était temps qu'on renouvelât ces réunions si aisément insipides, pour l'agrément desquelles on recourt inévitablement au bridge ou à la danse. Voilà un jeu moderne, et combien il nous faut remercier l'Amérique de son exportation : encore une dette ajoutée à tant d'autres ! Voilà un divertissement inédit, cette chasse au meurtre à travers un château livré aux investigations comme une forêt pleine de gibier ! Une chasse privée, c'est bien cela. Et le salon de Crevin, par son animation, rappelle ces demeures seigneuriales en bordure des bois de Chantilly, de Compiègne ou de Fontainebleau, où les belles dames en tricorne et amazone, et les beaux messieurs en habit de couleur, après l'hallali et la curée chaude, excités par la poursuite, par les émotions des obstacles à franchir et par les péripéties de l'inégal combat, se sentent plus ardents à vivre, comme si l'odeur du sang leur montait au cerveau, et jettent les uns sur les autres des regards plus brillants et plus chargés de convoitise.

— J'en suis malade, proteste néanmoins M^{me} de Maur, qui n'est qu'une bonne Française moyenne, qui a des goûts casaniers et paisibles et à qui le souci d'une ambassade cause tant de tourment !

Sa fille Claire sourit d'un air énigmatique. Elle n'a pas d'avis sur cette *murder-party* : elle n'y a vu que l'occasion de se rapprocher de lord Robert Musgrave et sa joie débordante

s'ajout
cambr
tations
comtes
lui rap
trales.
se ratt
ries ex
Le sou
qu'il n
préfec
ont ét
de bo
tout a
souver
Rena
coin e
si elle
cabric
ment,
metto
signe
Ce
devan
fenêtr
n'ont
ajout
Le ju
plices
la co
dram
gross
recon
surp
recon
les f
L
M^{me}
divo
prim

s'ajoute au plaisir général. Mrs Harriett Rowsell regrette ses cambrieurs et ne cesse de les introduire dans ses interprétations du scénario qui doit à coup sûr contenir des pièges. La comtesse Gregory se déclare enchantée d'un passe-temps qui lui rappelle, — mais elle omet de le dire, — les violences ancestrales. A côté d'elle, Mrs Hilden, peu bavarde pendant le diner, se rattrape subitement de ses silences en répondant aux flatteries excessives de Sir Brian Daffodil qui a découvert sa beauté. Le sous-préfet de Saint-Julien déclare à qui veut l'entendre qu'il ne pourra plus rentrer sans ennui dans sa morne sous-préfecture. Les Américains, les Japonais, difficiles à ébranler, ont été cette fois secoués vigoureusement, comme à un match de boxe ou de foot-ball, et ils estiment que c'est là une façon tout aimable de vivre en société. Le consul italien évoque le souvenir de Benvenuto Cellini et les crimes audacieux de la Renaissance. Mais Georges d'Aigues a l'air de boudier dans un coin et sa fiancée ne quitte pas le voisinage du comte, comme si elle se mettait sous sa protection. Quand elle conduisait son cabriolet, elle montrait plus de hardiesse et d'autorité. Décidément, il s'est passé quelque chose entre ces jeunes gens. Ne mettons point le doigt entre l'arbre et l'écorce : c'est la consigne observée à leur égard.

Cependant le jury a pris place sur de confortables fauteuils, devant la cheminée vide. La nuit d'été est si douce que les fenêtres auraient pu demeurer ouvertes. Mais les persiennes n'ont pas été fermées et le clair de lune pénètre à l'intérieur, ajoute une pâle lumière diffuse à celle des lampes disséminées. Le jury ? il n'est composé que de deux juges, les deux complices, les deux collaborateurs, les deux auteurs du scénario : la comtesse et Pierre Bussy l'académicien. Ils ont bâti un vrai drame, et c'est là encore une nouveauté : ils sont sortis des grossières inventions policières. A tour de rôle, chaque invité recomposera ce même drame d'après ce qu'il a vu, entendu, surpris, imaginé. Le vainqueur recevra le couteau d'or en récompense : le vainqueur, c'est-à-dire celui qui aura rétabli les faits dans toute leur vérité.

Les hypothèses sont diverses. Et tout d'abord, qui a tué M^{me} Aisery ? Son ancien mari dépossédé par le jugement de divorce, ou la maîtresse de son futur mari ? Se serait-elle supprimée elle-même dans la douleur d'apprendre que M. d'Aubré

la trahissait par avance et lui offrait de l'épouser quand il n'était pas libre ? La chambre sanglante d'Isabelle ne contient pas moins de mystère : Clarisse Villevvert a-t-elle été exécutée par son amant dont elle avait supprimé la fiancée ou s'est-elle suicidée par désespoir amoureux ?

On discute à perte de vue dans le salon, par petits groupes exaltés, tout en sablant le champagne du comte. Exquis, ce Pommery 1911 : une année merveilleuse ! *Ils* n'en ont pas en Amérique. Pour les récompenser d'avoir exporté en France leur *murder-party*, nous devrions bien leur en envoyer quelques caisses. Non, non, mieux vaut les garder. Ils en ont perdu l'habitude, ils ne sauraient plus l'apprécier. Pourtant, M. Hilden, et même, il faut l'avouer, Mrs Hilden, en font une consommation abondante. Ils se rattrapent sur la fameuse loi de prohibition. La quantité s'ajoute à la qualité. Et les petits secrétaires de la Délégation japonaise ne cèdent pas leur part. Quant à l'Albanie, elle donne à plein collier, ou plutôt à bouche que veux-tu.

L'examen a commencé. Il est public, et l'auditoire peut comparer les interprétations. Chacun est même libre de s'en inspirer, et c'est là un léger inconvénient. Mais le jury est impassible ; il ne manifeste pas son opinion ; il la réserve, en sorte qu'on ne peut surprendre aucun signe approbateur ou désapprobateur.

Sir Brian Daffodil s'est avancé le premier. Mais il a visiblement hâte de se débarrasser de cette petite corvée pour aller rejoindre sa nouvelle passion momentanée, son flirt d'un soir, d'un demi-soir ou d'un quart de soir, car il est aussi changeant que subtil. Mrs Hilden, dont la robe lui plaît autant que le visage net et lisse comme un pétale de fleur, lui fait oublier, — pour un court instant, — ses préventions contre l'Amérique. Il les retrouvera : ses idées sont moins mobiles que ses sentiments et il a tous les préjugés, mais aussi toutes les traditions intellectuelles.

— Oh ! dit-il, la solution de cette pièce admirable, qui a eu pour cadre le plus beau château de cette région, avec un prélude passionnant dans la clairière où fut blessé Lassalle pour les beaux yeux d'une jeune fille, je la trouve dans une ballade de mon pays, *the Ballad of Reading Gaol*. N'est-ce pas, miss Claire de Maur, que j'ai raison ?

raison
—
— ils
— aime.
comm
l'eût é
—
voulo
penda
—
premi
encor
plus.
Su
retire
du sa
leçon
n'aya
ter un
point
M
ne s'e
bre-b
Les a
fem
bijou
sauve
et l'o
brisé
sur
bien
cain
L
sans
com
roses

— Non, non, intervient la jeune fille, vous n'avez pas raison.

— Écoutez plutôt : *Yet each man kills the thing he loves.*

— Traduisez, traduisez, réclame celui-ci, réclame celui-là, — ils sont en petit nombre, — qui ne savent pas l'anglais.

— Eh bien ! je traduis : *En ce monde chacun tue ce qu'il aime.*

— Ce n'est pas vrai, proteste Claire de Maur à nouveau, comme si elle s'était souvent posé la question à elle-même et l'eût écartée à la façon d'un cauchemar.

— Vous parlez par énigme, dit le comte de Foix qui paraît vouloir reprendre sa charge de maître de maison abandonnée pendant le jeu.

— L'énigme est facile à résoudre. Œdipe l'eût résolue du premier coup. Le mari a tué sa femme parce qu'il l'aimait encore, et l'amant a tué sa maîtresse parce qu'il ne l'aimait plus.

Sur quoi, le professeur d'histoire à l'Université d'Oxford se retire en sautillant pour s'en aller rejoindre Mrs Hilden au fond du salon. Celle-ci ne le quitte qu'un instant et va répéter la leçon devant le jury. Subit-elle déjà son influence, ou plutôt, n'ayant pas d'imagination, a-t-elle trouvé plus commode d'adopter une opinion toute faite ? Les enfants des autres ne coûtent point de peine.

Mrs Harriett Rowsell n'a pas renoncé à son hypothèse. Elle ne s'est jamais embarrassée des réalités. La fenêtre de la chambre-boudoir où s'est passé le premier fait-divers était ouverte. Les assassins ont dû s'introduire par là. Ils ont tué les deux femmes et, dérangés, n'ont pas eu le temps de voler leurs bijoux. M. Aisery et M. d'Aubré sont arrivés trop tard pour sauver les victimes. On ne se tue pas par amour : on se quitte et l'on souffre. Ou l'on vit toute son existence avec un cœur brisé. Et, ce disant, la vieille dame jette un regard langoureux sur Sir Brian qu'elle poursuit depuis trente-trois ans et qui, bien conservé et vivace, roucoule auprès d'une jolie Américaine dont il déteste les origines.

La comtesse Gregory, impressionnée par ce récit inventif et sans bases, n'ose pas rejeter l'idée d'un cambriolage. Mais, comme elle ne sait pas mettre dans son appréciation les couleurs roses, mauves et gorge-de-pigeon qui donnent tant d'agrément

aux contes de la romancière, elle recueille des sourires discrets, — discrets parce que personne ne souhaite accabler l'Albanie dont les revendications ont déjà si peu de chances de succès à la Société des nations.

En somme, les interprétations se ressemblent toutes plus ou moins. Elle ne varient que de peu. Il n'y a guère de divergences que sur le premier crime. Les uns attribuent le meurtre de M^{me} Aisery à M. Aisery, les autres à la maîtresse de M. d'Aubré. Quant à la mort de la star, elle ne saurait être vraisemblablement attribuée qu'à M. d'Aubré. Vraisemblablement, M. d'Aubré ne peut prendre à son compte la première victime.

Cependant Claire de Maur et lord Musgrave n'ont pas craint de se rencontrer dans l'hypothèse d'un suicide de Clarisse Villevert. Prétent-ils, dans l'immense joie de s'être retrouvés pareils après tant de mois séparés, une attention suffisante aux regards de l'ambassadeur qui les observe et que la trahison d'un si fidèle et ancien ami atteindrait presque aussi profondément que la douleur paternelle?

Les dépositions de M. Aisery et de M. d'Aubré sont forcément incomplètes. Par un phénomène rare dans l'histoire de la criminalité, ils ignorent s'ils sont coupables. L'un des éléments les plus curieux, les plus amusants de ces *murder-party*, c'est que les acteurs ne connaissent qu'une part de leur rôle, celle qu'il leur est indispensable de connaître. Ils reçoivent un petit schéma écourté qui ne les renseigne pas sur l'ensemble du drame. Et c'est pourquoi ils peuvent prendre part au concours, sous certaines réserves.

Qui a tué M^{me} Aisery? M. Aisery et M. d'Aubré ne le savent pas. Seulement, ils ne doivent rien apprendre au public, hors ce qui a été soumis à l'examen de celui-ci. On les a vus monter l'escalier ensemble, disparaître ensemble dans le boudoir, on a entendu un bruit de voix, — leurs voix plus une voix de femme, — puis la détonation. Comparaisant devant le jury, voici qu'ils s'accusent l'un l'autre, afin, sans doute, de divertir la galerie.

— C'est vous qui avez tué votre femme par fureur jalouse, explique en souriant René d'Aubré. Puisque j'étais aimé d'elle, je n'avais aucune raison de tirer sur elle.

— Dans tous les cas, vous vous êtes sauvé lâchement.

— Pour empêcher ma maîtresse, mon ancienne maîtresse, de faire un scandale dans la maison de ma fiancée.

— Et vous êtes allé la tuer dans une autre pièce! Joli moyen d'éviter un scandale!

— Qui vous dit que je l'ai tuée?

— Vous devez le savoir.

— Eh bien! je n'en sais rien.

Cette confrontation est du meilleur comique. Poussé dans ses derniers retranchements, M. d'Aubré livre quelques détails compromettants sur le second meurtre, celui qui s'est accompli dans la chambre d'Isabelle.

— J'ai failli tout faire rater. Figurez-vous que je me suis perdu dans le château, m'étant mal orienté. M^{lle} Villevert était sortie de la chambre de M^{me} Aisery si précipitamment après le coup de feu, que je ne l'ai plus revue. Elle aurait, je crois, dû m'attendre afin de me servir de guide. Mais il lui faut beaucoup de préparations pour contrefaire la morte. Je ne connaissais pas les lieux, j'avais compté sur elle. C'est ainsi que j'ai entendu le second coup de feu. Clarisse Villevert avait tiré, dès qu'elle avait perçu mes pas précipités dans la galerie. Quand je suis entré, elle avait déjà pris la pose sur le lit, cette pose que vous avez pu tous admirer et qui était vraiment effrayante de réalisme. C'est une grande artiste. Je lui ai dit en plaisantant : « Vous êtes trop pressée, mademoiselle. Vous avez donc bien envie de mourir que vous ne me laissez pas le temps de vous tuer... »

— Ah! ah! c'était donc vous! s'écrient ceux qui ont joué sur lui.

— Mais non, j'ai dit cela au hasard. Je ne suis pas informé du secret. Elle ne m'a pas répondu, ne voulant pas risquer de déranger une attitude si bien étudiée. A peine a-t-elle un peu remué. J'ai regagné mon poste à l'entrée. Et vous êtes arrivés en trombe.

Tout le monde cherche des yeux la seconde ressuscitée, cette Clarisse Villevert à qui va le triomphe de la soirée, tandis que parade dans les groupes la première, M^{me} Aisery, qui s'est remis abondamment du fard sur les joues et du rouge sur les lèvres. Elle a même pris le temps de polir et teindre ses ongles. Personne ne croirait qu'elle a été morte. Il y a en elle une telle surabondance de vie! La délicieuse robe de mousseline

blanche à pavots jaunes et noirs ne porte aucune trace de sang. Il n'a pas été bien difficile d'ôter les épingles du papier calque. Mais où donc est la star? N'est-elle pas encore redescendue? Tient-elle à se ménager un retour sensationnel, aussi sensationnel que la tragique mise en scène? On n'a pas le temps de se le demander, parce que le docteur, le professeur Dominant s'est avancé devant le jury avec une telle autorité, une telle puissance affirmative que, de toute évidence, il doit détenir la vérité. Ce n'est pas en vain qu'il exerce depuis tant d'années ses facultés psychologiques sur des clientes de tous les mondes et de tous les continents. Les innombrables neurasthéniques qui ont passé par sa clinique n'ont pas manqué de lui révéler le mystère des passions, des nerfs, des tempéraments, du sang, les réflexes, les réactions, les refoulements, tout ce qui intervient dans le mécanisme humain et sert de soubassement invisible à nos actes.

— Je vais, dit-il comme s'il commençait un cours devant des élèves attentifs, — et d'emblée son auditoire l'entoure en effet, — je vais vous expliquer exactement la suite des événements qui se sont déroulés devant vous. Je crois les avoir rétablis dans leur enchaînement logique. M^{me} Aisery a donc quitté le salon pour recevoir dans sa chambre-boudoir au premier étage la dame inconnue qui se prétendait une messagère de M. d'Aubré, son futur mari, et qui avait remis comme gage une lettre de celui-ci informant sa fiancée de son impossibilité de venir. Lettre d'ailleurs reçue par elle-même antérieurement et qu'elle utilisait. Cette dame inconnue, M^{me} Clarisse Villevert, est, — chacun l'a deviné, — une ancienne maîtresse de M. d'Aubré qui veut s'opposer au mariage de son amant. Pour empêcher ce mariage, elle a apporté avec elle la correspondance amoureuse de celui-ci, les photographies dédiacées et elle étale ces documents significatifs aux yeux de M^{me} Aisery. Pendant ce temps, nous avons vu entrer au salon M. Aisery agité, cherchant son ex-femme pour la protéger contre un danger imminent. Sans doute avait-il été informé de la liaison de son rival et de la menace que représentait cette liaison. Puis ce fut le tour de M. Aisery, conformément à l'annonce de son télégramme, et dans l'ignorance de ce que tramait sa maîtresse. Dès qu'il fut mis en présence du billet qui était bien écrit de sa main, mais non pas adressé à M^{me} Aisery, il a compris à son

tour
inc
crain
ense
d'hie
passe
pas
deva
est p
une
exas
venu
sorti
tire
—
ce ré
—
—
—
crim
par s
Quel
hain
n'y a
—
L
Foix
—
exact
pas u
—
de li
M
retir
à cel
boud
—
J'ay
ou p

tour la menace. Cependant M^{me} Aisery a reçu la dame inconnue : elle est avec Clarisse Villevert. Un malheur est à craindre. Les deux hommes s'élancent ensemble, volent ensemble au secours de la même femme, leur femme, la femme d'hier pour l'un, la femme de demain pour l'autre. Que se passe-t-il alors dans la chambre-boudoir ? M^{me} Villevert, qui n'a pas réussi à convaincre M^{me} Aisery et à obtenir son désistement, devant cette intervention subite se rend compte que la partie est perdue pour elle. Sa rivale est sauvée ; elle-même, après une telle démarche, sera rejetée par son amant. Dans son exaspération et son désir de vengeance, — et comme elle est venue armée, soit qu'elle ait l'habitude de l'être à cause des sorties nocturnes, soit qu'elle ait prémédité sa vengeance, — elle tire sur M^{me} Aisery, et la tue.

— Ah ! ah ! approuve ou s'étonne l'auditoire que passionne ce récit, vous lui attribuez donc le premier crime.

— Sans doute. Et aussi le second.

— Comment, le second ?

— Le second attentat, parce qu'il n'y a pas eu de second crime. Après avoir tiré sur M^{me} Aisery, elle s'enfuit, poursuivie par son amant, tandis que le mari s'écroule auprès du cadavre... Quelles paroles échangent-ils ? Il lui crie son mépris et sa haine. Elle tourne son revolver contre elle-même et se tue. Il n'y a pas eu de second crime, je vous l'ai dit : c'est un suicide.

— Bravo ! Bravo !

Le jury s'est levé d'un commun accord. Et la comtesse de Foix remet solennellement au gagnant le couteau d'or.

— Vous l'avez bien gagné, docteur. Notre scénario est exactement conforme à votre récit. N'est-ce pas, Pierre Bussy : pas une erreur.

— Pas une : c'est de la divination...

— Oh ! proteste-t-il avec mollesse, l'habitude, simplement, de lire dans les âmes et d'interpréter les visages.

M^{me} Aisery, un peu froissée de voir l'attention générale se retirer d'elle si vite, — mais elle préfère le succès d'un homme à celui d'une femme, — raconte alors plaisamment la scène du boudoir :

— M^{lle} Clarisse Villevert est arrivée chez moi fort en retard. J'avais commencé de préparer seule la mise en scène : ranger ou plutôt déranger sur la table les lettres et les photographies.

Elle avait tant d'éclat, — mais où est-elle donc? — que je ne pouvais détacher mes yeux de son visage. Avant de simuler la mort, elle me donnait une prodigieuse image de jeunesse et de beauté. Elle riait, montrant ses belles dents humides. Mais elle était très agitée. Elle avait hâte de retourner dans la chambre d'Isabelle pour se préparer à bien mourir. Dès qu'elle eut tiré le coup de revolver par la fenêtre, elle s'enfuit si vite que M. d'Aubré s'est perdu. Le désarroi de M. d'Aubré se comprend. Il ne connaissait pas le château. C'est très ennuyeux de faire la morte, conclut-elle. On y prend des courbatures. Manque d'habitude. Je ne recommencerais pas.

En effet, elle est vivante et remuante comme une anguille dans une eau claire. Mais tous les yeux cherchent l'autre resuscitée, cette Clarisse Villevert dont ils ont gardé la vision tragique sur le lit d'Isabelle. Pourquoi n'est-elle pas encore descendue? On lui a laissé le temps convenable pour se rajuster et apparaître dans sa nouvelle gloire après son macabre triomphe. Elle devrait être là. Tant de félicitations, tant d'applaudissements, tant d'admiration la guettent! La voir marcher sera même un soulagement. Elle était vraiment effrayante. On ne peut demeurer sur cette image. De toutes parts on la réclame. Pour un peu, on l'appellerait sur l'air des *lampions* ou tel autre refrain connu.

— Je vais la chercher, dit le comte de Foix brusquement.

Et c'est en effet son devoir de maître de maison. Enfin elle va revenir, au bras de celui qui, jadis, dit-on, la lança. Mais c'est une vieille histoire, colportée par des on-dit et qui n'est probablement qu'un des innombrables potins de Paris. Quelle entrée sera la sienne! M^{me} Aisery ne compte plus, ni Claire de Maur qui accapare décidément lord Robert Musgrave, ni la jolie Mrs Hilden qui écoute en riant, — le rire découvre de belles dents voraces, — les compliments poétiques de sir Brian Daffodil, ni cette Isabelle qui s'efface volontairement en l'absence de son père, dans le désaccord trop visible qui l'écarte de son fiancé. Les Japonais, les Américains, les Albaniens, l'ambassadeur de Berne, le Consul italien, le sous-préfet de Saint-Julien, tous en un mot, et surtout les hommes, se préparent à lui faire une enthousiaste ovation. La porte qui donne sur le hall est percée de mille regards qui veulent voir au delà, comme une cible trouée par de bons tireurs. Mais

voici qu'une voix appelle du haut de l'escalier, une voix forte et comme angoissée, celle du comte de Foix :

— Docteur, docteur, venez vite !

Que se passe-t-il donc ? Un accident, un malaise, un évanouissement, quelque fantaisie peut-être de femme nerveuse.

— J'y vais ! crie le professeur Dominant, avide de jouer un rôle.

Et comme l'un ou l'autre veut le suivre, il commande avec autorité :

— Que personne ne bouge ! Moi seul, pour l'instant.

Il monte lestement l'escalier, bien qu'il compte parmi les poids lourds. Sa profession le pousse, et plus encore sa curiosité. Il disparaît au premier étage. Quelques minutes s'écoulent, chargées d'inquiétude. Les commentaires vont leur train :

— La pose l'aura engourdie.

— Elle sera tombée.

— Elle a dû s'éprouvanter elle-même et se sera fait peur dans la glace en se relevant, soupire le sous-préfet.

Et Mme Aisery d'ajouter :

— Quand elle m'a quittée tout à l'heure, dans le boudoir de la comtesse, son agitation était extrême. Elle ne tenait pas en place. Je lui ai même demandé : Qu'avez-vous ?

— Une crise de nerfs sans nul doute, pronostique Mrs Rowsell.

— Alors je devrais monter, intervient la maîtresse de maison. J'ai toute une petite pharmacie dans une armoire, à cause de la distance de Genève. Je m'étonne que mon mari n'y ait pas songé.

Comme elle s'apprête à sortir à son tour du salon, Georges d'Aigues s'approche d'elle :

— Je vous accompagne.

Quel zèle subit ! Ne ferait-il pas mieux de s'occuper d'Isabelle, dont le trouble ne peut lui échapper ? Cette querelle d'amoureux va-t-elle se prolonger indéfiniment ?

La porte du salon s'est donc ouverte, mais la comtesse ne va pas au delà. Son mari et le docteur reparaissent ensemble sur la galerie. Ils causent à voix basse en redescendant les marches. Pourquoi, si elle est malade, le professeur Dominant n'est-il pas resté auprès d'elle, laissant le comte de Foix

apporter seul la nouvelle? Tous ces pourquoi se pressent sur la bouche des assistants et nul n'ose interroger, tant les deux hommes paraissent gravement absorbés dans leur discussion. Et même, comme si l'on faisait le vide devant eux, la comtesse et Georges d'Aigues qui étaient sur le seuil refluent à l'intérieur du salon.

— Qu'y a-t-il donc? demande-t-elle enfin, la première.

Et derrière elle tout le monde s'est précipité. C'est comme une grappe humaine agglomérée. Les visages reflètent tous la même anxiété, le même pressentiment, les mêmes alarmes, comme une expression collective et multipliée. Au drame fictif chacun a compris subitement, sans que personne ait parlé, que se substituait un autre drame, mystérieux encore, mais véridique. Et le docteur Dominant n'étonne personne quand il prononce sur un ton un peu solennel :

— M^{lle} Clarisse Villevert est morte.

Une stupeur suit cette déclaration. Georges d'Aigues tente de forcer le passage, mais le comte l'arrête d'un ton bref :

— Attendez.

Il insiste.

— Non, non et non.

— Non, répète le docteur, venu à la rescousse.

Cependant les objections affluent de toutes parts.

— Ce n'est pas possible!

— On ne meurt pas ainsi pour avoir joué à la mort.

— Que s'est-il passé? Le cœur sans doute?

— Je crois à un accident, veut expliquer le comte de Foix.

Mais il s'attire cette réplique immédiate et catégorique du célèbre clinicien :

— Aucun doute n'est possible : j'affirme, moi, que c'est un suicide.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LES DERNIERS TERRORISTES

I

LA MACHINE INFERNALE

L'AFFAIRE DU 3 NIVÔSE

Huit heures et demie. Une explosion considérable vient de se faire entendre. On rapporte que c'est près du théâtre du Vaudeville que le coup a eu lieu... Nous venons d'appeler beaucoup d'officiers de paix et de commissaires de police. Nous faisons prendre des renseignements. J'ai écrit à l'État-major. BERTRAND.

Ce bref avis, écrit en hâte, sans date, est du 3 nivôse, de l'an IX de la République, 24 décembre 1800.

L'homme qui l'a signé était l'un des principaux fonctionnaires de la Préfecture de police, alors établie au Palais de Justice, dans l'ancien hôtel des Premiers Présidents du Parlement de Paris. A lire ces lignes griffonnées dans l'émotion, au moment même où le fracas d'une formidable détonation vient de secouer tout le centre de Paris, on croirait voir le rideau se lever sur le début d'un drame dont on sent que les répercussions seront lointaines et terribles.

C'était, en effet, près du Vaudeville que « le coup » avait éclaté ; ce théâtre était rue de Malte, — ci-devant rue de Chartres, — l'une des artères étroites et populeuses du vieux quartier qui séparait la place du Palais-Royal de celle du Carrousel. Pour qui, venant des Tuileries, voulait gagner le boule-

vard, il fallait s'engager dans la rue Saint-Nicaise, tourner à droite dans la rue de Malte, puis à gauche dans la rue Marceau, — ci-devant de Rohan, — qui, longue environ de 120 mètres, débouchait rue Saint-Honoré en face de la rue de Richelieu. Ce soir-là, le Premier Consul suivit cet itinéraire pour se rendre à l'Opéra, situé alors à l'emplacement actuel du square Louvois; sa voiture était escortée d'un piquet de grenadiers à cheval. A l'entrée de la rue Saint-Nicaise, fort étroite, ce cortège fut arrêté par une petite charrette placée en travers de la chaussée; elle était attelée d'un vieux cheval que gardait une fillette; un fiacre venant de la rue Saint-Honoré compliquait l'encombrement. Les cavaliers foncent, sabre au poing, dégageant le passage et le carrosse du Consul tourne sans accroc dans la rue de Malte, puis aussitôt, et à toute allure, dans la rue Marceau. Comme il atteint la rue Saint-Honoré, un épouvantable éclair déchire la nuit brumeuse, en même temps que craque une assourdissante décharge, grossie du vacarme de toutes les vitres du quartier éclatant à la fois, d'une pluie de tuiles, de persiennes, de corniches de balcons arrachées. Par le fouettement de la commotion, l'escorte du Consul est clouée sur place, sa voiture a oscillé; les glaces en sont brisées; les cavaliers « ont été soulevés de leur selle; » l'un d'eux est tombé de cheval. Bonaparte s'informe s'il y a quelque blessé; sur la réponse négative : « A l'Opéra », dit-il; et le cortège à la débandade s'éloigne par la rue de Richelieu.

A l'entrée de la rue Saint-Nicaise, devant le café d'Apollon qui fait l'angle de la rue de Malte, une cohue atterrée s'entasse : là était la « machine infernale », tel est le mot tout de suite adopté. Les deux côtés de la rue, « repoussés par la force du coup », apparaissaient noirs de poudre; les bornes de pierre sont déracinées; un mur de vingt-cinq pieds est renversé et ses moëllons, tourbillonnant comme feuilles au vent, ont été projetés au loin. Le premier étage du café d'Apollon s'est écroulé sur le rez-de-chaussée; le château des Tuileries, à trois cents pas de là, n'a plus une vitre, et le plus terrible est ce que, à la lueur des falots qui circulent, on aperçoit gisant sur le pavé. De la charrette qui obstruait le passage, il ne reste rien : on retrouvera la jante d'une de ses roues sur le toit d'une maison voisine; du cheval tout est anéanti, sauf la tête et le poitrail encore garni de son collier; quant à la fillette qui,

fouel en main, le gardait, elle n'est plus que lambeaux nus et informes : à peine distingue-t-on la tête dont toute la peau est arrachée ; au jour on ramassera l'un de ses bras parmi les débris du mur écroulé, l'autre « sur la corniche de la maison d'en face ». A peine ose-t-on bouger, car on trébuche contre des cadavres et des blessés.

La rue Saint-Nicaise, fort passante à l'ordinaire, était, ce soir-là, particulièrement animée, car c'est « la nuit de Noël », la nuit du réveillon, le dernier du XVIII^e siècle. Au café d'Apollon les consommateurs étaient nombreux ; le plafond leur est tombé sur la tête ; chez le marchand de vins qui lui fait vis-à-vis et dans le café du Carrousel, à l'angle de la place, même jusqu'au fond de la rue de Malte, il y a des morts, des élopés qui se traînent en geignant, des gens subitement aveugles et qui hurlent. La foule grossit continuellement, la foule tumultueuse des grandes catastrophes, commentant l'horrible attentat ; il y a des femmes qui pleurent, appelant leurs hommes, des gens qui s'indignent, des badauds médusés, des pompiers s'activant à improviser des civières, de nombreux policiers questionnant, quêtant des indices, et, parmi cette affluence, une grande coquette dont la robe à paniers balaie le pavé rouge, et un pimpant seigneur de la cour de Louis XV, en habit pailleté, — artistes du Vaudeville tout proche dont la salle s'est vidée à la secousse de l'explosion.

De l'avis unanime, c'est un coup des jacobins, des anarchistes, « ces implacables ennemis de l'ordre », qui regrettent la guillotine de Robespierre et ne rêvent que bouleversement : on ne peut s'y tromper, ce sont eux les coupables. N'a-t-on pas arrêté, il y a moins d'un mois, l'un de ces misérables, nommé Chevalier, et découvert chez lui, rue des Blancs-Manteaux, un baril, enduit de résine, bourré de poudre, de pétards, et tout hérissé d'étoiles de fer et de crochets destinés à déchirer les chairs et à produire des blessures inguérissables ? Un fusil sans crosse, adapté à ce baril, devait enflammer la poudre au moment voulu, et une petite charrette de porteur d'eau, affût de cette bombarde meurtrière, formerait embarras et retarderait au passage la voiture qu'on se proposait d'attaquer. Les assassins de la rue Saint-Nicaise n'ont donc rien inventé ; ils se sont simplement approprié l'idée de Chevalier. Celui-ci est en prison et son procès s'instruit ; mais il a un frère « arti-

ficier » comme lui et des complices recherchés qui tous ont figuré « parmi ce que la démagogie compte de plus impur et de plus dégoûtant ». Les têtes se montent à l'évidence de la culpabilité des factieux auxquels la France, depuis dix ans, doit tous ses malheurs : la vue des cadavres et des blessés que, à la lueur des torches, on emporte vers les hôpitaux, l'aspect de ruine des maisons disloquées, avivent les colères et, cette nuit-là, non plus que les jours suivants, les observateurs de l'esprit public n'eurent à consigner dans leurs rapports que les cris de malédiction et les souhaits de représailles du peuple de Paris contre les incorrigibles perturbateurs du repos public.

A l'Opéra, Bonaparte, impassible, avait pris place dans sa loge aux acclamations de l'assistance. On donnait, ce soir-là, la première audition de l'oratorio de Haydn, *la Création du Monde*; mais, malgré la nouveauté et la beauté de l'œuvre, à mesure que se chuchotaient dans la salle les détails de l'événement, l'attention du public se détournait du spectacle qu'on abrégéa : le Consul resta jusqu'au baisser du rideau et, très calme d'apparence, il regagna les Tuileries. Il paraît bien improbable que sa voiture repassât au retour par la rue Saint-Nicaise; pourtant, à moins d'un long détour par la rue Saint-Honoré, la Concorde et les quais, c'était le seul chemin par lequel on pouvait, de l'Opéra de la rue Richelieu, se rendre directement au Château; il est singulier qu'aucune relation ne fasse allusion à l'ovation dont la foule qui, d'instant en instant, se pressait plus dense sur le lieu de l'attentat et dans les rues avoisinantes, dut saluer le héros miraculeusement échappé à la mort. Déjà une autre foule, toute de courtisans, — généraux, ministres, conseillers d'État, — l'attendait pour le congratuler dans le grand salon du rez-de-chaussée des Tuileries. Il entra et, tout de suite, l'exaspération qu'il avait jusqu'alors réprimée s'épancha, impétueuse. De cette voix qui impressionnait les plus braves : « Voilà l'œuvre des Jacobins, dit-il; ils ont voulu m'assassiner !... Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de boue, qui sont en révolte ouverte, en conspiration permanente, en bataillon serré contre tous les gouvernements... Ce sont les buveurs de sang de Septembre, les assassins de Versailles, les brigands du 31 mai, les conspirateurs de Prairial, les auteurs de tous les crimes... Si on ne peut les enchaîner, il faut qu'on les écrase.

Il faut purger la France de cette lie dégoûtante. Point de pitié pour de tels scélérats ! »

Fouché, le ministre de la Police, l'homme que rien ne démontait, écoutait, imperturbable, ce réquisitoire qui s'adressait particulièrement à lui, le sanguinaire proconsul de Lyon, l'ex-cajoleur des terroristes : certains le soupçonnaient de les ménager encore ; d'autres l'accusaient formellement de les protéger. Lui, convaincu que les auteurs de l'attentat n'étaient point les jacobins, mais les chouans, tandis que Bonaparte le foudroyait du regard, il affectait une indifférence, voire une inattention si parfaitement jouée, il y avait, dans son silence même, tant de dénégation narquoise, tant d'apathie sur son visage blafard, que la colère du Consul redoubla : « On ne me fera pas prendre le change ; je sais à quoi m'en tenir... Je ne me repose pas sur votre police ; je fais ma police moi-même et je veille jusqu'à deux heures du matin !.. » Fouché, sans mot dire, empochait cette apostrophe, et ses réticences parurent, sous cet ouragan, tellement suspectes que, — Pasquier le note dans ses *Mémoires*, — Talleyrand conseilla au Premier Consul de faire arrêter et fusiller dans les vingt-quatre heures son ministre de la Police.

Dès le lendemain, 4 nivôse, le Conseil d'État eut à examiner les moyens de satisfaire la vindicte publique. Les auteurs et provocateurs de l'attentat seraient-ils livrés à un tribunal spécial ? Le 5, Bonaparte parut au Conseil et prit la parole : « L'action d'un tribunal serait trop lente : il faut une vengeance plus prompte : fusiller autant de coupables qu'il y a de victimes, — dix ou douze, — en déporter deux cents et profiter de cette circonstance pour en purger la république. » Il reprit son thème de l'avant-veille : « Cet attentat est l'ouvrage d'une bande de scélérats... qu'on retrouve dans tous les crimes de la révolution... Un grand exemple est nécessaire... Il sera impossible de rallier les hésitants à la république, tant qu'elle sera menacée par deux cents loups enragés qui n'attendent que le moment de se jeter sur leur proie. »

Mais il était là en présence de juristes auxquels la violence répugnait : déporter ou fusiller, par mesure de salut public, non des coupables reconnus, mais des hommes pris au hasard parmi les vétérans de la révolution, apparaissait à ces légistes une inquiétante dérogation à la jurisprudence établie. D'ail-

leurs, « l'attitude de Fouché commençait à jeter des doutes sur les véritables auteurs de l'attentat ». Un conseiller, osant insinuer que « les nobles et les prêtres pourraient bien avoir trempé dans le crime », fut vertement rabroué par le Consul qui ne démordait pas des « septembriseurs ». La discussion traîna jusqu'au 10 nivôse; le 11, Bonaparte la trancha en communiquant le rapport « d'un agent en qui il avait toute confiance », appuyé par le préfet et le ministre de la Police, « sur cent vingt coquins qui troublaient la tranquillité publique ». On ne leur attribuait pas formellement l'explosion de la rue Saint-Nicaise, mais comme ils constituaient, pour l'ordre, un danger permanent, on concluait à l'urgence d'en débarrasser la république. Quelques scrupuleux conseillers élevèrent des objections; mais le Premier Consul, tout en cédant sur la culpabilité, soutint son opinion en quelques phrases décisives dont plusieurs sont remarquables: « La chouannerie et l'émigration, dit-il, sont des maladies de peau; le terrorisme est une maladie interne. » — « Certes, on ne peut, sans preuve, imputer l'attentat à ces individus; mais on les déportera pour les massacres du 2 septembre, le 31 mai, la conspiration Babeuf et tout ce qui s'est fait depuis. La mesure doit être prise, indépendamment de l'événement du 3 nivôse: il n'en est que l'occasion. »

L'obstination de Bonaparte se justifie. Depuis trois mois, on avait découvert trois complots contre sa vie: — celui de Ceracchi, Arèna et Topino-Lebrun qui projetaient de le poignarder au sortir de sa loge à l'Opéra; — celui de Metge, auteur et propagateur d'appels quotidiens à l'assassinat; — celui de Chevalier, inventeur de l'engin explosif qui avait servi de modèle aux criminels du 3 nivôse. Tous ces hommes étaient sous les verrous; tous appartenaient à cette tourbe de Robespierriistes ou de Babouvistes retardataires qui appelaient de tous leurs vœux le retour de la Terreur. Quoi d'étonnant que le Consul, instruit par cette expérience personnelle, eût imputé à la même clique un quatrième attentat portant si manifestement la même marque. Bourrienne, qui suivit l'affaire de près, remarquait avec justesse: « S'il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches, il était bien excusable d'attribuer aux jacobins un crime de plus. »

Le Conseil d'État céda et s'en remit au Sénat du soin de

promulguer dans les formes les intentions du maître ; c'est ainsi que prit naissance le sénatus-consulte du 14 nivôse qui mettait « en surveillance spéciale hors du territoire de la république » cent trente citoyens connus pour leurs excès ou leurs opinions révolutionnaires.

Dès la soirée tragique, tous les policiers de Paris ont été alertés et se sont mis en chasse. Outre les officiers de paix, les commissaires de police, l'armée que commande Fouché comporte un grand nombre d'agents secrets, informateurs, dénonciateurs, « observateurs de l'esprit public », ou vulgaires mouchards. Il y a de tout dans ce monde louche et anonyme : anciens porteurs d'ordre de la Sûreté générale, aventuriers qui furent *Tape-dur* de Maillard ou espions de Comités révolutionnaires, gens tarés, mais précieux qui, pour l'avoir fréquenté, connaissent tout le personnel des Jacobinières de l'an II. Il y a des marchands de vins, habiles à faire parler le client, des perruquiers ruinés, des valets sans place et de réputation à n'en plus trouver aucune, même un ancien conventionnel et des gardes du corps de Louis XVI, des chouans renégats et sans autre gagne-pain que ce métier douteux, des terroristes provinciaux qui, « brûlés » et honnis dans leur pays, ont cherché refuge à Paris ; des « moutons » de Saint-Lazare, de la Force et du Luxembourg au temps des grandes fournées de Fouquier-Tinville, déclassés, prêts à tout et disposés à servir le gouvernement du Consul avec autant d'ardeur qu'ils ont servi celui de Robespierre ou du roi.

Cette meute, lâchée sur Paris, y chasse à coup sûr, sans crainte d'être mise en défaut, car la Ville est bien différente, en ces premiers jours du XIX^e siècle, de ce qu'elle sera cent ans plus tard. Rien de ces grands immeubles modernes que l'on peut habiter durant vingt ans sans apprendre le nom de son voisin d'étage ; rien non plus de cette circulation intense qui mêle en un tourbillon incessant les gens de tous les quartiers. Le Paris de l'an IX est encore la vieille ville compacte et tassée que les démolisseurs n'ont pas entamée : les quartiers populeux sont des labyrinthes de rues tortueuses aux étroites et hautes maisons n'ayant, à chaque étage, qu'une ou deux fenêtres de façade, d'impasses anfractueuses, de passages obscurs et boueux rampant à travers tout un îlot. Dans ces taudis dont beaucoup, rapetassés et surélevés, datent du moyen

âge, s'entasse une population sédentaire : l'hiver, on se calefeutre ; aux beaux jours on s'installe dans la rue ; jamais on ne s'éloigne. Où irait-on ? Pas un jardin public, pas de moyen de transport pour gagner la campagne. On vit donc dans une promiscuité constante et chacun connaît l'histoire de tous les habitants du quartier : il n'y a qu'à questionner et on en apprend long.

Deux heures après l'explosion, les limiers de Fouché notaient les propos les plus insignifiants, qui, sous leur plume, prenaient la valeur d'indices graves : « Un inconnu, quelques moments avant l'éclatement de l'engin, a dit, dans un cabaret de la rue Saint-Nicaise : *nous allons un peu respirer ces jours-ci ; nous allons faire nos farces*. Il a paru rechercher un particulier qui n'était pas dans ce cabaret. » « Lorsque le Premier Consul est parti des Tuileries, deux ou trois individus, placés au coin de la rue Saint-Nicaise, ont dit, en parlant de ses gardes : *les voilà qui montent à cheval* ; ce pouvait être un signal convenu. » « Une tailleurse a vu trois hommes courir avec la plus grande vitesse au moment où Bonaparte est monté dans sa voiture ; elle sera interrogée. » Il est probable que nul, au ministère de la Police ni à la Préfecture, ne prêtait attention à ces niaiseries : elles montrent cependant combien, en pareille circonstance, les policiers ont à cœur de se faire valoir, dussent leurs hableries occasionner de désastreuses tribulations aux gens les plus innocents. Par chance, tous ces rapports nous ont été conservés et si, pour la majorité, ils ne sont pas en corrélation directe avec l'attentat, ils n'en sont pas moins très précieux par ce qu'ils nous dévoilent de certains survivants des journées révolutionnaires. L'un de ces mouchards, furetant par la Ville, apprit des commères de la rue Saint-Jacques que la veuve Marat, logée avec sa sœur dans le quartier, avait, dans la soirée du 3 nivôse, reçu chez elle un certain nombre d'invités, « à preuve que, pour cette bombance, sa table était garnie de trois lumières ». Le policier se fit indiquer la maison et monta chez la veuve Marat : il trouva, dans un logis misérable, une pauvre, jeune encore, — trente-six ans, — « aux cheveux bruns, au nez aquilin ». Elle déclare que, dans la journée du 3, « elle a savonné jusqu'à neuf heures du soir ; elle n'est sortie que pour acheter un litre de vin ; elle a soupé avec sa sœur qui travaille en horlogerie ; elles ne

possèdent qu'une seule lampe et n'avaient point de compagnie, étant sans relations et ne voyant que le citoyen Ramu, horloger, rue de la Barillerie, qui les occupe à de petits ouvrages » ; elle est, d'ailleurs, « dans la détresse, ne possédant pour tout bien qu'une rente de 560 francs sur l'État ». Ce petit tableau de solitude et de misère émeut comme l'évocation d'un revenant.

Un autre policier, conduit par des racontages de quartier vers la demeure d'un homme qu'on disait être l'un des tueurs de septembre 1792, apprit une chose effroyable : l'homme était planeur de son état et demeurait rue Basville, dans l'enceinte même du Palais de Justice, entre la cour neuve et la cour Lamoignon. Dans la nuit du 2 au 3 septembre, « il avait égorgé à la Conciergerie quatorze personnes et n'avait quitté que parce que son sabre s'était cassé ». Comme il rentrait chez lui, sa femme, alors sur le point d'être mère, fut tellement affectée de voir ses vêtements tout sanglants, que l'enfant qu'elle mit au monde portait sur le visage et sur les mains des taches de sang, « ce qui produisit à la mère une impression si forte qu'elle en mourut d'horreur ». Le policier constata que l'enfant vivait encore, marqué des stigmates indélébiles du crime paternel. En remuant la bourbe des bas-fonds révolutionnaires, les agents de Fouché y pêchaient ainsi de répugnantes épaves : il est question, dans ces rapports, d'un nourrisseur de bestiaux qui, lors des massacres de Bicêtre, « travailla » durant deux jours à abattre des victimes : « jusqu'au septième, disait-il, cette besogne lui avait beaucoup coûté : mais, après, il n'y faisait pas plus d'attention qu'à des veaux. »

Il se rencontrait çà et là des figures moins bestiales et plus pittoresques, telles, par exemple, celle de ce Georges Bugleau, fumiste, rue Froidmanteau, signalé comme ayant joué aux boules avec les têtes des vingt Girondins exécutés le 31 octobre 1793. Questionné sur ses antécédents il déclara que, fripier au début de sa carrière, il avait été plus tard maître d'armes, puis secrétaire du bâtonnier de l'ordre des avocats, Lefebvre de Dampierre, ensuite homme de confiance de Boisgelin, maître de la garde-robe du roi, emploi qu'il quitta pour celui de teneur de livres ; il est maintenant ramoneur... Commissaire civil en 1792, il s'était rendu à la prison de la Force pour sauver du massacre deux de ses amis ; il y arriva au moment où l'on

écharpait la Lamballe, ce qui, avait-il, « le fit frémir d'horreur ».

Dans la nuit du 3 au 4 nivôse, on arrêta quatorze *exclusifs* : sous ce terme administratif étaient classés les anarchistes dangereux. Bien d'autres étaient recherchés : les dénonciations pleuvaient à la préfecture de Police. D'après l'une d'elles on avait vu, le 3, vers six heures et demie du soir, sur le boulevard neuf, « deux voitures arrêtées presque vis-à-vis Notre-Dame des Champs » : cinq individus y discutaient « d'une grande nouvelle attendue ». A neuf heures, ces hommes étaient remontés en voiture et avaient disparu. On parvint à en arrêter deux : Delabarre et Millière. Le premier était entrepreneur de serrurerie, rue de Sèvres, cabaretier, tenancier d'un bal public, éducateur de la jeunesse patriote et marchand de lait : il avait été, au 10 août 1792, membre de la Commune insurrectionnelle ; on trouva chez lui six fusils, une épée, trois sabres et trois pistolets, arsenal dont il justifiait la présence en prétendant que, avec ses nombreuses occupations, il cumulait l'instruction militaire des enfants du quartier. — François Millière, son voisin, rue du Cherche-Midi, était mercier lorsque les électeurs de la Croix-rouge le nommèrent à la Commune ; en mission dans les départements de l'Ouest, il avait fait partie de l'exécrable Commission Félix qui, par centaines, guillotina, fusilla ou noya les prisonniers vendéens. Ces exploits avaient valu à Millière d'être nommé, au retour, administrateur de la poudrerie de Grenelle ; il était, en l'an IX, nourrisseur.

Le 5, la police mit sous les verrous une vingtaine d'exclusifs, au nombre desquels Fougéon, Dussoussy dit Fainéant, le cordonnier Nicolas Paris et l'imprimeur Bertrand Guilhémât, tous désignés « démagogues forcenés ». Guilhémât a été, au temps de la Terreur, membre du Comité révolutionnaire de la Section Marat, emprisonné après le 9 thermidor comme robespierriste, et a figuré dans l'émeute de Prairial an III ; c'est « un habitué des milieux anarchistes ». Fougéon, ancien perruquier, est concierge rue Cadet : un banquier de la rue Richer l'a entendu, quelques instants après l'explosion, dire : « Eh ! quoi ! on manquera donc toujours ce coquin-là ! » Quant à Dussoussy, une dénonciation anonyme, postérieure à son arrestation, le signale comme ayant été l'un des noyeurs de Carrier : « il s'est vanté d'avoir porté au bout de son fusil,

en guise d'étendard, des enfants enfilés de sa baïonnette ». Quelques jours avant l'attentat de la rue Saint-Nicaise, il prédisait à une marchande du Pont-Neuf, que « Bonaparte n'avait plus dix jours dans le ventre ».

Le 7, le nombre des emprisonnés se monte à 74 et la préfecture, en publiant leurs noms, — de façon parfois incorrecte, — annonce que « beaucoup d'ordres sont décernés et s'exécutent au fur à mesure ; les recherches continuent jour et nuit ». Le lendemain, le chiffre s'est encore augmenté ; il est de 91. Il sera environ de 300 au total, non point tous suspects arrêtés, car plusieurs parvinrent à échapper aux policiers ; quelques autres furent relâchés à peine pris, ayant prouvé qu'ils étaient victimes d'une erreur ou d'une similitude de noms. On voulait, en effet, « cogner » fort et vite, quitte à ne point toujours frapper juste ; mais le résultat qu'on cherchait fut atteint, car cette raffe provoqua dans les milieux anarchistes une terreur salulaire qui allait pour longtemps les réduire au plus profond silence.

LA TRAQUE AUX TERRORISTES

Dans le premier désarroi, le préfet de police Dubois et son acolyte Bertrand s'en remirent au hasard. Les dossiers contiennent un grand nombre de prescriptions dont le ton impératif décèle plus de perplexité que de méthode : « Le citoyen Limodin se transportera dans toutes les maisons environnant le lieu de l'explosion... Il constatera l'état de toutes les personnes qui auront été blessées et recevra d'elles, ainsi que de toutes autres, les déclarations. » Limodin était un policier expert à cuisiner les suspects et à leur tendre des traquenards. Il entreprit donc de visiter toutes les maisons de la rue Saint-Nicaise, de la rue de Malte et de la rue Marceau, gardées depuis la nuit de l'attentat par un cordon de troupes qui en écartait les badauds. On supposait que le coupable, renversé et probablement blessé par l'éclatement de sa machine, n'avait pu se traîner bien loin et trouvait refuge chez quelque complice du quartier, dont tous les habitants étaient réputés en bloc sujets à caution, ainsi que l'indique cette autre note : « se borner en ce moment à savoir précisément où tous étaient hier, notamment à l'heure de l'événement ; visiter les papiers, s'il s'en trouve, et envoyer

les individus à la Tour du Temple jusqu'à nouveaux renseignements ». On soupçonnait les blessés, les morts, et aussi les gens qui n'avaient pas été atteints : « La femme Gauthier devra être interrogée si elle était chez elle au moment de l'explosion et comment il se fait qu'elle n'ait pas été blessée, quoique quelqu'un l'ait été grièvement chez elle. »

Le résultat de ces perquisitions fut médiocre : Limodin n'arrêta qu'un tailleur de la rue Saint-Nicaise, Bertrand Lacombe, un agent d'affaires de la rue Marceau, nommé Jean-François Barbier, et un marchand de vins de la même rue, Jacques Taillefer, farouche septembriseur signalé à la police par une lettre non signée : en apprenant l'arrestation de Taillefer, l'imbécile anonyme, s'excusant sur « un excès de zèle », réclama, toujours sans se nommer, la mise en liberté de l'homme qu'il avait dénoncé : « sans cela, écrivait-il, quelque découverte que je puisse faire à l'avenir et qui intéresserait l'État, je m'imposerais le silence le plus absolu au lieu de vous en faire part. » L'agent d'affaires, Barbier, vérificateur de la comptabilité des hôpitaux militaires, prouva, lui, que, le jour de l'explosion, il se trouvait à Amiens ; mais d'anciens rapports de police le signalaient comme « agitateur, fréquentant les exclusifs » ; son aversion pour Bonaparte avait pour origine une grande affection pour Pichegru, son compatriote et son camarade d'enfance. Barbier, arrêté cinq mois avant le 3 nivôse, avait été relaxé ; cette fois, malgré son alibi, on le garda. Le tailleur Lacombe était de meilleure prise : ex-membre du comité révolutionnaire de la section des Tuileries, connu pour ses « espérances » terroristes, anarchiste avéré, dénonciateur et guillotineur, Babeuf le tenait pour l'un des « patriotes purs et propres à régénérer » et l'avait inscrit sur ses listes avec cette flatteuse mention : « Lacombe, tailleur, rue Saint-Nicaise ; sans beaucoup de moyens, mais bon à donner un grand coup de main. »

Ces attestations de Babeuf, quoique datant de quatre années, furent certainement utilisées par le policier Limodin ; elles le mirent sur la piste de « remueurs » impénitents et ses découvertes nous révèlent un monde bien mêlé et bien singulier. Voici Bouin, ancien bonnetier, devenu commissaire civil, puis juge de paix de sa section, en dernier lieu attaché au ministère de la Police d'où il avait été exclu au 19 brumaire.

Les policiers fouillèrent inutilement son logement, au troisième étage d'une maison de la rue de la Vannerie ; sa femme protestait qu'il était absent ; mais la perquisition se poursuivit dans tout l'immeuble et on trouva Bouin, au premier étage, caché derrière le lit de sa propriétaire, la citoyenne Monier. Voici le menuisier François Dufour, pauvre homme chez qui, en floréal an IV, s'étaient invités à déjeuner, pour y tenir conseil, les complices de Babeuf, et qui fut arrêté avec eux au moment où il venait d'acheter une botte de radis pour les régaler. L'architecte Lefranc, ancien officier de canonniers dans l'armée révolutionnaire, était signalé dans les répertoires de Babeuf comme « propre à régénérer et possédant quelques talents ». De fait, lors du 10 août 1792, il avait participé au massacre des défenseurs du roi. Il certifiait qu'il n'avait jamais occupé de places dans la révolution ; mais son cas s'aggravait de sa présence, dans la soirée du 3 nivôse, au café du Thyrsé, rue de Malte, très près du lieu de l'explosion, où il jouait au piquet avec des amis. L'éclatement de la machine infernale les avait « secoués sur leurs chaises » sans interrompre leur partie qui se prolongea jusqu'à minuit. Cette opiniâtreté à battre les cartes étonnait. Ce Lefranc était destiné à de terribles aventures, ainsi qu'on le verra par la suite de ce récit. Il retrouva en prison l'ex-adjudant général Massard, lui aussi anarchiste actif et complice de Babeuf qui lui destinait, dans le grand culbutis, la place de commandant d'état-major parisien, et l'ébéniste Moreau, signalé comme septembriseur, ce qui lui avait mérité, parmi les babouvistes, cette note élogieuse : « nerveux, propre à être employé ».

Le cas de Nicolas Pâris est plus obscur : on l'avait entendu, la veille de l'explosion, dire, chez un marchand de vins de la rue Féroü, que « le lendemain il y aurait un coup... » C'était un cordonnier très pauvre, logé rue Neuve-Guillemain, non loin de Saint-Germain des Prés, où il passait pour s'être signalé, en septembre 1792, parmi les tueurs de l'Abbaye. Inculpé de ce fait, en l'an III, il avait été acquitté, faute de preuves, par le tribunal criminel. Il semble bien que, en arrêtant ce pauvre hère, on se figura tenir l'ami de Danton, le Nicolas Pâris, dit *Fabricius*, naguère greffier de Fouquier-Tinville : les notes de police qualifient, en effet, ce cordonnier de « membre du tribunal révolutionnaire, ayant figuré dans

tous les complots », bien qu'il protestât n'avoir jamais occupé de places pendant la révolution. Pâris-Fabircius, d'ailleurs, au dire des biographes, était mort avant l'avènement du Consulat.

Au nombre des anciens Babouvistes incarcérés à l'occasion de la machine infernale, il faut citer encore :

Jean Rossignol, le compagnon bijoutier, bombardé, pendant la Terreur, général en chef des armées de l'Ouest ; Rossignol, « l'enfant chéri du Comité de salut public », membre éphémère de la Commune insurrectionnelle, luron turbulent et emphatique ; sollicité de participer au complot de Babeuf qui lui réservait le commandement supérieur des forces de l'intérieur, Rossignol répondit qu'il acceptait, à la seule condition « que les têtes tomberaient comme grêle et que les boyaux joncheraient le pavé » ;

— Vacret, ouvrier en bas, auquel, après le triomphe des Égaux, était promis un siège à la Convention rétablie ;

— Saint-Amant, tourneur en cuivre, acteur, entrepreneur de spectacles, qui se vantait d'avoir, à Lyon, égorgé de sa main cent calottins ;

— Vanheck, pactisant, on ne sait pourquoi, avec cette gueusaille, et dont Babeuf, marquant son nom du signe des « solides », écrivait « qu'il serait d'un grand prix dans l'entreprise ». Riche propriétaire d'une maison considérable dans la rue Meslée, et disposant de vingt mille livres de rentes, Vanheck s'était, en effet, montré dans toutes les journées révolutionnaires : à l'émeute de germinal, an III, il avait même, à la tête des affamés de sa section, envahi la salle de la Convention et présenté à l'assemblée tremblante les revendications des faubourgs ; un secrétaire, chargé de composer les discours attisants que prodiguait aux prolétaires cet opulent anarchiste, colportait dans les cafés que son patron avait généreusement payé 200 francs le cheval et la charrette au moyen desquels on avait conduit rue Saint-Nicaise l'engin meurtrier ;

— Charles Sonnois, enfin, gardien porte-clef à la prison de la Force et noté comme septembreur, apparait surtout comme aimant à célébrer, par de copieuses libations, les perturbations politiques ; il donne l'emploi de sa journée du 4 nivôse, lendemain de l'explosion, et conte comment, après avoir « bu un coup », il va, rue Nicaise, avec un ami, pour contempler les dégâts causés par la machine infernale. Ils ne peuvent rien

voir, la troupe empêchant d'approcher du lieu de l'attentat ; alors Sonnois emmène son camarade dîner chez sa femme qui vend des huitres à la porte d'un estaminet de la rue Barre-du-Bec. Ayant festoyé là jusqu'après quatre heures, il passe le reste de la journée à « boire chopines », qu'il fait suivre de trois bouteilles de bière et ne rentre à la Force que le lendemain. Il ne diffère pas en cela de ses compagnons de lutte, car la plupart de ces régénérateurs passent, de leur propre aveu, le meilleur de leur temps dans les estaminets ou les débits de vins ; bien avant l'explosion de la rue Saint-Nicaise, un certain Godeau sollicitait de la police la fermeture de son café, parce que « les frères » y venaient boire en foule et ne payaient pas, sous le prétexte que « celui qui a plus doit donner à celui qui a moins et que, entre frères, tout est commun ». Michelet et les historiens qui, d'après lui, s'extasiaient « sur la sobriété fabuleuse » de ces précurseurs, ont inconsidérément exalté leur tempérance.

Il serait fastidieux de tracer ici la silhouette de tous les séditieux appréhendés au cours de la première décade de Nivôse : on retrouvera dans les pages qui vont suivre les plus marquants de ces personnages. Cette traque de la police faisait lever, des gîtes où ils se terraient depuis la journée de Brumaire, les survivants des séqueles jacobines, maratistes et montagnards, gens de désordre, ex-bonnets rouges, braillards de clubs qui avaient eu leur beau temps en l'an II et qui, depuis les réactions de Thermidor, se réunissaient plus ou moins clandestinement pour échanger leurs regrets et se communiquer leurs motifs d'espérance. C'étaient les derniers terroristes : les agents de Dubois arrêtaient tous ceux qui leur tombaient sous la main. Le sentiment public, très monté, encourageait ces tardives représailles ; un rapport, daté du 5 nivôse, révèle combien était violente l'animosité contre ces intraitables fauteurs de troubles : « Dans quelques cafés, des hommes exaltés excitaient vivement les consommateurs à tuer en plein jour les Jacobins comme on l'a fait dans le Midi... Rœderer et Talleyrand ont dit chez eux qu'il ne fallait pas laisser en France un seul homme qui ait servi sous Robespierre... Les esprits sont généralement si fort échauffés que Bonaparte peut faire tout ce qu'il veut. »

Aussi dirigeait-il lui-même cette chasse aux « ingouver-

nables »; il lui était échappé de dire, au Conseil d'État, « qu'il possédait un dictionnaire des hommes employés dans tous les massacres ». Sans doute mit-il ce répertoire à la disposition du préfet de police Dubois, puisque celui-ci fait quelque part allusion à une arrestation opérée, « en vertu de la liste fournie par le Premier Consul ». Bien plus, Bonaparte disposait personnellement d'un service d'espionnage, car, le 12 nivôse, il informait Dubois que, « au quatrième ou au cinquième étage de l'*Hôtel de Picardie*, rue de Seine, avait été mystérieusement introduit, dans la nuit du 3 au 4, par le nommé Yon, pensionnaire de l'hôtel, un individu qui, depuis lors, s'y tenait caché ». Yon, « jacobin renforcé », avait, pour sa part, « tenu des propos atroces contre le gouvernement et même manifesté qu'il aurait plaisir à assassiner de sa main Bonaparte ». Dubois lança donc sa meute sur cette piste avec cette recommandation : « Arrêtez Yon et l'individu caché; employez tous les moyens pour ne pas les manquer. » Et il ajoutait : « Cette note m'a été envoyée, à moi seul, par le Premier Consul. »

Les policiers trouvèrent, à l'*Hôtel de Picardie*, non pas Yon, mais Éon, Breton au front bas, au nez court et ouvert, aux yeux brunâtres, au visage grêlé; il était commis libraire chez l'imprimeur Vatar, fondateur et rédacteur du *Journal des hommes libres*, organe terroriste auquel sa violence avait valu le sobriquet de *Journal des hommes-tigres*. Quant à l'inconnu auquel Éon donnait refuge, il n'était autre que Vatar lui-même, son cousin et patron qui, ayant donné, précisément ce jour-là, congé de son logement de la rue des Saints-Pères, était venu, tout naturellement, disait-il, prendre gîte à l'*Hôtel de Picardie*. Ils furent écroués tous les deux.

SILHOUETTES D' « EXCLUSIFS »

Comment fut dressée la liste des proscriptions? Qui choisit, parmi cette foule d'individus arrêtés un peu au hasard, les noms de ceux qui, réputés les plus indomptables, figureront au sénatus-consulte du 14 nivôse comme devant être déportés hors du territoire continental de la République? Cette sélection fut certainement une œuvre collective, et subit, jusqu'au dernier moment, des modifications. Fouché, bien certainement, y mit la main; mais les bureaux du préfet Dubois lui

préparaient la besogne et il semble que le fonctionnaire qui s'y employa davantage, fut le secrétaire général de la Préfecture, le citoyen Piis.

Étrange époque où, dans le sombre drame qu'est la fin des derniers terroristes, apparaît au premier plan cette joviale figure. Piis, en effet, était chansonnier à succès et vaudevilliste réputé; né vers 1736, guidé dans ses premiers fredons par les abbés de Latteignant et de Bernis, les deux plus galants rimeurs du XVIII^e siècle, il donnait, dès 1776, à la comédie italienne *la Bonne femme* dont la vogue fut durable. Une vingtaine de vaudevilles, bourrés de couplets badins, valut à l'auteur l'emploi de secrétaire interprète chez le comte d'Artois, frère de Louis XVI, sinécure honorable dont s'autorisa Piis pour se parer du titre de chevalier. La souplesse de son esprit lui permit, en temps opportun, d'évoluer sans scandale, et il chanta la révolution avec autant de verve qu'il en avait mis à flagorner l'ancien régime; il prêta tous les serments, accepta toutes les places et c'est ainsi que, à son avènement au pouvoir, Bonaparte l'ayant trouvé membre du Bureau central, l'adjoignit au préfet Dubois comme secrétaire général de la Police. Tout en s'acquittant de ces sévères fonctions, Piis continuait à courtiser les muses de la poésie légère et du vaudeville; sur son bureau, les mandats d'arrestation voisinaient avec les scénarios et il s'interrompait d'interroger les prévenus pantelants pour ne pas manquer les séances du *Caveau*, dont il était membre et où il célébrait, en couplets égrillards, le vin, la bonne nourriture et les dames. Son ode à *l'Huitre* et son poème sur *les Lettres de l'alphabet*, comptés au nombre de ses œuvres les plus heureuses, révèlent la singulière frivolité du personnage. Invité par son Préfet à dresser la liste des « déportables », Piis, qui connaissait bien le personnel révolutionnaire, puisqu'il l'avait coudoyé, rechercha et remit au Préfet la liste des assassins de septembre 1792, arrêtés, jugés et acquittés en l'an III et qui, depuis cette époque, n'avaient plus été inquiétés. Sur quarante-cinq désignés, beaucoup avaient disparu; mais on en retrouva plusieurs dont le sanglant renom s'était perpétué et qui, enhardis par l'impunité, n'avaient cessé de rêver, sous couleur de réforme sociale, la ruine de la civilisation, comptant y trouver profit.

Antoine Boniface était de ceux-là : ci-devant gendarme et limonadier, mari d'une turbulente mégère qui, lors des mas-

sacres de septembre 1792, versait du vin aux « travailleurs » et, pour entretenir leur délire, buvait le sang des victimes, Boniface avait pour dieux Marat et Robespierre. Sa participation méritoire au coup d'État révolutionnaire du 18 fructidor l'avait porté à l'emploi de concierge à la prison du Temple, situation lucrative qu'il occupa durant six mois, enfin satisfait et jugeant la vie bonne. Mais l'audacieuse évasion du commodore Sydney Smith entacha quelque peu sa réputation d'intégrité et celle aussi de son épouse; suspect de forfaiture, Boniface fut arrêté, jugé, acquitté, mais destitué et, du coup, il redevint anarchiste. Sa femme ne décolérait pas et réclamait hautement un bouleversement général; quelques jours avant le 3 nivôse, « elle parcourait le faubourg Antoine, annonçant un événement prochain » et, le 2, au café des Bains Chinois, centre habituel des exclusifs, elle trompettait à tout venant, et « avec enthousiasme », que ce misérable Bonaparte « allait tomber » et que les patriotes pourraient enfin s'ébaudir.

Le couple Boniface fut arrêté le 11 nivôse; le mari fut écroué à Sainte-Pélagie, la femme aux Madelonnettes. On emprisonna en même temps Julien Leroi, dit *Eglator*, instituteur, rue des Boucheries Saint-Germain. C'était, lui aussi, l'un des acteurs de septembre : il se vantait « d'avoir présidé, en qualité d'officier municipal, le massacre des prisonniers de l'Abbaye » et montrait avec orgueil l'écharpe dont il était décoré dans ces horribles journées. Depuis lors, séide fanatique d'Hébert, de Chaumette et de Ronsin, général de l'armée révolutionnaire et auteur dramatique, Leroi avait changé son nom, odieux aux oreilles démocratiques, contre celui porté par le héros de l'une des tragédies dudit Ronsin, *Eglator*, qualifié dans la liste des personnages de la pièce « homme vertueux aimant son pays ». Promu, pour cette délicate courtoisie, économiste de l'hospice national de Bicêtre, Leroi, après la mort de Ronsin, était parvenu à se faire oublier et dirigeait une petite institution; sans nul doute, les bonnes gens du quartier qui lui confiaient leurs enfants ignoraient son passé et ne savaient pas que son idéal politique avait pour base « la nécessité d'abattre deux à trois cent mille têtes ». Compromis, en fructidor an VIII, dans un complot contre Bonaparte, le ci-devant *Eglator* s'était tiré d'affaire en mouchardant les camarades, ainsi que le révèle une note indiscrete de son dossier.

Il f
avéré :
laire
pas ce
midi,
cent so
balle.
scène
prince
le cœur
coupal
Charla
« se r
là, ses
tain q
d'un s
souill
phale
n'exc
celui
n'aya
social
Piis
O
c'étai
farou
pas r
de fo
voya
man
en v
Man
Issu
au l
la G
ava
défa
dea
sui
gén

Il fut rejoint en prison par Louis Monneuse, septembreur avéré : on l'avait vu, en 1792, siéger parmi « les juges populaires » qui ordonnaient le massacre de la Force et il ne quitta pas ce poste depuis le 3 septembre, vers deux heures de l'après-midi, jusqu'au surlendemain, ayant présidé à la tuerie de cent soixante et onze victimes dont était la princesse de Lamballe. La tradition presque unanime des témoins de l'affreuse scène imputait à un certain Jean Mamin le meurtre de la princesse; ce misérable lui avait ouvert la poitrine et arraché le cœur. La chose a été contestée : au dire de Louis Blanc, le coupable de cette atrocité aurait été un tambour, du nom de Charlat; acquitté en l'an III par le tribunal criminel, Charlat « se rendit à l'armée pour se soustraire à toute poursuite et, là, ses camarades, saisis d'horreur, le massacrèrent ». Il est certain que l'amie de la Reine ne succomba point sous les coups d'un seul individu; plusieurs s'acharnèrent à l'abattre, puis à souiller et à déchiqueter son corps pour en promener triomphalement les débris par les rues. La culpabilité de Charlat n'exclut donc pas celle de Mamin. D'ailleurs, la figure de celui-ci est un spécimen complet de ces intrigants tarés qui, n'ayant rien à perdre, ne peuvent que gagner aux cataclysmes sociaux, et il avait droit à une place dans la liste que dressait Pils des « intraitables ennemis de la société ».

On l'arrêta donc, après l'attentat; il avait trente-cinq ans; c'était « un petit homme maigre, jaune, musculeux, dont l'air farouche, les moustaches et les épais sourcils noirs n'inspiraient pas moins l'épouvante que son sabre et son bonnet rouge bordé de fourrures ». Tel on l'a décrit au temps de la Terreur : on le voyait alors souvent au foyer du Théâtre-Favart où « il s'humanisait » auprès des actrices; l'une d'elles, et non des moins en vue, lui était très attachée; dans ce milieu galant, le ton de Mamin et ses manières « dénotaient une certaine éducation ». Issu d'une famille aisée de Bordeaux, — son père était avocat au Parlement de cette ville, — il était venu à Paris, chassé de la Guadeloupe, en 1791; affilié au club des Cordeliers, il y avait reçu les leçons des purs Hébertistes : caché après leur défaite, emprisonné après thermidor, marié à une fille de Bordeaux qui l'abandonna au bout de trois mois d'union pour suivre un certain Saint-Charles, espion du Comité de sûreté générale, Mamin, emprisonné de nouveau en l'an III, puis

relaxé, — il semble bien qu'il fût vaguement mouchard, — vivait à Paris, sans état avouable, sans ressources, « n'ayant même pas un lit en propriété ». Logé au hasard des rencontres, il fut l'un de ceux dont Bonaparte, à peine au pouvoir, débarassa le pavé de Paris. Écroué au Temple, il reçut de ses compagnons de captivité un accueil plus que froid : nul ne consentit à cohabiter avec cet homme farouche dont la réputation était celle d'un monstre; on le menaçait de mort, on souillait d'ordures son grabat; lui s'en plaignait au ministre, imputant euphémiquement à « une différence d'opinions » l'horreur de ses codétenus. On le transféra à la Force, où l'on eut peine à le soustraire « aux fureurs et à la vengeance des autres prisonniers ». Il fallut lui rendre la liberté et l'envoyer à vingt lieues de Paris; mais il ne partit pas, étant « sans un sou ». C'est ainsi qu'après l'explosion de la machine infernale, il fut jugé mûr pour figurer parmi ces incorrigibles dont on purgeait la métropole.

Pépin Desgrouhette qui, lui, était porté « sur la liste du ministre », apparaît plus odieux peut-être. Emprisonné, sous l'ancien régime, à la Bastille pour pamphlets licencieux, puis à Bicêtre pour prévarication, il n'avait pu se faire inscrire au tableau des avocats : aussi dut-il accepter le modeste emploi de sous-panetier à l'Hôtel-Dieu. Il alla chercher la fortune en Amérique, ne l'y trouva pas, revint à Paris « pour se livrer à la défense des faibles et des opprimés » et s'érigea « homme de loi ». Il accueillit avec ivresse la révolution : chaud Cordelier, membre de la Commune insurrectionnelle et juge au Tribunal du 17 août, agent provocateur à ses loisirs. Emprisonné à Saint-Lazare, il y désignait à l'accusateur public les malheureux qu'il jugeait bons pour la guillotine et les accompagnait jusqu'au tribunal afin de déposer contre eux. Quand « la fournée » était nombreuse, — et elle l'était toujours, — il rentrait triomphalement, complètement ivre et se vantait « très haut d'avoir droit de vie et de mort à la prison... » En argot de geôle, il y remplissait, avec d'autres, le rôle de *mouton*, métier profitable, car, pour gagner un jour, les captifs donnaient à ces bandits tout ce qu'ils possédaient. Ce bon temps fut court et Pépin Desgrouhette connut depuis lors les revanches de la destinée. On comprend qu'un tel homme n'appréciât point le Premier Consul, sévère champion de l'ordre et de l'intégrité. Aussi, en l'an IX,

l'ancien mouton fraternisait-il avec les pires factieux; il se flattait d'être l'ami et le conseil de Metge, ce pamphlétaire anarchiste dont les écrits préconisaient l'assassinat et qu'il se proposait de défendre devant le tribunal criminel. Pépin était « une espèce de cul-de-jatte », malingre et contrefait : recueilli, au temps de sa misère, par « la fille d'un portier de maison » qui l'avait pris en pitié, il l'épousa et avait eu d'elle cinq enfants.

Ce n'est point pour accumuler des portraits sinistres que l'on esquisse ici la silhouette de quelques-uns des derniers terroristes. Le sénatus-consulte qui débourbait la France de cette insociable engeance, est considéré par certains comme un crime de lèse-nation, « comme un monument éternel de honte pour ceux qui l'ont rendu et un témoignage de la froide cruauté du tyran qui l'ordonna ». On insinue que, rêvant déjà à la pourpre impériale, Bonaparte, pour débayer sa route, immola illégalement les plus purs républicains, irréprochables par leurs mœurs et leur caractère et dont « il redoutait l'énergie ». Ce thème, imposé par des écrivains dont l'aplomb égale la partialité, est devenu article de foi et tel historien qui n'a pas un mot de pitié pour les milliers de victimes de l'échafaud révolutionnaire, pour les troupes de prêtres morts de faim et d'infection sur les pontons de Rochefort, tel qui juge mesquines les 1672 déportations et les 160 fusillades de Fructidor, s'attendrit sur le sort des 70 démagogues dont on va lire la vengeresse odyssée. Il est vrai que, pour justifier cet attendrissement, on se garde de révéler leur passé et l'opiniâtre rancune de leur envieuse incapacité : on s'émeut du châtement, mais on tait les fautes et les crimes; on nous représente ces hommes comme parfaitement innocents de l'attentat à l'occasion duquel ils sont frappés : c'est vrai, mais si pas un n'a eu l'atroce courage ou trouvé l'occasion de l'accomplir, tous l'ont préparé, désiré, perpétré, appelé de leurs vœux.

La victoire de Marengo, le retour triomphal du Consul portaient au paroxysme la rage des anarchistes : un vieux robespierriste avait prédit : « le coup sera porté cet hiver ». Metge proclamait que le 19 brumaire était un attentat criminel : « ses auteurs sont des assassins du peuple; les soldats ne peuvent sans crime leur obéir : les impôts doivent cesser d'être payés à des usurpateurs; le peuple doit s'insurger en masse. » Et

comme, au début d'octobre, on avait emprisonné ce sombre visionnaire, ses adeptes « déploraient la persécution qu'éprouvait le plus digne des patriotes ». Il n'y avait pas de cafés fréquentés par les agitateurs où l'on n'étudiait le moyen de supprimer le tyran : les uns proposaient « de faire sauter le château des Tuileries, au moyen des passages souterrains, et aqueducs donnant sur la rivière » ; d'autres recommandaient l'emploi « de chevaux de frise dans les rues voisines des spectacles » ; certains, plus prudents, préféraient « les fusées ou artifices à lancer de quelque distance ». On a déjà mentionné la tentative d'Aréna qui avait résolu d'assassiner Bonaparte à l'Opéra ; des camarades reprirent ce projet ; il s'agissait, cette fois, « de le tuer dans sa loge à l'aide d'un fusil à vent ». La reine Hortense se souvenait que, au théâtre, placée entre sa mère et le Consul, elle promenait sur la salle des regards inquiets : « Si un homme tirait son mouchoir de sa poche, j'imaginai que c'était l'arme fatale qu'on allait diriger sur notre loge... » De mauvaises figures tournaient autour de la Malmaison. Certain soir, vers minuit, un coup de feu retentit tout près du château. Alerte. Tout le monde est réveillé, debout, en tenue de nuit ; la citoyenne Bonaparte suffoque et pleure ; le Consul, vêtu de sa robe de chambre, un bougeoir à la main, crie à l'entrée du corridor : « Qu'on ne s'effraie pas ! Ce n'est rien ! » Les aides de camp sont descendus au plus vite ; ils reviennent rassurés : « un guide, de garde autour du château, est tombé de cheval et, dans sa chute, la charge de sa carabine est partie... » Nuit et jour, à toute heure, l'entourage de Bonaparte s'attend à le voir frapper d'une balle ou d'un coup de poignard et cette situation intenable justifie les mesures adoptées pour y mettre fin. Qui prétend gouverner doit éliminer les ingouvernables.

Piis, Dubois et Fouché y travaillaient activement et la matière ne leur manquait pas, car les rapports affluaient au Ministère et à la Préfecture. En remuant la vase des bas-fonds de Paris, les policiers y découvraient d'étranges figures. Des petites gens, ouvriers et pères de famille pour la plupart, en apparence fort tranquilles, comptaient dans leur passé des heures mouvementées : égorgements de septembre 92, 31 mai, comités révolutionnaires, émeutes de l'an III, conspiration babouviste, on retrouvait partout leurs traces et maintenant, prêts

à de nouveaux coups de main, ils se rendaient, le soir, après le travail, aux conciliabules tenus dans certains cafés, pour écouter béatement les prôneurs d'une vraie république, à la Babeuf, qui supprimerait les riches, égaliserait la misère et satisferait par là ceux qu'offusque toute supériorité. Pauvres esprits, inguérissables du mal révolutionnaire et s'efforçant d'en propager la contagion. Tels étaient Bormans, vieux cordonnier de la rue des Maçons, signalé comme septembriseur : il avait eu dix-neuf enfants dont les trois seuls survivants servaient aux armées; René Joly, autre cordonnier, septembriseur, devenu lieutenant à la 34^{me} demi-brigade et qui, réformé, ne pardonnait pas au gouvernement d'avoir brisé sa carrière militaire; Marlet, cordonnier septembriseur, lui aussi; Quénon, ouvrier du port Saint-Bernard, inculpé également d'avoir « travaillé » aux prisons, protestait que « les 2 et 3 » septembre il n'avait vu ni morts ni vivants, ayant, toute la semaine, tiré du bois sur la rivière »; Georget, menuisier rue Mazarine, connu dans son quartier pour avoir « assassiné aux prisons » et professant des opinions anarchistes; lors de l'explosion de la rue Saint-Nicaise, « il plaisantait sur l'événement en termes assez clairs pour exprimer une joie qu'il ne pouvait contenir ». On trouva chez lui un fusil, deux sabres et une épée.

Parmi les personnages dont l'interminable nomenclature remplit les dossiers de la Préfecture de police, l'un des plus déroutants est André Corchant : plombier rue Aumaire, l'un des « vainqueurs de la Bastille », il fut, après la chute de la royauté, chargé d'aller « répandre l'esprit révolutionnaire dans les départements de l'Oise et de la Seine-Inférieure », en compagnie de Parein, littérateur inconnu qui, l'année suivante, improvisé général de division dans l'armée révolutionnaire, prit le plombier comme aide de camp. Ils firent campagne ensemble... à Lyon, après la capitulation de la ville; campagne meurtrière s'il en fut, car, nommés membres de la Commission révolutionnaire chargée de mettre au pas les Lyonnais, Corchant et Parein, assistés de trois compères, firent tomber, sans jugement, 1684 têtes. Cet exploit accompli, Corchant rentra chez lui, rouvrit son atelier de plombier-fontainier et se tint tranquille; marié et père de quatre enfants, il semble qu'il avait renoncé à « la politique »; il semble également qu'il n'était nullement gêné par le souvenir des 1684 Lyonnais expédiés à la guillotine

ou à la fusillade. C'est un bon bourgeois qui réussit dans ses affaires, vit en famille et va, après son dîner, passer la soirée au café avec des amis, — que les 1 684 morts ne gênent pas davantage. Même il a des velléités religieuses, puisqu'on le voit, en l'an VII, suivre les offices des Théophilanthropes : un seul document, de mai 1800, le signale comme « l'un des principaux agents de l'anarchie, cherchant à corrompre des ouvriers que le défaut d'occupations met dans le besoin ».

Invité, au matin du 7 nivôse, à se rendre chez le Préfet de police, interrogé sur l'emploi de son temps dans la soirée du 3, Corchant répondit que, sorti de chez lui à six heures du soir, il alla au café Turc, sur le boulevard et y resta jusqu'à 9 heures; on parla de « l'événement »; ensuite il alla « boire bouteille » avec son ami Louis, marchand de draps, chez le citoyen Michel, limonadier, rue Phélippeaux, et il rentra chez lui vers onze heures du soir. A la question : « Avez-vous occupé des places dans le cours de la révolution ? » il répliqua avec énergie : « Jamais ! » Décidément il avait oublié... Sa femme sollicita sa mise en liberté, alléguant qu'il était « pur et sans tache » et assurant que son arrestation contristait « tous les honnêtes gens dont il avait le bonheur d'être connu pour un bon père, un bon mari, partisan zélé du gouvernement actuel ». Elle fit signer sa supplique par une dizaine de ses voisines, dont deux se ravisèrent et raturèrent leurs noms de façon à les rendre indéchiffrables.

On s'attarderait volontiers à feuilleter ces dossiers de police, qui éclairent de quelque lueur des existences fermées et permettent de pénétrer chez certains de ces compères obscurs, dédaignés par l'histoire, et qui, peut-être, en connurent les dessous mieux que les grands premiers rôles auxquels seuls elle s'intéresse. Même au point de vue des mœurs de l'époque, ces révélations sont précieuses. Quel intérieur étrange que celui, par exemple, de Hugot, dit Chateauneuf, chanteur à l'Opéra ! Sa femme tient un commerce de mercerie rue Neuve des Petits-Champs; aux jours où Chateauneuf ne joue pas, il reçoit dans sa très petite boutique de son épouse. On est au début de fructidor au VIII, c'est-à-dire quatre mois avant l'attentat de la rue Saint-Nicaise. Il y a là Chateauneuf, — c'est un homme de cinquante ans, d'un assez beau physique; haute taille, nez aquilin, cheveux bruns, visage plein; — sa femme, la méticière; son fils adoptif, Valéry Chateauneuf, âgé de trente-trois

ans et la femme de celui-ci; Massard et Barbier dont les noms ont déjà été cités. Massard, ex-adjudant général, l'un des acquittés du procès de Babeuf, dont il avait toute la confiance, passe dans le monde des agitateurs pour un « solide », un homme de ressources. Barbier, Babouviste lui aussi, n'est pas moins estimé : Chateaufort père, on est entre amis sûrs et on parle à cœur ouvert. Le thème est, bien entendu, le prochain « égorgement » de Bonaparte; il est question d'un inconnu qui aurait offert mille louis au fils Chateaufort, — un pauvre garçon presque aveugle. — Mille louis? — Pour quoi faire? — On ne sait pas. La conversation dérive sur les malheurs des bons patriotes : les plus dignes républicains sont persécutés. Sur quoi Barbier s'emporte : c'est de leur faute; ils méritent d'être sacrifiés puisqu'ils donnent aveuglément leur confiance à des scélérats qui les trahissent. Chateaufort prend la parole avec feu et somme Barbier de s'expliquer, et celui-ci, s'adressant à Massard, poursuit : « Oui, je dirai hautement que ton ami Lemmery nous joue; je tiens d'un patriote employé à la Préfecture que Lemmery voit souvent le préfet et qu'il nous trahit. » Voilà Massard furieux : « Tu n'es qu'un nigaud, un vrai gobe-mouche; je connais Lemmery; il est incapable de vendre les patriotes... Je ne peux pas en dire davantage; mais apprends qu'il ne nous a jamais été aussi utile; vous êtes des extravagants; un rien vous effarouche et voilà pourquoi nous n'avons jamais pu réussir par la bêtise des uns et des autres. »

Le lendemain, Chateaufort père et fils, Massard et Barbier étaient emprisonnés à la tour du Temple. Lequel des quatre était le faux-frère qui les avait mouchardés? Il paraît évident que ce fut Massard : exclusif et Babouviste sous son vrai nom, il était, en effet, affilié à la police sous celui de *Legrand* et, dès l'an VI, chargé d'une mission d'espionnage en Bretagne, il adressait sous deux enveloppes ses rapports au Ministre, « à lui seul ». La composition de ce joli monde abonde ainsi en dessous ténébreux, dans lesquels il serait téméraire de s'aventurer. Seul, peut-être, Fouché détenait-il alors le fil d'Ariane lui permettant de ne point se y perdre et de distinguer, parmi les ennemis du gouvernement, ceux qu'il voulait atteindre de ceux qu'il payait. L'affaire de Chateaufort l'intéressa à ce point de vue, car il en réclama le dossier; soucieux de ne pas « brûler » son agent secret, il rendit aux quatre détenus la liberté, sûr de les

reprendre quand il lui plairait : ça ne devait point tarder. Le chanteur Chateauneuf, en apprenant, lors de l'arrestation du corse Aréna, que Bonaparte s'était encore soustrait « à la vengeance des patriotes », fit l'important et le bien informé, — il l'était peut-être ; — à peine sorti du Temple, plus d'un mois avant le 3 nivôse, il annonçait chez le citoyen Bonet, administrateur du Théâtre des Arts, que « si l'on n'avait pas réussi à se défaire du Consul à l'Opéra, il ne l'échapperait pas, qu'on en viendrait à bout avec un baril de poudre ». Le mot fut rapporté et, quoique le beau chanteur, à ce qu'il assura, immobilisé le soir de l'explosion par un rhumatisme, fit tranquillement, dans la boutique de sa femme, une partie de piquet avec son beau-fils, on les arrêta tous les deux et leurs noms vinrent s'adjoindre à la liste des « impurs » destinés à la déportation.

Ces dossiers décèlent ainsi de surprenantes intrigues et les rédacteurs de romans policiers y trouveraient matière à de mirifiques épisodes. La façon dont fut pris Metge vaut d'être contée. Metge était un furieux jacobin, le plus redoutable des traqueurs de Bonaparte ; sa haine s'épanchait en pamphlets virulents, appels à l'assassinat, réclamant à tous les échos un Brutus ou un Ravaillac. On ne parvenait à saisir ni l'auteur, ni l'imprimeur de ces libelles ; à l'exemple de Marat, son modèle et son maître, Metge, « toujours errant et fugitif », changeait de refuge chaque nuit. Il avait deux amis, deux complices, Chapelle et Humbert ; bientôt il en eut trois : le nouveau venu était C..., dont les dossiers n'indiquent que l'initiale, car C... était un agent de Fouché. Sachant Metge sans ressources et embarrassé pour la publication de ses écrits incendiaires, C... offrit d'en faire les frais ; Metge, mis en confiance, raconta que, la veille, — ce devait être au début d'octobre 1800, — il avait bien ajusté son pistolet sur le Premier Consul ; mais la foule était si grande qu'il dut renoncer à faire feu. Pourtant, il réussira : il dispose de sept à huit hommes de sa trempe et on étudie un coup à l'Opéra. C... l'approuve, l'encourage ; mais il s'inquiète de la santé de Metge que la vie nomade fatigue. Il dispose, dit-il, d'une petite maison à la campagne, à Montmartre ; le pamphlétaire devrait se retirer là pour travailler paisiblement à ses écrits. Metge consent, s'installe à Montmartre, compose au calme ce qu'il appelle « son testament de mort », car, ce dernier brûlot lancé, il exterminera le tyran.

Il est donc urgent de l'arrêter; mais non avant de connaître l'imprimeur et, sur ce point, Metge est muet. Ses amis Chapelle, Humbert et C... viennent le voir tous les soirs dans sa retraite de Montmartre; C... apporte du vin, amène des femmes; on boit, on fait bombance. Enfin le pamphlet se termine et l'auteur se dispose à le porter chez l'imprimeur. C... intervient : — c'est bien imprudent de se risquer par les rues avec ce compromettant manuscrit en poche : si Metge est arrêté, tout est perdu. Lui, C... que nul ne soupçonne, se chargera volontiers de la commission. Metge, qui a bu, lâche le nom et l'adresse de son imprimeur : Delrue, dans la rue Christine. C... disparaît. Le surlendemain, Metge était arrêté et lardait de coups de couteau l'officier de paix qui le saisit. Humbert et Chapelle étaient pris peu après; tous trois seront guillotinés et Delrue, l'imprimeur, emprisonné lui aussi, sera inscrit au tableau des individus désignés pour la déportation.

On ne s'étonne plus que tant de noms de policiers grossissent cette liste. Fouché, qui y mit la dernière main, profitait manifestement de cette occasion pour se débarrasser de personnages inquiétants, détenteurs de lourds secrets, gens sans scrupules, se vendant à qui les payait et servant la contre-police. Fouché ne faisait rien sans intérêt, et, quelque louche que soit le personnage, on ne peut admettre que, sachant les chouans coupables de l'attentat du 3 nivôse, il ait, comme on l'a dit, afin de satisfaire au désir du Premier Consul, rempli cette liste « de noms d'hommes du peuple, parfaitement ignorés, presque tous pères de familles nombreuses et dont plusieurs ignoraient jusqu'au nom de la révolution et ne l'avaient jamais servie ni combattue ». Fouché, dans sa carrière révolutionnaire, avait fréquenté assez d'hommes tarés, il n'avait que trop l'embarras du choix parmi les terroristes, ses amis d'autrefois, pour ne pas être réduit, sans l'ombre de profit personnel, à compléter l'état fatal par des noms d'inconnus absolument étrangers à la politique. Un indice sûr qu'il avait « ses raisons », est le laconisme même des motifs indiqués : *septembriseur*, — *exclusif forcé*, — *homme dangereux*, tels sont les qualificatifs sommaires accolés à la plupart des noms retenus. C'est ailleurs qu'il faut chercher ces motifs et on les y trouve quelquefois.

Ainsi on découvre que Bréban, noté discrètement comme « ayant figuré à différentes époques de la révolution dans un

sens exagéré », a été, quoique cordonnier, inspecteur de police en l'an II et qu'il occupait encore tout récemment l'emploi de secrétaire chez le commissaire de la Cité;

— Lefebvre, tourneur, a été chargé de rallier les esprits du faubourg Antoine et a commandé une section de la légion de police;

— Lesueur et les deux frères Linage, qualifiés ferblantiers, ont été agents du Comité de sûreté générale, sous les ordres des Héron et des Maillard, chefs des Tape-dur; on trouve chez eux huit cartes d'entrée chez les différents ministres et au Directoire;

— Marconnet, revendeur, bonbonnier, marchand de tabac et de peaux de lapins, marqué « exclusif de la grande force », a été, bien malgré lui, assure-t-il, concierge de prison, c'est-à-dire probablement *mouton* et très sûrement mouchard;

— Métivier, mentionné brièvement « fortement attaché à la faction », fut membre de la Commune insurrectionnelle, juré au tribunal révolutionnaire du 17 août, officier de paix, noté, en l'an VII, avec dix-sept autres de ses collègues, comme « trahissant la confiance du gouvernement ». Il est porté sur la liste des mouchards de Paris trouvée dans les papiers de l'agence anglaise;

— Niquille, cafard émérite, dès 1790, servant à la fois la Cour et la révolution, se parait, en 1792, du titre d'administrateur du Salut public, pour aller piller le château d'Ancy-le-Franc, dont il rasla l'argenterie, les voitures et les chevaux. Inspecteur de police en 1793, il avait des intérêts dans un tripot du Palais-Royal où il plaça en qualité de croupier un Allemand qui se disait « baron de Mons »;

— Saint-Amand-Gallebois, tourneur en cuivre, directeur du théâtre des Victoires nationales, dit « spectacle des clubistes », a été l'espion de la section révolutionnaire des marchés, « homme intrigant, suspect à tous les partis »;

— Tréhan, lui, mouchardait pour son compte et s'érigeait agent secret sans mandat ni du Ministre ni de la Préfecture; pour avoir dénoncé le préfet Dubois au Premier Consul, il était en prison depuis deux mois quand Fouché congédia définitivement ce gâte-métier en l'inscrivant sur l'état des déportés;

— Jacot-Villeneuve, orfèvre, membre de la Commune, agent secret du Comité de sûreté générale, puis officier de

paix, vécut de la police, et plus encore de la contre-police, durant huit ans et se flattait « de n'avoir jamais mérité un reproche » ; mais Fouché savait que, de concert avec Niquille, Jacot livrait aux anarchistes les secrets de la surveillance exercée contre eux et il ne jugea pas équitable de séparer ces deux compères ;

— Vauversin, bijoutier de profession, lui aussi policier notoire, escroc et débauché cynique, ne jouissait pas de meilleur renom ; ce compagnon d'exil répugnait aux déportés, persuadés qu'il avait reçu mission de les espionner « et d'aviser au moyen de se débarrasser d'eux à petit bruit ».

On s'excuse de la longueur d'un tableau si peu attrayant ; il était indispensable de le dresser : si, comme l'enseigne l'école révolutionnaire, ceux que frappa « le criminel sénatus-consulte » comptaient parmi les plus recommandables des républicains d'alors, on se demande avec inquiétude ce que pouvaient bien être les autres, dont le passé était moins pur.

Et si l'on continuait à disséquer cette liste, objet de tant d'anathèmes, on acquerrait la persuasion que les comparés aux noms inconnus qu'elle qualifie simplement « d'agitateurs » ou « d'exagérés » ne méritent guère plus d'intérêt. Le bonnetier Cheval, tout en servant aussi la police, colportait les pamphlets anarchistes ; on saisit chez lui un passeport en blanc, deux sabres, un pistolet, un fusil, des cartouches, deux poires à poudre et une boîte de balles ; il avait annoncé « un coup foudroyant pour la fin de frimaire ». Cardinaux, ancien lieutenant dans l'armée révolutionnaire, devenu cafetier et directeur au théâtre de l'Estrapade, avait loué, en l'an IV, le réfectoire des moines de l'abbaye Sainte-Genève et le mettait gratuitement à la disposition des jacobins sans asile ; pour vendre sa bière, Cardinaux facilitait les conciliabules nocturnes entre suppôts de la Terreur et c'était chez lui qu'était née la conspiration Babeuf. Quant au cafetier Chrétien, dont l'établissement, à l'angle de la rue Favart, en face de l'Opéra-Comique, était célèbre dans tout Paris, il devint, depuis le temps de Robespierre, le restaurateur attitré des terroristes, et avait pris l'importance d'un personnage, régnant en maître sur sa section, juré au tribunal de Fouquier-Tinville, ne recevant à son café que des « éprouvés », vainqueurs de la Bastille, clubistes en renom, membres de comités révolutionnaires, mettant

le poing sous le nez aux clients qui ne lui plaisaient pas et excitant ses buveurs à entonner en chœur une chanson dont le refrain était *massacrons, massacrons...* Depuis le 9 thermidor, ce bouge avait été fréquemment le théâtre de scènes épiques, voire de véritables batailles et Chrétien demeurait convaincu que les nobles, les prêtres et les riches « devaient tous y passer », sans quoi on n'aurait jamais la tranquillité. Depuis l'avènement du Consulat, la clientèle se faisait plus rare et le cafetier allait souvent passer la soirée chez la veuve de Babeuf dont il avait été le fervent adepte. Le 3 nivôse, il était dans son café à fumer sa pipe près du poêle; sa sœur, une petite femme brune au nez gros et épaté, siégeait au comptoir, quand retentit l'explosion. Chrétien n'eut pas un doute; il se leva tout réjoui et sortit en criant : « Le coquin est f...! » On en concluait qu'il était informé de l'attentat; mais sa sœur niait le propos.

BONAPARTE OSERA-T-IL ?

Des soixante-quatorze individus marqués pour être rejetés du territoire européen de la république, et qui, seuls, feront l'objet de ce récit, on n'en relève que dix dont le passé révolutionnaire reste nébuleux. On n'aperçoit point, par exemple, pour quel motif y est compris un certain Jean-Pierre Lageraldy, vitrier, rue Mazarine; mais on s'étonne, que, désigné pour la déportation par le sénatus-consulte du 14 nivôse, ce même Lageraldy soit, trois jours plus tard, par un arrêté du 17, simplement mis en surveillance à quarante lieues de Paris. Le cas du mouchard Vauversin est semblable : ni l'un ni l'autre sans doute n'eut connaissance de cette anomalie et la Préfecture de police elle-même ne paraît pas s'en être avisée; on voit là l'indice d'une précipitation singulière.

On dut, en effet, se presser, puisque, en dix jours, il fallut, dans la masse des gens dénoncés et arrêtés, sélectionner les soixante-quatorze, sans parler de soixante autres qui devaient être expédiés au pénitencier de l'île d'Oléron. Pour que la mesure fût efficace, il fallait en précipiter l'exécution et ne pas attendre que l'émotion soulevée par l'attentat fût émuée. De fait, dès que se répandit dans Paris le bruit de la déportation lointaine des gens arrêtés, l'impression fut intense. Non point que la ville ne fût calme et qu'on n'ap-

prouvât pas les rigueurs exercées contre les ennemis du Gouvernement. Bien que s'affirmât de jour en jour la culpabilité des chouans auxquels on imputait généralement la catastrophe du 3 nivôse, on était satisfait des ralles opérées au camp des anarchistes. A constater l'acharnement des deux partis extrêmes « complotant également la mort du Consul et par les mêmes moyens de destruction », se renforçait la confiance des modérés en ce jeune chef miraculeusement échappé à tant de périls.

On apprit bientôt la déportation prochaine des « enrégés » et « déjà circulait clandestinement la liste des proscrits » ; on sut ainsi que les hommes politiques, hostiles au régime nouveau, et dont le Gouvernement ne réprimait que l'intransigeante opposition, seraient envoyés provisoirement à l'île d'Oléron, tandis que les hommes de sang, les terroristes, septembriseurs, Babouvistes, partisans ou profiteurs honnis des exactions révolutionnaires, partiraient pour les régions d'outre-océan, et cette distinction fut appréciée : depuis longtemps la majorité du public « sentait la nécessité de châtier ces brigands » et on s'accordait à juger « qu'on ne pouvait les expédier trop loin ».

La seule menace du châtiment avait pour effet la disparition totale des perturbateurs. Ceux qui n'étaient pas pris se terraient bien sagement ; le café Olivier, celui des Bains Chinois, où ils se réunissaient d'habitude pour échanger leurs sanguinaires hâbleries, restaient absolument déserts. Les captifs, du fond de leurs prisons, niaient ou reniaient leur passé révolutionnaire et beaucoup, en suppliants agenouillés, protestaient de leur dévouement, de leur admiration et de leur reconnaissance pour le citoyen Bonaparte. Les réclamations, les doléances, tombaient en averse sur le préfet, le ministre, sur les Consuls même, implorant grâce pour les détenus promis à la proscription : « un tel est gravement malade et ne supportera pas le voyage ;... celui-ci a femme et enfants dont il est le seul soutien ;... cet autre, innocent comme l'enfant au maillot, est victime de la colère d'une fille publiquement perdue de vices qui l'a dénoncé pour se venger de ses dédains... » Et ce qui inspire vraiment la pitié, c'est la presse des femmes à la porte des bureaux et des prisons, mères, filles, épouses, stationnant tout le jour, « se répandant en lamentations, pour obtenir l'autorisation d'embrasser leur

fil, leur père ou leur mari ». Il y a des cris, des gémissements, des larmes, et ces affligées échangeant des plaintes, des confidences, se consultant l'une l'autre, cherchant ce qu'on pourrait tenter, en arrivent à s'illusionner et considèrent qu'une déportation en masse est impossible; le Gouvernement a voulu faire peur; il n'en sera rien d'autre; c'est une leçon.

Telle est un peu l'opinion générale. Depuis six ans, les Parisiens, acagnardés par les déprimantes temporisations de la Convention thermidorienne, par les velléités sournaises et Directoire, ont perdu toute notion d'un maître énergique et autoritaire : on imagine que Bonaparte n'osera pas attaquer de front ces turbulents jacobins que, depuis le 9 thermidor, le pouvoir, par faiblesse, a favorisés ou ménagés. Gaudry, qui est l'un d'eux, s'en dit certain; Gaudry est l'unique client qui n'ait pas déserté le café Olivier : soit témérité, soit accoutumance invétérée, il s'y attable quotidiennement et cause avec le patron. Or, Gaudry proclame que l'arrêté des Consuls sur la déportation restera lettre morte : Bonaparte lui-même interviendra pour en empêcher l'exécution. « D'ailleurs, ajoute-t-il philosophiquement, ça ne changera rien; il ne s'en tirera pas : tôt ou tard, il faut qu'il y passe... » De tels propos, rapportés, font trainée de poudre. Le bas peuple, crédule, se rassure : le Gouvernement n'est pas assez fort pour risquer pareil coup : Paris se soulèverait. Au reste, où conduirait-on ces malheureux? Le lieu du bannissement n'est même pas indiqué : c'est la preuve que le sénatus-consulte est une admonition comminatoire, un *garde à vous* jeté dans la colère du premier moment; mais on ne déportera personne.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

COMMENT

NOUS AVONS OCCUPÉ LA RUHR

II ⁽¹⁾

L'EXPLOITATION DES MINES ET USINES DE LA RUHR ET DE LA RHÉNANIE

Dans les centres miniers et industriels de la Ruhr, placés sous l'autorité directe du général Degoutte, comme dans les bassins charbonniers de la rive gauche qui étaient du ressort de la Haute-Commission, les autorités franco-belges se trouvèrent aux prises, dès le début, avec les difficultés qu'elles rencontrèrent sur les voies ferrées et dans l'exploitation des divers services des gages. L'abandon systématique du travail, l'évacuation des archives, les sabotages contraignirent les forces occupantes à assumer une tâche qui dépassait le cadre de leur mission initiale.

La mission interalliée de contrôle des usines et des mines. — La « mission d'ingénieurs » qui avait pénétré dans la Ruhr le 11 janvier 1923, n'avait primitivement pour mandat que de contrôler la production du charbon et de ses dérivés, afin d'assurer, d'accord, comme en 1921, avec les autorités et les industriels allemands, l'exécution intégrale des livraisons en nature au titre des réparations. On a vu que le syndicat du charbon avait quitté Essen la veille même de notre arrivée,

(1) Voyez la *Revue* du 4^e novembre.

emportant avec lui ses archives, et rendant, par suite, pratiquement impossible pour la M. I. C. U. M. (1) l'exercice de sa mission. D'autre part, le travail dans les mines et les hauts-fourneaux s'étant aussitôt ralenti à la suite des défections ordonnées, la production du charbon dans la partie occupée du bassin, qui avait été en 1922 de 90 millions de tonnes, tombait à 10 pour 100 de ce chiffre en février 1923, et s'arrêtait presque complètement en mars. A la même époque, sur soixante-dix hauts-fourneaux allumés le 1^{er} janvier 1923, trois seulement étaient encore en activité. La M. I. C. U. M. se vit ainsi, du jour au lendemain, contrainte d'assurer, avec les faibles effectifs dont elle disposait, l'exploitation des mines abandonnées. Sous la haute direction de son chef éminent, M. l'ingénieur Coste, puis sous l'impulsion éclairée de M. Frantzen, ingénieur en chef des mines, elle commença par recenser et acheminer vers la France et la Belgique les produits accumulés sur le carreau, opération en elle-même pleine de difficultés, car il fallait protéger, sur les chantiers, la main-d'œuvre recrutée par les Alliés.

Bientôt la situation allait s'aggraver singulièrement. Les stocks de combustible, charbon et coke métallurgique, s'épuisaient. Il fallait donc prévoir l'exploitation directe des mines et cokeries, sans le concours de la main-d'œuvre locale, spécialisée dans ces travaux. Une telle opération n'allait pas sans danger, en raison du caractère particulier des mines de la Ruhr et de leur grande profondeur. Une conférence, réunie au quartier général du général Degoutte à Düsseldorf, et qui comprenait les ministres de la Guerre et des Travaux publics de France et de Belgique, MM. Maginot, Le Trocquer, Devèze, les Haut-Commissaires de France et de Belgique, le général Degoutte et les techniciens appelés à étudier la situation, examina les diverses solutions possibles. Fallait-il menacer de noyer les mines, réquisitionner le personnel? Je proposai d'écarter ces moyens de contrainte auxquels les Allemands avaient eu recours en Belgique, pendant la guerre et de nous efforcer, comme nous l'avions fait pour les chemins de fer, de rétablir, au moins partiellement, l'activité minière. M. Cuvelette, grand industriel français, dont la compétence en matière de mines est

(1) Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines.

universellement admise, jugea risqué, mais possible l'essai d'une exploitation directe, avec un personnel de porions du Nord de la France et de la Sarre, sous la direction de nos ingénieurs. Là encore, le courage et l'initiative de nos hommes triomphèrent des plus redoutables difficultés. Devant l'exemple donné et son succès, les autres entreprises minières reprirent bientôt leur activité, avec du personnel de fortune, puis avec des mineurs allemands, lassés d'une grève forcée. Le moment critique était passé.

Ce succès incita les industriels allemands à renoncer à une résistance qui devenait pour eux désastreuse. Certains d'entre eux entamèrent, au mois d'octobre, des pourparlers avec le Haut-Commissaire français à Coblençe, puis le lendemain, à Düsseldorf, avec le général Degoutte et M. Frantzen. Un accord fut signé, le 23 novembre, par de nombreux producteurs de charbon, de lignite, goudron, sulfate d'ammoniaque, etc... A la fin de novembre, la plupart des entreprises y avaient souscrit.

La politique des accords industriels en Rhénanie. — J'estimai que le bénéfice des accords passés entre les industriels rhénostphaliens et la M. I. C. U. M. devait être équitablement étendu aux diverses industries du territoire occupé, alors même qu'elles n'étaient pas tenues de fournir des prestations au titre des réparations en nature.

La cessation de la résistance passive, du fait des ententes intervenues avec les producteurs, impliquait, en effet, une large évolution politique dans l'organisation du contrôle des pays rhénans.

Dès lors que la pression exercée avait atteint son objet, la fin de la résistance opposée au paiement des réparations et à l'action des autorités d'occupation, il convenait de faire évoluer le régime initial vers l'organisation d'une gestion rationnelle, établie d'accord avec les intéressés, et de nature à satisfaire les besoins des Alliés (par des prestations volontaires ou des impôts de remplacement), et de rétablir ainsi la prospérité économique des riches provinces rhénostphaliennes.

Parallèlement, à Bonn, avec les grands banquiers de la Ruhr, de Düsseldorf, de Cologne, de Mayence, les Haut-Commissaires posaient les premières bases d'une restauration monétaire.

De fait, sous l'impulsion active et avertie de M. Carteron, à Coblençe, des conférences se succédaient entre le chef du service des gages alliés et des présidents et directeurs de tous les grands syndicats industriels et commerciaux de la Rhénanie. Dans une atmosphère de parfaite entente et de courtoisie, de nombreux accords étaient successivement signés avec les différentes branches de l'industrie rhénane. Les chefs des grandes usines chimiques, métallurgiques, mécaniques, etc., s'entendaient avec nous pour libérer leurs entreprises des contraintes primitivement édictées en matière de douanes, de licences, de prohibitions et réglementations diverses, et les remplacer par des taxes ou redevances, établies d'accord avec eux et perçues par leurs propres soins.

Il est juste de constater que les industriels rhénans et rhéno-westphaliens s'acquittèrent ponctuellement de leurs obligations. La Rhénanie retrouva ainsi rapidement, grâce à l'efficace collaboration des producteurs rhénans et des autorités d'occupation, sa prospérité, un instant compromise par la résistance passive, en même temps que, grâce à l'exécution loyale des dispositions prises par les Alliés, le calme revenait dans les esprits.

L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Si le rendement des gages saisis par les Alliés devint, grâce aux mesures prises, indépendant du désordre monétaire qui régnait en Allemagne, les autorités d'occupation ne pouvaient néanmoins rester indifférentes aux réactions violentes qu'entraînaient la chute et bientôt la disparition du mark, et qui intéressaient si vivement l'ordre public.

L'extraordinaire aventure du mark, au lendemain de la guerre, est une des pages les plus audacieuses qui aient été écrites dans l'économie européenne. Il serait singulièrement inexact de la rattacher étroitement aux paiements des réparations, comme si ceux-ci étaient responsables du désordre financier de l'Allemagne. Tous les pays ayant fait la guerre eurent recours à l'inflation, et connurent la tentation, sinon l'obligation, de dévaluer leur devise pour effacer d'autant les charges publiques laissées, non par la victoire ou la défaite, mais par la guerre. L'Allemagne n'y manqua pas. On ne cherchera pas

ici les causes d'une secousse monétaire, qui fut en Allemagne plus profonde que partout ailleurs. On ne peut pas davantage en exposer les conséquences générales. On se bornera donc à constater les répercussions particulières que la chute du mark a déterminées dans ce qui était le domaine d'action réservé aux Puissances alliées dans les territoires rhénans.

Quelle que fût l'activité de la Reichsbank à imprimer des billets, la dévalorisation du mark eut bientôt fait de l'anticiper. Pendant les années 1919-1920, le phénomène contraire s'était produit; une certaine confiance dans l'avenir du mark lui maintenait sa valeur internationale, malgré un recours permanent du Trésor aux emprunts faits à la circulation. Lorsque la chute du mark se déclencha, comme elle trouvait un terrain particulièrement déblayé d'obstacles par le fait des exagérations antérieures de l'émission fiduciaire, elle ne tarda pas à dépasser le point d'équilibre qui était défini, à un moment donné, par la situation intérieure du marché de l'argent.

Cet élan aggrava à tel point les données du problème, c'est-à-dire le mark baissa tellement plus que ne l'eût exigé la situation de la Reichsbank, supposée immobile à un moment donné, que l'on assista à un phénomène caractéristique de la panique : la circulation intérieure du mark, malgré sa masse, devenait brusquement insuffisante pour les besoins du pays, étant donné la formidable et brusque dépréciation, intérieure comme extérieure, du pouvoir d'achat du mark. Cet événement décisif eut lieu en septembre et octobre 1922. Il était donc nettement antérieur à l'occupation de la Ruhr; il marquait le commencement d'un effondrement auquel, dès lors, aucune force humaine ne pouvait s'opposer.

* * *

Dans ce pays, où les presses de la Reichsbank imprimaient du billet avec la vitesse d'un journal à grand tirage, on constata donc le manque de moyens de paiement. Ce fut partout un tolle général : les usines n'avaient plus de quoi assurer la paie de leurs ouvriers; les maisons de commerce ne trouvaient plus le numéraire nécessaire à leurs échanges quotidiens. Dans ce pays ravagé et miné par l'inflation, tout le monde demandait des émissions supplémentaires de billets pour satis-

faire au besoin essentiel de numéraire qui est à la base de l'activité quotidienne.

On vit alors apparaître, et bientôt foisonner, des billets de toute espèce, de toute nature, de toute couleur et de tout papier, émis par des particuliers et aussitôt absorbés par le public avide. Ces monnaies dites « monnaies de détresse » (*Notgeld*) furent d'abord, en principe, émises après une autorisation du gouvernement du Reich. Des listes parurent au *Bulletin officiel*, indiquant le nom des émetteurs autorisés et le montant des émissions. Mais bientôt cette digue légère fut elle-même emportée; la souveraineté de l'État ne fut plus même un mythe respecté : émiettées, semées aux quatre vents, ses parcelles couvrirent en poussière le sol de l'Allemagne et partout surgirent les détenteurs provisoires du droit régalien essentiel qu'est le droit de battre monnaie.

La Haute-Commission intervint immédiatement pour régulariser une situation aussi étrange. Il n'était pas admissible que n'importe quel boutiquier pût signer des billets au porteur qui devenaient une monnaie, que le public acceptait, jusqu'au moment où les caisses publiques la refusaient, ou bien jusqu'au moment où ce papier perdait toute créance puisqu'il avait dépassé les limites étroites et variables entre lesquelles son émetteur était connu. Le procédé était tellement commode, que les plus étranges abus apparurent bientôt. On vit des billets de 100 marks surchargés à l'encre pour être transformés en billets d'un million, après quoi, une nouvelle surcharge, qui ne coûtait qu'un peu d'encre rouge, en faisait un billet d'un ou de dix milliards. Et pourtant, ces surcharges ne parvenaient pas à fournir le numéraire circulant qui était nécessaire. Les composteurs étaient débordés, comme l'étaient les presses d'imprimerie. On manqua même de timbres-poste et on dut les remplacer par une inscription manuscrite mise aux guichets du bureau, indiquant que « la taxe avait été payée ».

La Haute-Commission prit toute une série de mesures, dont on imagine la complexité, quand on voit le désordre du milieu dans lequel il fallait opérer.

Le *notgeld* ainsi émis s'éleva au total à 132 505 000 000 milliards de marks-papier. On éprouve quelques difficultés à lire ce chiffre... Ce *notgeld* n'était jamais libellé qu'en marks-papier et fondait en même temps que la valeur du mark.

La Haute-Commission se préoccupa de faciliter, et même de provoquer, l'institution de billets à valeur stable par des établissements industriels de premier ordre. Ceux-ci, en effet, devaient reconnaître ce qu'avaient de peu défendable les bénéfices industriels qu'ils faisaient en payant leurs ouvriers en une monnaie qui ne leur coûtait que les frais d'impression et qui, par suite de la chute nouvelle du mark se produisant chaque jour, ne représentait qu'une valeur de remboursement insignifiante, quand elle n'était pas rigoureusement nulle au point de vue pratique.

La Haute-Commission autorisa donc l'institution de notgeld-or par la *Badische Anilin* et par la Chambre de commerce du Palatinat. Les autorités d'occupation exigèrent une couverture intégrale de l'émission, sous forme d'avoirs bloqués au nom des établissements émetteurs, dans les banques alliées installées dans les territoires occupés. Cet exemple fut bientôt suivi par d'autres organismes et les territoires occupés reçurent, quoique dans une proportion insuffisante, un billet gagé sur une monnaie stable, ce qui était le palliatif le plus rapidement accessible pour une situation grave.

Mais il fallait faire plus encore pour assurer les besoins en numéraire de la rive gauche du Rhin. On constatait, en effet, une infiltration croissante des billets de banque français. La population était avide de tous les moyens de paiement imaginables; et naturellement, puisqu'elle acceptait un invraisemblable notgeld, on imagine à quel point elle recherchait les billets des pays voisins.

L'Allemagne tout entière devenait un gouffre de billets, et la Rhénanie, en particulier, constituait un danger certain pour la stabilité du franc, auquel une extension nouvelle et incontrôlable était ouverte. La Haute-Commission décida alors l'institution de ce qu'on a appelé le « franc-régie ».

* * *

La circulation matérielle des billets français en Rhénanie présentait les plus sérieux inconvénients au point de vue de la tenue du franc, comme aussi au point de vue politique. La France n'a cessé d'intervenir pour empêcher que la pente naturelle des choses n'introduisit la monnaie française en

Rhénanie. Le « franc-régie » fut créé à la parité du franc français, avec cette particularité originale que sa parité devait être maintenue, non pas par des procédés bancaires ou cambistes (le franc-régie ne fut *jamais* échangeable contre du numéraire français), mais par le fait qu'il était accepté pour sa valeur nominale *en paiement des taxes ferroviaires* fixées elles-mêmes en francs ou en or. Cette initiative fut incontestablement ingénieuse et opportune.

Créer une monnaie circulante n'était pas encore suffisant pour les besoins de la population. Une œuvre complète de reconstruction de l'édifice monétaire si délabré de l'Allemagne exigeait trois étapes : « comptabilisation » en monnaie saine ; émission d'un numéraire sain ; et enfin, organisation du crédit et de l'escompte sur des bases saines.

Les Puissances occupantes montrèrent une certaine répugnance à entrer elles-mêmes dans cette voie et cherchèrent, par tous les moyens, à susciter au contraire les initiatives locales. C'est devant la carence du gouvernement allemand, que la Haute-Commission s'engagea de plus en plus dans l'engrenage des réformes nécessaires et jeta les bases d'un établissement rhénan, jouant le rôle de *Banque d'émission*.

Les pourparlers furent menés avec activité à l'automne de 1923, lorsqu'il apparut que le Reich n'hésitait pas à abandonner la Rhénanie en détresse. L'intervention des autorités françaises fut la conséquence de la *Versackungspolitik*, ou politique d'abandon, pratiquée par le gouvernement de Berlin. Des groupes de banquiers français, belges et allemands entrèrent en relations suivies et arrêtaient, sous la présidence des Haut-Commissaires français et belge, l'organisation d'une banque rhénane d'émission, recevant un capital constitué en monnaie étrangère et commençant à escompter des billets allemands, libellés eux-mêmes en or sur la base d'un mark égalant un quart de dollar. Les groupes bancaires les plus importants de la Rhénanie et de la Westphalie occupées témoignèrent une profonde satisfaction de l'appui que leur prêtaient, en l'occurrence, les autorités et les financiers alliés. Au cours d'une dernière séance, tenue à Bonn, le 1^{er} décembre 1923, un accord définitif et complet fut réalisé sur tous les points.

C'est alors que le gouvernement allemand intervint, brusquement et rapidement, avec une énergie créatrice faisant un

contraste étonnant avec la politique d'abandon et de résistance que l'on constatait jusqu'alors. L'accord intervenu pour la création d'une monnaie rhénane, fut un des éléments décisifs qui déterminèrent le gouvernement allemand à réformer sans retard le régime financier et monétaire du Reich. Craignant d'être distancé, et en présence de l'initiative des Alliés en Rhénanie, il se voyait contraint d'agir : les deux premières ordonnances fiscales, qui furent le levier du rapide et violent redressement de l'Allemagne, furent promulguées d'extrême urgence.

Pour comprendre la portée des diverses interventions qui ont été succinctement rappelées ci-dessus, il faut donc les juger en elles-mêmes, et aussi par leurs répercussions. De même que les accords signés par la M. I. C. U. M., et le succès de la Régie, précipitèrent la fin de la résistance passive, de même les accords intervenus en matière monétaire et l'imminence de l'institution d'une banque d'émission autonome en Rhénanie, provoquèrent le redressement financier et monétaire du Reich. Il faut constater d'autre part que c'est en décembre 1923, après la série des aboutissements précis et concordants des efforts belges et français, que les gouvernements se mirent d'accord pour constituer un comité des experts, qui fut présidé par le général américain Dawes. Or l'on pourrait utilement rapprocher les conclusions du plan Dawes des décisions prises quelques mois auparavant par la France, la Belgique et l'Italie dans les territoires rhénans occupés.

Sans aller jusqu'à cet examen de détail, il faut du moins reconnaître que les conditions, heureuses pour les créanciers de l'Allemagne, qui furent incluses dans le plan Dawes, et l'effort véhément, heureux pour l'Allemagne, qui fut accompli par le gouvernement du Reich dans l'hiver 1923-1924, furent la conséquence inéluctable et directe des efforts accomplis par les autorités alliées dans les territoires occupés et des succès qui les couronnèrent.

LA RUHR ET LES RELATIONS INTERALLIÉES

Les représentants de la France et de la Belgique avaient à faire face à une tâche administrative, financière, économique, formidable et multiple. Mais de graves considérations poli-

tiques et diplomatiques la rendaient plus complexe encore.

Au cours de la crise, en effet, les autorités d'occupation ne se sont pas attachées seulement à mener jusqu'au succès l'œuvre délicate de saisie, d'organisation et d'exploitation des gages qui leur avait été confiée par les gouvernements français et belge. Elles ont eu constamment le double souci de ménager en même temps les intérêts de la population rhénane, sacrifiée par la résistance passive, et de préserver d'une irréparable rupture l'entente interalliée mise en cause sur le Rhin.

Dans l'histoire des relations interalliées en Rhénanie, l'occupation de la Ruhr marque, en effet, une heure particulièrement critique. Il ne pouvait guère en être autrement, étant donné les conditions politiques dans lesquelles l'opération avait été décidée et engagée par les seuls gouvernements français et belge.

Pour ce qui est tout d'abord des États-Unis, on sait qu'ils ne participèrent pas à l'opération de la Ruhr. Est-ce à dire que cette opération, comme on l'a parfois soutenu, fut la cause déterminante du retrait par le gouvernement de Washington des troupes américaines encore en occupation sur le Rhin? En réalité, les États-Unis se sont, dès 1918, et après l'échec électoral du président Wilson, complètement et systématiquement désintéressés de l'exécution du traité de Versailles. Dès l'armistice, le commissaire américain, M. Noyes, — qui était cependant l'auteur du régime civil et atténué adopté pour l'occupation rhénane, — était rappelé et, peu après, les États-Unis signaient avec l'Allemagne un traité de paix séparé.

D'autre part, les effectifs américains avaient été considérablement réduits et rapatriés avant que l'occupation de la Ruhr fût décidée ou même envisagée. Les dernières troupes de nos anciens associés évacuèrent la Rhénanie, il est vrai, au moment où il apparut que les Alliés allaient contraindre énergiquement l'Allemagne à exécuter ses engagements; mais la suite des événements a suffisamment prouvé que, bien avant cette époque, les États-Unis avaient le dessein de se désolidariser de toute action exercée par les Alliés en vue de contraindre l'Allemagne à exécuter le traité de Versailles, résolus qu'ils étaient cependant à obtenir des Alliés le remboursement de leurs propres créances, sans consentir à établir un lien entre les paiements réclamés de l'Allemagne et ceux qu'ils exigeaient des Alliés.

* * *

L'état de nos rapports avec la Grande-Bretagne, dont les troupes participaient à nos côtés à l'occupation rhénane, était tout différent. Malgré les divergences inévitables de la politique française et de la politique anglaise, le gouvernement britannique s'était, plus ou moins, solidarisé, au lendemain de la guerre, avec les gouvernements français et belge, dans leur effort commun pour contraindre l'Allemagne à l'exécution de ses engagements.

Dès 1920, à l'occasion de l'occupation de Francfort et de Darmstadt par la France et par la Belgique, le gouvernement britannique avait nettement marqué son opposition à toute intervention isolée d'une des Puissances occupantes sur le Rhin (1). Lors de la Conférence de La Haye, en 1929, nos représentants ne manqueront pas, on le verra, de rappeler ce caractère *interallié* de l'occupation au gouvernement britannique, qui avait manifesté l'intention de retirer, avant l'évacuation totale, son représentant à la Haute-Commission.

Les décisions de la Conférence de Londres, au mois de janvier 1921, avaient été prises en commun par les grandes Puissances représentées au Conseil suprême, et elles avaient été notifiées en leur nom, le 7 mars 1921, à la Haute-Commission, par M. Lloyd George lui-même. L'occupation des trois grands ports de la Ruhr, comme le contrôle et l'exploitation des services des douanes et des licences, s'était donc effectuée avec le concours des fonctionnaires et des forces britanniques. Il est à noter qu'après la levée des « sanctions » de 1921, l'occupation militaire *interalliée* de Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf avait été maintenue par le Conseil suprême, ainsi d'ailleurs que le service *interallié* de contrôle des licences, dit de Bad-Ems, qui comportait des fonctionnaires britanniques ; et lorsque, pendant l'occupation de la Ruhr, ce service reprit son activité antérieure, les fonctionnaires britanniques continuèrent à lui apporter leur collaboration. Il est donc évident que ce ne furent pas des objections d'ordre juridique qui dictèrent la décision du gouvernement britannique.

(1) Note adressée par le gouvernement britannique à M. Millerand, président du Conseil. (Cf. à ce sujet, le discours de M. Briand à la Chambre des députés, le 27 juillet 1929, dans le débat sur les dettes et les réparations.)

Cependant l'attitude de neutralité, « d'abstention » plus exactement, adoptée, comme l'on sait, par le cabinet de Londres à l'égard de l'occupation de la Ruhr devait, malgré les bonnes dispositions communes, susciter de très graves difficultés aux autorités françaises et belges en Rhénanie.

Au début, lorsqu'il fut avéré que seules la France et la Belgique allaient assumer, pour le compte et au bénéfice communs, la charge et les risques de l'affaire, le gouvernement britannique, en toute cordialité, nous souhaita « bonne chance ». M. Poincaré avait, d'ailleurs, régulièrement invité le gouvernement de Londres à participer à notre action menée dans l'intérêt commun. En Rhénanie, les autorités britanniques, civiles et militaires, qui avaient participé avec nous aux opérations de 1921, ne songeaient évidemment qu'à faciliter notre tâche, tout en observant scrupuleusement les instructions de leur gouvernement.

Le premier choc se produisit à l'occasion des décisions initiales qui instituèrent la saisie et l'exploitation des douanes. Aux ordonnances qui prescrivaient aux fonctionnaires allemands, comme en 1921, d'agir désormais pour le compte de la Haute-Commission et selon ses instructions, les hauts fonctionnaires allemands opposèrent, on le sait, une résistance formelle et prescrivirent à leurs subordonnés, qui n'y songeaient guère, de les imiter. Un exemple immédiat était nécessaire : la Haute-Commission, statuant à la majorité des voix, décida, le 20 janvier 1923, l'expulsion en Allemagne non occupée de plusieurs hauts fonctionnaires, et notamment du directeur des services des douanes, le *Landesfinanzamt präsident* von Haeling, dont les bureaux se trouvaient à Cologne. La question se posa alors de son arrestation en zone britannique. Les journaux pangermanistes de Cologne s'efforcèrent de faire croire que les autorités britanniques s'opposeraient à son expulsion et de fomenter une manifestation hostile. Le Haut-Commissaire britannique démentit l'information et, après un délai de grâce qui fut accordé à l'intéressé, l'ordre d'expulsion fut exécuté sans incident par nos agents en présence d'un officier délégué par l'armée britannique. Mais le gouvernement de Londres fut, dès ce moment, amené à préciser discrètement que la zone de Cologne devrait, du fait de l'abstention prescrite, demeurer étrangère aux opérations franco-belges.

Cette attitude, qui constituait, au sein même des territoires occupés, un secteur neutralisé, allait permettre à l'Allemagne de constituer dans la zone de Cologne, nœud des communications rhénanes, un véritable centre de résistance sur nos bases d'arrière, et l'Allemagne devait exploiter à fond une situation qui présentait pour elle le double avantage de contrarier matériellement notre action et de prêter à des frictions interalliées.

Nous eûmes à faire face de ce chef, en matière ferroviaire, pour réorganiser l'exploitation des chemins de fer, dont la grève générale était dirigée de Cologne même par les chefs de service allemands, à des difficultés exceptionnelles. Nos communications traversaient une zone dont la gestion échappait à la régie. Pour l'éviter et ménager l'entente interalliée, une longue voie de rocade contournant Cologne fut construite en quelques semaines.

Les difficultés suscitées par l'abstention britannique ne furent pas moindres dans les autres domaines : il suffira de citer, à titre d'exemple, un incident d'ordre monétaire. La résistance passive était alimentée de Berlin par de formidables envois de papier-monnaie, destinés aux grévistes chômeurs et aux sementateurs d'attentats. Bientôt, la chute du mark devint vertigineuse, et le gouvernement du Reich voulut faire fabriquer, dans la zone même de Cologne, les tonnes de mark-papier nécessaires, dont nous nous efforcions d'arrêter l'envoi, aux frontières de l'occupation. Il confia donc à des fonctionnaires munis de passeports de complaisance, des « planches à assignats », soigneusement dissimulées par ces hommes de confiance. Nos services de sûreté les découvrirent cependant et les saisirent à la limite de la zone de Cologne.

Le gouvernement du Reich tenta aussitôt d'envenimer l'affaire, en prétendant que les sommes transportées par ses agents étaient destinées à l'armée britannique. Celle-ci, après enquête, déclara loyalement qu'elle n'avait demandé qu'une part infime des sommes saisies, et nullement les planches à billets.

On doit, au sujet de cet incident caractéristique, regretter que le docteur Schacht, directeur de la Reichsbank, ait cru devoir insinuer, en termes plus ou moins injurieux, dans son ouvrage sur le redressement monétaire de l'Allemagne (1), que

(1) L'édition française de cet ouvrage, qui attaque avec véhémence la politique française et, en particulier, celle de M. Poincaré, a été atténuée...

les autorités d'occupation, en saisissant les planches à billets, avaient eu l'intention d'effectuer elles-mêmes des tirages et de procéder ainsi à des émissions de fausse monnaie.

Bien au contraire, ces planches, que nous aurions pu légitimement détruire après leur saisie, étant donné le caractère occulte et abusif de l'envoi, furent mises sous scellés et, par un scrupule de loyauté financière peut-être excessif, spontanément rendues contre reçu aux représentants de la banque qui en exprimèrent leurs remerciements vraiment justifiés.

On voit, par ces exemples, les difficultés que nous créait la situation spéciale de la zone britannique, et les avantages de toute sorte que l'Allemagne essayait d'en tirer pour paralyser l'action franco-belge. On voit également que les autorités françaises et belges ont fait en sorte d'éviter toute rupture et de maintenir le contact avec les autorités britanniques civiles et militaires. Pratiquement, le Haut-Commissaire britannique a continué de prendre part et d'assister pendant cette période à toutes les délibérations de la Haute-Commission, même à la discussion des ordonnances, dites « spéciales », réglant les opérations de la Ruhr. Grâce à la loyauté de mes collègues britanniques et à nos relations personnelles avec eux, l'amitié franco-britannique est demeurée intacte sur le Rhin.

LA RUHR ET LA POPULATION RHÉNANE

Si l'on doit rendre hommage au dévouement des exécutants, il serait injuste de ne pas reconnaître le patriotisme et le bon sens de la population rhénane, prise dans un drame de conscience, unique peut-être dans l'histoire.

Placée entre les prescriptions des autorités alliées et les instructions contraires de Berlin, elle était directement et cruellement atteinte par la lutte qui se déroulait sur le Rhin.

Les autorités d'occupation, investies par les gouvernements alliés de la charge redoutable d'agir en leur nom, ont compris ce qu'il y avait de douloureux et presque d'injuste dans la situation matérielle et morale où la crise de la Ruhr plaçait la Rhénanie. Aussi, sans négliger de prendre les mesures propres à hâter le succès de l'opération engagée, tout en déjouant et en parant, par des ripostes immédiates, les coups de l'adversaire, elles ont voulu, en toute circonstance, atténuer pour la popu-

lation rhénane les dures conséquences d'une opération politique, économique et financière que la résistance de Berlin a failli transformer en opération de guerre.

Sans doute cette crise a-t-elle porté une dure atteinte à la politique rhénane et au rapprochement moral, social et intellectuel, tracé, amorcé dès l'armistice par le Haut-Commissaire de France. Cependant, à ce point de vue même, la ligne initiale de notre politique rhénane a été conservée.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'en présence d'une opération de force qui mettait entre nos mains, en Rhénanie, la puissance économique et politique, puisqu'elle nous donnait le contrôle des chemins de fer, de la monnaie, des mines, des douanes et des forêts et surtout des fonctionnaires, les habitants pensèrent, dans leur bon sens, que nous n'abandonnerions jamais de tels moyens de sécurité et de paiement, et se tournèrent vers nous avec plus de confiance, du moins dans les classes populaires et rurales. Jamais les statistiques de la fréquentation des cours de français ouverts aux Rhénans n'ont atteint des chiffres aussi élevés qu'à cette époque. C'est qu'à tout moment, la population rhénane a senti que les autorités d'occupation se considéraient comme responsables, non seulement du succès de l'opération qui leur était prescrite, mais encore de la sécurité du peuple rhénan et de la sauvegarde de ses intérêts.

LA RUHR ET LE MOUVEMENT SÉPARATISTE (1)

A ce sujet, la concordance que l'on peut observer entre l'occupation de la Ruhr et une recrudescence des mouvements « séparatistes rhénans », a donné lieu à des interprétations diverses, souvent contradictoires. La propagande allemande a voulu voir dans le second de ces faits la suite, voulue et organisée par nous, des événements de la Ruhr. L'occupation du bassin rhéno-westphalien et l'agitation « séparatiste » sont ainsi représentées comme deux manifestations concomitantes et convergentes de l'« impérialisme » français.

(1) Aux termes de l'article 7 du Protocole de Londres, du 16 juillet 1924, les gouvernements français et allemand se sont engagés réciproquement à « faire table rase » de ces événements dans un intérêt supérieur d'apaisement. Le gouvernement français s'est scrupuleusement conformé à cet engagement. Nous entendons observer ici la même réserve et nous borner à exposer les conditions dans lesquelles les autorités d'occupation ont été mises en cause.

Si l'on doit écarter cette interprétation fantaisiste, on est amené à constater cependant qu'il existe, entre l'occupation de la Ruhr et le mouvement « séparatiste » de 1923, des relations de cause à effet.

À la vérité, les tendances « séparatistes » qui se manifestaient alors dans certains milieux rhénans ne doivent pas être envisagées uniquement sous l'aspect des « mouvements de rue » qui surgirent par la suite. Il s'agissait de quelque chose de beaucoup plus profond et de beaucoup plus grave. Ce n'était alors, en effet, un secret pour personne qu'en raison même de la crise générale qui menaçait l'Allemagne, et dans laquelle elle semblait devoir sombrer une seconde fois, le souci d'assurer le salut de la province menacée se faisait jour à nouveau dans divers milieux et sous diverses formes, comme en 1919.

Les événements consécutifs à la résistance passive allaient donner corps à ces tendances et celles-ci, par une action réciproque, allaient réagir sur l'opinion allemande et sur le gouvernement de Berlin, pour l'amener à résipiscence.

En présence des grèves organisées et soutenues dans les services publics, qui désorganisèrent toute la vie du pays rhénan, déchainant de graves troubles économiques et sociaux, les esprits s'émurent, en effet, dans la province ainsi sacrifiée. N'était-il pas question dans certains milieux politiques, à Berlin, d'abandonner, au moins provisoirement, les Rhénans à leur sort, afin de pouvoir mener à fond et sans ménagement la lutte contre la France et la Belgique? Cette politique d'abandon qui devait provoquer en Rhénanie de légitimes réactions, a donné lieu, par la suite, à d'âpres polémiques, — où se trouvèrent engagées d'importantes personnalités rhénanes, telles que le docteur Adenauer, ober-bourgmestre de Cologne, accusé par ses adversaires d'avoir négocié avec les Alliés les intérêts de son pays rhénan, l'ober-bourgmestre de Duisbourg, le docteur Jarrès, suspecté d'avoir préconisé l'abandon de la Rhénanie, — et à des procès retentissants.

Toujours est-il que la politique de résistance passive, la misère populaire qu'elle engendra, l'effondrement monétaire qui s'ensuivit apparaissent comme les causes les plus certaines des mouvements de 1923. Or, ces causes devaient agir de façon terrible, et la décision prise par le gouvernement allemand de cesser la résistance ne suffit pas à arrêter la marche des événe-

ments. Un acte de répression policière féroce allait au contraire l'accélérer.

Le gouvernement de Berlin, devant l'émotion que sa politique avait soulevée, avait fini par s'inquiéter sérieusement d'une scission possible de la Rhénanie ; or, faisant légalement usage de la liberté de réunion, diverses manifestations « séparatistes » s'y étaient déroulées selon la coutume allemande en cortèges pacifiques et quelque peu solennels, comprenant femmes, enfants, vieillards, dans divers cercles ruraux et urbains.

Le 30 septembre 1923, à Düsseldorf, siège du quartier général du général Degoutte, une réunion de cette nature avait été publiquement annoncée. Le cortège avait défilé paisiblement dans les rues, et les orateurs, au milieu d'une grande affluence, discourent en plein air dans les jardins de la ville. Soudain, les schupos prussiens sortirent d'une caserne voisine. Sans provocation de la part des manifestants, sans sommation ni avis préalable, ils ouvrirent un feu de mitrailleuses sur cette foule désarmée et surprise... Des femmes, des enfants furent tués. Ce fut « le dimanche rouge ».

Les forces françaises durent intervenir pour rétablir l'ordre, prendre des sanctions et des mesures de nature à assurer le respect des libertés publiques dans les territoires occupés. Tâche difficile pour une autorité occupante, qui, dans sa proclamation initiale, avait solennellement affirmé que, « responsable de l'ordre public, dont la charge incombe finalement aux troupes d'occupation, la Haute-Commission entend garantir aux populations rhénanes la justice, l'exercice de leurs libertés publiques, le développement de leurs aspirations légitimes... »

* * *

Cependant les désordres publics, la misère populaire s'aggravaient. Dans ce péril extrême, ceux qui avaient la charge morale de la population rhénane, de son destin, de son existence, les hauts dignitaires de l'Église, les chefs des partis politiques, se tournèrent vers les autorités françaises d'occupation.

Il apparaissait avec évidence que celles-ci avaient, jusqu'à la limite des forces humaines, tout fait pour l'épargner ou la secourir : la Régie des chemins de fer avait consacré les pre-

miers trains rétablis par elle au transport du lait pour les enfants, les vieillards, les malades des hôpitaux allemands des villes menacées, au transport des travailleurs et des ouvriers, avant même d'assurer le ravitaillement de nos propres troupes.

Les Haut-Commissaires français et belge s'efforçaient, d'autre part, de parer, par des solutions d'urgence, à la disette du numéraire et d'établir une monnaie stable ; ils venaient de régler directement, par une succession d'accords et d'ententes amiables avec les syndicats industriels, la reprise et l'activité économique du pays paralysé par la politique de résistance passive. Il s'avérait que les liens de la Rhénanie avec le gouvernement de Berlin se relâchaient chaque jour davantage ; le mouvement séparatiste s'étendait dans le pays.

Le 28 octobre 1923, S. E. le cardinal Schulte, archevêque de Cologne, me faisait demander audience. Je décidai de le recevoir immédiatement avec les honneurs dus à sa personne et à son rang. Il se présenta au palais du Haut-Commissariat, revêtu de la pourpre cardinalice, et me fit part des craintes que lui inspiraient la situation ouvrière, l'extension du chômage et les désordres séparatistes. Il me demanda de prendre en considération cette inquiétude, de me tourner vers les chefs des partis et les hommes d'ordre qui prendraient en mains sans difficultés les intérêts rhénans et d'intervenir au besoin moi-même en faveur de l'ordre.

Je répondis à Mgr Schulte que les malheurs publics qu'il déplorait étaient le résultat de la politique funeste du Reich ; qu'en ce qui concernait les autorités d'occupation, elles s'efforceraient de sauvegarder l'ordre public, d'assurer le fonctionnement des organes administratifs et d'éviter les événements sanglants ; que je ne me refuserais pas à recevoir les chefs des grands partis, s'ils se présentaient chez moi, non plus dans un esprit d'hostilité aux Puissances alliées, mais dans un esprit de collaboration favorable au rétablissement de la paix publique en Rhénanie.

Peu après se présentait, en effet, à mon cabinet un comité constitué des plus hautes municipalités rhénanes telles que le docteur Adenauer, ober-bourgmestre de Cologne, le docteur Louis Hagen, président de la Chambre de commerce et des chefs de tous les partis, le docteur Moenig, chef du centre catho-

lique,
mann,
Ces
miren
cultés
d'intér
ces co
ment,
sées, l
terrai
objet
bilités
conse

T
nani
diffic
avait
teurs
M
par
prov
paie
ratio
cette
des
port

(1
entif
péjo
com
bien
à ter
tion
tism
étra
que
tuti
ont

lique, le docteur Moldenauer, chef des populistes, et M. Sollmann, chef du parti socialiste.

Ces entrevues, dont le ton fut de parfaite courtoisie, permirent du moins d'atténuer dans un effort commun les difficultés de l'heure et de régler directement les oppositions d'intérêts, nées de circonstances exceptionnelles. On sait que ces contacts devaient donner lieu par la suite, et bien injustement, à de véhémentes polémiques, lorsque les tendances opposées, les partis et les hommes s'affrontèrent de nouveau sur le terrain politique et électoral. Ils n'avaient, en réalité, d'autre objet que de sauvegarder, dans un haut souci des responsabilités qui nous incombait, les intérêts dont chacun avait conscience d'avoir la charge (1).

LA FIN DE L'OCCUPATION DE LA RUHR

Tous les ressorts de l'activité économique et fiscale en Rhénanie et dans la Ruhr étaient désormais contrôlés par nous, les difficultés initiales ayant été surmontées, et la résistance passive avait fait place à une fructueuse collaboration avec les producteurs rhénans.

Mais il était évident qu'un régime stable, déjà amorcé par les accords de Coblençe, se substituant à un régime provisoire de « pression », désormais inutile, assurerait au paiement régulier des réparations une base économique plus rationnelle.

Des événements politiques considérables allaient précipiter cette évolution et entraîner la suppression anticipée du régime des gages, en même temps que l'évacuation de la Ruhr et des ports de Düsseldorf, Ruhrort et Duisbourg, sur la rive droite

(1) Des procès surgirent où furent évoqués dans le prétoire les incidents consécutifs à la résistance passive et aux désordres de 1923. Ceux que l'on taxait péjorativement de séparatistes, répondirent alors à leurs diffamateurs qu'en 1923 comme en 1919, la population rhénane tout entière et ses dirigeants avaient bien été dans l'obligation d'assurer le salut des provinces rhénanes abandonnées à leur sort. Les magistrats, fort embarrassés, s'efforcèrent d'établir des distinctions entre ceux qui avaient travaillé au salut commun, dans un esprit de patriotisme éclairé, et ceux qui avaient paru rechercher appui auprès des Puissances étrangères. Par une conclusion assez imprévue, ils furent amenés à reconnaître que la population rhénane, au moins en 1919, avait envisagé et désiré la constitution d'un État rhénan. Les décisions du tribunal de Cologne de mars 1930 ont ainsi réduit à néant les accusations portées contre la politique française.

du Rhin, bientôt suivie de celle de la zone de Cologne (première zone d'occupation).

A Paris, le gouvernement français avait accepté de confier à un comité d'experts, présidé par un Américain, le général Dawes, l'établissement d'un plan complet de réparations, comportant la mise en œuvre de toutes les ressources fiscales, économiques, ferroviaires, non seulement des territoires rhénans, mais de l'Allemagne entière. Celle-ci, menacée de perdre la Rhénanie et s'inclinant devant le succès des opérations qui y avaient été engagées, donnait son adhésion à cette proposition. Peu après, en France, les élections législatives de mai 1924 portaient au Parlement une nouvelle majorité opposée aux principes de la politique suivie par le cabinet Poincaré, et en particulier à l'opération de la Ruhr. C'est dans ces conditions que s'ouvrit, au mois d'août 1924, la Conférence de Londres, chargée tout à la fois de la mise en œuvre du plan Dawes et du règlement du régime des gages établi en Rhénanie et dans la Ruhr.

Pouvait-on utiliser, dans le cadre du nouveau plan, les services de contrôle économiques et ferroviaires qui fonctionnaient en Rhénanie ?

A Coblenz, un programme précis fut élaboré par les Haut-Commissaires français et belge, qui permettait d'adapter et d'ajuster aux dispositions nouvelles du plan Dawes le régime du contrôle des gages et la Régie des chemins de fer, dont nous avions assuré en Rhénanie l'organisation et le fonctionnement régulier. Mais ces projets ne furent pas retenus.

Conformément au protocole des accords, signés à la Conférence de Londres le 30 août 1924, les gouvernements alliés décidèrent de lever, à la date du 1^{er} octobre 1924, le régime des gages. La démobilisation des services alliés s'effectua progressivement. Le 9 septembre, les perceptions étaient supprimées sur la frontière douanière entre l'Allemagne occupée et l'Allemagne non occupée. Le 21 septembre, la législation et les tarifs en vigueur en Allemagne étaient étendus aux territoires occupés, et les organismes alliés restés en fonction étaient transitoirement chargés de leur application.

Le 28 octobre, tous les services alliés créés pour l'exploitation des gages étaient supprimés, et les services allemands rétablis dans la plénitude de leurs fonctions. Enfin, le 16 no-

vembre, l'exploitation du réseau rhénan était remise par la Régie franco-belge à la Société des chemins de fer allemands.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si l'occupation de la Ruhr a eu des répercussions favorables ou défavorables, évitables ou non, sur la politique européenne. Les autorités d'occupation avaient reçu de leurs gouvernements une mission déterminée. Pour elles, nous l'avons vu, pour tous les exécutants, civils ou militaires, il n'y eut et il ne pouvait y avoir qu'une seule considération : la nécessité de réussir à tout prix.

L'échec, en effet, c'était l'effondrement définitif des réparations dues à la France et à la Belgique, leur sécurité peut-être compromise, tous les fruits de la victoire anéantis, sans que les chances d'une paix définitive s'en trouvassent accrues.

La réussite, au contraire, apportait en premier lieu aux Alliés les bénéfices nets et substantiels de l'opération elle-même. Selon les propres déclarations de M. Poincaré, en date du 27 juin 1929, aux Commissions des finances et des affaires étrangères, réunies pour entendre l'exposé du président du Conseil sur la question des dettes interalliées et des réparations, l'occupation de la Ruhr a laissé entre les mains des Alliés un solde net créditeur de 424 millions de marks-or, qui a donné lieu à la répartition suivante : 62 millions et demi de marks-or aux États-Unis, 361 860 000 marks-or à la Belgique (dont, pour notre profit ultérieur, le droit de priorité a été éteint de ce chef). La part de la France (livraisons diverses, charbon, coke, matières colorantes, etc...) fut de 364 millions de marks-or. Déduction faite des frais spéciaux nécessités par l'extension de l'occupation, les recettes nettes créditées à la France dans les écritures de la Commission des réparations, du chef des saisies de gages et des réquisitions en espèces, se sont élevées à 312 901 159 marks-or 37, soit 1 milliard 500 millions de francs environ.

Il serait inexact de limiter à ces chiffres le solde bénéficiaire de l'opération des gages. En effet, indépendamment du produit direct de l'exploitation, l'occupation de la Ruhr a mis entre les mains de la France et de la Belgique une formidable monnaie d'échange constituée par les mines, les douanes, les forêts des territoires occupés, et surtout par la Régie des chemins de fer...

Nous n'avons pas à apprécier si, lors de la Conférence de Londres (juillet 1924), au lieu d'une évacuation immédiate et globale et d'une levée totale des gages, il eût été possible, — en échelonnant à des dates plus ou moins rapprochées l'évacuation des divers districts, occupés par nous à des titres du reste différents (la Ruhr, du fait de l'intervention franco-belge; les ports du Rhin, à la suite de l'opération interalliée de 1921; la zone de Cologne, en vertu du traité de Versailles), et en maintenant certains services alliés du contrôle des gages, notamment la Régie des chemins de fer, ou en les ajustant au régime du plan Dawes, — si, dis-je, il eût été possible, ou non, d'obtenir ainsi un règlement plus satisfaisant ou plus rapide du problème des réparations, et parallèlement de celui des dettes interalliées (1).

On a débattu la question de savoir si les résultats financiers de la Ruhr ne s'avéraient pas fort inférieurs à ceux que le plan Dawes a finalement rapportés aux Alliés (2). C'est là une singulière querelle, car il n'a jamais pu être dans l'esprit de personne de tirer des seules provinces rhéno-westphaliennes autant que de l'Allemagne entière. Mais il demeure que, considérés comme moyen de pression et même comme mode de perception, les services des gages ont donné les résultats attendus, particulièrement si l'on tient compte de ce double fait que l'Allemagne entière avait finalement envisagé d'assurer aux provinces occupées la compensation des charges fiscales spéciales qui leur étaient imposées, et que, d'autre part, la France et la Belgique, principales intéressées, ont, en fait, réussi à ramener leur débitrice à l'intention de se libérer.

Du moins, peut-on affirmer que c'est grâce à cette monnaie d'échange que les Alliés ont obtenu l'adoption et les paiements effectifs et réguliers du plan Dawes qui fut, — il convient de le rappeler ici en reprenant les paroles mêmes de M. Poincaré, — « la conséquence de l'occupation de la Ruhr, ainsi que les experts et le général Dawes lui-même l'ont reconnu ». Ainsi,

(1) Cf. sur ce point la note remise le 30 juillet 1924 à M. le président de la République par le maréchal Foch (lue à la tribune de la Chambre, au cours du débat sur le règlement des dettes de guerre, le 18 juillet 1929). — Cf. également la correspondance échangée entre MM. MacDonald et Poincaré, au lendemain de l'avènement du ministère travailliste, en 1924 (Joseph Bardoux, le *Temps* des 10, 12, 13 et 16 août 1929), et les réponses de M. Herriot.

(2) Voir le journal *l'Ordre* du 9 janvier 1930.

l'occupation de la Ruhr se trouve à l'origine du règlement de la question des réparations, dont les plans Dawes et Young marquent les dernières étapes. Par là, elle a hâté, sur le plan politique, l'heure de ce qu'on a pu appeler la « liquidation de la guerre ».

Il serait injuste d'oublier les efforts de ceux qui, sur le Rhin, furent les artisans de cette œuvre de paix.

La période de la Ruhr apparaît, dans l'histoire de l'occupation rhénane, comme une phase critique de ces « alternances » de la politique française et de la politique interalliée qui caractérisent l'histoire de l'après-guerre. Exaspérée par les carences répétées de l'Allemagne, l'opinion française a finalement exigé que ses revendications fussent appuyées par une action de force. Mais, dès le succès de l'opération assuré, le gouvernement de M. Poincaré est revenu de lui-même à la doctrine interalliée, en offrant aux Alliés le partage des fruits de son effort.

On a discuté sur le point de savoir pourquoi, lors de la cessation de la résistance passive, les gouvernements français et belge n'avaient pas affirmé leur succès et exploité leur victoire, par une négociation directe avec l'Allemagne, qui demandait à traiter. Il faut sans doute trouver la cause de cette attitude réservée dans la loyauté scrupuleuse du gouvernement de la République. Il avait annoncé en entrant dans la Ruhr que, s'il se décidait à agir séparément, c'était pour le compte de tous, même de ceux qui alors ne croyaient pas devoir le suivre. Par la suite, il est vrai, l'opération, qui devait seulement consister en un pacifique contrôle industriel exercé par une équipe d'ingénieurs, a pris l'aspect d'une action de grande envergure, hérissée de difficultés et de dangers redoutables. Cependant à l'heure où il s'est agi de partager les profits, nous n'avons pas cru devoir renier une parole dont les événements semblaient nous avoir relevés, et nous avons admis aux bénéfices ceux qui n'avaient participé ni à l'effort, ni aux risques.

Ils ne se sont pas fait faute d'en accepter leur part. Le solde bénéficiaire de l'opération a été versé au compte commun. La répartition en a été faite par les soins de la Commission des réparations, puis, pour la période postérieure au 1^{er} septembre 1924, par l'agent général des paiements, compte

tenu des pourcentages appliqués en vertu des accords de Spa et des « priorités » accordées à la Belgique et aux États-Unis.

Au même moment, l'intervention de la puissance financière des États-Unis sur l'échiquier européen, en la personne du président du Comité des experts, transformait profondément l'aspect du problème des réparations, porté du terrain politique sur le terrain financier et monétaire. Il allait en résulter une nouvelle évolution des relations franco-allemandes, et, partant, de la question rhénane.

Cette évolution fut accélérée par les tendances de la majorité parlementaire de 1924, qui se montrait favorable à une politique de détente et de rapprochement franco-allemand. Elle est jalonnée par les accords de Londres, par l'adoption du plan Dawes, puis par les accords de Locarno qui, en confirmant solennellement ces tendances, allaient entraîner en contre-partie le sacrifice de notre politique rhénane antérieure.

Les négociations de Londres ont abouti à l'évacuation de la Ruhr et des trois ports westphaliens, mais elles ont également engagé le principe de l'évacuation de la première des trois zones de l'occupation conventionnelle du traité de paix, celle de Cologne. Elles ont, de ce chef, marqué, au regard des populations rhénanes, le terme de notre politique de prestige et de rapprochement dans les provinces du Rhin.

Il ne s'agit pas ici d'une critique de doctrine, mais d'une constatation de fait. Jusqu'alors, en effet, les chefs des divers gouvernements français, qui s'étaient succédé à la tête du pays depuis la ratification de la paix, avaient solennellement affirmé à la tribune du Parlement que « les délais d'évacuation n'avaient pas commencé à courir ».

Il en résultait, dans l'opinion des habitants de la Rhénanie, ce sentiment évident et naturel, qu'il convenait pour eux de s'accommoder de l'occupation et de s'entendre avec les occupants, dès lors que s'avérait la perspective indéfinie de notre présence sur le Rhin. L'évacuation de la Ruhr et des trois ports du Rhin, l'abandon des chemins de fer, bientôt suivis de l'évacuation de la zone de Cologne ont brusquement et définitivement rompu la situation rhénane en posant non seulement le principe de l'évacuation, mais la possibilité de son anticipation.

L'A
Locar
a dem
sur le
politi
avait
d'une
récipr
nous
des r
une r
désir
éclair
d'ens
de la
l'Alle
et so
intel
merc
trou
pays
C
pati
dem
de l
que
lati
moy
dan
vers

10
don
le p

ne
lité
les
le

L'Allemagne, en échange de la garantie solennelle qu'à Locarno elle donnait à notre sécurité sur la frontière de l'Est, a demandé que nous abandonnions toute politique de prestige sur le Rhin et l'œuvre d'expansion ou de rapprochement politique, économique, intellectuel et social que l'occupation avait entreprise et, en partie, réalisée. Affirmant sa volonté d'une entente avec la France, sur le plan élevé d'une confiance réciproque, elle a désiré l'abandon des positions prises par nous en Rhénanie. On peut regretter que l'Allemagne, inquiète des résultats que nous avons obtenus sur ce terrain, y ait vu une menace pour sa souveraineté et non, comme c'était notre désir, un simple jalon marquant le difficile passage, un fanal éclairant la route qui doit relier les deux nations. Œuvres d'enseignement diffusant parmi les Rhénans la connaissance de la France, de sa langue et de sa civilisation, et celle de l'Allemagne, de son génie et de sa culture parmi les officiers et soldats de l'armée d'occupation, œuvres de rapprochement intellectuel et social, de rapprochement économique, commercial, financier, quelles bases plus sûres pouvaient être trouvées, pour faire de la Rhénanie ce « pont » entre les deux pays, dont on a tant parlé?

Ceux qui avaient la charge politique et morale de l'occupation ont entendu, même au cours de cette crise redoutable, demeurer fidèles aux principes posés par eux, le jour même de leur entrée en fonctions : « La Haute-Commission espère que le contact entre les troupes des nations alliées et les populations rhénanes, sera non une cause de friction, mais un moyen pour les peuples de se mieux connaître et de s'acheminer, dans le rapprochement du travail, de l'ordre et de la paix, vers l'avenir d'une humanité meilleure. »

Ainsi les autorités d'occupation avaient posé, dès le 10 janvier 1920, les bases d'une politique de rapprochement dont les territoires occupés devaient, à leurs yeux, constituer le premier champ d'expérience.

De la cohabitation que toute occupation rend nécessaire ne devait-on pas faire naître et grandir des rapports de cordialité et d'estime réciproques entre ceux qui venaient de poser les armes après des luttes héroïques, où chacun avait pu mesurer le patriotisme et la valeur de l'adversaire?

Comment a-t-on pu parfois ne pas comprendre que la détente

des esprits de part et d'autre dépendait, pour une très large part, de l'opinion que Français et Allemands, en contact sur le Rhin, étaient appelés à se faire les uns des autres? Les sentiments de l'opinion française à l'égard de l'Allemagne ne devaient-ils pas être largement influencés par les lettres qu'ont adressées pendant douze ans, dans tous les foyers français, des milliers d'officiers et de jeunes soldats, appelés à exercer, au retour de leur service rhénan, leurs droits de citoyens et d'électeurs; de même l'opinion de l'Allemagne à notre égard devait être nécessairement commandée par l'attitude en Rhénanie de notre armée d'occupation.

Si l'effort que nous avons réalisé sur le Rhin, si l'édifice que nous avons commencé de construire sur ses rives, dans l'intérêt commun des deux pays et à la gloire du nôtre, fut alors sacrifié, du moins avons-nous le droit de dire que sa valeur n'a pas été sous-estimée, et qu'elle aura été payée à son prix, si elle a permis, par la monnaie d'échange qu'elle constituait, de couvrir nos frontières et de jeter en Europe les bases d'une paix durable.

PAUL TIRARD.

J
lequ
de M
Fav
cas,
avon
cach
dit
con
ign
dan
don
(Pu
me

CORRESPONDANCE

DU PRINCE NAPOLÉON

ET D'ÉMILE OLLIVIER

II ⁽¹⁾

(1871-1872)

Emile Ollivier au prince Napoléon

15 octobre 1871. Pollone-Biella.

Mon cher Prince,

J'ai reçu le fragment du *Gaulois* contenant l'article dans lequel M. Jules Richard, soldé par l'Empereur, dit que le livre de M. Benedetti modifie l'histoire selon « *saint Ollivier et saint Fèvre* ». Cette assimilation est déjà un outrage. Dans tous les cas, l'histoire serait selon Gramont, mais rien de ce que nous avons dit ne peut être modifié, à moins que Gramont ne m'ait caché quelque chose, ce qui n'est pas, *j'en suis sûr*. Mais ce que dit M. J. Richard n'est rien à côté de ce qu'a écrit un autre confident de M. Rouher, M. Dréolle. Écoutez : « Les ministres ignorants et traîtres du 2 janvier, ceux qui ont jeté notre pays dans une guerre injuste, pour mieux le *livrer à la Révolution*, dont ils n'étaient que les serviteurs déguisés en rénégats. » (Publié en 1871 chez Amyot, *la Journée du 4 septembre*.) Je recommence à croire qu'après tout la liberté, avec ses orages et ses

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1930.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

laideurs, vaut encore mieux que la possibilité du règne de ces gens-là, et nous n'avons pas eu tort, sous l'Empire, en nous réfugiant dans ses bras. Quoi qu'il en soit, je n'écirai pas à l'Empereur. Il ne me convient pas de paraître à ce point tourmenté de ma personnalité. J'élèverai mon âme au-dessus de ces indignités, et si je le puis, je me guérirai de cette sottise générosité qui me pousse à me sacrifier toujours aux autres et je ne prendrai conseil que de ma conscience pour sauvegarder, quand il le faudra, ma dignité et mon honneur.

Du reste, ne vous y méprenez pas, ils ont dit et répété à l'Empereur qu'il est utile qu'on me sacrifie. « Qu'est-ce qu'Ollivier? lui ont-ils dit. La guerre et la liberté, et le pays maudit l'une et l'autre. Laissez-nous le noyer et vous surnagerez. » L'Empereur n'a pas dit oui, il n'a pas dit non avec assez d'énergie, et l'on essaie de me noyer; seulement, retenez bien ceci: mes noyeurs se trompent. Ils ne sont pas plus populaires que moi et je suis plus estimé qu'eux...

Seulement, au point de vue politique, tout cela est inepte. Je suis d'autant plus patient que je suis plus fort. J'ai déjà assommé Rouher par mon livre du 19 janvier. Je l'assommerai quand le moment en sera décidément venu par mon nouveau livre. Jusqu'ici l'opposition a mal attaqué. Elle a tout exagéré et tout faussé, et par là elle a diminué la portée de ses coups. J'attaquerai juste et mes coups feront blessure, car après tout 1870 n'est que l'expiation de 1866. Je le prouverai. Du reste, j'aime mieux cette situation d'hostilité qu'une fausse paix. Laissez-les donc aller et se découvrir...

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Prangins, 16 octobre 1871.

Mon cher ami,

Je vous remercie de vos avis sur mon discours. Après beaucoup d'hésitations, de lenteurs, une correspondance entre M. Thiers et le consul général de France à Genève, on m'a enfin délivré un passeport. Je vais partir. Je ne crois pas pouvoir passer par l'Italie en allant et vous voir. Je le regrette, mais le temps me presse trop. Ce sera pour mon retour. Je suis décidé

à vous prévenir et nous pourrions nous rencontrer à Turin, vers le 3 novembre ou avant. J'éprouve une certaine appréhension à rentrer dans la vie politique active. Je vois l'avenir très en noir, et pour nous et surtout pour notre pays! Enfin, il n'y a pas à discuter quand il le faut.

J'ai reçu le livre de Benedetti. Je ne l'ai pas encore lu. Je n'y comprends plus rien. On dit que l'Empereur l'a lu et approuvé. Toujours même silence à mon égard de Chislehurst. Les nouvelles constatent toujours plus d'impuissance dans le gouvernement et de mécontentement dans le public. Il est probable que Duvernois va venir me voir avant mon départ.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Émile Ollivier au prince Napoléon

Pollone-Biella, 17 octobre 1871.

Mon cher Prince,

Je vois que la commission de permanence se réunit pour délibérer sur vous. Je ne reçois pas d'avis de vous, j'en conclus que votre départ est retardé. J'en profite pour vous parler du livre de Benedetti. En ce qui me concerne, il est d'une évidente perfidie. Ils ont attaqué la demande de garantie tant qu'ils ont cru qu'elle était de nous; maintenant qu'ils savent qu'elle est de l'Empereur, ils ont imaginé « une demande nouvelle et inattendue portée par M. de Werther (1) à Ems, le 13, à midi, à l'insu de Benedetti ». Ceci est un pur mensonge. Le rapprochement des dates l'établit. L'entrevue avec M. de Werther, à laquelle j'ai assisté par hasard, a eu lieu le 12 dans l'après-midi, alors qu'on n'avait encore envoyé aucune instruction à Benedetti. Les instructions ont été envoyées le 12, à 7 heures du soir. Si quelques heures auparavant nous avions demandé une lettre d'excuses ou quoi que ce soit d'autre, Gramont l'aurait dit dans son télégramme. C'est l'évidence. Ce dire de Benedetti repose sur un faux rapport de Werther, démenti à l'instant même par Gramont (*Moniteur* du 26 juillet). Ainsi impérialistes et républicains se rencontrent dans leurs procédés pour écraser, les uns, le ministère du 2 janvier, les autres l'Empire. Ils défendent les assertions de M. de Bismarck.

1) Le baron de Werther était, au moment de la déclaration de la guerre, ambassadeur de Prusse à Paris.

Je n'aurais jamais pu concevoir que les haines privées ou de parti puissent éteindre à ce point le sentiment patriotique. Je comprends maintenant Alcibiade, Xénophon, Coriolan, les émigrés.

Duvernois, après avoir bien commencé, déraille. Il s'est jeté par fanfaronnade dans une demande de mise en accusation qui ne peut pas aboutir, mais que je trouve mauvaise en soi. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vous engage à lui faire parvenir la note incluse.

Toutes les lettres reçues de Paris s'accordent à représenter le parti impérialiste comme acharné après moi. Je ne m'en fâche pas; seulement, cela m'impose le devoir de rester absolument à l'écart. Ainsi ne prononcez mon nom pour rien et surtout pour cette élection dont nous avons parlé. Vous attireriez à vous et à moi une avanie inutile. Laissons le temps opérer son œuvre...

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon, élu le 8 octobre au Conseil général de la Corse, obtint un passeport pour s'y rendre. Sa présence provoqua une émotion telle que le gouvernement crut devoir envoyer dans l'île un commissaire extraordinaire, avec de pleins pouvoirs, renforça la garnison et prescrivit même à l'escadre de la Méditerranée de croiser devant Ajaccio. A la suite d'une violente discussion, le Conseil général annula l'élection du Prince, sous le prétexte qu'il n'était pas inscrit au rôle des contributions dans le département. Le Prince quitta la Corse, en publiant une adresse à ses électeurs le 28 octobre, et il retourna à Prangins.

La situation politique restait confuse. Tandis que le gouvernement s'employait activement à la reconstitution du pays et à la libération du territoire, les partis s'agitaient. Monarchie, Empire ou République, qui l'emporterait? A quelle forme s'arrêterait-on demain? Nul ne pouvait le prévoir encore, comme l'avait fait observer M. Thiers, le 13 septembre, dans son message à l'Assemblée.

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Prangins, 12 novembre 1871.

Mon cher Ollivier,

Ce qui avait été convenu est fait, vous l'avez lu. Les nouvelles continuent à être bonnes, mais je ne partage pas tout à

fait l'opinion générale. Je crois que la France passera encore par plusieurs provisoires avant d'arriver à un gouvernement stable. Le duc d'Aumale pourrait être une de ces étapes comme chef du gouvernement. La polémique sur mon adresse aux électeurs a été très vive et très grande.

Avez-vous lu la brochure Palikao (1) : *Un ministère de 24 jours*? C'est mal composé, mais il y a deux documents sur Sedan que je n'avais pas encore lus, les rapports des généraux Wimpfen et Douay. Je tâche de lire tout ce qui paraît. Gramont] m'écrit de Folkestone. Je vais décidément à Londres avec ma femme dans une dizaine de jours. Je veux y être pour la réunion de l'Assemblée.

Toute ma famille vous fait ses amitiés. Les enfants demandent toujours : quand revient M. Ollivier? Je conserve bien l'espoir de vous revoir cet hiver.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Émile Ollivier au prince Napoléon

Pollone-Biella, 18 novembre 1871.

Mon cher Prince,

D'après tout ce qui me revient, votre lettre a produit plus d'effet que les précédentes. Elle a fait pénétrer la question de l'appel au peuple à des profondeurs où elle n'était pas parvenue. N'oubliez pas, comme je l'écrivais à Rabou, que la répétition est la figure de rhétorique vraiment politique. Dites-le bien à l'Empereur quand vous serez à Londres et ne négligez, lui ou vous, aucune occasion de revenir à la charge et d'exposer sous une forme ou sous une autre la théorie de l'appel au peuple. Je relisais ces jours-ci l'histoire de Louis XVIII pendant l'Empire; il n'a pas cessé un instant d'écrire, de faire des manifestes, de réclamer ses droits. On n'est fidèle qu'à ceux qui ne s'abandonnent pas eux-mêmes.

Il est probable qu'on va, encouragé par la lâcheté de votre conseil général, entrer dans une voie de persécution. Si cette

(1) Le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, avait été le chef du dernier cabinet, qui, constitué le 9 août 1870, disparut le 4 septembre. Au début de novembre 1871, il crut devoir publier sa justification, dans la brochure dont parle le Prince.

persécution devait être énergique, persistante, cruelle, je tremblerais, car vous seriez abandonnés de nouveau par ceux qui vous ont abandonnés déjà une fois après Sedan et qui ne crient tant aujourd'hui que parce qu'ils espèrent à leur profit, par vous, une curée prochaine, et vous verriez se multiplier les plats-pieds comme M. et C., qui ont voté que l'Assemblée était constituante, que par conséquent elle avait pu prononcer la déchéance et qu'elle peut introniser une autre dynastie...

J'ai des excuses pour ceux qui, entraînés par les réactions, par la nécessité de vivre, lâchent effrontément, mais ces finassiers qui, en vous trahissant, se réservent un retour en cas de changement de la fortune sont odieux.

Je ne crois pas, heureusement, que Thiers ait le vrai courage politique et l'énergie durable. Il a des rages et rien de plus. Il vexera, frappera assez pour exciter et rendre intéressant, non pour intimider sérieusement et *amener le sauve qui peut*. Tout ce qui est opposition en France réussit. Il va vous faire passer à l'état d'opposition et dès lors l'opinion sera pour vous; toutefois, je pense qu'il y faudra du temps. Les masses ne me semblent pas encore ébranlées et vos amis prennent un peu trop leur mouvement propre pour celui des autres. Quand quelques candidats, s'avouant nettement partisans de l'appel au peuple et de l'Empire, auront été nommés députés dans les diverses régions, l'heure approchera. Malheureusement, jusqu'à présent, aucun n'a osé se présenter ainsi et ceux qui l'ont osé n'ont pas été nommés. Il n'y a qu'un plébiscite qui dénouerait tout de suite la situation. Dans ce cas, vous auriez autant de voix qu'en 48 à cent ou deux cent mille près.

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Prangins, 3 décembre 1871.

Mon cher ami,

J'ai tardé quelques jours à vous répondre, pris par des accès de fièvre qui me tourmentent.

Les nouvelles de Paris et de France sont de plus en plus graves. Une crise paraît inévitable avant un mois. Je ne serais

pas étonné de l'avènement extra-légal de Gambetta d'abord, ou d'une réaction quasi-légale allant jusqu'au comte de Chambord.

Je m'occupe d'un travail pour résumer mes idées, après avoir lu tout ce qui a paru jusqu'à présent. Il est incroyable que l'Empereur ne l'ait pas déjà fait. Il m'écrit qu'il s'en occupe, mais vous savez combien il est lent.

Je ne doute pas que la nouvelle que les journaux donnent de votre arrivée à Bruxelles ne soit fausse.

J'éluciderai quelques questions à Londres avec Gramont, surtout M. de Beust y étant. Je crois qu'il est essentiel de se tenir en rapports fréquents, car les événements vont se précipiter. Ce qui existe est à bout, l'opinion a une sorte d'attaque de nerfs du provisoire.

Prangins, 10 décembre 1871.

Cher ami,

J'ai reçu hier votre lettre du 9 [?]. Je vais mieux, sans être tout à fait guéri. Je m'appête cependant à partir pour Londres, où des affaires urgentes m'appellent. Répondez-moi ici tous les jours. Il fait bien froid, 12 et 14 degrés, moins cependant qu'à Paris où il y en a 21.

Le message de Thiers (1) ne contient rien que l'affirmation un peu déguisée de ses anciennes idées :

1) Pas de service obligatoire dans l'armée. — Cinq ans de service au lieu de trois. — Le remplacement maintenu sous la forme d'échange de numéro.

2) Pas d'impôt sur le revenu, les anciens impôts aggravés et les matières premières frappées.

3) Retour au système protectionniste et dénonciation du traité de commerce.

4) L'amortissement fonctionnant quand on continue à emprunter ! C'est de la folie ! C'est payer d'un côté en rachetant cher à la Bourse et emprunter de l'autre !

5) La bonne petite centralisation administrative affirmée et faisant tout dépendre des préfets.

Quel pays ! Routine, ignorance, présomption, voilà la véritable devise.

(1) Message du 7 décembre 1871.

L'ouvrage d'Andlau est un pamphlet. Cet officier a publié à Hambourg, où il était prisonnier, une lettre indigne (1). Lisez le rapport de Frossard sur le 2^e corps : c'est simple et vrai...

Renan vient de faire paraître un livre : *la Réforme intellectuelle et morale*, philosophie souvent vraie, toujours fort élevée, mais peu politique...

Je pense que vous feriez bien d'écrire un mot à l'Empereur, ne fût-ce que pour le renouvellement de l'année.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Londres, Claridge Hôtel, 19 décembre 1871.

Mon cher ami,

Un mot pour vous dire que je suis ici avec ma femme depuis trois jours ; mes enfants sont restés en Suisse.

Donnez-moi de vos nouvelles : *Lui* est bien portant ; il m'a beaucoup demandé de vos nouvelles et avec un vif intérêt. *Elle* est encore en Espagne. *L'enfant* a grandi ; il est fort gentil et a l'air de se former (2).

Est-il vrai que Rouher à Paris vous a fait des avances par Adelon et qu'il dit qu'il faut oublier toutes ses divergences dans le passé ? Hier, j'ai pu joindre Gramont au passage. Il est à Folkestone et part ce soir pour Paris. Ce qu'il compte répondre à la commission d'enquête me paraît bien.

Que pensez-vous des affaires orléanistes ?

Je tâche de terminer rapidement mes affaires ici pour quitter ce pays triste et sombre et me rapprocher de l'Italie. C'est là que nous nous reverrons cet hiver. J'ai passé de Bruxelles par Lille et Calais sans difficulté. C'était un essai que j'ai voulu faire.

(1) Le comte d'Andlau, fait prisonnier à Metz avec l'armée de Bazaine, avait écrit de captivité, le 27 novembre 1870, à un ami, une lettre privée, dans laquelle il accusait nettement Bazaine d'avoir voulu, à Metz, « faire de sa honte le marchepied de sa grandeur et de notre infamie la base de sa dictature ». Cette lettre, rendue publique, causa une vive émotion. Le comte d'Andlau a publié un ouvrage intitulé *Metz. Campagne et négociations*.

(2) *Lui* : l'Empereur. *Elle* : l'Impératrice. *L'enfant* : Le Prince impérial.

Ils sont bien inquiets sur l'élection de la Corse (1). A mon sens, si elle est bien conduite; elle n'est pas douteuse, mais *ils* sont souvent si bêtes !

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Emile Ollivier au prince Napoléon

Pollone-Biella, 26 décembre 1871.

Mon cher Prince,

Je reçois votre lettre de Londres, du 19 décembre.

Je suis très enchanté des bonnes nouvelles que vous me donnez de l'Empereur. Je lui ai écrit ces jours-ci, sous le couvert de Baring. Je lui ai dit ce que je pensais de la situation. J'ignorais alors les derniers incidents. Ils ne modifient pas mon opinion. A mon avis, la lutte entre Thiers et les Princes n'est qu'apparente. Elle ne s'engagera pas à fond, s'ils consentent à laisser pendant quelque temps le petit bonhomme jouer tranquillement au souverain. Jusqu'à présent, il ne s'agit que de duper les républicains et de leur dire : « Je ne voulais pas la rentrée des Princes en France, mais dans la Chambre j'ai eu la main forcée. » Les amours-propres de quelques subalternes ou leur impatience de places pourront troubler un peu la marche régulière de la conspiration et parfois auront l'air de la compromettre, elles ne la détruiront pas. Le plan se suit avec persévérance. On croit les bonapartistes hors de jeu et que, pour avoir le terrain libre, il n'y a qu'à dompter les rouges. On y réussit. La lutte s'engage contre eux sous toutes les formes et il me revient que, depuis la dissolution des gardes nationales, tous ces braillards sont fort adoucis. Ils sont d'ailleurs très divisés et ils se diviseront davantage encore. Ils auront de fortes minorités et rien de plus. Les républicains modérés, lorsque les orléanistes qui se cachent sous ce masque se seront découverts, seront fort peu de chose et ils pourront alors tenter le coup.

Si on ne peut pas obtenir un plébiscite, il n'y aurait qu'une manière de déjouer cette machination : pousser à la Répu-

(1) Une élection complémentaire au Conseil général devait avoir lieu le 21 janvier 1872. Le prince s'y présenta, fut de nouveau élu, mais sa candidature à la présidence ayant échoué, il renonça à siéger.

blique plutôt qu'à la continuation du provisoire et ne pas laisser respirer Thiers. Aussi ne puis-je assez m'étonner de la manière dont certains de vos amis le ménagent. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'être violent, ou injurieux, ou calomniateur, mais véhémentement vrai. On a bien aisément subi les mensonges du dernier message.

Il est vrai que Rouher m'a fait des ouvertures par Adelon; je les ai accueillies sous réserve. Je n'ai jamais tenu à primer, pas plus dans l'opposition qu'au pouvoir. J'y tiens moins que jamais. J'ai donc promis mon concours à Rouher, en lui donnant l'assurance que je ne lui disputerai pas le premier rang, ce que je n'ai du reste pas à me reprocher antérieurement. Mais, pour le moment, ce concours ne peut être que platonique, que ferais-je?

Ce que vous me dites de l'élection corse me glace. Un échec serait le signal de la débâcle et vous resteriez seul. Occupez-vous en donc comme de votre affaire la plus urgente et ne négligez rien pour le succès. Si on échoue en Corse, où réussira-t-on?

Parlez-moi un peu des dispositions morales de l'Empereur. Espère-t-il? Fait-il son livre? Surtout qu'il n'excite pas les Favre et les Thiers, et s'il parle de l'origine de la guerre, qu'il en affirme carrément la légitimité, car c'est ainsi que parlera l'histoire, — et qu'il ne croie pas, comme Persigny en paraît convaincu, que le concours de Bismarck lui est utile. En fût-il ainsi, il ne l'obtiendrait pas et il vaudrait d'ailleurs mille fois plutôt être éternellement exilé que de revenir comme un Louis XVIII. Mais l'appui de Bismarck ne peut être que mortel. Bientôt le seul sentiment qui fera l'union sera la haine du Prussien et aucun gouvernement ne pourra vivre, s'il ne prend la revanche.

Donne-t-on au Prince impérial une éducation militaire? C'est l'essentiel. S'il n'est pas un général, il ne pourra rien, et il faut apprendre le métier dans la jeunesse. Il me semble que tout devrait être sacrifié à cela.

Présentez mes respects à la Princesse, ainsi que les vœux que je forme pour vous tous pendant la nouvelle année. Je suis toujours ici, au milieu de la neige, mais je m'y trouve fort heureux et je ne songe pas à en sortir. Je serai bien enchanté de vous revoir cet hiver en Italie.

EMILE OLLIVIER.

L'Assemblée nationale reprit ses séances dans les premiers jours de décembre 1871. Depuis près d'un an qu'elle siégeait, elle s'était partagée en groupes, « selon les traditions parlementaires » (Hano-taux). La droite se subdivisait en extrême droite, composée des partisans intransigeants du comte de Chambord ; en droite, « qui cherchait à concilier la monarchie de droit divin avec les conquêtes de la Révolution » ; en centre droit, formé en grande partie d'orléanistes. De même, la gauche se partageait en centre gauche, en gauche proprement dite ou républicains modérés, et en union républicaine ou républicains radicaux, surnommés « les rouges ». Quant au parti bonapartiste, il se tenait provisoirement en réserve, tout en se préparant à profiter des divisions de la droite pour rentrer prochainement en scène.

La forme définitive du gouvernement de la France restait toujours en suspens. Bien que proclamée, la République était encore provisoire. Tous les partis s'agitaient. M. Thiers avait fort à faire pour naviguer sur ces flots houleux. Pendant quelque temps, il parut hésiter sur son orientation définitive, puis, le 26 décembre 1871, dans un discours sur l'impôt sur le revenu, il adhéra ouvertement à la forme républicaine.

Le prince Napoléon à Emile Ollivier

Londres, Claridge Hôtel, 5 janvier 1872.

Mon cher ami,

Je réponds à votre lettre du 26, reçue le 30 décembre ici. J'ai lu la lettre que vous avez écrite à mon cousin. Elle lui a fait plaisir. Il m'a parlé de vous avec une grande affection. Sa santé est tout à fait bonne.

Je suis de votre avis sur les d'Orléans. On dit leur position mauvaise : je ne le crois pas, je crois qu'ils ont des chances pour succéder à Thiers, mais ils seront renversés par Gambetta. Les rouges gagnent beaucoup en province et, en fin de compte, la question sera posée entre les bonapartistes et eux avant un an. Je ne partage pas tout à fait votre avis sur Thiers. Il n'y aurait aucun avantage à le renverser. Il faut qu'il dure encore quelques mois. Son impopularité est grande. Ce n'est pas un concurrent bien redoutable et tout successeur serait plus dangereux.

Je ne vous écris pas de détails intimes sur les hommes ici et à Paris. Je n'aurais rien de bon à vous apprendre. Peu de franchise, des personnalités incroyables !

Nous allons voir les élections en Corse. J'ai très bon espoir, nous réussirons. *Le petit* (1) travaille, mais son éducation n'est pas assez sérieuse, ni assez militaire ici.

Mon pauvre petit Victor a eu la scarlatine, à la pension à Vevey. Il va bien sans être encore guéri. Cela a été un grand sujet d'inquiétude pour nous.

Ma femme vous dit mille choses, ainsi qu'à M^{me} Ollivier. Elle va lui répondre. Dans dix à douze jours nous retournons en Suisse et, vers le commencement de février, j'irai en Italie. J'espère bien vous serrer la main à Turin et *causer*. Arrangez-vous pour venir un peu à Florence et Rome. L'état de la France est de plus en plus triste. J'y ai passé en venant de Bruxelles à Londres.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Emile Ollivier au prince Napoléon

Pollone-Biella, 15 janvier 1872.

Mon cher Prince,

J'ai reçu votre lettre du 5 janvier. Les journaux indiquent que vous êtes parti pour la Suisse ; j'adresse donc ma lettre à Prangins. J'espère que vous avez trouvé votre fils bien remis et que de ce côté vous n'aurez pas de chagrins.

Les journaux vont probablement m'envoyer à Versailles. Il paraît qu'en effet la Commission d'enquête sur le 4 septembre va me convoquer. Je répondrai par un refus. Je considérerais de ma part comme un acte de défaillance d'accepter la juridiction de ces hommes de parti, iniques et violents. D'ailleurs, on n'a jamais vu une assemblée s'arroger le droit d'inquisition sur des actes régulièrement accomplis avec l'assentiment d'une assemblée précédente, régulièrement élue. Ainsi une assemblée prochaine aurait le droit d'ouvrir une enquête pour savoir si le traité de paix de M. Thiers, approuvé par l'Assemblée, était bien conclu ? Si la constitution n'avait pas été détruite, on eût

(1) Le Prince impérial.

pu nous rendre responsables selon toutes les règles et les formes de cette constitution. La constitution détruite, nous n'avons de comptes à rendre qu'à l'opinion présente ou future. Dans mon opinion, Gramont a eu tort de comparaître. Il verra que cela n'empêchera pas la Commission de l'exécuter.

Mes projets sont toujours les mêmes. Je compte, si Adelon peut m'accompagner, consacrer les mois d'avril et de mai à visiter soit la Grèce, soit la Sicile, mais plutôt la Grèce, que j'ai le plus ardent désir de voir; mais il va de soi qu'au premier mot de vous, j'irai à Turin, et si un changement de mes projets devait les faire coïncider avec les vôtres, je le ferais bien volontiers, pour avoir le plaisir d'être votre compagnon de voyage.

J'ai reçu une lettre très affectueuse de l'Empereur.

Voilà Thiers vainqueur à Paris. Ce vote met un peu d'huile dans sa lampe et le voilà décidément, pour le moment, en apparence du moins, établi dans le camp républicain, disant « non » aux légitimistes et aux communards, endormant les impérialistes qu'il vilipende chaque jour davantage dans ses manifestes imprudents, coquetant avec les républicains modérés et les orléanistes patients, ne disant ni oui ni non à aucun d'eux, ou plutôt disant « oui » à tous les deux, mais « après moi ».

Gambetta de son côté paraît comprendre que, s'il ne veut pas être mis hors de jeu, il doit se hâter de rejoindre les partisans du mandat impératif ou contractuel. Ceux-là seuls sont en progrès et gagneront chaque jour.

Qu'est-ce donc que cette théorie du mandat impératif? Est-ce une niaiserie ou une infamie, comme disent les journaux? Ni l'une ni l'autre : c'est la destruction du régime parlementaire et la transition au régime du plébiscite. Pensez-y. Avec le mandat impératif à quoi bon une assemblée, mais aussi à quoi bon des députés? Au lieu d'envoyer à Paris ou ailleurs des députés, obligés, quoi qu'on dise devant eux, de répondre conformément au mandat qu'ils ont accepté, il paraîtra bien plus simple et aussi plus sûr de s'adresser à ceux qui donnent le mandat, de les interroger directement : par exemple, voulez-vous, oui ou non, que l'instruction soit obligatoire? Nous sommes donc en marche vers le gouvernement direct du peuple et rien n'en empêchera l'arrivée. Il n'y aura plus qu'à débattre le fonctionnement de ce gouvernement, à déterminer les matières qui seront réservées au peuple, celles qui seront attri-

buées au pouvoir exécutif, celles qui seront réglées soit par un conseil général national, tel que le Corps législatif de 32, soit par des assemblées spéciales de jurisconsultes, de militaires, et enfin à décider si le pouvoir exécutif sera exercé par un Brutus temporaire, un César viager ou une dynastie. Voilà le sens des 93 000 voix données à Victor Hugo (1), qui ne s'est pas avili, comme disent les Panurge, mais qui a attaché son nom à un des épisodes mémorables de l'évolution que votre oncle a commencée, que votre cousin a continuée jusqu'en 1860 et que la destinée de ceux qui portent votre nom est d'achever.

Je suppose que dimanche prochain vous serez arrivé à Ajaccio.

En ce qui concerne Thiers, ma formule est peut-être absolue. Le mieux serait de l'affaiblir sans le renverser, mais ces procédés ne sont pas dans mon tempérament; et il est aussi difficile de savoir ce que produirait sa chute que de dire ce qui résultera de son maintien. Il n'y a véritablement à compter que sur la force des choses, cette forme du gouvernement de Dieu sur la terre.

Pollone, 28 janvier 1872.

Mon cher Prince,

L'*Agence Havas* ayant annoncé que vous étiez à Prangins, j'ai envoyé là ma dernière lettre, on a dû vous la renvoyer. Je vous félicite de votre nomination en Corse (2). Maintenant il faut que Rouher suive. Alors la campagne n'aura été mauvaise que pour eux.

J'ai refusé de me rendre devant la commission d'enquête. J'ai envoyé à l'Empereur copie de ma lettre, en le priant de vous la communiquer. Cette communication est *confidentielle* : je tiens beaucoup à ce que cette lettre n'ait, *en ce moment*, aucune espèce de publicité. Veuillez, je vous en prie, le dire à l'Empereur : ne parlez à personne de ce qu'elle contient, pas même à Gramont, duquel, du reste, je ne sais rien depuis qu'il est à Paris.

(1) Victor Hugo s'était présenté, dans le département de la Seine, aux élections partielles du 7 janvier 1872. Soutenu par le parti radical, il avait obtenu 93 000 voix, alors que son concurrent, Vautrain, républicain modéré, en réunissait 124 000 et était élu.

(2) Au Conseil général. Quant à M. Rouher, il posait sa candidature à une élection législative partielle, qui allait avoir lieu en Corse, le 11 février, et à laquelle il fut élu.

Dans un pays moins écrasé que le nôtre, la frasca de Thiers (1) l'aurait coulé. Mais il n'y a plus de ressort que dans les rouges. Enfin il paraît décidément que Bismarck le prend sous sa protection. Il trouve apparemment que c'est lui qui abîme le mieux la France...

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Londres, 1^{er} février 1872.

Mon cher Ollivier,

Je réponds à vos deux lettres des 13 et 28 janvier. Je n'ai pas répondu à la première, étant sur le point de quitter Londres, où mes affaires m'ont retenu. Je pars demain ou après-demain pour Prangins, où vous me répondrez. J'ai toujours l'intention d'aller en Italie du 15 au 20 février.

Les événements se précipitent. Thiers est sur le point de tomber. Le manifeste du comte de Chambord tue la fusion et affaiblit beaucoup les d'Orléans dans l'Assemblée, leur seul point d'appui. Cela fait les affaires de l'Appel au peuple. Il faut s'y préparer. C'est pour cela que je veux régler mes affaires particulières. Je compte bien vous voir en Italie.

L'Empereur, avec son peu d'exactitude, ne m'a pas communiqué votre réponse à la commission. Dès qu'il a reçu votre lettre, qui lui a fait grand plaisir, il l'a envoyée à M. Rouher, parce que, m'a-t-il dit, elle contenait des phrases aimables qui lui feraient plaisir, et il a négligé ainsi de me la communiquer. Je lui ai dit votre volonté que cette réponse ne fût pas publiée, et il me l'a promis.

Maurice Richard est ici depuis hier et repart aujourd'hui ou demain. Sa visite sera utile et me fait plaisir. C'est un brave ami, fort dévoué.

J'aurais bien grande joie à vous serrer la main. L'élection de Rouher en Corse paraît certaine.

Mon fils Victor est rétabli.

NAPOLÉON (JÉRÔME)

(1) A la suite d'un échec à propos de la question des impôts sur les matières premières, M. Thiers avait donné sa démission, le 19 janvier. Se rendant aux instances de l'Assemblée, il revint le lendemain sur cette décision.

Émile Ollivier au prince Napoléon

Pollone, 9 février 1872.

Mon cher Prince,

J'ai reçu votre lettre du 1^{er} février.

Je vous remercie d'avoir exprimé nettement mon désir à l'Empereur. Je tiens à ce que cette lettre soit publiée; seulement, je trouve le moment inopportun, tant que la Commission n'a pas déposé son rapport.

Les injures de M. de Tréveneuc montreront-elles enfin à l'Ordre la déviation à laquelle il s'abandonne? Il est décidément trop mou et il passe trop aisément condamnation de la consécration populaire qui rend légitime l'origine de l'Empire. On peut contester le plébiscite de décembre 51, ce que je n'ai jamais admis, même étant un des Cinq, mais que peut-on objecter à celui de mai 70? Après les manifestations républicaines de la gauche et les livres contre le 2 décembre, il constitue une expression de la volonté nationale aussi libre et plus éclairée que le vote de décembre de 48. De loin, je ne saisis probablement pas le motif de cette diplomatie, la même qui, au 4 septembre, faisait qu'on déchirait la Constitution, avant la gauche et avant la rue; seulement, je me rappelle que ce n'est pas de la rue de Poitiers qu'est sorti l'Empire, pas plus que les Médicis ne sont sortis des palais nobles de Florence, et que son véritable créateur, c'est Jacques Bonhomme et non le hobereau. De la conservation sans doute, mais avec Jacques Bonhomme et non le hobereau; de la dictature, tant qu'on voudra, mais avec la démocratie et à son profit, et non avec les blancs et pour eux.

Une dictature bien exercée sauverait, une réaction achèverait.

La nomination de L... est heureuse. Casimir Périer était décidément orléaniste et détestait cordialement l'Empire pour des raisons personnelles. L... est ce qu'on veut, c'est un homme de conciliation, c'est-à-dire un de ces hommes qui perdent et livrent tout, et qui ne tardent pas à devenir odieux

(1) Victor Lefranc venait de prendre (6 février) le portefeuille de l'Intérieur en remplacement de Casimir Périer.

à tous. Autant on respecte, même lorsqu'on les hait, les hommes fermes et résolus qui savent à propos s'adoucir par la clémence, autant on méprise les doucereux indécis, qui, espérant éviter les ennemis, ne savent pas frapper et qui s'imaginent qu'on ramène les partis par des caresses. Ainsi, on les diminue de quelques individualités, on ne les ramène pas. Contre les partis il n'y a d'efficace que la force, non pas la force brutale et bruyante, exercée pendant un jour, mais la force modérée et silencieuse, exercée pendant de très longues années. L'Empire a frappé trop au début et pas assez à la fin. Il s'est aussi trompé en se confiant aux lois de sûreté générale; la sécurité est dans des mesures de sûreté *individuelle*. La politique n'est-elle pas, après tout, l'art d'agir sur les personnes, pour les employer, les contenir ou les réduire?

Je n'ai pas à l'égard de Thiers les faiblesses de certains de vos amis, et j'ai un véritable ressentiment de son langage abaissé et tout prussien sur une guerre, qui a été imprudente, puisqu'on n'était pas prêt, mais qui a été la plus juste et la plus défensive des guerres. Je trouve cependant qu'il manœuvre à merveille. Il n'est pas assez niais pour écouter les conseils des Girardin et des politiques de cette volée, qui lui demandent de s'enfermer dans la présidence et de ne pas s'exposer aux orages de l'Assemblée. Cela me rappelle ceux qui, en 1849, conseillaient à votre cousin de ne pas passer de revues. Rester dans un palais, gouvernant à côté d'une assemblée qui vous discute publiquement et en souveraine, à la longue est impossible à tout le monde, en France du moins; pour un temps, ce n'est possible qu'à un général victorieux ou qu'à un prince, pourvu qu'ils passent des revues à cheval et non en pékins. En pareil cas, les grands cordons et les Toisons d'or ne remplacent pas le sabre et les épaulettes. M. Thiers, dans son palais, serait démodé en quelques jours. A la Chambre, il se défend et il intimide. Sans doute il risque des échecs; mais qui donc a obtenu une victoire sans s'exposer à une débâcle? Il n'y a de grand ou de digne de le devenir que ceux qui savent se risquer à être vaincus.

Si on ne s'expose à être rejeté dans le Rubicon, on ne se relève pas César; si on ne se hasarde pas à travers les croisières anglaises, on ne revient pas Napoléon. Je trouve donc la persistance audacieuse de Thiers à se rendre à l'Assemblée,

d'une forte politique. Du reste, chaque fois qu'il s'agit de sa personnalité, il est de premier ordre : il n'est faible que dans ce qui touche l'intérêt général.

Après votre démission à Ajaccio, on a crié au fiasco : votre lettre, votre élection ont fait que cette démission a été un incident heureux. De même pour la dernière aventure de Thiers : est-ce qu'un vote favorable sur les matières premières aurait pu équivaloir à la démarche suppliante d'une assemblée venant, le lendemain, effarée et soumise, demander grâce ? Ils le détestent d'autant plus, me répondrez-vous. Qu'importe ? vous dirai-je avec Attius : *Oderint, dum metuant*. A mon avis, il est plus solide qu'il n'a encore été. Je me console en pensant que chez nous on tombe lorsqu'on est le plus solide.

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Emile Ollivier

Prangins, 17 février 1872.

Mon cher Ollivier,

Je réponds à votre lettre du 9, reçue le 11. Les événements marchent et je regrette bien de ne pas pouvoir *causer* : par lettre on ne peut que se donner des nouvelles ou les résultats de ses impressions, mais il est impossible de raisonner.

Nous verrons ce qu'amènera l'entrée de Rouher à la Chambre ! La mort de M. Conti (1) nous impose de nouveaux devoirs. Je réfléchis à ce qui nous convient. Peut-être serai-je encore obligé de faire une course à Londres pour nous concerter sur cette élection. Si je passe en Italie à mon retour, ce qui est probable, je vous donnerai rendez-vous à Turin probablement.

En France, on veut du définitif. Quant à moi, je crois que le provisoire ne nous a pas mal servi jusqu'à présent, mais ce n'est pas d'arriver qui est le plus difficile, quoique ce soit loin d'être aussi facile ni certain que beaucoup de gens le croient ; le difficile sera de durer et de faire le bien. Il y a deux diffi-

(1) Conti, ancien secrétaire particulier de l'Empereur. Député de la Corse à l'Assemblée nationale, puis conseiller général de la Corse. Il mourut à Paris, le 13 février 1872.

cultés énormes : les finances et l'étranger qui nous écrasent.

Maurice Richard, qui est venu à Londres et qui m'écrit, me pousse beaucoup à venir à Paris et à y habiter. Je ne suis pas du tout de son avis. J'aurais une position impossible. Tout au plus y passerai-je quelques jours en allant ou revenant de Londres. Quel est votre avis ?

Avez-vous des nouvelles certaines sur l'état du Midi ? Les uns disent que l'anarchie y est au comble, mais qu'elle n'est égalée que par la lâcheté et que peu de résolus suffisent pour maintenir l'ordre.

NAPOLEÓN (JÉRÔME).

Émile Ollivier au prince Napoléon

19 février 1872.

Mon cher Prince,

...Il me semble que vous devriez vous réserver la succession de Conti. Cela vous faciliterait bien des démarches. Vous iriez ou n'iriez pas assidûment à l'Assemblée, mais vous seriez inviolable. Et puis il est bon d'agiter sans cesse le nom de Napoléon aux yeux de la nation.

Dès que vous serez fixé sur votre voyage, veuillez me faire connaître exactement votre itinéraire. J'attends cela pour arrêter avec Adelon le petit voyage que je veux faire, soit en Sicile, soit en Grèce, pour me reposer de mes travaux de cet hiver. Je persiste à penser que, même en touriste et en passant, vous auriez tort d'aller à Rome. Dans quelques mois, cela n'aura pas d'inconvénients; aujourd'hui, cela ranimerait des haines assoupies. Pour mon compte, je suis décidé à ne pas y mettre les pieds cette année.

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Émile Ollivier

Chalet de Prangins, 30 mars 1872.

Mon cher ami,

Me voici arrivé à Prangins, après vous avoir quitté, assez rapidement, avec un très mauvais temps. Heureusement qu'en Suisse le temps est plus beau qu'en Italie.

J'ai reconnu votre écriture sur une lettre renvoyée de Parme. Merci. Je vous envoie l'article sur Sedan, dont je vous ai parlé, et je suppose que votre femme vous le gardera.

Vous ferez bien de lire le procès de Trochu (1). On y rapporte incidemment des faits où vous êtes nommé.

J'ai à peu près fixé mon départ pour l'Angleterre du 20 avril au 1^{er} mai, mes affaires m'y appelant et sans trop me préoccuper du rendez-vous qu'on me demande, les vacances de l'Assemblée finissant le 22 avril.

Adelon m'envoie des notes souvent fort intéressantes. C'est vraiment un excellent correspondant par sa position, son indépendance, sa modération et sa finesse.

Écrivez-moi quand vous quitterez Naples, afin que je sache où vous trouver au besoin.

Chalet de Prangins, 7 avril 1872.

Mon cher ami,

Je réponds à votre lettre du 2 (2). Je vous ai écrit le 30 mars, à Pollone, en vous envoyant l'article critique que vous m'aviez demandé sur les ouvrages parus sur Sedan et en vous donnant des nouvelles de mon voyage.

Je ne pense pas publier la lettre rectificative sur le procès Trochu dont vous me parlez : 1^o parce qu'il me répugne d'intervenir dans cette affaire de cour d'assises ; 2^o parce que rien ne m'y force, mon nom n'ayant pas été prononcé défavorablement et rien n'y ayant été dit qui m'attaque directement ; 3^o parce que cela demanderait de longs développements et que j'aurais des choses désagréables à dire, et qu'il serait impolitique de le faire aujourd'hui, n'y étant pas forcé.

Je me prépare à partir dans huit ou dix jours pour Londres, où malheureusement des affaires m'appellent. Je crains bien d'y avoir peu d'agrément et je préférerais mes études et mon calme de Prangins, où je compte bien être de retour vers le 20 mai. Si vous êtes encore dans votre retraite de Pollone en

(1) A la suite d'articles très violents parus dans *le Figaro*, le général Trochu poursuivit ce journal en cour d'assises, pour diffamation et outrages envers un fonctionnaire. L'affaire, qui fit grand bruit, fut jugée du 27 mars au 2 avril. Villemessant et Vitu furent condamnés pour outrages et non pour diffamation.

(2) Nous n'avons pas cette lettre.

juin, ce sera le moment de nous rencontrer et d'élucider ensemble bien des questions qui auront été avancées par mon voyage en Angleterre.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

L'Assemblée reprit ses séances le 22 avril 1872. L'œuvre de la libération du territoire et du relèvement de la France, si énergiquement menée par M. Thiers, n'était pas encore achevée, et déjà les partis se déchiraient entre eux. « La République, a dit M. Hanotaux, se fondait au milieu du chaos des luttes parlementaires... » Une question, dès le début de la session, surexcita les passions : les rapports de la commission chargée de l'enquête sur les marchés passés, depuis le 18 juillet 1870, pour la guerre. M. Rouher, récemment élu, en profita pour faire sa rentrée sur la scène politique : son discours du 21 mai fut à la fois une défense de l'Empire et une attaque contre les hommes du 4 septembre. Le duc d'Audiffret-Pasquier et Gambetta lui ripostèrent vigoureusement.

Émile Ollivier au prince Napoléon

Pollone, près Biella, 24 mai 1872.

Mon cher Prince,

Je vous suppose à Prangins. Me voici de nouveau dans ma solitude, après une course en Italie plus longue que je ne l'avais cru. Il pleut infatigablement, ce qui est monotone et insipide. Mais il me semble que la politique aussi tourne au monotone, et à l'insipide. S'il n'arrive pas de déchirement intérieur dans le parti de vos adversaires, ce n'est pas la polémique de vos amis qui les troublera. Elle tourne de plus en plus à un conservatisme plat et à une insignifiance niaise. *L'Ordre* se fait clérical, livre tous les droits du pouvoir civil à *l'Univers*, et confond le respect que tout homme et tout pouvoir doivent toujours manifester aux croyances religieuses, la plus haute des formes du sentiment, avec l'abdication de son droit et de sa conscience entre les mains du pouvoir sacerdotal, ce que ni l'individu ni l'État ne doivent consentir. A propos du plébiscite suisse, quelle magnifique occasion de reprendre la théorie de l'appel au peuple, de la montrer mise en action par la démocratie elle-même, de prouver qu'elle peut sans escamotage s'appliquer

à une constitution entière, qu'elle n'amène pas toujours nécessairement un vote affirmatif! Mais on n'a pas eu l'air de s'en apercevoir. On est tout à la défense des marchés Palikao, auxquels il suffisait de consacrer une colonne, pour en dire tout ce qui peut s'en dire. Je n'ai pas encore lu le discours de Rouher. J'espère qu'il aura relevé le débat et qu'il ne se contentera pas de plaider et qu'il proclamera les principes, ce que la nation attend.

Toutes mes nouvelles concordent à signaler l'apathie générale et il me paraît assez probable que l'Assemblée cheminera, cahin caha, au moins jusqu'au printemps prochain...

Je sais que beaucoup estiment qu'il faut passer par Gambetta et les rouges, que c'est désirable et qu'il est habile d'y travailler. Cette théorie, qui consiste à pousser au mal pour en tirer le bien, non seulement est immorale (cela importe peu dans la politique, telle qu'on la fait de nos jours), mais elle tourne toujours contre ceux qui s'y confient. « De l'excès du mal, disaient-ils, sortira le bien, c'est-à-dire nous. » Je ne cherche pas si ce qui en est sorti était le bien : dans tous les cas, ce n'a pas été eux. Que les impérialistes, poussant aux rouges comme moyen, craignent qu'il ne leur en arrive autant. Pourquoi passer soit au blanc, soit au rouge? Il n'y a qu'à rester crânement soi. Mais où est la crânerie aujourd'hui, si ce n'est dans les rouges? Ils ont là une immense force.

ÉMILE OLLIVIER.

Le prince Napoléon à Emile Ollivier

Prangins, 27 mai 1872.

Mon cher Ollivier,

Voilà bien longtemps que je n'ai de vos nouvelles. Vous n'avez pas répondu à ma dernière lettre, du 7 avril, adressée à Naples. L'avez-vous reçue? Où êtes-vous? J'ai passé six semaines en Angleterre et ne suis de retour chez moi que depuis deux jours. J'ai vu Adelon à Londres et à Bruxelles; il m'a dit n'avoir pas non plus de vos nouvelles.

Bien des événements se déroulent en France. Je crois vraiment que le moment est venu pour vous de rentrer. Je v. u-

drais bien avoir votre impression. J'ai vu beaucoup de nos amis à Londres. La lutte que M. Rouher a soutenue à l'Assemblée a été fort vive. J'attends avec impatience de vos nouvelles pour nous remettre en rapport.

NAPOLEON (JÉRÔME).

Prangins, 28 mai 1872.

Mon cher ami,

Nos lettres se sont croisées. Hier matin je vous écrivais pour avoir de vos nouvelles, et l'après-midi je recevais votre lettre du 24. Ce que vous dites est parfaitement vrai : il faudrait tirer parti de l'exemple frappant du dernier plébiscite suisse. Mais il faudrait une direction, et il n'y en a qu'une assez paresseuse, un peu personnelle : c'est Rouher à Paris. Il oppose *le Gaulois* et *Paris-Journal* à *l'Ordre*.

Duvernois est en Espagne. Que dites-vous de la lettre de l'Empereur? Elle est simple, élevée, vraie, il me semble. J'aurais bien des choses à vous dire qui ne peuvent s'écrire. Mon avis bien arrêté est que vous devriez rentrer, d'abord bien petitement, par un simple voyage, quelques jours à Passy. A la fin de l'été, vous verriez s'il faut rentrer tout à fait. Mais, croyez-moi, vous êtes trop isolé à la longue et votre solitude a assez duré. Vous deviendriez trop étranger en ne voyant personne.

Au fond, la situation n'a pas beaucoup changé depuis les deux mois et demi que nous nous sommes rencontrés. Je ne me suis pas fait nommer en Corse, à la suite de bons arrangements pris, je crois.

NAPOLEON (JÉRÔME).

Émile Ollivier au prince Napoléon

Pollone, près Biella, 28 mai 1872.

Reçu votre lettre du 27.

Mon cher Prince,

Pourquoi irais-je m'engouffrer dans cet horrible Paris, au moment où les prés sont en fleurs et les châtaigniers en feuilles? Si j'y étais, j'en fuirais. Que faire dans ce concert de haines et de malédictions et que m'importe qu'on juge ou

qu'on ne juge pas la capitulation de Paris? Tout cela est tellement indifférent à la solution! C'est par des raisons logiques plus hautes que les événements se déterminent; et toutes ces récriminations violentes, de quelque côté qu'elles se produisent, ne servent qu'à avilir ceux qui s'y livrent. Que ferais-je donc à Paris?

N'oubliez pas la situation. J'appartiens au centre. Or ce qui dirige, domine, ce qui a l'argent, la parole, les journaux, c'est la droite de l'Empire. Par tactique, elle consent à m'omettre dans ses journaux. Mais elle se dédommage ailleurs. Le libelle de Dréolle est une des pièces les plus importantes de la propagande et, depuis, on a écrit une petite brochure qui se répand fort et dans laquelle je suis indignement traité! (*A chacun sa part dans nos désastres. Sedan, ses causes et ses suites.*) De pareilles gens n'accepteraient pas mon concours et trouveraient mes conseils même suspects. Ma présence, loin d'être une force, serait une cause de division. Vous l'avez écrit vous-même : un mauvais général seul vaut mieux que deux bons qui se paralysent. Agirai-je à part avec mes amis? La plupart, dégoûtés des attitudes de la droite et de l'ostracisme qu'elle leur promet, au retour de l'Empire, sont passés à l'ennemi. Les autres sont peu disposés à l'action. J'ai écrit l'autre jour à Richard pour savoir si je réussirais à trouver l'argent nécessaire pour fonder un journal : il m'a répondu qu'il ne le pensait pas. Pourquoi donc quitterais-je mes châtaigniers et mon fils?

Mais vous n'aurez pas acquis de titres, me direz-vous. Ah! cela m'est bien égal : je ne demande pas mieux que d'être laissé de côté pour toujours. Le plus ardent désir de ma femme est que de longtemps je ne me rejette pas dans la vie politique, et j'incline à être de son avis. Mon rêve serait, après avoir économisé quelques milliers de livres de rente, de me retirer définitivement dans une solitude, comme le firent, à mon âge, Montaigne par choix, Machiavel par nécessité, et de préparer trois ou quatre livres, que j'écrirais en assistant de loin aux folies humaines. Plus je m'éloigne des événements de 1870 et de 1871, plus le sentiment de dégoût et de commisération qu'ils m'inspirent s'en va et je suis vraiment amené à croire qu'à moins d'être un prince condamné par naissance à agir, ou un fripon sans foi ni loi, ou un ambitieux insatiable,

ou un saint disposé au martyre, il y a peu de bon sens à se lancer sur cette mer noire, où les vagues sont de plomb et aussi sombres que les rivages. Mon projet est donc de rester ici jusqu'en octobre. A ce moment, je délibérerai si je dois rentrer à Paris directement ou après un séjour de quelques mois à Saint-Tropez, ou si je resterai encore dans ces montagnes ou si j'irai à Florence.

Il y a beaucoup à dire sur le discours de Rouher. Je ne puis pas comprendre par quel vertige il a été conduit à contre-signer la déchéance de l'Empereur, en reconnaissant le mandat de l'Assemblée et en souhaitant qu'elle en prolonge l'exercice, apparemment jusqu'à ce qu'elle ait intronisé une autre dynastie. Voyez comme nos adversaires en triomphent. Avez-vous lu l'article de Ratisbonne dans les *Débats*? L'ambassadeur de Chislehurst à Versailles a confirmé le mandat de cette assemblée, qui a voté la déchéance, et personne, il faut le constater, n'a demandé un plébiscite. Un député disait en sortant de la séance : « Il n'y aura bientôt plus de bonapartistes à ciel ouvert en France. »

L'invocation de la responsabilité ministérielle pour couvrir les bureaux n'a pas été non plus heureuse. Il fallait les laisser aux prises avec la commission et les couvrir en les défendant. Il a été plutôt l'avocat de Palikao que celui de l'Empire et quand on lui a jeté à la tête le 2 décembre, l'appel au peuple, il n'a pas relevé le gant, il a désavoué l'un et n'a pas défendu l'autre. Sans doute aurait-il dû dire : « Le 2 décembre a été une violation de la loi, mais le peuple nous a absous 3 fois et vous, M. Pasquier, candidat par conséquent assermenté, vous nous avez absous individuellement par votre serment. Le 4 septembre a été plus odieux et où est l'absolution? Taisez-vous donc! » Quant à l'appel au peuple, la réponse eût pu être encore facile : « Vous raillez l'appel au peuple: eh bien! nous vous défions d'oser le faire. Publiez tout ce que vous voudrez, puis consultez le peuple et vous verrez ce qu'il répondra. » Le plan de l'attaque était défectueux, les développements ont été trop longs et pas assez décisifs. On ne parle pas trois heures devant une assemblée enragée. Il aurait dû, d'ailleurs, s'arranger pour obliger Pasquier, qui n'est pas improvisateur, à répliquer sur-le-champ et à ne pas lui laisser la nuit pour aligner ses phrases.

Tout ceci absolument entre nous, car, en ce moment, il faut

s'encourager réciproquement et non se critiquer, et d'ailleurs, toutes ces critiques faites, il reste que, pour soutenir seul une lutte contre 700, il faut avoir une véritable puissance. Aussi je crois que, malgré tout, Rouher sort de là grandi et nullement amoindri. Son immense talent n'a pas faibli et il a déployé une remarquable ténacité. Lorsqu'il aura pris l'habitude de ces orages nouveaux pour lui, il deviendra plus audacieux, plus libre d'esprit et il sera au milieu des murmures aussi dominateur qu'il l'était au milieu des acclamations. Je lui écris pour le féliciter. Un orateur se décourage dans de telles conditions, s'il n'est pas soutenu. Je suppose que vous lui avez écrit aussi.

La lettre de l'Empereur sur Sedan est parfaite. Elle a l'*imperatoria majestas*. Elle reprend heureusement ce que Rouher avait concédé.

Pollone, près Biella, 6 juin 1873.

Mon cher Prince,

J'ai reçu vos deux lettres. Je vous remercie bien cordialement du sentiment de vieille affection qui vous les a inspirées toutes les deux. Je vous rassure d'abord sur ma position à Suez. Mon éloignement, quelque prolongé qu'il soit, ne peut nuire à cette situation, attendu que j'en remplis exactement les devoirs tout aussi bien que si j'étais à Paris. On m'envoie régulièrement les actes que j'ai à examiner. J'envoie mes rapports en Égypte et je reçois les réponses. Ainsi, à ce point de vue, aucun danger. Du reste, je ne songe nullement à une expatriation indéfinie et à un exil de fait. Je ne compte, moi aussi, mon éloignement que par mois. Seulement, je ne crois pas le moment encore venu. Et ne croyez pas que je ne me décide que par des raisons vagues et uniquement par dilettantisme. Indépendamment des motifs de prudence et de sagesse politiques, il y a les causes de santé et elles sont très graves. J'ai été très éprouvé par les fatigues et les émotions de ces dernières années, le moindre excès de travail me met à la côte; mon système nerveux exige beaucoup de calme et de ménagements, et si je sortais trop tôt de la solitude, je perdrais tout le bien que j'ai péniblement gagné depuis quelques mois.

L'état moral dans lequel tombent ceux qui sont en France

ne m'encourage pas. Gramont est devenu lugubre. Adelon me parle des graves dangers que court Rouher; mon beau-père songe à quitter Marseille; mon père est à peine rassuré et a toujours un pied levé, etc.

Pourquoi irais-je, avant le moment où cela sera utile, m'affaiblir, m'user, me diminuer? Ne vaut-il pas mieux que je me fortifie, que je me prépare et que j'amasse des forces intellectuelles et physiques? Il y a aussi une autre considération que je puis vous dire. Ici, vivant avec une économie rustique, je puis finir de payer mes dettes et de liquider ma situation, ce que je ne pourrais faire avec les dépenses de la vie à Paris.

Je ne pense pas, comme vous, que la situation ne soit pas modifiée depuis deux mois. Il s'est produit une grosse modification : la soumission radicale de Thiers à l'Assemblée; il a renoncé à lutter avec elle. Tout conflit constitutionnel étant écarté, le statu quo étant dans l'Assemblée, le pouvoir a gagné des chances de longévité et les nouvelles élections sont renvoyées au plus tôt à l'automne prochain, sauf l'accident, toujours sous-entendu dans les pronostications politiques. De plus en plus nous tournons au Directoire. Ce n'est que d'une décomposition arrivée à son dernier terme que sortira un ordre stable.

ÉMILE OLLIVIER.

(A suivre.)

LES RELATIONS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

LES DÉLÉGUÉS DE CORPORATION (1)

Les rapports, qu'un chef d'industrie doit entretenir avec ses ouvriers, posent devant lui un problème des plus délicats, aussitôt que le développement de ses usines et de ses affaires ne lui permet plus de maintenir avec son personnel un contact direct et quotidien. Tant que ce contact peut être conservé, les ouvriers sont assurés de pouvoir, en cas de difficulté, s'adresser directement à leur patron. Rien ne vient affaiblir les liens de confiance mutuelle qui sont indispensables : tout incident reçoit une prompte solution. Mais, dans les usines occupant de grands effectifs, il est matériellement impossible de maintenir ces relations personnelles. L'ouvrier se trouve séparé de ses chefs par la hiérarchie que nécessite l'organisation du travail ; il doit néanmoins se sentir protégé contre l'injustice et l'arbitraire. Aussi est-on conduit à rechercher, sans porter atteinte à la discipline, le moyen d'entretenir l'esprit de collaboration, de donner aux ouvriers la faculté de faire valoir régulièrement leurs réclamations.

Vers la fin du siècle dernier, je me préoccupais de cette grave question ; ne voulant pas la résoudre par des moyens de fortune ou des expédients provisoires, j'avais mis à l'étude un projet d'organisation permanente.

(1) Lecture faite le 8 novembre 1930 à l'Académie des Sciences morales et politiques.

Or, en l'année 1899, une grève éclata dans nos usines du Creusot ; c'était la seconde qui s'y produisait en l'espace d'un siècle. Pour dépeindre la situation, je ne crois pouvoir mieux faire que d'emprunter les paroles de mon grand-père, Eugène Schneider, président du Corps législatif sous l'Empire, et fondateur du Creusot. Dans son rapport à l'Assemblée générale de nos actionnaires, en 1871, voici comment il explique cette première grève de nos établissements :

« L'exercice 1869-70 avait commencé sous des auspices favorables. Toutes les parties de nos établissements fonctionnaient avec une activité satisfaisante. Notre population ouvrière semblait, comme précédemment, satisfaite et disciplinée, bien que quelques indices fâcheux aient apparu sous l'influence d'excitations politiques, dans la période électorale de 1869. Mais au mois de janvier 1870, une grève que rien ne faisait prévoir et ne justifiait, s'est produite instantanément et a été propagée, même par la violence, dans la totalité de nos ateliers du Creusot.

« Toute l'usine a été mise en chômage pendant un certain nombre de jours, sans qu'aucune précaution préalable ait pu être prise, et de cet arrêt instantané et prolongé sont résultées des conséquences industrielles d'une extrême gravité.

« Cette grève nous a été apportée du dehors, Le Creusot ayant été choisi comme champ de bataille ; tous nos établissements annexes y sont demeurés absolument étrangers, sans chômage et sans agitation, quoiqu'ils fussent soumis au même régime et aux mêmes salaires que l'établissement principal... »

Dans ces lignes, je retrouve tous les caractères de la grève dont je fus le témoin en 1899. J'ajoute même qu'au début de cette dernière grève, quatre jours s'écoulèrent avant que les grévistes eussent formulé une seule revendication. Puis, ayant formé entre eux un syndicat, ils prétendirent l'imposer, comme l'intermédiaire obligatoire et normal entre la Direction des usines et les ouvriers. Je répondis que nous cherchions, de notre côté, un moyen pratique et plus efficace de résoudre le problème, avec le particulier souci de créer une institution propre à nos usines et par laquelle désormais la totalité de notre personnel ouvrier fût équitablement représentée.

C'est sur cette question que fut appelé à se prononcer le

président du Conseil des ministres, Waldeck-Rousseau, qui, assisté de M. Alexandre Millerand, ministre du Commerce, avait bien voulu nous proposer son arbitrage pour mettre fin au conflit.

La sentence arbitrale est du 7 octobre 1899. Elle approuve la théorie et la méthode que nous avions conçues, je veux dire l'institution de rapports directs entre patron et ouvriers; elle déclare, en outre, que l'entremise d'un syndicat ne saurait être imposée. Conformément à ces principes, l'arbitre décida que les délégués seraient nommés par atelier, à raison d'un délégué par corporation. Ces délégués devaient conférer, tous les deux mois, avec les représentants et au besoin avec la Direction des Établissements.

Nous inaugurâmes immédiatement le système dans nos usines du Creusot d'abord, puis successivement dans nos autres établissements (1). Ainsi, depuis trente ans, l'expérience dure, et avec une telle suite, un tel succès, qu'on trouvera peut-être quelque intérêt à en connaître le fonctionnement.

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'INSTITUTION

Mode de représentation. — Les ouvriers de chaque atelier sont constitués en corporation; chaque corporation élit, pour la représenter, un délégué et un délégué suppléant.

Sont électeurs tous les ouvriers et ouvrières (titulaires, auxiliaires et journaliers) de la corporation, à condition :

- 1° d'être Français;
- 2° d'être âgés de plus de 18 ans;
- 3° de n'avoir encouru aucune condamnation susceptible d'entraîner la perte des droits politiques;
- 4° d'être inscrits sur la dernière feuille de paie.

Sont éligibles, à condition de savoir lire et écrire, les ouvriers et ouvrières âgés de vingt-cinq ans accomplis, se trouvant dans les conditions requises pour être électeurs et travaillant à l'usine, dans la même corporation, depuis un an au moins.

Le délégué représente sa corporation, mais il ne représente qu'elle. C'est le caractère original, spécifique, essentiel de l'institution. Le délégué est un homme de confiance élu par ses

(1) Aujourd'hui, l'ensemble des établissements Schneider compte un effectif de 30 000 ouvriers, dont 12 000 au Creusot.

camarades de travail. Les rapports quotidiens et la similitude de profession qui doivent exister entre le mandataire et les mandants sont à la base de notre organisation.

Aussi, nos délégués sont-ils nombreux au Creusot. Pour un effectif d'environ 12000 ouvriers, nous avons toujours eu de 164 à 250 délégués, soit environ un délégué pour 50 à 75 ouvriers. Cette proportion varie d'ailleurs suivant la nature des industries. Dans nos services de métallurgie, nous avons souvent un délégué pour 50 ouvriers alors que, dans nos ateliers de constructions mécaniques, la proportion est d'un délégué pour 100 ouvriers. Ces différences s'expliquent par des raisons d'ordre technique. Dans cette répartition des délégués, nous avons dû tenir compte des conditions très variées du travail et du grand nombre de nos spécialités professionnelles : nous avons considéré qu'il est indispensable de confier le soin de présenter les réclamations aux seuls hommes qui sont capables de les connaître, de les comprendre, de les formuler avec toute leur complexité et d'en soutenir la discussion.

Différence entre cette institution et d'autres modes de représentation ouvrière. — Nous mettrons mieux en lumière les principes sur lesquels repose notre organisation des délégués ouvriers, en la comparant à d'autres méthodes ; nous n'entrerons pas ici dans un examen théorique et critique de ces méthodes ; nous nous bornerons à marquer les défauts ou les inconvénients que leur application pratique a toujours révélés et qui nous ont fait préférer celle que nous avons adoptée.

Le rôle d'intermédiaire entre les ouvriers et les patrons ne pourrait-il pas tout aussi bien être rempli par des associations syndicales ? Cette formule, en effet, a joué un rôle considérable dans l'histoire de l'industrie moderne.

Les syndicats ne groupent, en général, qu'une fraction des ouvriers de l'industrie et, dans une même usine, leur effectif subit des variations considérables suivant les circonstances. Il paraît difficile d'admettre qu'ils représentent effectivement *tout* le personnel d'une usine ou d'une industrie. En outre, leur méthode d'action, souvent simpliste, parfois brutale, ne les oriente pas davantage vers le rôle que jouent *nos* délégués ouvriers.

Un syndicat ne s'embarrasse guère des variétés qui existent entre les intérêts et les conditions de vie des diverses corpora-

tions. Il doit, pour sa propagande, négliger les nuances, présenter des revendications simples, sommaires. Il subit, trop souvent, l'influence d'une minorité active qui sait se servir d'un malaise passager et utiliser des événements extérieurs à la vie de l'usine. Souvent même, il accueille parmi ses adhérents des éléments étrangers au personnel de l'usine et se montre ainsi plus sensible aux influences politiques; il peut donc trouver, dans l'imprécision ou dans le caractère chimérique de certaines demandes, un moyen de surexciter dangereusement les esprits.

Ajoutez que, parfois, des syndicats rivaux se partagent le personnel d'une usine. Alors l'esprit de rivalité et d'hostilité rend plus dangereux encore les défauts de cette méthode.

Dans un syndicat, les droits des individus cessent d'être protégés quand les éléments combattifs dominent l'assemblée. Dans ce milieu où les réactions sentimentales sont nécessairement très vives, parfois soudaines, il est impossible d'examiner avec calme, en toute liberté d'esprit, les aspects compliqués d'un litige industriel.

Aussi, doit-on souhaiter, pour la bonne marche de l'entreprise, pour la régularité du travail, une organisation stable où le souci des intérêts professionnels soit seul en jeu, où les questions s'étudient sans passion, où les influences politiques ne puissent s'exercer. La stabilité est une des exigences les plus impérieuses de ces organismes infiniment délicats que sont nos grandes usines modernes. C'est une des raisons pour lesquelles il est difficile que les syndicats, mal adaptés à la vie industrielle, puissent y jouer un rôle utile dans les relations normales entre patrons et ouvriers.

On a également essayé ailleurs d'assurer une représentation des ouvriers auprès de la Direction par la constitution de délégations générales pour l'ensemble d'une usine. Cette formule a été surtout pratiquée, depuis la guerre, dans les pays de l'Europe centrale. A la base, elle comporte l'élection des délégués par corporation et, dans ce sens, elle assure une représentation exacte des intérêts du personnel. Mais son fonctionnement vicie, le plus souvent, son principe. En effet, les délégués ne sont pas tous également compétents pour traiter les questions qui se présentent et qui intéressent des profes-

sions différentes. Aussi leur assemblée présente-t-elle bientôt les défauts de l'organisation syndicale. Les questions ne sont plus examinées dans un esprit objectif et les discussions ne tardent pas à s'égarer dans des généralités.

En raison de la multiplicité des questions, il est difficile qu'une délégation d'usine puisse travailler utilement et se livrer à des études précises. D'ailleurs, les délégués d'usine perdent bientôt de vue les intérêts véritables de la corporation qui les a élus et ils se soucient davantage de l'opinion moyenne des autres délégués.

Le système du délégué de corporation, tel que nous le pratiquons, est fondé sur la compétence des élus résultant de leur spécialisation, sur la permanence du mandat, sur la sincérité et la régularité du vote. Grâce au délégué de corporation, les rapports entre la Direction et le personnel se maintiennent sur un terrain exclusivement professionnel où les interlocuteurs apportent leur compétence technique spécialisée, leurs habitudes de précision, leur sens du concret.

Le maréchal Foch disait un jour : « Commander n'est rien. Ce qu'il faut, c'est bien comprendre ceux avec qui on a affaire et bien se faire comprendre d'eux. Se bien comprendre, c'est tout le secret de la vie... »

Notre institution, très souple, s'adapte aisément aux conditions de travail des diverses corporations. Elle n'a pas non plus d'ambitions exagérées et paraît correspondre au désir légitime de l'ouvrier de discuter les conditions de son travail quotidien. Elle est une véritable institution de collaboration, en ce sens que le chef d'industrie et le délégué sont animés d'un même désir d'améliorer l'exécution du travail, de diminuer la fatigue, de permettre à l'ouvrier d'élever autant que possible le niveau de sa vie matérielle et morale. Je lui reconnais, en outre, l'énorme avantage de ne pas étouffer les efforts individuels sous une contrainte collective. Le respect de l'individualisme est, en effet, un de nos plus vifs soucis. Dans nos industries, l'ouvrier qualifié est instruit, désireux de se perfectionner, d'accéder à des emplois lui permettant de faire mieux apprécier ses efforts. Cette légitime ambition trouve chez nous un terrain très favorable : un grand nombre de nos ouvriers s'élève normalement à des emplois de maîtrise et même à des postes supérieurs.

Le même souci des droits individuels régit nos diverses institutions sociales. En développant dans ce sens nos œuvres scolaires et de formation professionnelle, nous voulons donner à chacun le moyen de courir sa chance. De même encore nos institutions d'assistance et de prévoyance tendent à faciliter à chacun l'accès de la propriété, à protéger sa santé, à développer en lui l'amour de la famille et le sentiment de la dignité personnelle.

J'ose dire que parmi tous les devoirs qui incombent à un chef d'industrie, je n'en connais pas de plus attachant que celui de protéger l'ouvrier contre l'injustice et l'arbitraire, de faire naître parmi les travailleurs cette saine forme de l'esprit collectif que sont : l'attachement au métier, l'amour des traditions locales, la foi en l'avenir de l'œuvre commune. Mais il faut soustraire l'ouvrier à la tyrannie collective, à l'esprit grégaire, aux impulsions inconscientes. Nous avons fait confiance à l'individualisme ; nous ne le regrettons pas.

Le mode d'élection est défini par un règlement simple et court qui s'inspire des principes admis par notre droit public pour toutes les élections.

Notre préoccupation, en le rédigeant, a été d'assurer la plus parfaite liberté et sincérité du vote (1).

Fonctionnement des élections. — Depuis 1899, date de la création de cette institution, les élections ont fonctionné d'une façon régulière, dans le plus grand calme ; elles n'ont donné

(1) Les délégués sont élus au scrutin secret, pour un an. Chaque corporation comportant un délégué et un délégué suppléant, ce dernier est élu en même temps que le délégué titulaire.

Le renouvellement annuel a lieu dans les quinze jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs des délégués en fonctions. L'élection est annoncée trois jours pleins à l'avance par avis affiché dans l'atelier et accompagné de la liste des électeurs et des éligibles. Il n'est pas fait de déclaration de candidature, mais au cours des trois jours qui précèdent les élections, il est d'usage que les ouvriers se concertent pour choisir leurs candidats.

Les élections sont soumises à la procédure prévue pour toutes les élections par notre droit public. Chaque bulletin comporte deux noms avec indication du délégué et du délégué suppléant. A défaut d'indication, le premier inscrit est considéré comme titulaire et le second comme suppléant.

Pour être élu au premier tour, le candidat doit obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative est suffisante, quel que soit le nombre des votants.

lieu à aucun incident ni apporté aucune perturbation à l'activité de l'usine.

Pendant la Grande guerre, nous n'avons pu procéder à des élections générales; mais, à partir de 1917, des élections partielles ont permis de remplacer les délégués disparus et aussi d'assurer la représentation des corporations que la création d'industries nouvelles et les groupements nécessités par les fabrications de guerre avaient fait naître.

Les ouvriers s'intéressent à ces élections. La proportion des votants au cours des dix dernières années a varié entre 70 et 80 pour 100 de l'effectif. Les chiffres les plus élevés ont été obtenus au cours des quatre dernières années.

Les délégués sont élus pour un an. Il a semblé d'une bonne méthode de ne pas donner au mandat une plus longue durée. En effet, les conditions du travail se modifient rapidement dans l'industrie; les mutations sont fréquentes dans les divers ateliers. Il importe donc, si l'on veut qu'une harmonie parfaite existe entre le délégué et ses camarades, de permettre à l'opinion de se manifester assez fréquemment. L'expérience révèle que cette manière de faire est très favorable à la bonne marche de l'institution.

Les résultats statistiques montrent d'ailleurs que cette fréquence des élections n'entraîne pas un changement radical dans la personnalité des délégués. Au cours des dix dernières années, la proportion des délégués réélus a varié de 47 à 62 pour 100. Elle a été, en moyenne, dans cette période, sensiblement supérieure à 50 pour 100.

Il est intéressant d'observer comment se répartissent, du point de vue de l'âge et de l'ancienneté, les élus sur lesquels s'est porté le choix de leurs compagnons de travail. Cette constatation nous paraît très importante pour caractériser le fonctionnement de l'institution.

Il est très désirable, en effet, d'y voir participer un nombre appréciable de jeunes ouvriers qui développent ainsi leur expérience et préparent le renouvellement progressif et nécessaire des délégués. Il serait cependant regrettable que les élections eussent pour résultat d'exclure les hommes mûrs et expérimentés et de confier des fonctions aussi délicates à un trop grand nombre de jeunes ouvriers n'ayant pas une autorité suffisante et ne possédant pas toujours le sang-froid nécessaire

pour examiner et discuter les réclamations qui leur sont présentées.

Les résultats donnés ici par les statistiques sont particulièrement encourageants. Au cours des dix dernières années, la répartition des délégués d'après l'âge a toujours été à peu près constante, et cette constance fait ressortir des chiffres de l'ordre suivant :

Délégués de 25 à 30 ans	7 pour 100
— 31 à 35 ans	12 —
— 36 à 40 ans	16 —
— 41 à 45 ans	25 —
— 46 à 50 ans	18 —
— plus de 51 ans	22 —

Les mêmes constatations peuvent être faites en ce qui concerne l'ancienneté :

Délégués ayant moins de 5 ans d'ancienneté. .	3 pour 100
— de 5 à 10 ans — . .	18 —
— 11 à 15 ans — . .	14 —
— 16 à 20 ans — . .	20 —
— 21 à 25 ans — . .	25 —
— 26 à 30 ans — . .	8 —
— plus de 31 ans — . .	12 —

La constance de ces chiffres peut s'expliquer en partie par la remarquable stabilité de notre personnel. Un exemple récent donne d'une façon frappante l'impression de cette stabilité.

Il y a quelques mois, à l'occasion d'un heureux événement de famille, j'avais réuni autour de moi ceux de mes anciens collaborateurs retraités qui avaient accompli plus de trente années de services. Ils étaient 1 300 et ces 1 300 ne représentaient pas moins de 57 000 années de bons et loyaux services.

D'une façon générale, l'institution reflète bien les tendances diverses des esprits, et nous avons pu constater que tous les délégués, quelles que soient leurs opinions politiques, exercent leur mandat avec le plus grand sérieux, avec une parfaite correction, et manifestent une entière confiance dans les résultats que doit donner le système.

FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION

Réception et présentation des réclamations. — Les délégués sont chargés d'examiner les réclamations formulées par les ouvriers de leur corporation, de les discuter avec eux et, lorsqu'elles leur paraissent fondées, de les soumettre aux chefs de service. Ces derniers les reçoivent au moins tous les deux mois.

Chaque délégué est entendu séparément. En effet, la compétence du délégué est limitée aux questions intéressant les ouvriers de sa corporation. Si l'on examinait simultanément les réclamations très diverses, très disparates, que les ouvriers de plusieurs corporations peuvent avoir à présenter, on fausserait tout le mécanisme qui a éminemment pour but d'imprimer aux réclamations un caractère précis, positif et pratique, de maintenir ainsi la conversation sur un terrain essentiellement professionnel.

Le chef de service examine donc, avec le délégué, les questions qui lui sont soumises. Il en est pris note sur un cahier de procès-verbaux et la réponse donnée à la demande figure en face. Si la question ne peut être immédiatement résolue, ou si le chef de service estime qu'elle excède sa compétence, elle est soumise à la Direction de l'usine qui statue finalement. Au surplus, tous les procès-verbaux sont transmis au Directeur de l'usine qui les annote : ainsi les ouvriers sont assurés que leurs réclamations sont examinées en haut lieu.

Ne peut-on craindre que certains délégués, pour démontrer leur utilité, ne fassent naître des réclamations ? C'est un danger que présentent, au moins à leur début, tous les systèmes de conciliation.

Nous nous sommes efforcés de parer à cette difficulté en spécialisant les délégués. Il ne faut pas perdre de vue que les conditions de travail sont extrêmement différentes suivant les ateliers, et que la mentalité varie parmi les ouvriers d'une profession à l'autre.

D'autre part, nous tenons à ce que l'ouvrier conserve, en dehors de l'intervention du délégué, le droit de présenter lui-même et directement ses réclamations à son chef. Pour le plein et harmonieux fonctionnement de l'institution, nous

avons même posé la règle que, si la réclamation est d'ordre privé ou n'intéresse pas l'ensemble de la corporation, le délégué n'a pas à intervenir. Si on mêle les cas d'ordre privé aux questions d'ordre général, on risque d'égarer la discussion dans des détails infimes; on perd de vue les principes supérieurs qu'il faut avoir toujours présents à l'esprit lorsqu'on dirige une grande communauté ouvrière.

Le délégué perdrait aussi une grande partie de son autorité s'il lui fallait être l'avocat des réclamations individuelles. Il cesserait de représenter librement les intérêts généraux de sa corporation, et deviendrait en quelque sorte le mandataire de chacun des ouvriers qui, dès lors, se croiraient fondés à lui imposer leur opinion. Les rapports entre le délégué et le chef de service perdraient leur caractère objectif. Le système électoral lui-même serait faussé, puisque le délégué serait tenté d'invoquer, auprès de chacun de ses mandants, les services particuliers qu'il lui aurait rendus.

Nature et statistique des réclamations. — Depuis 1900, les délégués ont été reçus régulièrement par les chefs de service. Il est intéressant d'analyser l'objet de leurs réclamations.

Ce sont les questions d'aménagement des ateliers qui se présentent le plus fréquemment. Elles constituent en moyenne 60 pour 100 des réclamations.

Les demandes relatives aux salaires représentent environ 25 pour 100 de l'ensemble. Elles sont surtout fréquentes dans les services métallurgiques, où les tarifs de salaires, très nombreux et complexes, sont fixés par équipe.

Les questions d'outillage et d'organisation du travail constituent les autres objets de réclamations.

Il est intéressant de constater que, peu de temps après l'organisation de l'institution, les réclamations portant sur des questions de discipline ont presque complètement disparu. Il ne faudrait pas croire que les délégués hésiteraient, si la nécessité s'en faisait sentir, à présenter des réclamations de cette nature. Cette situation particulière résulte des conditions dans lesquelles sont réglées, dans nos usines du Creusot, les questions de discipline: aucune sanction n'est prise définitivement par l'agent de maîtrise qui est le chef immédiat de l'ouvrier. Les propositions de sanctions sont obligatoirement portées devant le chef de service et même, lorsque la sanction

est grave, devant le Directeur de l'usine. L'ouvrier qui a commis une faute a donc la garantie que son cas sera examiné d'une façon impartiale. D'ailleurs il est toujours entendu s'il le demande, et souvent même d'office, par ceux de ses chefs qui, au deuxième ou au troisième degré, sont appelés à intervenir.

Si l'on examine la suite donnée aux réclamations présentées par les délégués d'ateliers, on observe que le nombre de celles qui reçoivent une suite favorable oscille, suivant les années, entre la moitié et les deux tiers. Les réclamations présentées par les délégués ont toujours eu un caractère précis et ont été, pour la plupart, raisonnables. Elles ont, en tout cas, toujours supporté l'examen ou la discussion. C'est ce qui explique que la majeure partie ait été retenue. Ces résultats sont à l'honneur des délégués d'atelier et de leurs mandants, aussi bien que des chefs de service et des Directeurs d'usine.

Autre aspect du rôle des délégués. — On se ferait une idée trop étroite du rôle qui appartient au délégué, si l'on considérait que toute son activité doit se borner à examiner et à transmettre les réclamations de ses camarades. Une autre mission lui est confiée : il est leur interprète naturel auprès de leurs chefs communs et réciproquement ; c'est ainsi que mainte fois la Direction de l'usine recourt à lui pour entretenir les ouvriers de telle ou telle question générale. C'est encore ainsi que, pendant la guerre, diverses conférences ont été faites, dans les services, aux délégués, pour leur exposer les mesures de surveillance que le personnel devait prendre en vue de signaler les tentatives d'espionnage et les actes malveillants.

Au moment de la mise en vigueur de la loi sur la journée de huit heures, de nombreuses questions d'application ont été traitées, dans chaque service, avec les délégués.

Une des questions les plus importantes qui fait, depuis plusieurs années, l'objet de conversations entre les chefs de service et les délégués intéressés, est celle qui concerne la prévention des accidents du travail. Nous avons organisé, dans nos usines du Creusot, un service de sécurité. Il importe que le personnel, particulièrement intéressé à prévenir les accidents, apporte son concours en cette matière. Nous avons pu constater ici, une fois de plus, qu'il est avantageux de limiter la

compétence du délégué aux questions intéressant sa corporation. Les mesures à prendre pour éviter les accidents sont, en effet, très variées et diffèrent sensiblement d'un atelier à l'autre, d'une corporation à l'autre.

C'est également par l'entremise des délégués d'atelier que sont portées à la connaissance des ouvriers les questions intéressant le fonctionnement de nos Œuvres sociales. A titre d'exemple, nous signalerons que nos délégués ont été tenus au courant de toutes les mesures envisagées pour assurer l'application de la loi sur les Assurances sociales. Ils ont pu ainsi répondre aux nombreuses questions qui leur étaient posées par leurs compagnons de travail et leur montrer le rôle que devaient jouer les institutions mutualistes, extrêmement florissantes aux usines du Creusot.

Il convient d'insister sur ce rôle des délégués, car on peut prévoir, — et c'est là notre désir, — qu'une collaboration de plus en plus étroite s'établira sur les questions de leur compétence entre eux et leurs chefs de service. Les réceptions des délégués, que nous n'hésiterons pas à rendre plus fréquentes s'il est nécessaire, tendent à devenir des conversations sur les questions intéressant chaque corporation, et les réclamations ne seront plus, ainsi que nous l'avons déjà constaté dans de nombreux services, qu'un aspect un peu secondaire de l'activité des délégués.

Questions qui se traitent en dehors de l'intervention normale des délégués. — On commet une grave erreur lorsque, sur la foi de théories bien sommaires, on ne voit dans l'ouvrier qu'un rouage inconscient d'une grande machine bien réglée. Nos industries métallurgiques et mécaniques font, au contraire, sans cesse appel aux qualités d'initiative et à la valeur technique du personnel ouvrier. Si tous les efforts de l'industrie tendent vers une organisation aussi parfaite que possible, où le rôle et la place de chacun sont soigneusement déterminés, le succès de cette organisation dépend pour beaucoup des initiatives individuelles.

Il existe même, dans nos usines, certaines organisations qui donnent à cette collaboration un caractère permanent. Tel est le service qui a pour but d'étudier tous les progrès susceptibles d'être apportés à l'exécution du travail. Ce service a donné des résultats très appréciables, en faisant constamment

appel à la collaboration des cadres et de tous les ouvriers intéressés. Tels sont encore, dans les services de constructions mécaniques, les bureaux de préparation du travail qui recherchent, en collaboration avec le personnel de maîtrise et les ouvriers intéressés, les meilleures conditions techniques du travail et qui déterminent les temps d'exécution.

Cette collaboration constante de tout le personnel à une œuvre qui revêt un caractère objectif a diminué les causes de conflit, a développé l'intérêt que l'ouvrier prend à son labeur et l'esprit de confiance indispensable au succès de l'entreprise.

Comment se traitent les questions intéressant l'ensemble de l'usine. — On ne manquera pas de faire une objection à notre organisation. Les délégués, dira-t-on, permettent de régler à l'amiable tous les petits différends locaux qui se produisent dans les ateliers et les corporations. Mais comment cette institution peut-elle être mise en mouvement lorsqu'il surgit une difficulté qui intéresse l'ensemble de l'usine, une demande générale d'augmentation des salaires, par exemple ?

Les conversations avec les délégués, en permettant de mettre fin à beaucoup de petits malentendus, empêchent les différends de prendre de l'ampleur et de s'envenimer. Elles fournissent aussi à la Direction le moyen de connaître les tendances et les désirs du personnel. Depuis trente années que fonctionnent nos délégués d'atelier, nous n'avons vu éclater dans nos usines du Creusot aucun conflit collectif. Nous avons pu, au cours des dix dernières années, procéder à dix revisions générales de nos salaires, sans incident, et en nous tenant, au cours de ces délicates opérations, en contact avec nos délégués.

Nous ne nous flatons pas toutefois que la présence de délégués fasse disparaître toute possibilité de conflit. C'est déjà beaucoup d'en éliminer un grand nombre. Une population ouvrière sensible est toujours, dans une certaine mesure, à la merci d'agitateurs, et trop souvent les conflits du travail ont des causes extérieures à l'usine.

Mais l'existence d'un organisme approprié de conciliation maintient dans l'usine des relations normales. Elle permet de prévoir et de prévenir; elle empêche les désaccords et malentendus de se présenter sous une forme brutale et absolue : elle

fait disparaître « l'esprit de guerre » dans les rapports entre patron et ouvriers. C'est dans ce sens qu'elle tend à atténuer et à rendre plus rares les conflits du travail (1).

N'oublions pas qu'une usine est une œuvre organique longue à constituer, qu'elle exige une ferme volonté de justice dans les cadres, le maintien de la confiance dans tous les esprits. C'est par la continuité d'une politique industrielle et sociale que ces buts sont atteints. Une institution de conciliation qui se développe dans un tel milieu n'est pas une création artificielle.

Influence de l'institution des délégués. — Cette institution exerce, à son tour, une influence très grande sur l'esprit de tout le personnel d'une usine.

Parmi les ouvriers elle développe l'habitude de présenter les demandes avec calme et précision, d'étudier les questions, de voir en face les difficultés. Elle renforce le sentiment de la dignité personnelle; elle donne à l'ouvrier plus d'indépendance et d'assurance. Aux cadres elle inspire le souci d'apporter dans leurs actes quotidiens plus de justice, d'introduire dans leurs rapports avec leurs subordonnés un large esprit de collaboration et de bienveillance, de tenir compte de leurs aspirations.

Toutefois, ces résultats ne se réalisent pas spontanément par une sorte de miracle des bonnes volontés. Il faut vouloir faire vivre l'œuvre qu'on a créée : les institutions humaines tombent moins souvent sous les coups de ceux qui les attaquent que par la faute de ceux qui avaient mission de les défendre et intérêt à les maintenir.

Que de telles expériences soient difficiles, parfois même décevantes, comme tout ce qui est vivant, comme tout ce qui doit compter avec le temps, c'est indéniable. Mais lorsqu'elles apportent, comme celle-ci, et pendant une période aussi troublée, une paix sociale de plus de trente années, on a, me semble-t-il, le droit d'édifier sur elles une grande espérance.

(1) Il est intéressant de signaler que, pendant la guerre, les ministres de l'Armement, soucieux de régulariser dans les usines les relations entre patrons et ouvriers et d'éviter des incidents qui auraient été gravement préjudiciables à l'intérêt supérieur de la défense nationale, ont eu recours à l'institution des délégués d'atelier qu'ils se sont efforcés de généraliser dans les usines de guerre. Les instructions, qu'ils ont rédigées à ce sujet, témoignent qu'ils se sont étroitement inspirés de la méthode suivie dans nos usines et des résultats de notre expérience.

Trente années de pratique dans nos usines démontrent que cette institution a singulièrement favorisé les rapports de la Direction et du personnel ouvrier.

D'abord, l'institution était bien appropriée au milieu spécial dans lequel elle a été introduite. Notre main-d'œuvre est stable; nos ouvriers sont, pour la plupart, des professionnels instruits qui aiment leur métier, s'intéressent à la vie de leur atelier et ont le goût de la précision dans la discussion. L'unité de recrutement réalisée par une organisation scolaire qui ne fait place qu'au mérite a maintenu entre le plus grand nombre de mes collaborateurs une communauté d'origine très propice au développement d'un organe de conciliation.

Puis, elle était conçue dans un esprit très large qui lui a permis de s'adapter à la mentalité particulière de chacune des professions comme à l'évolution des industries et du milieu social. Le règlement est simple et bref. Nous n'avons pas voulu nous égarer dans les prévisions; nous nous en sommes remis à l'expérience. Mais cette expérience, nous l'avons voulue loyale. Tous nos efforts ont eu pour objet d'inspirer confiance aux ouvriers. Cette tâche ne fut pas toujours facile. Nous avons parfois rencontré l'indifférence des ouvriers; nous avons dû aussi secouer l'inertie ou le scepticisme de nos cadres. A tous nous avons essayé d'inspirer la foi qui nous anime.

Personnellement, je me suis imposé le devoir de lire fréquemment les procès-verbaux, les annotations des chefs de service et des directeurs d'usine. Ainsi j'ai pu mieux comprendre les désirs, parfois mal exprimés, de mes collaborateurs et souvent y donner satisfaction. Je les ai mieux associés et je me suis mieux associé moi-même à la vie collective.

C'est là une œuvre de persévérance et de volonté qui doit être poursuivie méthodiquement.

Dans l'ensemble de nos Œuvres sociales, l'institution des délégués d'atelier a été une réalisation intéressante qui nous a procuré les plus utiles enseignements. Peut-être en contient-elle un pour ceux qui ont tendance à demander aux lois plus qu'elles ne peuvent donner et qui en énervent l'application par la multiplicité, par la complexité des précisions de détail. Nous souhaitons que ces constructeurs dans l'absolu s'inspirent de l'exemple de Waldeck-Rousseau. Lorsque ce grand juriste

consacra, dans son arbitrage de 1899, le principe de l'institution des délégués d'atelier dont nous avons étudié la création, il se borna, en quelques phrases brèves dont j'admire la frappe incisive et lapidaire, à fixer les caractères essentiels du système, définition que devaient reprendre, presque mot pour mot à dix-huit ans d'intervalle, pendant la guerre, les ministres de l'Armement.

Puis, les principes posés, il fit confiance à l'initiative privée. Car il était de ceux qui croient à l'action personnelle. Il estimait, à l'encontre de certaines écoles, qu'initiative privée n'est pas nécessairement synonyme de désordre et d'arbitraire, mais signifie connaissance et compréhension sympathiques des hommes et des milieux, sentiment des responsabilités, soumission et adaptation aux nécessités complexes et toujours variables de la vie.

En terminant, me sera-t-il permis de souhaiter que de telles considérations soient quelquefois présentes à l'esprit du législateur, lorsqu'il aborde la matière si délicate des questions sociales?

EUGÈNE SCHNEIDER.

AVEC VICTOR HUGO EN EXIL

Lorsqu'à Villequier Charles Vacquerie suivit dans la mort Léopoldine Hugo, Auguste Vacquerie, son frère, prit sa place. Il fit partie de la famille en deuil, et ne se distingua plus d'elle : ce fut sa mission. Après le 2 décembre, il l'accompagna dans l'exil.

Nous avons les lettres qu'il écrivit alors à Paul Meurice ; celles aussi, fort nombreuses, que François-Victor Hugo adressa au même ami fidèle. Elles forment la chronique intime de la vie qu'on mena, de 1851 à 1858, d'abord à Jersey, ensuite à Guernesey. Nous les transcrivons, le plus souvent possible ; nous bornerons notre rôle à celui du commentateur, qui relie entre eux des tableaux découpés dans le temps (1).

L'ARRIVÉE ET L'INSTALLATION

La tempête a dispersé les membres de la famille. Victor Hugo est à Bruxelles, où son fils Charles l'a rejoint : sa présence embarrasse le gouvernement belge et il doit partir pour n'être point chassé : où aller ? M^{me} Victor Hugo, Adèle, François-Victor, sont à Paris, sans argent : que devenir ?

Rendez-vous est pris à Jersey. Un poète aime vivre devant la mer, et rythmer sa rêverie au bruit des flots. L'intérieur de l'île est aimable, le climat y est doux. Les habitants se régissent eux-mêmes, sous le contrôle de l'Angleterre ; donc la liberté est assurée : on s'y réunira. Faute de patrie, on retrouvera du moins la douceur d'un nid.

(1) Nous remercions ici, très vivement, M^{me} Clemenceau-Meurice qui, avec une libéralité rare, a bien voulu mettre ces lettres à notre disposition.

Et l'on part. Le premier groupe est composé de M^{me} Hugo, d'Adèle et d'Auguste Vacquerie. Généreux, fougueux, celui-ci est la sincérité même ; toutes ses impressions sont vives, toutes ses lettres sont de premier jet. Il n'y a pas longtemps qu'il est sorti de prison, ainsi que Charles et François-Victor, condamnés pour leurs articles de *l'Événement* ; prisonnier, Paul Meurice l'est encore : il mérite bien qu'on l'informe des péripéties du voyage, et qu'on le fasse sourire plutôt que de l'affliger.

D'un ton familier, avec humour, avec un parti pris évident d'interpréter en gaieté le premier acte de la tragédie de l'exil, Vacquerie raconte les deux traversées et l'hôtel et le débarquement :

Samedi [août 1852].

« ...Et cependant, me voilà à Jersey, moi, l'anti-voyage, tandis que toi, le vagabond, tu pourris dans un cachot !

« Mais, du moins, je t'imposerai le récit de mes pérégrinations. Tu en subiras tous les détails. Nous partîmes de Villequier mercredi matin et jeudi soir du Havre. Par un clair de lune superbe et par une mer calme, nous cinglâmes vers Southampton ; mais, vers minuit, la brise jugea convenable de se faire vent, le navire se dit que c'était l'heure du bal et se mit à danser. Moi, j'étais mélancoliquement couché sur le pont, regardant la lune, qui me faisait les doux yeux, quand une lame, amoureuse de ma personne, me sauta à la figure ; d'autres suivirent...

« M^{me} Hugo et sa fille ont été héroïques. Cela ne nous empêchait pas de grelotter et d'être mouillés jusqu'aux os. Nous vîmes la lune se coucher, puis le soleil se lever, puis (non sans joie) le soleil devenir chaud et sécher nos hardes ; mais une bûche aurait mieux valu.

« En revanche, en débarquant à Southampton, chaleur torride. Sous un soleil tropical, nous disputons nos malles à toute une douane qui ne les lâche que moyennant onze shellings. La chaleur n'a pas diminué lorsque nous arpentons un petit quart de lieue de sable sans ombre, qui deviendra fertile par nos sueurs. Nous entrons dans un hôtel, nous nous lavons, nous mangeons une bouchée et nous nous regardons. Tous trois pourpres. Chœur : « A bas Meurice ! Qu'il vienne nous parler de voyages ! Comme nous irons à Venise ! Mais une

fois à Jersey, nous n'en sortirons plus jamais ! Au diable la mer ! », et autres aménités où nous te jetions l'Océan à la figure.

« Néanmoins, nous faisons un tour dans la ville et nous fertilisons quelques rues arides. Quelques boutiques sont admirées pour la propreté, l'espace et la verdure au fond. Une vieille porte à cheval sur une rue, sculptée, noircie, étrange, nous platt. Il est six heures. Nous rentrons, harassés, suant, écarlates. Un mauvais diner nous attend. Alors chœur : « A bas Meurice ! » En remontant dans notre chambre, la fatigue nous prend, le mouvement de la mer recommence, les chaises ont le roulis, le plancher vacille. Je me jette par terre et je m'endors.

« A minuit, départ de Southampton et nous laissons un legs de vingt-six shellings pour trois mauvais plats. Ah ! quand nous verrons Meurice, nous lui en dirons sur la nourriture des voyages !... (Ici la cloche du diner a sonné ; j'ai quitté ma lettre, je la reprends ce matin, dimanche.)

« Donc, embarquons-nous sur le *Royal Mail*. Nous nous couchons ; je dors jusqu'à six heures. A six heures, je monte sur le pont. Beau soleil, la mer comme un miroir, le bateau est superbe ; passagers en foule, bien-être parfait. Les dames montent ; nous admirons la mer qui se confond avec le ciel dans une lumière transparente. Le voyage essaie de se raccommo-der avec nous. A huit heures commencent des rochers ; on en voit à droite, à gauche, devant, derrière : un troupeau ; ils se traînent à quatre pattes au fond de l'eau et font le gros dos. Puis il y en a qui sont des aiguilles, des clochetons, des cathédrales. — A neuf heures, Guernesey. Un tas de maisons qui se font la courte échelle et qui grimpent un rocher à pic. Nous déjeunons pour un shelling et demi par gueule. Bon déjeuner, roastbeef, jambon, thé, etc. Nous remontons sur le pont. La suite des rochers. Apparition de Jersey. Cette ile charmante, boisée, pleine d'eaux vives, cet Eden nous apparaît sous la forme d'un monceau de roches arides et calcinées ; nous cherchons vainement une feuille d'arbre ; Saint-Hélier ressemble furieusement à Sainte-Hélène.

« La marée étant basse, nous descendons dans un canot qui nous jette, nos malles et nous, aux griffes de cinquante hâleurs. Nous nous en tirons comme nous pouvons et, par un rayon

de soleil, nous abordons enfin à l'hôtel de *la Pomme d'or*, qu'on nous avait désigné comme le meilleur pour les Français. Nous ne sommes pas mal : logement et nourriture, le tout pour cinq francs par jour, par personne; mais le grand tourmenteur des femmes, le manque d'armoires. Hier après diner, nous sommes sortis une heure. A force de chercher, nous avons déterré un quartier où il y a quelques arbres. Je n'ai pas besoin de te dire que Hugo n'est pas arrivé. Maintenant, il ne peut plus venir que mardi. C'est aujourd'hui dimanche. On fait ici le dimanche anglais. Aussi ma montre s'est-elle arrêtée ce matin. J'ai eu beau la remonter et pousser les aiguilles, elle a refusé de faire une minute. Je suis allé pour voir l'heure qui est dans le corridor; elle était arrêtée également et, chose singulière, à la même heure juste que ma montre. Je m'explique cela par le dimanche.

« Ah ça, que ce que je te dis de Jersey ne te dégoûte pas de venir nous y voir ! C'est peut-être mon horreur de la locomotion qui me fait voir ce paradis en purgatoire. — AUGUSTE VACQUERIE. »

Le 5 août, Victor Hugo et Charles arrivent à leur tour : les proscrits qui, comme eux, ont choisi Jersey pour asile, se rendent au port, les acclament, les conduisent à leur hôtel. Alors commence le plus difficile, la vie de tous les jours. Allons, pensent les exilés, prenons notre parti de l'inévitable; secouons nos mélancolies. Nous n'en avons pas pour si longtemps; essayons de Jersey, comme abri provisoire; après quoi, nous partirons pour Madère ou pour Ténériffe, vers le soleil. Louis-Napoléon Bonaparte tombera du pouvoir; et, joyeusement, nous regagnerons la France...

Comme il serait fort maussade de vivre à l'auberge, on cherche une maison meublée; on la trouve : elle s'appelle *Marine-Terrace*. Pour la rendre plus habitable, on lance des appels à ceux qui sont restés à Paris; M^{me} Hugo écrit à M^{me} Paul Meurice, Vacquerie à Paul Meurice et Victor Hugo à tous les deux :

Saint-Hélier, hôtel de la Pomme d'Or, 8 août [1852].

« Chère dame, nous sommes arrivés et à bon port. Auguste a fait à votre mari le récit de notre traversée. En somme,

je n'ai pas été malade. Dans tous les cas, j'eusse été bien vite guérie par la pensée de retrouver mon mari. Notre cher proscrit est arrivé avec Charles jeudi dernier; ils sont tous deux fort engraisés.

« Nous avons tout de suite cherché un logis, car il est fort maussade de vivre à l'auberge. Nous avons visité les environs de Saint-Hélier qui sont charmants. C'est un parc dans lequel on trouve des maisons coquettes et propres, avec la mer au bas. Les routes sont très belles, ce qui fait que je ne tremble qu'à moitié lorsque je m'y promène en voiture, car je suis très peureuse quand il n'y a aucun danger à courir. Nous avons eu de grandes discussions pour le logement à choisir. Ma Titie voulait être près de Saint-Hélier, mon mari voulait avoir la mer au pied de la maison, Charles désirait habiter sur une hauteur, au milieu des arbres, dans un endroit sauvage; moi, j'aurais bien souhaité quelques arbres aussi. Après plusieurs débats, j'ai fini par ne plus rien désirer du tout, si ce n'est que le choix fût vite fait. Auguste dit, comme toujours, qu'il n'attache aucune importance aux choses matérielles; il n'a donc pas compliqué la situation. Mon mari et Adèle ont été en réalité les seuls tenaces, si bien qu'ils seront, je crois, satisfaits l'un et l'autre.

« Nous sommes à peu près déterminés à louer une petite maison à la porte de Saint-Hélier, bâtie sur le bord de la mer. Le mur qui clôt cette maison est construit sur la grève même. Le propriétaire va nous meubler en entier notre logis, mais il ne nous fournit aucun linge. Le linge que j'ai laissé à Paris nous est donc nécessaire. Vous seriez bien aimable, chère et charmante madame, de nous faire envoyer la grande corbeille de linge fermée avec un cadenas dont vous devez avoir la clef. Vous verrez quel est le moyen le plus court et pas trop coûteux de nous faire parvenir cette corbeille.

« Mon Dieu, chère madame, je ne sais que vous dire, tant je suis confuse de vous donner des commissions aussi ennuyeuses, mais bientôt je vous remercierai de vive voix. Nous vous attendons avec une vive impatience. Le jour où nous vous verrons sera une grande joie pour nous; faites que cette joie ne se fasse pas trop attendre. A vous de tout cœur. — ADELÈ. »

« O Paul ! je fais mes très humbles excuses à Jersey. Saint-Hélier reste fort hideux, mais Saint-Aubin est charmant... Donc, viens. Nous aurons la mer à nos pieds. L'hiver, par les rafales, ce sera lugubre.

« Deux malheurs : les chiens ne sont pas muselés et il pleut toujours. La pluie m'a inspiré ces quatre vers :

Tempé
rature
rature
Tempé

« Or ce mot a deux buts : 1^o de dire à ta femme que si elle craint le mal de mer, on peut venir ici par Saint-Malo en quatre heures de traversée (deux fois par semaine) ; et par Granville en trois heures (une fois par semaine) : alors, le mal de mer devient un mythe ; 2^o prie ta femme de m'envoyer cinq choses : une robe de chambre bleue, mon vieux paletot d'hiver, mon pantalon de garde national, mon vieux pantalon d'hiver en loques (si elle le trouve) et ma peau de mouton. Nous te prions encore de nous faire une provision de papier (écolier et à lettres) de quoi barbouiller pendant six mois au moins, car le papier coûte ici les yeux de la tête. Donc, achète-nous-en pour une vingtaine de francs, et mets cela dans le ballot...

« J'ai fait ce matin six charmants vers que je ne puis t'écrire ici à cause de ta femme, mais que je te dirai quand tu viendras. C'est sur « Charles ajoutant une syllabe à la mer ». Rêve. Sur ce, je t'embrasse, je me mets aux pieds de ta femme, et je chante : Viens, monsieur ! Apporte minette ! — A. VACQUERIE. »

« J'arrive le dernier, mais je suis le premier pour vous aimer tous deux. Ma femme me promet, en automne, le cher et charmant couple que nous réclamons. Alors, ce ne sera plus l'exil, ce sera la poésie, la famille, le bonheur, la joie. Nous nous promènerons au bord de la mer, nous nous dirons des vers, cher Meurice, et nous aurons le cœur content et l'esprit joyeux.

« Je vous embrasse, cher ami, et je baise humblement vos belles mains, madame. — VICTOR HUGO. »

Il ne manque plus que François-Victor, lequel a quitté Paris, mais a dû rester en route, faute d'argent.

Dieppe, 17 août 1852.

« Mon cher ami, on a dû vous dire chez vous que j'étais venu pour vous faire mes adieux. Je suis en effet parti. Me voici enfin sur la route de Jersey, à Dieppe, d'où je compte aller à Brighton par un paquebot qui part d'ici deux fois par semaine. De Brighton il y a des départs tous les jours pour Jersey. Je sais que de votre côté vous devez partir et j'ignore si ce papier vous trouvera encore chez vous ; je l'espère pourtant, car je suis ici dans les plus grands embarras. Ma mère n'ayant pu me transmettre l'argent nécessaire à mon voyage, je n'ai, à l'heure qu'il est, que six francs pour m'en aller. D'un autre côté, je viens de recevoir de mon père la lettre la plus pressante pour hâter mon départ. Il m'écrit que Jersey serait un *paradis*, si c'était la patrie. En tout cas, je suis en ce moment dans le plus embarrassant des purgatoires. Tirez m'en donc, s'il vous est possible, et ayez la bonté de m'envoyer cent francs par lettre chargée, à mon adresse : M. Victor Hugo fils, chez M. Salignon, 7, Grand rue, Dieppe. Si vous ne pouviez pas m'envoyer cet argent, qui vous sera remboursé par mon père, je ne pourrais pas partir. — Votre Victor. »

S'adresser à Paul Meurice, c'est un geste naturel et pour ainsi dire spontané. Il en sera toujours ainsi : point de lettre arrivant de Jersey qui ne lui demande un service, qui ne lui impose une corvée : jamais il ne refuse ; il dépense son temps et sa peine sans compter. Il faut qu'il aille présenter un manuscrit à l'éditeur, à l'imprimeur, qu'il corrige les épreuves, qu'il reporte sur le texte les changements ou les additions. Il faut qu'il offre une pièce de théâtre aux directeurs, qu'il retienne tel acteur ou telle actrice, qu'il s'occupe des répétitions. Et les revues ! Et les journaux ! Et les commissions, chez le marchand de musique ou chez le teinturier ! Et les envois !

Quelquefois on se vexe un peu, là-bas, dans l'île : Paul Meurice reste silencieux, Paul Meurice ne répond pas... C'est qu'il agit ; bientôt on doit lui faire amende honorable et ajouter les excuses aux remerciements. Paul Meurice est plus qu'un ami : l'amitié même.

Grâce à sa complaisance indéfiniment multipliée, on

n'aura pas d'abord l'impression d'un isolement complet et définitif; on aura l'illusion, au contraire, de participer encore à la vie parisienne, et de tenir sa place dans la mêlée littéraire. Il est le lien, le lien très précieux qui rattache directement les exilés à la patrie; il est l'espoir, il est la France...

LES TRAVAUX ET LES JOURS

Ce provisoire durera plus longtemps qu'on ne pensait. Si, comme faisait jadis le Diable boiteux, on enlevait la terrasse qui sert de toit à la maison du bord des flots, qu'y verrait-on ?

M^{me} Hugo, vaillante, a pris sur elle cette lourde tâche des femmes, qui consiste à assurer le bien-être de tous en accomplissant les besognes sans gloire que ramène chaque jour. Adèle rêve, fait de la musique, chante des mélodies : un peu trop, au gré de ses compagnons. François-Victor médite. Charles et Auguste Vacquerie esquissent des projets magnifiques, brillent devant une galerie réduite, et, pour se délasser, se livrent à la photographie.

Pour la photographie, peut-on dépenser une ardeur si vive ? C'est sans doute qu'il faut qu'on ait toujours au moins une passion...

Au début, ils enragent de se trouver si maladroits; elle est bien vilaine, cette couleur chocolat qu'ils obtiennent, au lieu des beaux noirs par eux rêvés. Qu'à cela ne tienne, ils prendront des leçons; et puisqu'il existe, à Caen, un photographe admirable, Charles fera le voyage tout exprès pour le consulter : ce qui lui vaut plus d'une difficulté : « son voyage n'a pas été sans distractions. A Caen, deux visites domiciliaires; à Saint-Malo, refus de le laisser s'embarquer : il a dû retourner à Caen pour avoir un mot du commissaire central. A l'heure qu'il est, les douaniers de France ont encore sa malle, toute pleine de cuvettes et de substances photographiques, de sorte que nous ne pouvons rien faire : tel est l'agrément des grands noms. » (13 avril 1853.) Ils ont de mauvais produits : mais peu à peu, ils s'initient aux mystères du papier, du verre et du collodion : « décidément, il n'y a que le collodion pour les portraits, surtout de femmes ! » Ils ont un mauvais appareil : mais « on fait en Angleterre des chambres noires qui se replient sur

elles-mêmes et qu'on peut emporter sous son bras comme un portefeuille (en mettant le verre de l'objectif dans sa poche). Je t'explique cela très mal, mais suppose un instrument gibus, de sorte qu'au lieu d'avoir à porter une caisse, on porte une planche, une lame, une chose douce... » (20 juin 1853.) Cette merveille existe aussi à Paris, chez l'ingénieur Chevalier : on la fera venir.

Grâce à tant d'efforts, ils finissent par réussir : ils fixent de beaux paysages romantiques, — le rocher des proscrits, la tour en ruine, — et des portraits aux nobles attitudes, qu'ils expédient à leurs amis. N'allez pas leur dire que ces portraits sont trop beaux, trop dramatiques, et qu'ils sentent la pose : car les deux photographes, Charles surtout, seraient très affligés. La moindre critique les désoblige ; et en échange des portraits qu'ils envoient à leurs amis de France, ils ne veulent que des compliments.

Ils sortent ; ils se promènent dans leur jardin ; ils montent à cheval et parcourent leur île. Ils causent beaucoup et ils travaillent. Comme ils travaillent ! Souvent Marine-Terrace est transformé en un véritable atelier de production. Il n'est aucun des habitants de la maison qui ne se sente en veine d'écrire : M^{me} Hugo rédige *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* ; Adèle, Adèle elle-même, compose son *Journal de l'Exil*. Tandis que Charles élucubre des fantaisies qui font l'admiration de sa mère, — et d'elle seule, — Auguste Vacquerie bâtit des drames ; et François-Victor narre l'histoire de Jersey, dans *la Normandie inconnue*. C'est leur vocation, c'est leur plaisir ; c'est le moyen de hâter la succession monotone des heures ; et c'est, aussi, l'espoir de gagner quelque argent, donc quelque liberté.

François-Victor répugne à demander toute sa subsistance à son père, qui lui-même n'est pas riche, et qui d'ailleurs ne desserre pas volontiers les cordons de sa bourse : s'il gagnait de l'argent, il pourrait s'évader, voyager, revenir pour partir encore. Alors il a l'idée d'un grand travail, qui lui rapportera gloire et liberté ; et c'est ainsi qu'en 1859, après de longues années d'élaboration, paraîtra le premier volume de sa traduction de Shakespeare : une des meilleures de celles qu'a produites notre XIX^e siècle.

Pour qui s'ennuie, tout fait événement : le renvoi de la

femme de chambre et de la cuisinière, dont l'une volait et l'autre buvait : on les regrettera, puisque celles qui viendront à leur place seront pires. Un tremblement de terre, pourvu qu'il n'exagère rien, est une manière de distraction. « Tu sais que nous avons eu le tremblement de terre. Je venais de me coucher quand j'ai senti comme un tremblement de cinq cents voitures. Ma table, mon lit, mon mur se sont mis à danser. Une chose bête, c'est que je me suis dit : « Tiens ! Un tremblement de terre ! » et que cela m'a ravi, et qu'au lieu de me lever, de peur que ça recommençât et que mon plafond ne me couronnât le front, j'ai soufflé ma bougie et je me suis endormi avec joie. » (13 avril 1853.)

Un jour, la maisonnée n'eut pas à chercher de distraction ; l'existence se chargea de leur en offrir une, redoutable : la maladie entra, s'empara de la sœur de Léopoldine ; et il y eut bien des terreurs et des larmes, avant qu'elle ne se décidât à la laisser parmi les vivants. C'est François-Victor qui fait le récit de ces jours douloureux.

1856. Dimanche matin.

« Mon cher ami, je vous écris, la tête brûlante encore d'une nuit passée au chevet de ma sœur. Dieu merci, nous avons traversé le plus rude. C'est dimanche soir qu'elle a été prise d'une attaque de nerfs, prodrome d'une gastro-entérite des plus graves. Depuis cette nuit, elle n'a cessé d'avoir le délire et la fièvre. Le docteur Terrier (un ancien représentant qui la soigne) nous avait annoncé vendredi à une heure du matin qu'il avait grand peur qu'elle ne passât pas la matinée. Charles, Auguste et moi, nous avons réveillé mon père pour lui faire part des craintes du docteur. Mon père s'est levé immédiatement et a passé, comme nous, la nuit dans sa chambre à coucher. Vous dire les émotions que nous avons éprouvées pendant ce siècle de quelques heures serait impossible. Heureusement, ma mère dormait. Pauvre mère ! Elle n'eût pas supporté cela. Heureusement aussi, la crise s'est apaisée vers quatre heures, au moment où deux autres médecins arrivaient pour une consultation. Et quand le jour est venu, elle respirait et nous regardait encore. Depuis ce moment, le mieux s'est déclaré, et maintenant nous avons grand espoir. La convalescence pourra durer longtemps, mais les médecins l'annoncent enfin.

« O mon ami ! que c'est donc une horrible chose que de soigner d'une maladie mortelle un être qu'on aime ! Je vous donnerai mardi d'autres nouvelles, et j'espère qu'elles seront décisives. En ce moment, mes yeux se ferment malgré moi... — FRANÇOIS-VICTOR HUGO. »

DE JERSEY A GUERNESEY

Trois années, désormais révolues : ce n'est pas assez pour détruire l'espoir du retour ; c'est assez pour qu'on s'accommode d'une demeure, pour qu'on recommence une vie, pour que l'habitude donne au regret même quelque douceur. Juste à ce moment, il fallut quitter Marine-Terrace et Jersey ; il fallut repartir.

Les réfugiés politiques croient volontiers que leur cause intéresse le monde entier : hélas ! même quand elle est celle de la justice, elle n'intéresse qu'eux. On est libre à Jersey dont les habitants se régissent eux-mêmes, sous le contrôle de l'Angleterre... Sans doute ; encore ne faut-il pas que des étrangers viennent troubler leur existence paisible, et se mêler de ce qui ne les regarde pas, de la politique anglaise en particulier. Ces proscrits, avec leurs vêtements débraillés, leurs grands gestes, leurs criaileries, leurs violences, sont encombrants. Dans leur journal, qui s'appelle *L'Homme*, ne s'avisent-ils pas de publier une *Lettre à la reine d'Angleterre*, et de l'insulter, parce qu'elle a rendu visite à l'Empereur ? La personne de la Reine est sacrée : pour l'attaquer, il faut être fou, ou criminel. Que ces gens-là aillent porter ailleurs leurs querelles ! Que ceux qui les soutiennent, comme ce Victor Hugo, qui a rédigé en leur faveur une protestation affichée sur les murs de Saint-Hélier, s'en aillent avec eux ! Le 27 octobre 1855, le séjour de l'île lui est interdit : on lui donne jusqu'au 4 novembre pour partir. Mais il n'attend pas que le délai soit expiré ; et le 31 octobre, il quitte Jersey pour toujours. Il va planter sa tente dans l'île voisine, Guernesey.

Vacquerie, cette fois encore, le suivra :

27 octobre 1855.

« Nous avons eu, depuis ton départ, de forts événements. D'abord, ce pauvre A... est devenu fou, il a fallu le mettre à

l'hôpital, car il nous distribuait des coups de poings à Charles et à moi, et il brisait tout chez sa sœur. Il se croit Dieu et moi le diable. Maintenant, il s'apaise de jour en jour, et il a des éclaircies. Le brouillard se lèvera-t-il tout à fait ? Et puis, Félix Pyat ayant jugé le moment bon pour faire deux ou trois calembours sur la Reine au nom de la Commune révolutionnaire et de l'ombre de Marat, ces calembours ont exaspéré ces bons Jersiais auxquels la police a persuadé que ces calembours étaient obscènes. Il y a donc eu meeting d'indignation, puis expulsion, non de Pyat, mais du vendeur, du rédacteur et de l'éditeur de *L'Homme* qui avait publié les calembours. Tous les journaux anglais, presque sans exception, ont été à peine satisfaits de ces trois expulsions pour trois calembours. Presque tous, le *Times* en tête, ont demandé et demandent l'extradition, et expriment la douce espérance que Ribeyrolles, Pianciani et Thomas seront guillotines. Telle est la liberté de la presse en Angleterre. La guillotine pour avoir publié, édité ou vendu trois calembours d'un autre ! Même la guillotine n'a pas fait reculer les proscrits. Victor Hugo a fait afficher une protestation énergique contre l'expulsion des trois. Trente-deux proscrits ont signé. Huit jours après, c'est-à-dire avant-hier, ordre a été donné à ces trente-deux proscrits de quitter l'île.

« Donc, mercredi prochain, quand tu recevras cette lettre, Victor Hugo ne sera plus à Jersey. Il sera à Guernesey avec Toto. Charles part vendredi. Je reste avec M^{me} Hugo pour emballer tout. Si on laisse Victor Hugo débarquer et s'installer à Guernesey, il louera immédiatement une maison et nous irons le rejoindre aussitôt. Sinon, nous irons en Angleterre. Dans tous les cas, Jersey ne me possède plus que pour une quinzaine tout au plus.

« Nous avons ici un temps hideux... Vendredi, jour d'expulsion, il y a eu une telle tempête que le *packet* n'a pu sortir du port de toute la journée. Le vent jetait les vagues jusqu'au milieu du jardin ; la mer emplissait la route devant la maison ; il paraît qu'on n'avait jamais vu cela dans l'île de mémoire d'homme. Sont-ce les signes ? — A. VACQUERIE. »

« Je tirerai sur toi de Guernesey, je te remercie d'avance ; je te préviendrai du jour. Victor Hugo est parti mercredi avec Victor, Charles vendredi. Kesler, Guérin, Téléki ont signé et sont expulsés ; ils sont à Guernesey. M^{me} Hugo, M^{lle} Adèle et moi,

nous partons jeudi ou vendredi. Victor Hugo a loué une maison, charmante à ce qu'il paraît : de ma chambre, et de toutes les chambres, excepté celle de Charles, on voit la haute mer, les navires, l'île de Serk, Jersey et les côtes de France.

« Vendredi, le départ des proscrits a été très touchant. Il faisait une matinée superbe ; la jetée était couverte de monde. Quand le bateau a démarré, les proscrits du balcon et ceux du quai ont crié : « Vive la République ! » Tous les chapeaux de la jetée se sont levés en l'air, ç'a été fort touchant. Un mouchard que cela embêtait a crié : « A bas les proscrits ! » Je suis allé à lui, c'était un jeune homme de vingt-cinq à trente ans. Dulac était avec moi : nous lui avons demandé ce qu'il avait crié. Si tu avais vu sa tête ! Il a balbutié, pâli, tremblé. Il a nié énergiquement avoir poussé le cri que j'avais entendu. Le Dujardin, mouchard en chef, est venu à l'aide de son sous-mouchard. Ce qui ne m'a pas empêché de dire : puisque ce monsieur nie, c'est un menteur et un lâche, et ce qu'il a dit ne compte pas. Le monsieur s'est esquivé. Cela avait fait une certaine émotion. La population a l'oreille fort basse : elle voulait la suppression de *l'Homme*, non l'expulsion des proscrits et de leur bourse. Les journaux anglais, moins le *Times* et le *Morning Post*, sont unanimes maintenant à éreinter le meeting et le gouverneur anglais. A bientôt : je t'écirai dès que nous serons à Guernesey. Écris-moi provisoirement à Guernesey, poste restante... — A. VACQUERIE. »

« SI J'ALLAIS RENTRER AVEC DES CHEVEUX BLANCS ? »

A Guernesey, la vie commune reprend, en apparence toute pareille. La nouveauté du séjour est vite épuisée ; les promenades, vite repérées et cataloguées ; le petit cercle des connaissances s'est encore rétréci. On se remet au travail :

7 octobre 1836.

« Charles travaille avec acharnement à un roman-conte sur l'âme universelle ; l'héroïne est une goutte d'eau. Il ne nous en a pas encore lu ; sa mère, qui le recopie à mesure, dit que c'est extrêmement intéressant et touchant. Ne tremble pas ; ce manuscrit au moins ne te tombera pas sur les épaules ; il est vendu depuis quatre ans à Hetzel. Toto attend toujours ses

épreuves; il ne voit rien venir, et s'en afflige avec une jeune et jolie fille qu'il a vite trouvée dans un pays où toutes les filles sont jolies, ce qui n'empêche pas les femmes d'y être laides. Moi (salue ma manie) je refais les *Mots*; tu sais que je suis de ceux qui se corrigent; mais ici, c'est du répit que je te donne, car je n'ai nulle intention de faire représenter les *Mots* d'ici à de forts changements de situation. J'ai presque fini et je songe vaguement à une féerie. J'ai une idée amusante, et qui pourrait être profonde; mais je n'en suis qu'au tout petit commencement. A travers cela, je fais des vers: la prochaine chose que je publierai, ce sera probablement un volume de vers. Quand? Je n'en sais rien du tout. Moi, je ne suis pas pressé. M^{me} Adèle fait de la musique, M^{me} Hugo ses Mémoires, et commence l'arrangement de la maison. Voilà notre vie. — AUGUSTE VACQUERIE. »

Ce qui change, ce sont les dispositions des âmes. Vacquerie est combattu entre deux sentiments: sa fidélité, sa générosité l'emportent; mais il ne peut s'empêcher de penser que l'exil se prolonge, que les années s'écoulent, et qu'il risque de manquer sa vie. Il porte une blessure qui, dès Jersey, le faisait souffrir: il n'a pas oublié que, du temps de son existence parisienne, en 1848, une pièce, par lui donnée au théâtre de la Porte Saint-Martin et qui s'appelait *Tragaldabas*, a été sifflée, est tombée sous le ridicule. Au fond, écrivait-il, « cela ne me déplaît pas trop d'être un de ceux dont la valeur s'évalue en échecs. Être le flanqué à la porte du *Globe*, le sifflé de *Tragaldabas*, le prisonnier de la Conciergerie, l'interdit de la censure, l'exilé de Jersey, le proscrit de la *Revue de Paris*, cela me va. » Mais il lui plairait davantage d'être un de ceux dont la valeur s'évalue en succès: comment prendre sa revanche, et forcer enfin la fortune, lorsqu'on reste si loin du champ de bataille? L'espoir de rentrer en France, comme une flamme folle qui a brillé vainement, s'abaisse et s'éteint.

Vacquerie s'exalte encore quelquefois; mais, plus souvent, il se déprime. « Je ne t'ai pas écrit depuis quelques semaines; c'est que je n'avais le cœur à rien, je m'embêtais prodigieusement. L'exil a de ces quarts d'heure-là; l'absence de diversion fait qu'on se retourne toujours sur la même idée, et, pour peu que l'idée ne soit pas d'une gaité folâtre, ce n'est pas très jovial. » (1857.) Les visites, si impatiemment attendues, ne font

que p
c'est l
et l'é
une
j'ai d
joie.
Paul
elle t
parle

«
frapp
serai
besoi
fond
drai
nous
perd
pou
qu'o
vive
Mon
déb
din
val
ta v
sera
Vie
Vie
ser
un
ave

vin
rés
de
ex
co

que préparer l'impression de vide qui suit le départ. « Comme c'est bête de souhaiter quelque chose ! J'avais passé le printemps et l'été à souhaiter que maman vint ici ; elle est venue ; et pour une dizaine de jours heureux et pleins que j'ai eus, voici que j'ai devant moi une foule de mois vides et tristes de cette courte joie... » Elle est belle, elle est poignante, la lettre qu'il écrit à Paul Meurice, qui vient d'être frappé par la mort de son père ; elle trouve spontanément le ton juste, celui de la tristesse qui parle à la douleur :

« Mon pauvre Paul, le malheur nous aime ; te voilà encore frappé, je ne trouve rien à te dire ; viens bien vite, je t'embrasserai et nous serons tristes ensemble. Moi-même, je n'avais pas besoin de ta douleur pour ne pas être très gai. Je t'assure qu'au fond ce ne sont pas ceux qui s'en vont que je plains. Je voudrais être à la place de ton père. C'est un égoïsme stupide qui nous fait pleurer la mort des êtres qui nous sont chers ; nous y perdons, mais certainement ils y gagnent. D'ailleurs, même pour ceux qui trouvent la mort une chose triste, on n'a le choix qu'entre ces deux choses : mourir, ou voir mourir ; si les pères vivent, ils voient mourir leurs enfants, ce qui est horrible. Mon père est mort, ma mère est restée ; elle y a gagné de voir débarquer dans son jardin le cadavre de Charles et de Léopoldine. Je te console mal, je sais bien ; toutes les phrases ne valent pas une larme ; tu pleures, c'est toi qui as raison. Voilà ta vie bien vide d'un côté ; mais tu as ta femme, d'abord, et ce serait assez pour remplir ta vie, et tu as le travail, et tu nous as. Viens avec nous ; moi, je suis de ta famille, je suis votre frère. Viens tout de suite, je t'en prie ; tu travailleras ici ; nous causerons, nous nous attristerons l'un l'autre, et ce sera encore une consolation. Jusque-là, écris-moi, et longuement. Cause avec nous, ne t'isole pas dans ton chagrin. Du courage et viens !

« Ton frère. — AUG. »

En 1835, Charles-Victor a vingt-neuf ans, François-Victor vingt-sept ans, Adèle vingt-cinq ans : ce n'est pas l'âge des résignations. Ils ne se plaisent pas à Guernesey. Ils souffrent de leur solitude. Et toujours ce manque d'argent, qui de leur exil volontaire fait un exil forcé ! Pauvre comme Job, mais fier comme Bragance, suivant sa propre expression ; désireux de

faire paraître de sa prose dans les journaux et dans les revues, pour se procurer des ressources, mais refusant de prostituer son nom; dégoûté d'avoir écrit un livre sur « l'île des crapauds », et peu disposé à en commencer un autre sur « l'île des ânes », François-Victor fait entendre ses plaintes : « Voilà tout à l'heure quatre ans que je suis proscrit, je me suis promené en long et en large dans les deux petites îles qui, pour être un peu plus vastes que la Conciergerie, n'en sont pas moins de véritables prisons. Ici je ne suis pas prisonnier de M. de la Gastine, mais je le suis de ma bourse vide. Quand je vois tous les matins le bateau à vapeur passer devant ma fenêtre, j'ai quelquefois des envies effroyables d'y monter et d'aller sur une terre où l'on ne soit pas toujours obligé de tourner sur ses pas. Mais alors, j'ouvre mon tiroir, et je le trouve trop peu sonore pour me risquer à un voyage si court qu'il soit... » Il est dur de vivre « avec Lord Spleen et Lady Nostalgie ». « Ces animaux de Français devraient bien faire une révolution » : ils s'obstinent à n'en pas faire. Mais si la patrie demeure inaccessible, faut-il du moins s'obstiner à rester dans cette île? Pourquoi pas l'Angleterre et ses ressources, Londres et ses bibliothèques et ses musées et ses théâtres? Ou l'Écosse, avec ses paysages admirables et la sauvagerie primitive de sa nature? Toujours cette île; on y étouffe; quand on s'y promène, on se sent encore dans le préau d'une prison.

C'est Paris qui lui manque; Paris la grande ville, où tous les matins une idée nouvelle prend son essor, où l'on s'enrichit de tout ce que les autres pensent, et où l'on vit dans la fièvre, délicieusement. On y laisse une petite place vide, du moins on le croit : Paris se resserre, et, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, vous êtes oublié. Les relations se détendent; les amitiés, que la présence n'entretient pas, cèdent au temps. Non point celle de Paul Meurice, qui demeure aussi dévouée qu'au premier jour : mais il ne peut créer une atmosphère, à lui seul. On se sent devenir lointain, et comme provincial : « Hélas! hélas! nous nous encreûtons, mon cher! Nous devenons provinciaux à force d'héroïsme, le résultat est étrange, n'est-ce pas? » (12 octobre 1858.) On est hors du courant; non seulement on perd l'accès des revues, mais on ne se rend plus un compte exact des valeurs : on ignore les étoiles nouvelles. « Connaissez-vous quelqu'un à la *Revue des Deux Mondes*? C'est la revue qui

en An
revues
un an
article

Au
des sa
le moy
brum
et nou
d'eau
retrou
année
Franc
ville
j'allai

L
pesé
semb
les c
gém
pays
l'ext
niss
c'est
pour
bien
des
com
soul
tem
silla
aim
dan
à p
l'an
tou
jus

en Angleterre a le plus d'influence; elle règle la critique des revues anglaises.... Connaissez-vous ce Taine qui, je crois, est un ancien camarade de collège à moi? Peut-être ferait-il un article? » (21 décembre 1858.)

Au lieu de Paris, des boulevards, des salles de rédaction, des salons, des cafés, des théâtres; au lieu de Paris, qui trouve le moyen de faire de l'hiver sa plus brillante saison, voici les brumes, « voici l'hiver qui tend ses toiles grises sur la terrasse, et nous allons avoir à faire six mois de prison dans un seau d'eau », écrit Charles Vacquerie, qui soupire : « Quand nous retrouverons-nous dans notre vie de Paris, avec quelques années de tranquillité et de littérature devant nous? » Et François-Victor Hugo : « Et moi, quand reverrai-je la grande ville qui me fait l'effet d'un rêve? » (17 décembre 1858.) « Si j'allais rentrer avec des cheveux blancs? » (juillet 1859.)

LUI

Lui, au contraire, ne change pas. La cinquantaine n'a pas pesé sur ses épaules; l'exil a été une de ces épreuves que semblent attendre les âmes fortes pour donner leur mesure; les circonstances ne l'ont pas fait dévier de sa ligne : les changements de lieux ne le désorientent pas, puisqu'il domine les paysages, et leur donne leur tonalité. Les autres ont besoin de l'extérieur, de contacts sociaux, de bibliothèques qui les refournissent d'idées : lui, n'a besoin que de lui-même. « Guernesey, c'est bon pour lui qui porte sa bibliothèque dans sa tête; mais pour nous qui n'y portons que notre cervelle, Guernesey est bien insuffisant. » Les autres écrivent péniblement des drames, des romans condamnés au demi-succès, ou bien à l'insuccès complet : il produit sans peine des chefs-d'œuvre; les autres souhaitent d'abord que leurs ouvrages paraissent en même temps que les siens, pour que leur pauvre barque suive le sillage du vaisseau de haut bord. Et puis, réflexion faite, ils aiment mieux qu'on les publie séparément après un intervalle : dans le sillage, ils seraient noyés. Les autres ont grand peine à placer leur copie : les éditeurs se disputent ses vers, et l'argent lui arrive comme de lui-même. Les autres croient toucher de la main les murs de leur prison : il élargit sa prison jusqu'à y faire entrer la création tout entière. Paris ne s'est pas

resserré sur sa place restée vide, car personne n'est capable de la remplir. Faibles hommes, les autres se laissent flotter au gré des jours; leur intelligence, qui est vive, analyse les impressions de leurs âmes incertaines: son intuition va jusqu'au fond des choses, du premier coup. Il n'y a que lui pour oser traduire la souffrance qui pèse sur tout le groupe, la présence continue de l'ombre de Léopoldine dans une famille assombrie pour toujours:

Mère, voilà douze ans que notre fille est morte;
Et depuis, moi le père, et vous, la femme forte,
Nous n'avons pas été, Dieu le sait, un seul jour
Sans parfumer son nom de prière et d'amour.
Nous avons pris la sombre et charmante habitude
De voir son ombre vivre en notre solitude,
De la sentir passer et de l'entendre errer,
Et nous sommes restés à genoux pour pleurer.
Nous avons persisté dans cette douleur douce,
Et nous vivons penchés sur ce cher nid de mousse
Emporté par l'orage avec les deux oiseaux.
Mère, nous n'avons pas plié, quoique roseaux,
Ni perdu la bonté vis-à-vis l'un de l'autre;
Ni demandé la fin de mon deuil et du vôtre
A cette lâcheté qu'on appelle l'oubli (1).

Du malaise que les autres éprouvent, et que leurs lettres viennent de traduire devant nous, les raisons sont multiples. Mais il en est une qu'ils n'avouent pas, et dont ils sont à peine conscients: ils aiment Victor Hugo, ils l'aiment et ils l'admirent; Victor Hugo les aime, et il les opprime cependant; il les opprime sans le vouloir, sans le savoir: c'est l'effet coutumier de la présence du génie.

Il a organisé sa vie avec une régularité parfaite. Le matin, il travaille. Las, il sort pour faire sa promenade; on croit le voir, dans l'inoubliable portrait que M. Paul Berret a tracé de lui à cette époque: glabre, les traits fortement accusés, sa physiologie portant la marque des épreuves subies, de la volonté toujours tendue, de la pensée toujours en travail. Il prend son feutre « à l'artiste », sa cape, son bâton; et le voilà parti à

(1) *Contemplations*. Livre V. *Dolorosæ*.

travers l'île, Jersey ou Guernesey, plongé dans une méditation qui fait de sa promenade même un nouveau labeur. Tous les jours, il se rend chez Juliette Drouet. Il ne se contente pas d'une lente ; il bâtit sa maison.

« Ce que nous faisons ? écrit Auguste Vacquerie, nous travaillons. Lui termine *Dieu et la Fin de Satan* ; dans ce moment, il ne nous lit rien ; mais il s'éveille à cinq heures du matin pour écrire. L'immense succès des *Contemplations* l'a mis en verve ; tu sais probablement qu'Hetzel vient de lui en acheter encore cinq mille exemplaires. Ça se traduit en balcons et en jets d'eau dans la nouvelle maison. Viens donc la voir tout de suite après ton drame. C'est superbe. Maintenant (nous allons entrer, dans trois semaines), je ne mettrai plus les pieds dehors ; le jardin est suffisant pour mon besoin de locomotion. Décidément, Amphion n'est pas un mythe, car voilà une maison bâtie par les notes de la lyre. Il est vrai que c'est une fameuse lyre et qui vaut probablement mieux que celle d'Amphion. » (7 octobre 1856.)

Étrange maison, qu'on a souvent décrite ; créée à son image et à sa ressemblance : opulente, et pour ainsi dire trop copieuse ; faite des richesses les plus disparates et portant, tout en haut, sa pièce de prédilection, cette serre sans rideaux où il travaille, devant la mer et en plein ciel. Il la voit s'élever, avec amour ; les autres n'ont pas à intervenir, ils ne sont que des témoins.

« La salle à manger avance, écrit encore Vacquerie. On en a fini du chêne (c'est-à-dire du plus long). Tu conçois que, quand il faut enseigner la sculpture à des charpentiers de Guernesey, ça met des longueurs dans l'architecture. Maintenant, les charpentiers ont fini, les maçons commencent. On pose des faïences, carreaux, plats, statuettes. Ça prend un air. On mène de front la salle à manger et la galerie du premier étage, qui ira assez vite parce que ce sont des tentures et des meubles ; mais les charpentiers prendront, je le crains, une formidable revanche dans la galerie du deuxième étage, qui sera toute en chêne sculpté. Cependant, nous espérons encore que l'inauguration sera pour la première quinzaine de mai... » (Avril 1857.) « La maison se hâte lentement. La salle à manger est finie et nous y dinons ; la galerie du premier étage touche à sa fin, mais ce qui retardera, c'est la galerie du

second. Elle est toute en vieux chêne et c'est dur à travailler le vieux chêne, pour des ouvriers qui taillent une allumette en vingt-quatre heures. » (Dimanche, 1857.)

Installé, réglé, occupé non pas seulement à construire Hauteville House, demeure de pierre, mais ces immortelles demeures de l'esprit qui s'appellent *les Contemplations*, *la Fin de Satan*, *Dieu*, *la Légende des Siècles*, et bientôt *les Misérables*, Victor Hugo règne en souverain sur le peuple de ses familiers. Si on s'adonne à la photographie, la plus chère ambition des photographes est de saisir ses traits. Si toute la maison se livre à l'occupation émouvante de préparer pour M^{me} Victor Hugo le plus bel exemplaire des *Contemplations* qu'on puisse rêver, enrichi de vers inspirés par le souvenir et l'amitié, illustré, imprimé sur du papier choisi, relié, — c'est son portrait, dans toutes les attitudes, dans toutes les poses, qui parmi les autres ornera le plus souvent les pages: Victor Hugo de face, Victor Hugo de profil, Victor Hugo sur la grève; la main de Victor Hugo, « comme ayant l'air de saisir quelque chose dans les nuées ». Vers ce temps-là, ainsi que le rappelle encore M. Paul Berret, Vacquerie le photographia, « les yeux mi-clos, dans une pose extatique. Et de sa large écriture de prophète, il écrivit sous l'épreuve: Victor Hugo écoutant Dieu ».

Si, par hasard, il est malade et s'il supporte le mal avec quelque impatience, comme les êtres forts qui n'en ont pas l'habitude, autour de lui on s'étonne: Victor Hugo affaibli, ne travaillant plus, ayant perdu le robuste appétit qui d'ordinaire lui permet d'entretenir richement sa machine, ce n'est plus « Lui » :

« Papa, écrit François-Victor Hugo en 1858, est toujours fort souffrant de son clou; on lui a donné un coup de bistouri hier, qu'il n'a pas senti, grâce au chloroforme... Mais la supuration se fait lentement, et il en a pour un mois encore avant d'être guéri. Il a un peu de fièvre et il n'a pas d'appétit, ce qui indique chez lui une indisposition sérieuse, quoique non inquiétante. »

« Victor Hugo, écrit de même Auguste Vacquerie, est en pleine convalescence. Il a été fort bien soigné par un médecin français, un proscrit, celui qui a déjà guéri la fièvre typhoïde de M^{lle} Adèle. Dans un moment d'inquiétude, M^{me} Hugo a écrit à M. Louis, qui croit que c'était un anthrax (ceci tout

à fait entre nous ; en écrivant, dites toujours un clou, le mot anthrax effraierait Victor Hugo pour l'avenir). Maintenant, il mange des côtelettes et commence à sortir, mais il est bien changé et bien maigri, et ne pourra pas encore travailler avant quinze jours ou un mois... » — « Victor Hugo va très bien. Il a remis une chemise aujourd'hui pour la première fois. Jusqu'à présent, il n'avait ni chemise ni pantalon, il craignait le tiraillement de la peau du dos par le froissement du drap et de la toile. Je pense que dans huit jours il sera redevenu lui. »

Si on l'attaque, ses gardes du corps le défendent, et le poussent à des mesures de représailles qu'il n'aurait sans doute pas prises de lui-même. Ils exagèrent même l'offense et, dans leur zèle à défendre tout ce qui touche à sa gloire, ils se montrent plus royalistes que leur roi : « As-tu lu le dernier *Entretien* de Lamartine ? D'abord, as-tu lu les autres ? Si oui, tu as vu qu'il ne manque pas une occasion de nous attaquer ; il a dit que les réalistes étaient les romantiques modernes, ce qui est un mensonge assez effronté, puisque le romantisme, c'est le réalisme et l'idéal mêlés ; il a soutenu Racine contre Shakespeare dans des termes qui insultaient personnellement mes *Profils* et *Grimaces*, sans les nommer. Enfin, dans son dernier numéro, il a éreinté les *Châtiments*, toujours sans les nommer, mais en les désignant si clairement qu'il était impossible de ne pas répondre. Victor Hugo lui-même, malgré sa débonnairété habituelle, s'est fâché tout rouge et a écrit audit Lamartine une lettre farouche disant textuellement : « Oui ou non, est-ce moi que vous avez voulu désigner ? Une amitié de trente-sept ans doit durer ou *finir* par la franchise. » Lamartine a répondu une lettre souple et franche : « Non, ce n'est pas vous ; je n'aime pas les personnalités en vers, mais jamais je n'attaquerai un ami malheureux ; je suis dix fois plus malheureux que vous ; je relisais vos admirables *Contemplations*, et je dirai bientôt ce que j'en pense », etc. Victor Hugo n'avait plus rien à répliquer ; la correspondance a fini là, — et l'amitié aussi. » (Dimanche, 1837.)

Il est vrai qu'après de telles explications, l'amitié des deux grands hommes sera fêlée ; mais il n'est pas vrai de dire qu'elle sera tout à fait rompue. Et Lamartine a raison de se croire le plus malheureux. Luttant désespérément pour payer ses dettes,

condamné à l'écrivoire, abandonné de tous, le plus vif de sa souffrance est de sentir qu'il perd sa force de rayonnement. Quelle vieillesse est aussi douloureuse que la sienne? A mesure que Victor Hugo avance en âge, son autorité s'affirme. Rien ne montre mieux la force de ses prises, que l'épisode des tables tournantes de Jersey.

LES TABLES TOURNANTES DE JERSEY

On sait qu'au début de septembre 1853, M^{me} de Girardin apporta aux exilés la mode des tables tournantes, qui régnait à Paris; qu'elle prit la peine d'aller acheter à Saint-Hélier, dans un magasin de jouets d'enfants, une petite table ronde à trois pieds qui lui parut propre aux expériences; qu'après plusieurs essais infructueux, elle crut enfin entrer en communication avec l'invisible; et la première présence qui se révéla, le dimanche soir 11 septembre 1853, fut celle de Léopoldine.

Comme ils furent saisis d'émotion, à ce coup! Comme on les imagine, réunis autour de la table parlante, attentifs et passionnés! Charles se découvrit un excellent médium, apte entre tous à recueillir et à transmettre les secrets de l'au-delà; Victor Hugo, qui déjà s'était intéressé à la cabale, et qui construisait une philosophie d'après laquelle la matière elle-même n'était qu'une forme provisoire de l'esprit qui poursuit son ascension vers Dieu, vit dans le spiritisme un moyen de sonder le grand mystère, et devint son adepte fervent. Vacquerie, d'abord incrédule, s'enthousiasma. O merveille! Converser avec les plus grands poètes de tous les temps! Les entendre s'exprimer en vers admirables! Bien plus, recueillir de leur bouche d'ombre des sujets de pièces, de romans, qu'il suffirait de développer ensuite pour créer des chefs-d'œuvre! Vite, il écrivit à Paul Meurice pour lui raconter l'événement qui bouleversait la maison, l'invitant à venir, à prendre place devant la table, à participer au livre qu'on écrirait sous sa dictée, le plus étonnant du monde et le plus beau :

1853, septembre.

« ...Et puis j'ai fait des tables, mot gros de prodiges! Je ne croyais pas, mais M^{me} de Girardin est venue. J'ai nié, puis douté, puis j'ai pensé un nom et la table l'a nommé Mainte-

nant, nous ne faisons plus que cela. Je t'envoie un procès-verbal que Mme de Girardin m'a prié de lui envoyer. Copie-le pour toi, si tu veux. Moi, je ne sais pas dans quel monde nous vivons. Je suis bouleversé. La nuit, les âmes; le jour, les idées. Imagine-toi que le Drame, la Comédie et le Roman nous ont donné des idées prodigieuses. On se met à une table : la table vous dicte, en style supérieur à Shakespeare, un roman ou une pièce. Qu'est-ce que cela signifie ? Il y a un esprit dans la table, cela est hors de doute. Maintenant, est-ce un esprit indépendant de l'homme, ou est-ce la somme d'esprit des présents qui s'introduit dans le bois ? Est-ce un tiers, ou encore nous-mêmes multipliés par l'émotion ? Qu'importe. Le résultat est immense. Morale, littérature, création, tout abonde en phrases dont une ferait la gloire d'un génie. Et puis, cela descend aux moindres détails de la vie, aux rubans. Tout y est, depuis l'infini de pensée jusqu'à l'infini de blague.

« Une chose nous préoccupe dans ce moment, c'est qu'à nous les tables répondent toujours République, Démocratie, etc., et qu'à Le Flô, elles répondent Monarchie, etc. !

« Les idées types avoisinent-elles les hommes qui leur ressemblent et qui les aiment ? Ou bien y a-t-il de bons et de mauvais esprits, de supérieurs et d'inférieurs, de sincères et de menteurs ? Ce sont ces questions que nous allons étudier surtout.

« Nous avons consulté les tables sur le livre de Hennequin ; elles nous ont dit qu'il était fou : « Il prend pour le mouvement surnaturel de sa main les convulsions de sa folie. » Imagine-toi que, depuis quatre jours, le Roman vient tous les jours. Il nous dicte un sujet très développé. Quand nous sommes fatigués, nous lui demandons la permission d'aller nous promener ; il nous l'accorde et nous le retrouvons au retour. Chaque jour, nous lui demandons à quelle heure il reviendra le lendemain. Il revient à l'heure dite et continue le sujet. Que dis-tu de tout cela ? Le Drame m'a dicté deux idées énormes.

« Les tables sont-elles tout simplement la serre chaude de l'inspiration, un moyen de dégager plus vite et mieux la production du cerveau ? Mais si c'est nous-mêmes plus forts et plus hauts qui nous parlons, comment expliquer les contradictions que les tables donnent parfois à nos croyances ?

« Ainsi nous avons demandé la liste des grands poètes dra-

matiques. Elles ont mis Eschyle, Cervantès, Rabelais, etc., elles n'ont pas mis Homère. C'est Victor Hugo qui interrogeait, et certes il l'aurait nommé. Il a demandé « pourquoi ? » La table : parce qu'il n'a pas fait assez pleurer. La liste nous a tous frappés d'étonnement. Ce n'est donc pas nous qui l'avons pensé. De plus, si ces prodiges de style s'expliquaient par la somme des intelligences présentes, je comprendrais que Victor Hugo, M^{me} de Girardin et nous, additionnés et multipliés, nous puissions donner un résultat de style et de pensée supérieur à toute littérature connue : mais M^{me} de Girardin est partie, Victor Hugo sort le jour ; nous restons trois, Charles, sa mère, et moi, et le résultat est tout aussi grand. Nous pourrions, en deux ou trois heures, faire un livre de maximes près desquelles celles de La Rochefoucauld seraient la civilité puérile et honnête. — AUGUSTE VACQUERIE. »

Un doute le saisit, on le voit ; un doute à peine exprimé, mais très présent à sa conscience : cherchant les explications qu'on peut donner du miracle, il pense à la domination du maître, il pense à l'influence secrète et toute-puissante de Victor Hugo.

Comment n'y penserait-il pas ? Hugo a modelé leur intelligence, a mis sa marque sur leur sensibilité ; il leur a imposé même son style, son goût des formules et des antithèses : ils ne pensent plus, ils ne parlent plus que par lui. Regardez par-dessus l'épaule de celui qui, de tous, s'est le mieux défendu ; de François-Victor, qui n'a pas été convaincu par les tables et s'est tenu à l'écart ; et voyez comme il écrit : « Le devoir, voilà la fatalité moderne. Fatalité implacable, irrésistible, inéluctable, d'autant plus terrible qu'elle n'est pas placée, comme la fatalité antique, en dehors de l'homme, mais dans l'homme... » Qui donc, lisant de telles phrases, ne croirait rencontrer le pastiche, trop facile, de la manière de Victor Hugo ? A plus forte raison les autres, lorsqu'ils sont, non plus de sang-froid, mais dans l'état d'agitation nerveuse qui accompagne les expériences, ne font-ils que redire, avec ses propres paroles, ce que tous les jours il leur a dit. Les tables, comme M. Denis Saurat vient de les définir dans sa *Religion de Victor Hugo*, c'est la pensée de Hugo lui-même, se faisant plus précise et plus consciente. En vain, les autres, se méfiant de sa force conquérante, consultent-ils les tables hors de sa présence : son esprit reste parmi eux.

Vacquerie a envoyé à Paul Meurice plusieurs passages des procès-verbaux que l'on avait soin d'enregistrer pendant les séances; ils ne sont guère moins curieux que ceux que Gustave Simon a publiés par ailleurs. Bizarre cliquetis de mots et d'idées, qui, par la brièveté et l'éclat des répliques qui s'entre-croisent, donne l'idée d'un duel entre Hugo et Hugo. Tantôt on y voit les regrets, les colères, les espoirs, les illusions de celui qui a contribué à établir en France la popularité de Louis-Napoléon Bonaparte, qui a souffert jusqu'au fond de l'âme de la violation de la légalité, et qui veut croire que, dans deux ans, le régime une fois tombé, renaîtra la République française, qui à son tour donnera naissance à la République d'Europe. Tantôt on croit lire une pièce des *Châtiments*, stylisée, dramatisée, faite d'oppositions et de reprises, à laquelle il ne manque que la forme du vers. Tantôt on retrouve les idées littéraires de l'auteur de la *Préface de Cromwell*, du créateur du drame romantique. Tantôt c'est la rêverie qui vient apporter des consolations à M^{me} Hugo, le Drame ou le Roman qui fournissent des idées, l'Inspiration, la Prière : mais, quel que soit le personnage qui occupe la scène, il est aisé de voir d'où il tient, directe ou indirecte, son inspiration.

Sauf un passage qui brave l'honnêteté (car les esprits, quelquefois, ne dédaignent ni la grosse facétie, ni les mots crus), ces procès-verbaux, les voici.

Nuit du 12 au 13 septembre 1853.

Présents : Victor Hugo, Madame Hugo, Mademoiselle Adèle, Madame de Girardin, Auguste Vacquerie, Charles-Victor Hugo fils.

Victor Hugo interrogeant :

Qui es-tu ? — Bonaparte. — Le grand ? — Non. — Le petit alors ? celui qu'ils appellent Napoléon III ? — Oui. — Ah ! scélérat, je te tiens : qui t'envoie ? — Mon oncle. — Pourquoi ? — Pour être puni. — Il est donc mécontent de toi ? — Oui. — Ton oncle m'en veut-il ? — Non. — Sais-tu quand tu mourras ? — Dans deux ans. — Comment ? — Par vous. — Sait-on ce qui te remplacera ? — République universelle. — Écris : j'adore Dieu. — J'adore Dieu. — Il est donc possible que les esprits des vivants nous apparaissent ? — Oui. — Dans ce moment, où est la personne vivante ? — Ombre. — Veux-tu dire qu'elle dort ? — Oui. — Rêves-tu que tu es ici ? — Oui. — Quelqu'un

t'a-t-il conseillé ton crime? — Non. — T'en repens-tu? — Oui. — As-tu envie de l'esprit? — Non. — Si on te disait qu'on te pardonne si tu abdiques, abdiquerais-tu? — Non. — Ton oncle te regarde-t-il comme son plus grand malheur? — Oui. — Parle tout seul. — Lux.

Madame de Girardin : Connais-tu M. de Girardin? — Oui. — Le hais-tu? — Non. — Dans des moments de désespoir, as-tu envie de l'appeler? — Non. — Tant mieux.

Victor Hugo : Tu m'as dit ; Lux. Sais-tu que c'est le titre de la dernière pièce de mon volume? — Oui. — Quel sentiment as-tu pour moi? — Haine et respect. — Parle tout seul. — Je lis mes devoirs dans tes *Châtiments*. C'est ton héroïsme qui perd ma lâcheté. J'irai à Toulon. — Ose. — J'ai peur. Ma race est finie. — Ta personne vivante a-t-elle le cauchemar de ce qui se passe ici? — Oui. — Puis-je la réveiller? — Non. — Parle. — Assez de justice, j'avais le pardon. — Tu croyais que je te pardonnerais? — Oui. — Pourquoi? — Par génie. — Oui, si ton crime ne touchait que moi, mais il frappe le genre humain ; dès lors, puis-je te pardonner? — Non. — Peux-tu t'en aller d'ici avant que je te laisse? — Non. — Alors, si je voulais, ton cauchemar durerait donc toute la nuit? — Toute la vie. — Désires-tu que je te laisse? — Non. — Pourquoi? — Ma conscience a besoin de ton regard. — Regrettes-tu ton crime? — Oui. — S'il dépendait de toi de ne pas l'avoir commis et de ne pas être empereur, voudrais-tu? — Non. — Tu aimes donc mieux être empereur qu'honnête homme? — Oui. — Es-tu honteux de l'affaire d'Orient? — Oui. — Parle. — J'ai peur de la nuit. — Est-ce que tu y vois tes victimes? — J'y vois ta lumière. — Parle. — Aide-moi, le juge est là, j'ai peur. — Parle encore. — Le juge est là. — Qui est le juge? — La mort. — Est-ce Dieu que tu veux dire? — Oui. — Pourquoi n'as-tu pas dit : Dieu? — Je ne vois pas Dieu. — Désires-tu que je te quitte? — Non. — Pourquoi? — Esprit. — Tu sais que les esprits sont toujours bons, même quand ils punissent? — Oui. — Sais-tu que je te plains? — Oui. — Que puis-je faire pour toi qui soit juste? — C'est fait.

(*Ici Madame de Girardin s'en va.*)

Dis-moi l'homme auquel tu penses le plus. — Olympio. — Trouves-tu que *Napoléon le Petit* soit un beau livre? — J'ai peur. — Maintenant, désires-tu que je te quitte? — Non. — Tu

es donc content avec moi? — Non. — Alors, pourquoi veux-tu rester? — Condamné à toi. — Par qui? — Par moi. — Crains-tu Ledru-Rollin? — Non. — Cavaignac? — (*Avec force*) Non! — Victor Hugo? — Oui. — Pars. — L'Europe t'attend; j'ai eu peur, tu feras peur; tu seras le cerveau; je le sens à la couronne. — Combien de temps encore régneras-tu? — Deux ans. — Et qui te succédera? Sera-ce la République? — Oui. — Sera-t-elle bientôt? — Non. — Grande? — Oui. — Sera-ce la délivrance de l'Europe entière? — Oui. — La république d'Europe? — Oui. — Es-tu sûr que tu finiras dans deux ans? — Oui. — Sais-tu que j'essaierai de te sauver la vie? — Oui. — M'es-tu reconnaissant? — Non. — Est-ce moi que tu crains le plus au monde? — Oui. — Pourquoi? — J'ai peur. — Te souviens-tu que c'est moi qui ai voulu que l'exil cessât de peser sur ta famille? — Oui. — Comment alors m'as-tu proscrit? — Viens, je m'en vais. — Qu'entends-tu par chant du coq? — Lux. — Veux-tu dire la République? — Oui. — Ce n'est pas le jour maintenant? — Non. — Tu n'as pas répondu à ma question : comment m'as-tu proscrit? — Silence, juge. — Si j'étais en ton pouvoir, me ferais-tu mourir? — Non. — Me ferais-tu déporter? — Non. — Me rejetterais-tu de nouveau? — Oui. — Sans condition? — Non. — Et si je refusais tes conditions, me déporterais-tu? — Non. — M'enfermerais-tu? — Impossible. — Pourquoi? — Esprit. — Reviendras-tu? — Oui. — Qui te renverra? — Mon crime.

Fini à 2 h 3/4 du matin.

14 septembre, 2 heures et demie après-midi.

Présents : M^{me} Hugo, Charles-Victor (fils), Auguste Vacquerie.

Auguste Vacquerie : Qui es-tu? — L'idée. — Qui viens-tu visiter? — L'esprit. — Pourquoi viens-tu le jour? — Les âmes ont la nuit; le jour est aux idées. — Quelle idée es-tu? — Comédie — Es-tu l'idée Comédie ou l'idée d'une comédie? — D'une comédie. — Parle. — Un facteur jaloux qui porte la lettre de l'amant. — Es-tu une idée déjà réalisée sur la terre? — Non. — Vierge? — Oui. — Grande? — Oui, triste et gaie.

(A ce moment Victor Hugo entre. Il interroge :)

Es-tu toujours la Comédie? — Non. — Qui es-tu? — Prière. — Tu sais que je prie tous les soirs? — Le soir est mon aube. — Es-tu une âme? — Non. — Un ange? — Non. — Une idée? — Non. — Qui es-tu? — Un parfum. — Parle toi-même. — Les

bras des enfants sont petits, mais ils touchent le ciel. — Parle encore. — Heureux les morts qui ne respirent (*ici la table s'agite*). — Est-ce toujours toi, Prière? — Non. — Qui es-tu? — Drame. — Tu es l'idée du drame? — Oui. — Qu'as-tu à nous dire? — Salut. — Est-ce à moi que tu dis : Salut? — A tous deux.

Auguste Vacquerie : A moi aussi? — Oui.

Victor Hugo : Parle. — Faites lire dans l'inconnu. — Parle encore (*agitation de la table*). Est-ce que quelque chose te gêne? — Deux aimants. — Qui est là? — La Tragédie. — Parle. — Fossoyeurs.

Auguste Vacquerie : Est-ce à nous que tu dis fossoyeurs? — Oui. — Pourquoi? — Vous tenez le crâne et vous en faites le cerveau. — Fossoyeurs de quoi ou de qui? — De moi. — Continue. — Clinquant. — Qui est-ce qui est clinquant? — L'or, c'est toi. — Est-ce à moi que tu dis cela? — Oui. — Qui est-il? clinquant. — Moi. — Tu es la tragédie de Racine? — Oui. — Pas celle d'Eschyle? — Non. — Nomme les grands poètes dramatiques. — Dieu. — Y en a-t-il d'autres? — Oui. — Nomme-les. — Job, Tyrtée, Ésope, Eschyle, Hugo, Shakespeare, Cervantès, Dante, Aristophane, Molière, Rabelais, Néron.

Victor Hugo : Tu regardes Néron comme un grand poète dramatique? — Oui. — Pourquoi? — Il a fait brûler Rome. — Eh bien? — En chantant. — Nomme les autres grands poètes dramatiques. — Tragaldabas.

Auguste Vacquerie : Est-ce moi qu'on appelle Tragaldabas? — Oui. — Pourquoi? — J'ouvre ton nom avec la clef qui t'a sifflé. — Continue. — Orphée, Milton... — Sophocle? — Non. — Calderon? — Non. — Homère? — Non. — Pourquoi? Homère n'est-il pas un grand poète dramatique? — Il ne fait pas assez pleurer. — Et Sophocle? Il fait assez pleurer, lui! — Moins qu'Eschyle. — Est-ce qu'Ésope, lui, fait pleurer? — Oui. — Comment? — Lis sa vie. — Tu n'as pas nommé Corneille? — Quoi de beau? — Tu ne trouves pas des pages admirables dans *Cinna*? — Dans *Hamlet*. — Certes, Shakespeare est plus grand, mais il me semble que tu devrais compter Corneille. — Non. — Pourquoi? — Je n'admets pas les accessoires. — Parle tout seul. — Écoute : vois, pense, parle, aime, tremble, prie, pardonne, épouvante. — Comment peut-on épou-

vante
le rayo

Vic

Comm

les ins

Veux-

Oui. —

— Tu

grand

jaloux

pour l

ma p

contre

sera c

comb

celles

A

V

mieu

L'idé

le th

Revi

ce m

gnée

C

au s

C

spec

C

rect

elle

bie

vanter et pardonner à la fois? — Tu confonds le vent avec le rayon. — Continue. — A Hugo.

Victor Hugo : Pourquoi m'e nommes-tu? — Parle-moi. — Comment se fait-il que toi, la Tragédie, tu nous donnes toutes les inspirations du drame? — Les morts inspirent les vivants. — Veux-tu dire que tu es morte et que le drame est vivant? — Oui. — As-tu quelque chose à me dire à moi personnellement? — Tu as tout. — Parle encore. — Amant du beau, aimé du grand... Quelles ailes!... tu crées des mondes, les astres sont jaloux. — Viendra-t-il un moment où je pourrai retravailler pour le théâtre? — Dans deux ans. — Tu sais les obstacles que ma pensée a rencontrés d'abord. — Je te les ai faits. — Rencontrerai-je encore les mêmes obstacles? — Non. — Le public sera changé? — Dis : le peuple. — Vois-tu l'avenir? Sais-tu combien de pièces je ferai encore? — Quatre. — Comptes-tu celles qui sont commencées? — Non.

Auguste Vacquerie : Et moi? — Vingt-cinq.

Victor Hugo : Parle encore. — Ote la rampe, on verra mieux ton œuvre. — Pourquoi n'aimes-tu pas la rampe? — L'idéal n'est pas un lampiste. — Est-ce que tu aimes mieux le théâtre en plein soleil? — Pense à la République. — Reviendras-tu? — Dans huit jours. — Parle. — Tu es immense, ce mot est la fin. (*Elle s'en va.*)

Nuit du 15, 9 heures et demie.

Victor Hugo interroge :

Qui es-tu? — Jeanne d'Arc. — Parle. — La vierge est indignée au spectacle de la France courtisane (*mouvement de la table*).

Qui es-tu? — Lais. — Parle. — La prostituée est indignée au spectacle de la France esclave.

Qui es-tu? — Esope. — Parle. — L'esclave est triste au spectacle de la France morte.

Qui es-tu? — Christ. — Parle. — Christ annonce la résurrection.

15 septembre, jour.

Victor Hugo absent.

Présents : M^{me} Hugo, Charles, Auguste Vacquerie.

Qui es-tu? — La Rêverie. — Pour qui viens-tu? — Pour elle. — Pour M^{me} Hugo? — Oui. — Parle. — O femme, tu fais bien. — De quoi la loues-tu? — Elle aime, prie, et pense. —

Continue. — La femme doit être la mère de tout. La pensée est la grande sœur, la rêverie est la petite, le génie est l'aïeul. — Explique ce que tu entends par la mère de tout? — Est-ce que l'enfant n'est pas tout? — Qu'est-ce que l'enfant? — Écolier et maître. — Ainsi tu approuves la femme de penser? — L'encrier est le vrai bénitier.

M^{me} Hugo : Que me conseilles-tu? — Sois le reflet, puisque tu es près du rayon. — Qui nommes-tu le rayon? — Ame. — Encore un mot. — Je t'envoie mon baiser (*Elle part*)...

Auguste Vacquerie : Qui es-tu? — Le Drame. — Te souviens-tu d'être déjà venu hier? — Oui. — Pourquoi es-tu parti si vite? — Je voudrais te parler à toi seul. — Parle. — Une idée... (*ici une pièce très développée, trop longue pour ma copie*).

17 septembre.

Qui es-tu? — Le Drame. — Qu'apportes-tu? — Une idée (*ici une autre pièce*). — Ces idées que tu nous apportes, nous les conseilles-tu ou si tu nous les ordonnes? — Je n'ordonne pas, je donne. — Sais-tu que l'autre jour la Tragédie nous a donné une liste des grands poètes dramatiques? — Oui. — Apportes-tu cette liste? — Oui. — Qu'entendait-elle par poètes dramatiques? — Production d'action. — En dehors de son action, Néron avait-il fait de grands poèmes dramatiques? — Oui. Il avait pris le christianisme et il en avait tiré des idées comme il avait tiré la flamme des chrétiens. — Ces poèmes sont-ils perdus? — Oui. — Les retrouvera-t-on? — Oui. — Comment? — Ils vivent. — Où? — Dans l'infini. — Qui les retrouvera? — Un habitant de Saturne. — Veux-tu nous compléter la liste? — Oui : Bernard Palissy. — Pourquoi? — Il a fait la vie avec la matière. — Continue. — Phidias, Delacroix.

Auguste Vacquerie : Et moi, en suis-je? — Oui. — Parle-moi de moi. — Le germe n'annonce pas les fleurs pour l'œil humain, mais nous, nous le respirons dans le germe inodore. — Qu'appelles-tu garder ma réputation ou ce que j'ai déjà fait dans mes œuvres? — L'œuvre, la réputation est menteuse, c'est un Judas des idées martyres. — Que penses-tu de ma pièce appelée *Noël*? — Belle. — De toutes mes pièces faites, laquelle préfères-tu? — *Noël*. — Ensuite? — *Les Mots*. — Ensuite? — Les autres sans valeur.

Lundi 19. jour.

Charles Victor (fils), Auguste Vacquerie.

Auguste Vacquerie : Qui es-tu ? — L'Inspiration. — Parle. — Les poètes ne sont que les oiseleurs, les idées sont les oiseaux, je suis l'aile. — As-tu entendu la conversation que nous avons eue tout à l'heure avec... ? — Oui. — A qui donnes-tu raison ? — Ne blesse personne. — Parle. — Tout vit, l'invisible contient l'immatériel, l'immatériel contient l'infini, Dieu contient tout. — Comment l'infini peut-il être contenu ? — La lumière est l'infini, elle tient dans l'allumette. — Tu sais que le Drame m'a donné une idée hier ? — Tout à l'heure tu causeras avec son frère. — Quel frère ? — Le Roman. — Toutes les idées que tu m'as envoyées jusqu'ici, comment me les as-tu fait parvenir ? — Par la douleur...

— Qui es-tu ? — Le Roman. — Parle. — Une idée (*ici commence le roman qui dure depuis quatre et cinq jours*). — L'Inspiration nous avait annoncé ta venue. — J'avais son ordre. — Qu'es-tu par rapport à elle ? — Elle n'est pas une idée ; elle est l'éclair, non le rayon. Rayon échauffe, éclair brille. Ce sont les deux moitiés de lumière. — Parle. — Toute idée est nommée, la pensée n'a pas d'enfant trouvé. — Continue. — Toute idée est à la fois sa mère et sa fille. Pas une n'est orpheline. Les cerveaux humains ne sont que des pères adoptifs...

Au commencement de 1834, Vacquerie se désenchanta un peu. Eschyle, Shakespeare et Molière, qui « faisaient leurs vers et les donnaient pour rien avec la prodigalité de génies morts », devinrent plus exigeants ; ils ne voulurent plus répondre que quand on les interrogeait en vers. Et puis il reconnut plus formellement le mirage. « Tu as reçu nos procès-verbaux de tables, n'est-ce pas ? Nous continuons à causer avec elles, moins passionnément pourtant, car je penche beaucoup plus à croire maintenant qu'ils nous rendent notre pensée, et que c'est tout bonnement un effet de mirage. Quant au mouvement spontané et à la parole, c'est pour moi un fait acquis. » Pourtant, ce ne fut pas le doute qui interrompit les expériences. Quand, en 1863, Vacquerie racontera dans *les Miettes de l'histoire* ses impressions d'exil, il dira qu'il abandonna, après quelques mois, ses conversations quotidiennes, « à cause d'un ami dont

la raison mal solide ne résista pas à ces souffles de l'inconnu ».

LES LIENS SE DESSERRENT

Leur patience se lassera ; leur volonté de durer s'épuisera ; ils partiront tous, ou du moins ils feront tous hors de l'île de si longs séjours, que la somptueuse maison ne sera plus qu'une auberge de passage, non plus un foyer. Auguste Vacquerie se lassera le premier, et quittera Guernesey le 20 décembre 1858. « Vous ne pouvez vous figurer, écrit le 21 décembre François-Victor, malgré toute votre imagination, de quelle tristesse est en ce moment Hauteville House... Je crains que le petit groupe si étroitement lié ne se détraque tout de bon cette fois. Nous verrons. En tout cas, nous sommes dans la période sombre de l'exil et je ne vois pas la fin du tunnel. » Charles, qui prendra l'île en horreur, ira s'établir à Bruxelles, où M^{me} Victor Hugo le rejoindra souvent. Adèle est nerveuse, souffrante ; en 1856, elle a pensé mourir. Elle guérira, mais, aigrie, exaspérée, reprochant à l'exil d'avoir confisqué et désolé sa vie, elle finira par s'évader, telle une prisonnière : on connaît la tragique aventure où elle perdit la raison pour toujours ; François-Victor ira la chercher jusqu'en Nouvelle Écosse, jusqu'à Halifax, et la ramènera comme une épave.

Lui seul tiendra bon. L'amnistie lui permettait de rentrer : il refusera d'accepter ce qui ressemblerait à une grâce, à une faveur octroyée par l'homme du 2 décembre ; le temps n'a pas de prise sur son ressentiment. Il se rendra en Belgique, pour préparer *les Misérables*, ou pour des raisons politiques : mais ce ne seront jamais que de courtes échappées ; il reviendra vers son aire, vers ce *look out* où il converse avec les nuages et avec la lumière ; il reprendra sa place dans l'île, sur son piédestal. Il ne reverra Paris qu'à la chute de l'Empire, pour commencer triomphalement une nouvelle vie, à soixante-huit ans.

PAUL HAZARD.

LA GRANDE GUERRE VUE DU VERSANT ORIENTAL

MA MISSION EN RUSSIE

II ⁽¹⁾

OCTOBRE 1914 — MAI 1915

AVÈNEMENT DU ROI FERDINAND

Jean Bratiano, qui fut le principal collaborateur du roi Carol, a tracé du souverain politique un portrait magistral.

Le Roi s'est dépeint lui-même, presque à son insu, en notant heure par heure le drame de sa conscience, dans le journal intime de ses derniers jours. Mais ce qui complète surtout sa physionomie, c'est son testament, écrit le 26 février 1899, — quinze ans avant la guerre, — et qui fut révélé après sa mort. La lecture de ce document démontre non seulement la générosité du Roi, qui fit de nombreuses donations aux œuvres culturelles et charitables, mais aussi l'attachement profond qui l'unissait à son peuple. On en trouve la preuve dans ces passages :

« En écrivant ce testament, ma pensée se reporte avant tout vers mon peuple aimé, qui a eu en moi une confiance absolue et pour lequel mon cœur n'a cessé de battre.

« Jour et nuit, je pensais au bonheur de la Roumanie, qui

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1929.

est parvenue aujourd'hui à occuper parmi les États européens une place digne et importante.

« Malgré toutes les difficultés que j'ai rencontrées, malgré toutes les suspicions auxquelles j'ai été en butte, principalement au commencement de mon règne, et qui m'ont exposé aux plus violentes attaques, je suis allé de l'avant, sans peur ni défaillance, sur le droit chemin, avec une foi illimitée en Dieu et dans le bon sens de mon peuple fidèle.

« Entouré et secondé par des hommes qui constituent l'élite du pays, et auxquels j'ai voué une reconnaissance profonde ainsi qu'une vive affection, j'ai réussi à édifier aux bouches du Danube et sur la Mer Noire, un État pourvu d'une bonne armée et disposant de tous les moyens nécessaires au maintien de la belle position qu'il occupe ainsi qu'à la réalisation de ses hautes aspirations.

« Mon successeur au trône reçoit un héritage dont il sera fier et qu'il saura diriger, j'en ai le ferme espoir, dans le même esprit que moi, inspiré par la devise :

Tout pour le pays
Rien pour Nous. »

Cette noble maxime fut également celle de son successeur. Mais l'héritage était plus lourd que le roi Carol ne l'eût pensé.

Le nouveau roi, Ferdinand, né Hohenzollern comme son oncle, élevé dans les calmes traditions du château de Sigmaringen, était d'un naturel timide et de goûts simples. Déraciné de ce milieu à l'âge de vingt ans et « transplanté » sur le sol roumain, il acceptait le rôle qui lui était dévolu avec une résignation qui, à certaines heures, ne fut pas sans mélancolie. Un sentiment unique le dominait tout entier : le sentiment du devoir. Tenu à l'écart, très rarement initié aux affaires, mais toujours respectueux des règles qui lui étaient imposées, il souffrait en silence. La reine Marie, qui fut son meilleur biographe, dans les pages si émouvantes où elle dépeint l'état d'âme du jeune prince héritier, nous dit qu'il regardait la vie « au travers d'épais barreaux de fer ».

Tel était l'homme qui, le 11 octobre 1914, devait monter sur le trône roumain, à l'une des heures les plus graves de l'histoire de son pays, au début tragique de la guerre mondiale. Il avait, non seulement à choisir la voie dans laquelle il devait

engager la Roumanie, mais encore ce choix, par le fait de son origine allemande, devenait pour lui, comme pour son prédécesseur, un angoissant cas de conscience. Peu de souverains ont eu à faire face, dès leur avènement, à une situation aussi émouvante que celle devant laquelle se trouvait le roi Ferdinand.

Ce prince timide sentait tous les regards braqués sur lui. De son côté, le peuple se demandait quelle voie allait suivre le nouveau monarque. Se conformerait-il aux vœux de la nation ? Comment répondrait-il à cette attente inquiète ? Par une seule phrase : « Je serai un bon Roumain », dit-il dans le message qu'il adressa à ses sujets du haut de la tribune du Parlement. Ces simples mots étaient pour lui un serment, et ce serment encourageait tous les espoirs. « Je serai un bon Roumain !... » Il le fut, et jusqu'à son dernier souffle : Dieu seul et lui surent quelle immolation contenaient ces paroles ; mais l'ingratitude lui fut épargnée. Tant de souffrances émurent et elles lui furent du moins payées par l'affection profonde de son peuple, unique récompense des souverains.

Quelle était la situation diplomatique de la Roumanie à l'avènement du roi Ferdinand ?

Elle venait de conclure avec la Russie, le 1^{er} octobre 1914, le traité de neutralité que devaient garantir la France et l'Angleterre : garantie indispensable pour la Roumanie qui conservait un souvenir cuisant de ses rapports avec la Russie et de ses démêlés de 1878, et qui n'eût jamais consenti à s'engager seule en tête-à-tête avec l'Empire des Tsars.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans une étude précédente, ce traité eut pour la Roumanie l'avantage considérable de l'acheminer vers l'accomplissement de ses aspirations nationales, désormais reconnues par les Alliés ; il lui réservait également le droit de choisir le moment de son entrée en guerre ; il permettait enfin au chef du gouvernement royal de dominer la situation politique intérieure pendant la période de neutralité jusqu'au moment où, muni des garanties nécessaires, il pourrait parachever l'unité de la Roumanie.

Lorsque certains personnages de l'opposition, animés à la fois d'ardents sentiments patriotiques et d'un zèle excessif, manifestaient quelque inquiétude sur l'opportunité de l'abstention de la Roumanie à l'heure où l'on se préparait à rema-

nier la carte de l'Europe et exprimaient au chef du gouvernement, en évoquant le souvenir de Villafranca, leur crainte que le pays ne laissât échapper l'instant propice ; lorsqu'il se trouvait serré de près, soit par ses propres partisans, soit par les chefs mêmes de l'opposition, Bratiano, d'un pas massif auquel sa haute stature et sa crinière de lion conféraient un je ne sais quoi d'impressionnant, se dirigeait vers son coffre-fort, tirait d'une enveloppe un petit papier plié en quatre et le montrait, en toute confiance, à ses auditeurs en soulignant de l'index le passage du traité qui laissait à la Roumanie le choix du moment. Bratiano se servait donc de l'accord pour calmer les inquiétudes patriotiques, avec la certitude que, l'indiscrétion aidant, la confiance ne tarderait pas à s'éventer. Ce simple geste assoupissait, pour quelque temps du moins, l'ardeur inopportune des protagonistes de l'intervention immédiate. Je tiens de Bratiano lui-même, que, grâce à ce document, il réussit maintes fois, durant la longue période d'apparente inaction, à maîtriser l'impatience de l'opinion publique.

Ces appréciations sur l'accord du 4^{er} octobre se trouvent confirmées dans un rapport du 5 février 1915, émanant d'un diplomate russe et découvert dans les archives secrètes de l'empereur Nicolas II. On y lit notamment : « Cet éclaircissement du chef du pouvoir roumain produisit une impression magique et fit adhérer au point de vue de Bratiano ses adversaires les plus irréductibles, les plus ardents prêcheurs de l'offensive immédiate contre l'Autriche. »

Pour la Russie, déjà aux prises avec ses redoutables adversaires, l'acte du 4^{er} octobre 1914, conclu du vivant du roi Carol et dont on a tant fait grief à Sazonov, apaisait son inquiétude d'une attaque roumaine qui, la prenant à revers, eût mis en péril toute l'aile gauche de son armée.

Pendant les négociations en cours, Pétrograd était le champ de deux actions divergentes : l'une, venant de la légation russe à Bucarest qui donnait au Pont-aux-Chantres l'assurance que l'opinion publique en Roumanie empêcherait même le Roi d'engager son pays dans une action contre la Russie, l'autre, en l'espèce, était la mienne.

Il n'entrât pas dans mon rôle de soulager le ministre du Tsar de ses inquiétudes ; celui-ci n'ignorait d'ailleurs pas que les prérogatives de la monarchie constitutionnelle en Roumanie

donnaient au Roi le pouvoir de remplacer, à n'importe quel moment, un Gouvernement favorable à l'Entente par un autre qui eût tourné le pays du côté de la Triplice.

C'est sous l'empire de ces craintes que Sazonov se décida à signer l'acte du 1^{er} octobre 1914 par lequel son pays gagnait : d'écarter le danger d'une attaque roumaine; d'assurer, dans les limites de la neutralité, le ravitaillement de la Serbie envahie et enfin d'avoir la perspective que la Roumanie se rallierait aux Puissances de l'Entente contre l'Autriche-Hongrie.

Une fois ce traité conclu avec la Russie, le cabinet de Bucarest ne resta pas inactif.

LA DIPLOMATIE ITALIENNE

Aussitôt orientée politiquement vers les Alliés, par le traité de neutralité de 1914, la Roumanie s'efforça de prime abord, en un geste instinctif, de rechercher le pays qui, par sa situation, ses aspirations, ses origines et ses tendances latines, se rapprocherait de ses affinités. Ce pays vers lequel la portait une sympathie toute spontanée, c'était l'Italie.

Dès l'instant où le conflit mondial, provoqué par l'Autriche-Hongrie, commençait, la Triple Alliance avait vécu. La guerre entreprise par les deux puissances germaniques était offensive, et, partant, contraire aux clauses mêmes qui régissaient la Triplice. L'attitude d'expectative prise d'un tacite accord par la Roumanie et l'Italie devant le conflit que venaient de déclencher leurs Alliés, sans les avoir consultées, marquait déjà un premier trait d'union entre les deux pays. Un objectif identique déterminait, en outre, leur attitude dans le conflit mondial : leurs revendications nationales qu'elles pouvaient faire valoir à l'Autriche-Hongrie, leur alliée d'hier. Ainsi donc, seules en Europe, l'Italie et la Roumanie se trouvaient-elles dans le cas d'entrer en guerre sans avoir été provoquées.

Ni Jean Brătianu, ni l'opinion publique roumaine ne perdaient de vue ces raisons multiples qui aimantaient l'une vers l'autre la Roumanie et l'Italie. Bien plus, le roi Ferdinand avait une raison particulière de tourner les yeux vers l'Italie en ces moments si graves pour lui et pour son pays. Le fait que Victor-Emmanuel III, membre lui aussi de la Triplice, était demeuré neutre dès le début du conflit, et alla plus tard jusqu'à prendre

les armes contre ses anciens alliés, devint une justification aux yeux du monarque roumain, un geste de solidarité entre souverains qui apporta un apaisement à sa conscience. La Roumanie, dès ce moment-là, s'employa à mettre en lumière, à Paris et surtout à Londres, l'avantage qu'il y aurait à obtenir le concours armé de l'Italie pour une action commune italo-roumaine aux côtés de l'Entente. Bucarest entama dans le même temps des négociations avec Rome.

Le premier résultat des négociations italo-roumaines fut la conclusion à Bucarest, le 23 septembre 1914, d'un accord secret par lequel chacun des deux Gouvernements s'engageait à ne pas sortir de la neutralité sans un préavis de huit jours. Ils décidaient, par le même accord, de se tenir en relations constantes, afin d'examiner la situation au fur et à mesure qu'elle se modifierait et d'aviser au cas où elle comporterait la nécessité d'un accord plus précis. Enfin, ils s'engageaient à se concerter de manière à observer la même attitude pour le maintien de leur neutralité, soit en cas de médiation, soit enfin en cas d'entrée en action.

Quelques jours après la conclusion de cet accord, l'ambassadeur d'Italie à Pétersbourg me faisait une proposition que je transmettais à Bucarest, en un télégramme du 7 octobre 1914 où je disais notamment ceci : « Le marquis Carlotti m'a dit qu'il était opportun que l'Italie et la Roumanie restassent en contact permanent, pour établir une concordance de vues. Outre l'accord désirable entre l'Italie et la Roumanie en vue d'obtenir les territoires de la double monarchie qui leur reviennent, il considère qu'on ne doit pas s'arrêter là. Ces territoires une fois conquis, il est de notre intérêt commun d'empêcher la réduction de l'Autriche-Hongrie et la rupture totale de l'équilibre par le slavisme et par la création des duchés de Bohême et de Croatie. Il y a intérêt aussi à endiguer le slavisme balkanique par un contre-poids que formeraient la Grèce, la Roumanie, l'Albanie, la Turquie, avec notre prépondérance (Roumanie-Italie). La marche rapide des événements ne doit pas faire envisager ces éventualités comme prématurées pour établir un point de vue commun. L'ambassadeur m'a demandé de sonder le Gouvernement roumain sur la question de savoir s'il n'y aurait pas avantage à ce que ces pourparlers aient lieu dès à présent, ici, entre nous deux. » (N° 4161.) Ainsi donc,

l'Italie, avant même d'entrer en guerre, voyait se dresser devant elle le problème de l'Adriatique, la question serbe et la menace d'une trop grande expansion du slavisme. Ces divergences d'intérêts entre l'Italie et la Serbie couvaient déjà, en 1914, et inclinaient la première à redouter l'annihilation complète de l'Autriche en prévision des avantages qu'en retireraient inévitablement les Slaves.

Le Gouvernement roumain approuva entièrement l'idée de conversations entre l'ambassadeur italien et moi. Pour ce qui est des négociations officielles, il dut évidemment attendre, — afin de ne pas donner l'impression de passer par-dessus la tête du ministre d'Italie à Bucarest, — que celui-ci lui fit des ouvertures officielles.

Plus de deux mois se passent : l'Italie ne donne pas signe de vie. Brusquement, la situation s'aggrave. L'Autriche masse des troupes dans les Carpathes. Jean Bratiano prend les devants, et, le 23 janvier 1915, demande au ministre d'Italie à Bucarest si le Gouvernement italien ne juge pas opportun de faire un pas en avant dans l'entente conclue le 23 septembre 1914 par les deux pays et de mieux préciser leur action commune qui ne pouvait rester indifférente devant le problème du démembrement de l'Autriche posé par la guerre actuelle; en outre, il demande au Gouvernement italien si la Roumanie peut compter sur son appui militaire au cas où elle serait attaquée. Si cet appui lui était assuré, ajoute le président du Conseil, elle serait dispensée de prendre à sa frontière des mesures militaires de protection, toujours difficiles à tenir secrètes.

A cette invite, la Consulta, quatre jours après, répond par un refus général : « La situation en Europe n'exigeait pas un resserrement des relations italo-roumaines, et l'Italie ne jugeait pas pouvoir promettre son appui militaire. »

Le président du Conseil roumain fit alors savoir au Gouvernement italien que, puisque l'Italie n'attachait pas une importance capitale à la sécurité de l'État roumain, son Gouvernement ne pourrait non plus, de son côté, faire de ses relations avec l'Italie le pivot même de sa politique, comme il en avait eu l'intention. Cette déclaration impressionne Rome. Le Gouvernement italien prescrit au duc d'Avarna de faire, le jour même, une démarche urgente auprès du Ball Platz, afin de protester contre la concentration de troupes austro-hongroises

à la frontière roumaine. Et deux jours après, le 29 janvier, il en informe le Gouvernement roumain et lui déclare en même temps que, cette fois, « il était prêt à prendre un nouvel engagement formel en vue d'une action solidaire réciproque pour le cas d'une agression non provoquée de la part d'une tierce puissance, et cela indépendamment de l'accord du 23 septembre 1914, qui demeurerait ferme ».

Effectivement, le 6 février 1915, le nouvel accord secret de défense mutuelle est conclu. Bien plus, vers la fin du mois, l'Italie demande à la Roumanie si elle est disposée à entreprendre une action militaire contre l'Autriche-Hongrie à la fin d'avril, et si elle ne peut d'ores et déjà établir une entente dans ce sens avec la Bulgarie. Le Gouvernement roumain répondit qu'il était disposé à entreprendre avec l'Italie une action vigoureuse contre l'Autriche-Hongrie à une date correspondant aux préparatifs militaires roumains et tenant compte, par rapport à la Bulgarie, de la situation militaire générale. Il était de toute évidence qu'une simple démarche faite à Sofia avait une portée moins grande que de placer la Bulgarie devant le fait accompli d'un accord italo-roumain. Rome se déclare très satisfaite de la réponse de Bucarest. Elle promet d'informer la Roumanie de toute nouvelle phase de la situation internationale. Puis, nouveau silence de l'Italie. Février, mars, les trois quarts d'avril s'écoulaient sans que son Gouvernement donne signe de vie. Que signifie ce mystère? Le Cabinet de Bucarest ne tarde pas à en avoir la clef par des tiers : l'Italie traite avec l'Entente.

Mais les négociations de l'Italie avec l'Entente n'allèrent pas toutes seules. Dès le début de la guerre, certains propos tenus par les représentants de la diplomatie italienne créèrent une atmosphère peu favorable aux négociations de la Consulta avec l'Entente. Le recueil des documents secrets russes contient un télégramme du ministre du Tsar, daté de Bucarest le 11 septembre 1914, qui informe Sazonov des revendications italiennes telles qu'elle lui auraient été formulées par son collègue italien, le baron Fasciotti : « Le ministre d'Italie a, dans ses conversations avec moi, exprimé le regret que la France n'ait pas fait à l'Italie d'offres assez tentantes pour son concours armé. Il craint que dans l'avenir les succès militaires de l'Allemagne ne rendent cette entente difficile... Une seule chose pourrait

inciter
serait
dire qu
et la
l'Adria
par la
l'except
trouve
Roum

C'e
que S
trouve
ne né
à l'ég
tout
ont d
Europ
mins
vous

Il
Russ
trair
mett
négo
rien
dent
la R
ténac
cela
hum
tatie
les c

on n
réag
été
son
Ser
tion
avo

inciter l'Italie à la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche, ce serait la promesse de réaliser son unification nationale, c'est-à-dire que la France devrait céder le Comté de Nice jusqu'au Var et la Corse, et promettre à l'Italie l'annexion du littoral de l'Adriatique jusqu'à l'Istrie inclusivement. La Corse pourrait, par la suite, être échangée contre une partie de la Tunisie, à l'exception de Bizerte. Le ministre d'Italie, tout comme moi, trouve qu'il est presque probable qu'à la suite de l'Italie, la Roumanie viendrait se mettre à nos côtés... »

C'est sans doute à ces propos et peut-être à d'autres encore, que Sazonov me faisait allusion lorsque, le 3 février, je l'allai trouver pour lui réitérer nos instances, afin que l'Entente ne négligeât pas l'Italie et qu'elle se montrât plus conciliante à l'égard de Rome. « Les représentants italiens, m'objecta-t-il, tout en prétextant ne parler qu'en leur nom personnel, nous ont dévoilé des prétentions et des appétits non seulement en Europe, mais en Asie et en Afrique où ils réclament des chemins de fer, et ces prétentions sont telles, qu'il ne faut pas vous étonner si les pourparlers languissent. »

Ils languissent en effet jusque vers le mois de mars 1915. La Russie d'ailleurs ne fait rien pour les ranimer. Bien au contraire, des trois partenaires de l'Entente, c'est surtout elle qui mettait une mauvaise grâce obstinée qui n'a ni facilité les négociations ni contribué à en hâter la conclusion. Il n'a fallu rien moins que l'intervention pressante des Puissances occidentales, une lettre personnelle de M. Poincaré, Président de la République, adressée à Nicolas II, et enfin et surtout la ténacité de Sir Edward Grey pour faire aboutir l'accord, et cela malgré la vive résistance de Sazonov qui ne cachait ni son humeur ni son dépit. Aussi les dernières phases des tractations donnèrent-elles lieu à une passe d'armes serrée entre les deux alliés : Russie et Angleterre.

« Il paraît, écrivait le ministre du Tsar, qu'en Angleterre on ne se rend pas compte à quel point l'opinion publique russe réagit dès qu'il s'agit des Slaves. Déjà les concessions qui ont été faites à l'Italie sur le compte des Slovènes et des Croates sont blâmées publiquement en Russie, et si on opprime la Serbie dans la question de son libre accès à la mer, l'indignation sera plus grande encore. Et quand on apprendra que nous avons été forcés à ces concessions non seulement parce que

nous n'avons pas été soutenus à temps par l'Angleterre, mais encore à cause des insistances directes de Grey tout à coup devenu partisan de la domination sans partage des Italiens en Adriatique, l'opinion publique russe se retournera certainement contre l'Angleterre, ce qui est extrêmement fâcheux. »

Sir Edward Grey, de son côté, insiste sur l'importance morale que serait pour l'Entente la collaboration de l'Italie, et, pour obtenir cette alliance, il ne craint pas de rappeler à Sazonov la complaisance montrée par la Grande-Bretagne à la Russie dans la question de Constantinople. Pour l'homme d'État britannique, le refus de l'Italie signifierait « qu'il ne faut plus compter sur le concours de la Roumanie et de la Bulgarie qui la première aurait peut-être suivi, ainsi que sur celui de la Grèce ». L'Angleterre, si sensible en général pour tout ce qui regarde les mers, n'avait pas un intérêt spécial britannique à défendre dans le canal d'Otrante et dans l'Adriatique, qui intéressent plus particulièrement, au contraire, l'Italie et la Serbie. Aussi Sazonov lutte-t-il pied à pied pour défendre les intérêts des Slaves et se refuse-t-il jusqu'au dernier moment à céder à la « pression des Alliés ». Et lorsqu'enfin, il est amené à y consentir, il déclare que le résultat des pourparlers est une « capitulation complète » des trois grandes Puissances devant les exigences de l'Italie.

Ces pourparlers si difficiles se prolongent jusqu'à la fin d'avril. Et soudain, les 24 et 28 avril 1915, l'Italie informe la Roumanie qu'elle vient de terminer les négociations et de conclure une alliance formelle avec l'Entente, qu'elle pense entrer en guerre vers le 20 mai, et a fait part à ses nouveaux alliés de l'intérêt qu'elle attachait à une collaboration roumaine; enfin, qu'elle ne négligerait rien pour assurer satisfaction aux revendications roumaines, croyant sans doute peser par cet argument sur la Roumanie et la décider à entrer en action.

Il faut dire encore, — et cela explique l'action brusquée de l'Italie, — que cette hâte d'entrer en guerre peut se comprendre par la position géographique de ce pays, fortement appuyé sur la France. Rome voyait la guerre du front occidental; les Alliés lui inspiraient confiance; elle croyait en leur force et, en conséquence, pensait que la guerre serait désormais d'une courte durée. Il s'agissait donc pour elle d'entrer en action le plus tôt possible, afin que l'Entente ne fût pas victorieuse sans l'Italie.

La Roumanie était dominée par ses suspensions à l'égard de la Russie et voyait au contraire la guerre à travers le chaos du front oriental. Les transports d'armements et de munitions, qui devaient lui être envoyés régulièrement par ses alliés, avaient à traverser la Russie et risquaient de souffrir des lenteurs et de l'incurie qui régnaient dans ce pays. C'est d'ailleurs ce qui n'allait pas manquer d'arriver, donnant ainsi une justification tardive et tragique et la valeur d'une vision réellement prophétique aux hésitations et aux « tergiversations » tant reprochées à Jean Bratiano pendant les négociations avec les Alliés et surtout avec la Russie.

Ainsi donc, l'Italie s'était irrévocablement engagée avant que la Roumanie eût eu le temps d'élucider, elle aussi, la question de ses frontières futures, ajournée précisément par son gouvernement avec le dessein de bien montrer à la Triple Entente l'importance qu'attachait la Roumanie à un accord avec l'Italie, accord qui, dans la pensée de Bratiano, aurait pu être inséré dans un traité d'alliance éventuel entre les cinq Puissances.

Au cours d'un entretien qui ne manqua pas de vivacité, Bratiano déclara au ministre d'Italie à Bucarest que, dans ces conditions, l'appui donné aux intérêts roumains était purement théorique et qu'il avait, pour sa part, fait mieux pour les intérêts italiens. En effet, nous l'avons vu, dès le début de ses négociations avec l'Entente, la Roumanie avait attendu que l'Italie y participât, et s'était même entremise pour que les tractations de l'Entente avec celle-ci eussent lieu de préférence par Londres. A aucun moment la Roumanie n'avait séparé sa cause de celle de l'Italie. Le président du Conseil roumain exprima au baron Fasciotti sa conviction que l'accord isolé de l'Italie avec l'Entente, envisagé au point de vue de l'intérêt italien, comme au point de vue militaire, en diminuait fort la portée. Quant à lui, il déclara qu'il ne saurait engager la Roumanie avant d'avoir obtenu la frontière de la Theiss et celle du Pruth en Bukovine.

De fait, le Gouvernement italien s'était contenté de se joindre seul à la Triple Entente, au lieu de lui apporter l'appoint italo-roumain qui aurait eu une répercussion autrement forte sur la situation générale et eût certainement entraîné, sinon la Bulgarie et la Grèce, tout au moins l'une des deux. Mais dans l'attitude de la Consulta il faut chercher le calcul

politique : le Gouvernement de Rome se rendait déjà compte qu'une partie importante des concessions territoriales que lui reconnaissait l'Entente pour l'entraîner à ses côtés, serait faite aux dépens du slavisme : Dalmatie, Istrie, etc...

La Russie, mandataire reconnue d'une Serbie en détresse, se serait refusée à admettre ces concessions, d'autant que les revendications de la Roumanie avaient aussi pour objet le Banat et la Bukovine, et qu'elles heurtaient les sentiments slaves. Le baron Sonnino sentit que si les demandes roumaines étaient conjuguées avec celles de l'Italie, la Russie y serait plus hostile encore. Aussi préféra-t-il assurer d'abord les intérêts de son pays. Qui pourrait le lui reprocher ?

Une fois de plus, dans le cours de son histoire, l'Italie semble avoir eu la prescience des événements. En effet, le calcul de l'homme d'État italien était juste, mais seulement en partie : la Russie n'aurait jamais consenti tant de concessions au bénéfice de l'Italie et de la Roumanie, et cela aux dépens du slavisme.

Aussi, dès mon retour à Pétrograd après un court voyage à Bucarest, je ne tardai pas à sentir combien Sazonov se montrait peu enclin à satisfaire nos demandes en raison même des concessions territoriales que, par le nouveau traité, les Alliés accordaient à l'Italie. J'en eus la preuve lorsque, le 3 mai 1913, je lui rendis visite dans son cabinet du Pont-aux-Chantres. A peine en avais-je franchi le seuil, tenant à la main la carte de nos revendications, que Sazonov, avec un geste à l'appui, m'aborda par ces mots : « Maintenant que l'Italie entre en guerre, le tarif de la Roumanie a baissé. » Mais où le calcul de Sonnino s'est révélé faux, c'est d'avoir pensé que Bratiano serait débordé par l'opinion publique, ce qui entraînerait fatalement la Roumanie à prendre les armes à la suite de l'Italie.

Lord Grey s'est demandé plus tard, dans ses *Mémoires*, comment la diplomatie italienne avait pu avoir alors cette certitude. Les lignes qui précèdent en sont l'explication.

D'ailleurs le résultat de l'erreur de la Consulta ne se fait pas attendre. Le 23 mai 1913 l'Italie entre en guerre, mais elle entre seule. La Roumanie reste neutre.

C. DIAMANDY.

(A suivre.)

POÉSIES

NOCES D'ARGENT

Latitude 41, 44 Nord.

Du balcon de la poupe où le soir romanesque
Croulait nuage après nuage à l'horizon,
Sous la tumultueuse et blanchoyante fresque
D'une mer haute ainsi qu'une glauque prison,

J'ai revu tout mon sort, ce jour de notre vie
Où voici vingt-cinq ans, pour la première fois,
Nous avons échangé d'une bouche ravie
Le baiser des époux dans la maison des bois.

Je ne regrette rien de tout cet immense âge.
Ce que j'ai fait depuis, je le ferais encor.
J'ai vécu libre et simple, essayant d'être un sage,
Tirant du lot commun un pauvre et pur trésor.

J'aurai passé mon temps sur cette vieille terre,
Regardant au-dessus le grand ciel incompris,
Étonné sans frayeur, accueillant au mystère,
Prêt à vieillir sans pleurs comme à mourir sans cris.

Je vais bientôt peut-être entrer dans les ténèbres
Sans avoir deviné si le rectangle noir
Nous confine en des lieux aveugles et funèbres
Ou s'ouvre à quelque immense et bleuissant savoir.

On me dit que plus tard, par delà les soirs tristes,
Des balustres du ciel où sont les Séraphins,
Je découvrirai tout, où j'allais, d'où je vins...
O toi qui partageas ma peine et qui l'assistes,
Sois encor près de moi sur les balcons divins!

SUR UN CRI DE MARCHANDE FLORENTINE

« Belle rose,
Belle rose!
Bel mughetti! »

J'entendrai toujours ce cri,
Cri dolent où quelque chose
S'éraille d'un peu meurtri,
Cri d'un vieux peuple gentil
Qui trop longtemps a pâti
De misère et de névrose...

« Belle rose,
Bel mughetti! »

« Belle rose,
Belle rose!
Bel mughetti! »

La marchande chante et rit
Bien que pâle de chlorose,
En offrant d'un bras maigri
Les fleurs que l'aigail arrose,
Et Florence en brique rose
Vit toute autour de ce cri...

« Belle rose,
Bel mughetti! »

« Belle rose,
Belle rose!
Bel mughetti! »

... Et notre jeunesse aussi,
Qui changeait en vers la prose,
Quand, des Cascine tiédís
Où nous avions sans merci
Bu des baisers étourdis,

Tu rentrais en robe rose,
 « Belle rose,
 Bel mughetti! »

« Belle rose,
 Belle rose!
 Bel mughetti! »

Tu rentrais en robe rose,
 Ton beau visage aminci,
 — J'en ris et j'en pleure aussi, —
 Au coin du vieux pont morose
 Où meurt un soleil pâli,
Lung' Arno Acciaiuoli,

« Belle rose,
 Belle rose!
 Bel mughetti! »

LE BEAU VALLON

Il n'est rien de plus doux que ce vallon au monde.
 Un dieu sans doute a pris dans les Champs Élysées
 Cette source entre des bouleaux à feuille blonde,
 Cette prairie, et dans ce creux les a posées :
 Il n'est rien de plus doux que ce vallon au monde.

L'on n'en peut approcher sans en faire le tour,
 L'on en sent onduler les lignes dans son cœur.
 Il parle de repos, de bonté, de bonheur;
 L'on ne peut pas le voir sans un élan d'amour,
 L'on n'en peut approcher sans en faire le tour.

Les anciens ont raison : ces lieux ont leur Génie.
 Il est là, dans les bois, tendre, à peine farouche,
 Seul, l'oreille tendue et le doigt sur la bouche,
 Faisant signe au silence, écoutant l'harmonie :
 Les anciens ont raison, ces lieux ont leur Génie.

VOICI LE SOIR...

Voici le soir qui tombe en octobre, mon âme.
Qu'as-tu fait des matins où ta fougue était flamme?
Qu'as-tu fait des ardents et longs après-midis
Où brûlait l'orgueil d'être en tes yeux trop hardis?
Vois : il te reste encore un peu de crépuscule.
Surtout ne le perds pas en regret ridicule;
Ne marche pas non plus affolé vers la nuit;
Mais erre en ton jardin, et dans le vent qui bruit
Et qui t'apporte en soi toutes les fleurs du monde,
Bois ton reste ici-bas d'une haleine profonde;
Et songe que déjà, par delà le mont bleu,
Là-haut, dans une plaine immense, t'attend Dieu!

ON VOUDRAIT...

On voudrait chanter avec génie,
On voudrait dire enfin ce qu'on a
Dans le cœur de tristesse infinie
Ou de plaisir qu'un baiser donna.

On est joyeux et cruel souvent,
On est léger comme tous nous sommes.
On rit le jour au milieu des hommes;
Mais seul, la nuit, on pleure en rêvant.

On fut un peu trompé par la vie!
On en attendait je ne sais quoi,
Un grand bonheur qui vous eût fait roi,
Qu'on méritait, — d'en avoir envie!

On l'attend toujours! Et cependant,
Et cependant comme elle est menteuse!
Comme là-bas la lueur douteuse
Du soleil mort baisse à l'Occident!
On l'attend, le bonheur... — On attend.

LE VAIN REGRET

Est-ce ainsi qu'en allant dans la vie, on descend
 De regret en regret comme de marche en marche,
 Regardant plein d'un sourd chagrin en avançant,
 Ainsi qu'un Élysée au contour bleuisant,
 Le passé qui s'efface au loin derrière l'arche?

Est-ce que c'est cela, mourir? De jour en jour,
 Sentir que la féerie, en soi, de la tendresse,
 L'illumination magique de l'amour
 S'éteint flamme après flamme au fond du cœur plus lourd,
 Comme une fête au loin que l'aube blême oppresse
 Quand dans chaque lanterne, en fumant, l'huile baisse
 Sous un grand vent plus frais qui palpite et qui court!

Est-ce donc ce frisson glacé qui vous effleure,
 Ce long regard suivant chaque instant qui s'enfuit,
 L'espèce de remords amer qui le poursuit,
 Le désir d'arrêter l'heure que tout à l'heure
 On sentait déjà moins heureuse, et qui conduit
 Vers une autre plus triste, — et que d'avance on pleure?

Ah! sable insidieux qui ruisselles sans bruit,
 Temps absurde, bizarre et cruelle durée,
 Eau qui coules sournoise et molle dans la nuit,
 Sous les joncs des instants qui la font ignorée!
 Retourne, sablier, ta poussière dorée,
 Remonte, eau, si tu peux, vers ta source moirée!
 Rendez-moi ces instants de printemps et d'été
 Dont j'ai si vaguement et si mal profité!

— Je l'avais lu dans les vieux vers d'autres poètes
 Qui cependant avaient été jeunes aussi
 Et qui n'en avaient pas moins vu blanchir leurs têtes,
 Je savais, je savais qu'ils fuyaient sans merci,
 Ces beaux instants que mon dédain gâchait ainsi!
 Mais j'espérais la traversée un peu plus lente,
 Mais je ne pensais pas qu'à ce point il fût vrai

Que, tandis que l'on croyait vivre, l'on mourait,
— Et qu'après quelques jours d'ardeur impatiente,
Quelques moments fiévreux et passés dans l'attente,
Quelques clins de nos yeux tendus au ras des flots,
Alors qu'on croyait voir enfin, ils étaient clos!

PRÉSENCE

Le clair de lune est entré dans la chambre
Si doucement que je l'y ai suivi,
Muet, à pas de loup, charmé, ravi,
Comme le blond brin de paille suit l'ambro.

Et je demeure ainsi dans l'ombre brune,
Seul, à sentir, le cœur battant d'émoi,
Ainsi qu'un être humain proche de moi,
La présence du clair de lune.

L'ESSENTIEL

Je ne sais quel frisson du fond de ma jeunesse,
Quel frisson romanesque en moi renait soudain,
Par ces grands beaux quartiers qu'on sent pleins de richesse
Avec leurs carreaux d'or dans le soir citadin.

Je ne sais quel frisson, je ne sais quelle transe
De joie inattendue en ce doux soir plus clair :
C'est comme si, soudain, se rouvrait l'espérance ;
Il est du plaisir tendre et du bonheur dans l'air.

J'ai dû rêver ici des amours romantiques,
Des duchesses le soir attendant au balcon
En des salons drapés de velours pathétiques
Où rit un blanc souper que fleurit maint flacon,

Et des départs, le corps brisé, le ciel dans l'âme,
Quand l'amant sort furtif à l'air frais du matin.
Encor tout parfumé de la chair de la femme
Et du mystère heureux de l'amour clandestin.

Je n'ai jadis vécu que par hasard ces choses,
Voici pour moi l'instant qu'on ne les rêve plus.
Mais je vois fuir ces temps d'amour sans pleurs moroses
L'essentiel n'est pas de les avoir vécus.

L'essentiel n'est pas de les avoir connues,
Ces douceurs que le temps fût venu m'enlever :
Elles seraient au loin, et je les aurais eues ;
Je garde en moi *cela* qui me les fit rêver,

La Poésie, ardent vitrail où le ciel joue
Et colore son vide en azur infini,
Qui d'un petit jardin dans la pluie et la boue
Fait pour l'enfant un parc vapoureux et jauni,

Beau prisme qui grandit le monde et qui l'illustre,
Qui, pour un vieil ivrogne, un poète souillé,
Galbe un vase de marbre au bord d'un blanc balustre
Avec un pot de fleurs sur un balcon rouillé,

La Poésie, écho du plus vain cor de chasse
Dans la Forêt où dort le magique Château,
Reflet d'un soir d'Égypte en la plus humble glace,
Secret médiéval du moindre boqueteau,

La Poésie anguste et transfiguratrice
Qui fit imaginer ces secrètes amours
A l'enfant trop rêveur pour qu'un jour le meurtrisse
Cette réalité qu'il inventait toujours.

Les choses qui nous créent tout un monde illusoire,
C'est l'âme au loin qui les projette et les fait voir ;
L'important, ce n'est pas les avoir, mais y croire,
Car les imaginer, c'est vraiment les avoir !

Femmes, amours, bonheur romanesque, richesse,
Gloire même, espoir même en quelque lointain ciel,
Elle m'a tout donné, tout ! Vienne la vieillesse,
Vienne la mort ! J'ai possédé l'essentiel !

FERNAND GREGH.

OU EN EST L'ALLEMAGNE?

II ⁽¹⁾

ASPIRATIONS ET PRÉTENTIONS ALLEMANDES

Berlin, derniers jours d'octobre.

La dernière séance de la session, au Reichstag, fut presque aussi tumultueuse que la première ; mais elle se termina par un vote favorable au Gouvernement. Victoire ? on ne peut guère appeler victoire l'opération par laquelle M. Brüning a détaché provisoirement de l'opposition quelques partis qui se sont déclarés bien moins pour le cabinet que contre ses adversaires. Mais enfin le scrutin du 18 octobre permet au Gouvernement d'ajourner l'assemblée au 3 décembre et de travailler jusque-là dans une relative tranquillité. On pense généralement que la session de décembre sera fort courte : le Reichstag approuvera quelques mesures financières urgentes ; après quoi, on le remettra en vacances, pour le moins jusqu'à la mi-janvier.

Au point de vue de la politique intérieure, la situation ne s'est peut-être pas sensiblement éclaircie, mais elle s'est améliorée. Un certain calme est revenu. L'attitude énergique prise par le chef du Gouvernement en face des attaques violentes dirigées contre lui par la droite et l'extrême-droite, lors de la dernière séance, a valu à M. Brüning un surcroît d'autorité assez opportun. Exaspéré par l'intervention arrogante de

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} novembre

M. d'Oldenburg-Januschau, le chancelier d'Empire a trouvé, pour répondre au vieux junker prussien, des accents d'une éloquence inattendue. Était-ce bien le même homme que nous avions vu, il y a cinq jours, immobile à cette tribune, lisant d'une voix monotone, sans un geste, une déclaration aussi incolore qu'elle était habile ? Ses amis eux-mêmes ne le reconnaissaient pas. *Facit indignatio... oratorem.*

Le cabinet a d'ailleurs largement profité des maladresses accumulées par ses adversaires. Les catholiques les plus indulgents aux hitlériens ont eu un mouvement de révolte, lorsqu'ils ont entendu le comte Reventlow attaquer grossièrement l'évêque de Mayence. A ce propos, j'observe que les journaux ont donné des paroles prononcées par le député national-socialiste une version très adoucie. M. de Reventlow a dit, en se tournant vers le Centre : « Vous avez prétendu que la jeunesse marcherait contre nous. Laissez-moi vous déclarer ici mon sentiment : la jeunesse vous échappera et marchera hors de l'Église ! » C'est à cette prophétie catégorique, dont les termes furent ensuite adoucis par l'auteur, qu'a répondu, tout aussi catégoriquement, au nom des catholiques, l'ancien ministre Braunt. L'inimitié est désormais profonde entre le Centre et les nazis : ce n'est pas la social-démocratie qui s'en plaindra.

Enfin la victoire remportée par le cabinet prussien sur les partis d'extrême-droite et d'extrême gauche qui exigeaient la dissolution immédiate du Landtag et de nouvelles élections, a contribué aussi à raffermir la situation du cabinet d'Empire. La coalition prussienne, où catholiques et socialistes voient, apparaît aujourd'hui plus solide que jamais. L'accord est complet entre M. Otto Braun, président du Conseil de Prusse, et M. Brüning, chancelier de l'Empire. Et c'est d'accord avec le chancelier que M. Braun a rappelé au ministère de l'Intérieur prussien M. Severing, « *der starke Mann* », le créateur et l'animateur de la *Schupo*, l'homme dont l'énergie et la poigne inspirent aux communistes et aux national-socialistes une égale terreur. Si de nouveaux désordres éclataient au cours de l'hiver, ils seraient sans doute étouffés assez rapidement.

Faut-il conclure de tout cela que les gens de Hitler ont irrémédiablement gâché leur victoire et perdu la partie ? Si j'avais pu avoir une telle illusion, les propos que j'entends

tenir autour de moi l'auraient bientôt dissipée. Quelques jours après la publication des fameux « projets », aux termes desquels la fraction national-socialiste demande l'expropriation des avoirs détenus par les « princes de la Banque et de la Bourse » et quelques autres mesures également favorables au capitalisme et au monde des affaires, je faisais part de mon impression, pour connaître la sienne, à un grand industriel de province, venu pour quelques jours à Berlin

— Je suis moins au fait que vous, me répondit-il avec un peu d'ironie, — n'ayant assisté ni aux séances du Reichstag, ni aux scènes tumultueuses de la *Leipzigerstrasse*. Toutefois, je crains que vous n'alliez trop vite, en concluant de ces menus incidents à l'échec définitif du mouvement hitlérien. Les nazis ont fait du bruit au Reichstag. Ils ont brisé quelques vitres dans la rue : tout cela n'est pas bien grave. Dans le parti national-socialiste, vous ne considérez que les élus, parmi lesquels il y a sans doute quelques gamins; mais il faut aussi tenir compte des électeurs. Or, je crois que ces derniers sont, en grande partie, des gens comme il faut (*anstaendige Leute*), qui se sont ralliés à Hitler par patriotisme. Ils estiment, à tort ou à raison, que les gouvernements qui se sont succédé en Allemagne depuis dix ans, ont manqué d'énergie et de dignité et se sont révélés incapables de défendre l'honneur de l'Allemagne et ses intérêts. Eh bien! je ne pense pas que les incidents de Berlin aient suffi pour faire écrouler les espoirs ou, si vous voulez, les illusions de ces gens-là. Quant aux projets contre les banques et le grand capitalisme, la plupart des bourgeois qui ont voté pour Hitler les ignorent, ou ne les prennent pas au sérieux. Peut-être quelques-uns de ceux que ces projets touchent plus directement, par exemple les industriels et les banquiers qui passent pour avoir financé le mouvement, auront-ils profité de l'occasion pour donner aux dirigeants hitlériens quelques conseils de modération; et voilà tout.

Ainsi donc, à l'origine du mouvement déchainé par Hitler, il y avait le patriotisme, c'est-à-dire la réaction contre une politique jugée trop faible, trop conciliante, indigne du peuple allemand : contre la politique de Stresemann. Ce point de vue, indiqué par l'homme d'affaires, devait m'être expliqué tout au long par un homme politique, qui d'ailleurs appartient à l'une

des fractions « raisonnables » et soutient le cabinet Brüning.

— Admettons, ce qui n'est pas certain, m'a dit le docteur X..., que le parti Hitler ne retrouverait pas demain la totalité de ses électeurs. Il reste qu'au mois de septembre six millions et demi d'Allemands se sont prononcés en sa faveur. Pourquoi ? Ceux qui sont allés grossir la clientèle hitlérienne, ce ne sont pas tant les mécontents pour raison économique, — ceux-là se sont plutôt dirigés vers le communisme, — que les mécontents pour raison politique. Le programme hitlérien répondait très exactement à l'état d'esprit de ces derniers, il exposait leurs griefs et formulait leurs exigences. En ce qui concerne la politique intérieure, Hitler dénonçait la mauvaise administration des social-démocrates. Dans l'ordre de la politique internationale, il réclamait la suspension des paiements de réparation, la suppression du couloir polonais, la revision des traités, le désarmement des puissances victorieuses ou le réarmement de l'Allemagne.

« C'est surtout par ce programme de revendications que Hitler a conquis l'électeur. Certes, les Allemands raisonnables qui ont voté pour ses candidats n'attendaient pas de lui qu'il réalisât tant et de si lointains espoirs. Mais ils lui ont su gré de s'en être fait l'interprète. Et beaucoup de gens, qui n'ont pas voté pour lui, estiment que Hitler a rendu un grand service en criant très haut ce que tout le pays pensait tout bas, en donnant au mécontentement de l'Allemagne une forme concrète et même brutale, en publiant la liste des aspirations et des prétentions allemandes.

L'OFFENSIVE CONTRE LE PLAN YOUNG

Ces aspirations, ces prétentions ont fait ici, depuis un mois, l'objet principal, pour ne pas dire exclusif, de mes entretiens avec des Allemands. C'est leur point de vue que je désirais connaître ; c'est leur point de vue que je rapporterai ici, aussi fidèlement que possible, laissant le plus souvent le soin de l'exposer à mes interlocuteurs. Les réalités désagréables, ou même inquiétantes, sont les dernières qu'il soit permis d'ignorer. Encore faut-il que ceux qui ont le plus d'intérêt à les connaître ne s'en fassent pas une image trop inexacte. C'est pourquoi je renonce à faire état des opinions manifestement

exagérées, pour ne retenir que les témoignages d'hommes compétents, réfléchis et, à leur manière, objectifs.

Commençons par le problème des réparations, puisqu'il est ici, depuis quinze jours, au premier plan de l'actualité. A vrai dire, l'offensive contre le plan Young a commencé beaucoup plus tôt; l'un des membres de la délégation allemande au Comité des experts, M. Kastl, était à peine rentré à Berlin qu'il déclarait : « Et maintenant, il ne nous reste plus qu'à préparer la revision du plan Young ! »

L'ouverture de la campagne électorale marque le début d'une attaque vigoureuse et générale contre la politique des réparations. Tous les partis, sans exception, inscrivent à leur programme, soit la suppression, soit la revision du nouveau plan. Laissons de côté les formules outrancières des communistes et des hitlériens. La *Volkspartei*, l'ancien parti de M. Stresemann, réclame « la revision des accords concernant le tribut ». La *Staatspartei*, combinaison éphémère du parti démocrate avec celui des jeunes Allemands, déclare : « Nous mettrons en œuvre tous les moyens qui s'offriront à nous, pour obtenir la réduction des charges insupportables que le plan Young impose à la nation allemande. » Les social-démocrates expriment en d'autres termes une résolution analogue. Quant au Centre catholique, son attitude est assez nettement marquée par les discours électoraux de ses chefs; et c'est M. Wirth, ministre catholique dans le cabinet Brüning, qui proclame à Liegnitz : « Si la crise économique se prolonge, le plan Young devient inexécutable. »

Langage électoral, dira-t-on. Si, par exemple, les socialistes avaient omis d'inscrire à leur programme la revision du plan, ils auraient vu une partie de leur clientèle passer au communisme. Cependant, le lendemain de la rentrée, le président du Reichstag trouve sur son bureau une demi-douzaine de résolutions concernant le plan Young : elles émanent respectivement des national-socialistes, des Allemands-nationaux, du parti économique, et de quelques autres fractions de moindre importance. Dans la déclaration qu'il fait au nom du gouvernement, le chancelier Brüning, tout en observant la réserve qui s'impose en de telles circonstances, énumère les raisons que l'Allemagne peut faire valoir en faveur d'une réduction des paiements de réparatio

Par le scrutin du 18 octobre, le Gouvernement obtient le passage à l'ordre du jour et le renvoi de toutes les propositions relatives au plan Young devant la commission des Affaires étrangères. Celle-ci se réunit le 29 octobre pour en délibérer. Grâce à l'intervention pressante et habile de M. Brüning, les propositions sont rejetées l'une après l'autre ; celle du parti économique, qui se borne à demander au Gouvernement de dresser une liste de tous les paiements effectués jusqu'à présent par l'Allemagne au titre des réparations, est repoussée par 12 voix contre 42. Le chancelier a obtenu le résultat dont il avait besoin pour sa politique : un silence provisoire sur le problème des réparations. Mais voici en quels termes un journal pondéré comme la *Gazette de Francfort* apprécie ce résultat : « Le malheur n'est pas grand, car l'étranger n'ignore pas ce que pense le peuple allemand de la contrainte ruineuse des réparations : il sait que, si aucune résolution n'a été trouvée hier pour exprimer ce que nous pensons tous, cette défaillance n'est due qu'au manque de talent parlementaire des vingt-huit députés qui siègent à la Commission. »

Quand la *Gazette de Francfort* prétend que l'étranger n'ignore rien de ce que pensent les Allemands des réparations, elle s'avance peut-être un peu. Il est vrai que, dans ces derniers temps, M. Schacht s'est efforcé d'éclairer sur ce point l'opinion américaine ; mais l'ancien président de la Reichsbank n'exprimait, s'il faut l'en croire, que ses idées personnelles, dont on peut supposer qu'elles se ressentent de la haine féroce qu'il a vouée au plan Young. Je rapporterai ici quelques opinions moins passionnées.

Le directeur d'une grande banque m'a dit :

— Après une guerre, il y a, pour le vainqueur, deux moyens de rentrer dans ses frais. Le premier, c'est l'indemnité de guerre, exigée et versée, soit immédiatement, soit dans un court délai. Le second, c'est le *tribut*, qui pèse sur le vaincu pendant une période très longue, indéfinie. Or, c'est un tribut que les vainqueurs de la dernière guerre ont imposé à l'Allemagne. Mais le paiement du tribut suppose la sujétion effective, l'occupation armée, la contrainte matérielle du pays débiteur : conditions qui, dans le monde moderne, deviennent, au bout de quelque temps, irréalisables.

« Pendant une première période, le régime des réparations

a été utile au débiteur comme aux créanciers. Il a permis à la France, à la Belgique, à l'Angleterre, d'équilibrer leur budget et de remettre leurs finances en état. Il a beaucoup aidé l'Allemagne à restaurer son économie et à réorganiser sa production. Les prestations en nature, c'était, pour l'exportateur allemand, le *dumping* intégral, le *dumping* à cent pour cent ! On empruntait, on faisait des travaux gigantesques dans les villes, on creusait des canaux, on agrandissait les ports. L'État s'appauvrisait, accumulait les dettes ; mais de nombreuses catégories d'Allemands jouissaient d'une prospérité croissante, et il y avait du travail pour tout le monde. Ce fut la période du plan Dawes.

« Mais on ne peut pas appliquer longtemps un pareil système. Nous sommes entrés dans une période nouvelle, où le régime des réparations commence à devenir nuisible. A force d'emprunter, l'Allemagne s'est mis sur le dos des charges énormes. Pour le seul service de notre dette, nous payons aujourd'hui quelque chose comme un milliard de marks par an. J'appelle cela « les réparations des réparations ». Cet état de choses, en se prolongeant, deviendra dangereux pour tout le monde : car le désordre dans l'économie, dans les finances d'un grand pays entraîne pour tous les autres des conséquences funestes. Voilà pourquoi, dans l'intérêt de l'Europe, autant que dans celui de l'Allemagne, une prochaine revision du plan Young est indispensable.

Voici l'opinion d'un grand industriel :

— Nous avons déjà payé beaucoup ; nous paierons encore pendant dix ans, quinze ans, pendant une génération. Mais prétendre que nous transmettions cette charge à nos enfants, voire à nos petits-enfants, c'est pure folie ; jamais on n'obtiendra cela du peuple allemand. Vous dites que les paiements Young ne représentent que 6 ou 7 pour 100 dans les dépenses de notre budget. Mais c'est comme si vous additionniez des poires avec des pommes. Le budget d'un État, c'est une roue qui tourne, prenant l'argent ici, le remettant là, mais le laissant toujours dans le pays. Il en est ainsi du budget allemand, sauf en ce qui concerne les paiements Young : les sommes prélevées pour cet objet sur le contribuable sortent de l'Allemagne et n'y rentreront jamais.

« Quand nous protestons contre les charges excessives du

nouveau plan de réparations, nous ne visions pas particulièrement la France. Nous savons bien qu'en dernière analyse, toute revision dépend des Américains. Laissons aux hommes politiques le soin d'entretenir les illusions du public. Nous savons bien qu'en ce moment, il n'y a rien à attendre de l'Amérique. Mais ce que nous envisageons comme possible, comme désirable, nous, les hommes d'affaires, c'est un travail de préparation discrète et méthodique, pour lequel débiteurs et créanciers, et surtout Allemands et Français, concerteraient leurs efforts. Nos intérêts, sur ce point, sont identiques; une action commune assurerait plus rapidement le succès.

J'ai demandé à un haut fonctionnaire quel résultat le gouvernement du Reich pouvait attendre d'un moratoire qui, aux termes de l'accord de La Haye, devrait avoir pour seul effet, du moins pendant une année, la suspension des transferts, et non pas celle des paiements. Voici ce qu'il m'a répondu :

— Si notre Gouvernement attache tant de prix à un moratoire, même de transferts, c'est pour deux raisons. D'abord le seul fait de la demande de moratoire entraîne la réunion du Comité consultatif; et celui-ci sera bien obligé de constater que les conditions présentes de l'Allemagne et du monde, au point de vue économique, ne sont plus celles où le monde et l'Allemagne se trouvaient quand fut élaboré le nouveau règlement des réparations. Les changements survenus ont été sommairement indiqués par le chancelier Brüning dans sa récente déclaration.

« Ensuite, le moratoire de transfert étant observé, on espère ici que la Banque serait autorisée à faire bénéficier l'économie allemande, particulièrement l'industrie, des deux milliards de marks qui auraient été versés et non transférés. Même limité à douze mois, ce crédit supplémentaire aurait sur l'économie du Reich un effet considérable. Il ne faut pas, pour en juger, se placer exclusivement au point de vue monétaire ou même financier; il faut envisager le point de vue économique et psychologique. Relèvement des entreprises, augmentation de la production et des exportations, réduction du chômage, reprise de confiance, hausse sur les valeurs allemandes, voilà quelques-uns des résultats auxquels le moratoire pourrait contribuer. Le temps presse; de toutes façons, l'hiver sera très dur pour l'Allemagne. Puisse-t-elle le passer sans accident!

Je pourrais produire encore d'autres témoignages. Mais à quoi bon, puisque tous ceux que j'ai recueillis traduisent le même désir, la même volonté de rendre moins lourd pour l'Allemagne le fardeau des réparations ? La seule différence est donc le choix du moment et des moyens. Les démagogues comme Hitler réclament la cessation complète et radicale des paiements, tout en ayant conscience que c'est impossible. Les politiciens avisés proclament très haut la nécessité d'une revision, mais se préoccupent de ne point gêner par des exigences intempestives l'action du Gouvernement. Le Gouvernement lui-même manœuvre de telle sorte que les fractions qui le soutiennent et celles qui combattent ses adversaires continuent à lui fournir le point d'appui dont il a besoin : il promet, il donne des gages, mais discrètement et sans rien faire qui puisse jeter l'alarme parmi les créanciers du Reich et compromettre la position de l'Allemagne dans le monde.

Cependant, au moment même où j'écris, j'ai l'impression qu'une démarche précise, positive est sur le point d'être tentée. Demande de moratoire ou de revision ? Je ne sais. Mais l'année 1930 ne s'achèvera pas avant que nous n'ayons vu l'Allemagne faire un nouvel effort pour obtenir un allègement des charges que lui impose le règlement des réparations.

LE DÉSARMEMENT ET LA REVISION DES TRAITÉS

Après la question du plan Young, celle qui m'a paru passionner le plus unanimement l'opinion allemande, c'est la question du couloir polonais et des frontières orientales. Mais j'attendrai, pour en parler ici, d'avoir poussé mon enquête un peu plus loin vers l'est. On ne m'a parlé qu'une fois des aspirations coloniales du peuple allemand, et pas une seule fois on ne m'a parlé de la Sarre. Quant à la *Schuldfrage*, au problème des responsabilités de l'Allemagne dans la guerre, je suis bien certain qu'il n'a rien perdu de son acuité, mais j'observe que, au cours de nombreux entretiens, un seul de mes interlocuteurs y a fait allusion, pour dissiper une équivoque et marquer que le but de la campagne menée par les Allemands en vue de se disculper n'était point de ne pas payer les réparations.

— Notre probité commerciale demeure entière, m'a-t-on

déclaré. Ce que nous prétendons sauver, ce n'est pas notre argent, c'est notre honneur.

J'en viens à une autre prétention allemande : celle qui a trait au désarmement. Ici encore, deux thèses sont en présence. Hitler ne voit qu'une façon de rétablir l'équilibre menacé : procéder d'urgence au réarmement de l'Allemagne ; et le général von Seeckt a laissé entendre, l'autre jour, que sur ce point il ne pensait pas autrement que le chef national-socialiste. Les « modérés » comprennent, sans l'avouer expressément, qu'en permettant à l'Allemagne de compléter ses armements, on ne ferait que retarder la solution du problème. En conséquence, ils réclament des États vainqueurs une réduction de leur force armée équivalente à celle qui fut imposée par eux à l'État allemand. Pour ce faire, ils s'appuient, comme on sait, sur l'article 8 du Pacte ; l'interprétation qu'ils en donnent a été trop souvent contestée en France, et par des arguments trop décisifs, pour qu'il soit encore nécessaire d'en faire ici le procès.

Il n'en reste pas moins que la même Commission des Affaires extérieures qui, le 29 octobre, a repoussé les motions relatives à une revision du plan Young, s'est empressée d'adopter une résolution, aux termes de laquelle « le gouvernement du Reich est invité à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour hâter la modification d'une situation dangereuse ; à agir avec la plus vive insistance en vue d'obtenir des autres États un désarmement correspondant au désarmement de l'Allemagne, et à faire pleine lumière sur le point de savoir si les puissances étrangères sont disposées à faire droit à cette demande, conformément aux obligations stipulées par le traité de Versailles. » Au moment où ce texte a été mis aux voix, les Allemands-nationaux ont décidé de s'abstenir ; les communistes et les social-démocrates ont voté contre ; la majorité favorable à la motion, qu'acceptait le Gouvernement, comprend, outre les petits partis, les nationaux-socialistes, les populistes, les catholiques bavares et le parti du Centre.

Le lendemain du vote, j'entendais un membre important du Centre en commenter ainsi le résultat :

— Vous avez vu, me disait-il, que M. Brüning, grâce à une série de démarches très habiles, a réussi à faire écarter par la Commission les motions relatives au plan Young ; mais

il n'a même pas essayé de combattre la résolution concernant le désarmement, parce qu'elle répond complètement à ses propres vues et aux vues de notre parti.

— Je ne discuterai pas avec vous le fond du problème, répondis-je. Mais, en un moment où les esprits sont aussi inquiets, aussi excités en France qu'en Allemagne, n'eût-il pas été sage de différer l'examen d'un problème aussi irritant?

— Comment pourrions-nous différer, quand la Commission chargée d'examiner ce problème, et de le résoudre, se réunit à Genève la semaine prochaine? Si, cette fois encore, la Commission de la S. D. N. n'aboutissait à aucun résultat positif, la déception, en Allemagne, serait profonde. J'ignore ce que feront les autres partis; mais le Centre catholique est décidé, d'ores et déjà, à mener une campagne très énergique. Inutile de vous dire que nous combattons, non pas pour le réarmement de l'Allemagne, mais pour le désarmement des autres nations.

Le discours de M. Mussolini, qui fut connu ici le 28 octobre, c'est-à-dire la veille du jour où la Commission allemande des Affaires extérieures devait voter la motion relative au désarmement, n'y a pas produit l'impression qu'on aurait pu en attendre. Et pourtant le *Duce* réclamait lui aussi, avec la violence d'un chef de parti et l'autorité d'un chef de Gouvernement, la réduction de toutes les forces armées dans le monde. Bien plus, dans le même discours, il se prononçait hautement, bruyamment, en faveur de la revision des traités de paix. La première réflexion que j'ai entendue d'un Allemand est celle-ci : « Comme Mussolini aurait tôt fait de changer d'avis, le jour où il tomberait d'accord avec la France ! »

La réserve, et même la froideur avec laquelle les déclarations mussoliniennes ont été accueillies par les éléments modérés de l'opinion allemande est due, pour une large part, à l'enthousiasme indiscret qu'avaient laissé paraître les journaux fascistes, en commentant le succès électoral des hitlériens. Que la victoire d'un parti allemand subversif, révolutionnaire fût célébrée en Italie avec autant d'éclat qu'une victoire nationale, c'en était assez pour donner de l'ombrage, et même de l'humeur, à des patriotes allemands. La presse catholique s'est montrée particulièrement sensible à l'inconvenance

commise en cette occasion par quelques journaux italiens, et ne s'est pas fait faute de la leur rappeler.

Mais je crois apercevoir une autre raison à cette attitude. Beaucoup d'Allemands ont le sentiment qu'ils ne gagneront rien à confondre leur cause et leurs griefs avec ceux de quelques autres États, dont les conditions sont trop différentes des leurs. Que les relations franco-italiennes soient en ce moment moins cordiales qu'elles ne devraient être, il n'y a rien là qui les chagrine. Mais les Allemands des partis moyens ne se soucient point de compliquer encore, par des intrigues vouées à l'insuccès, une situation internationale assez grosse de difficultés et d'embarras. Seule la presse d'extrême droite se montre complaisante à certaines suggestions; mais sa manœuvre est si flagrante, si grossière, qu'elle en devient inoffensive.

Les Allemands laisseront donc M. Mussolini réclamer pour son compte le désarmement général et la revision des traités, et ils les réclameront pour le leur, mais d'une façon un peu différente. D'un côté, l'on procède par grands éclats; de l'autre, on travaille en silence. Et c'est sans doute parce que cette seconde méthode lui semble la meilleure, que le chancelier Brüning fait tant d'efforts pour soustraire aux discussions bruyantes du Reichstag les problèmes scabreux qu'il aspire à résoudre.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

A CHANTILLY ⁽¹⁾

Messieurs et chers Confrères,

Ceux d'entre vous qui ont visité le musée Condé cette année, les jours où les portes s'ouvrent au public, ont pu constater *de visu* que la vogue de notre Chantilly ne diminue pas. Le dimanche, notamment, la foule est parfois si dense que la circulation en est gênée. C'est la preuve que la grande leçon d'art, d'histoire et de nature, voulue par le duc d'Aumale, se prolonge et se prolongera de génération en génération.

Certes, elle est reçue bien inégalement par les curieux qui viennent passer là quelques heures; mais les plus distraits en bénéficient tous de quelque manière. Ceux-ci, en parcourant nos galeries, s'initient à l'idéal poursuivi et réalisé par des peintres qui se sont appelés Raphaël, Poussin, Mignard, Philippe de Champagne, Delacroix, Decamps, Fromentin, je cite au hasard de mes propres souvenirs. Ceux-là, rien qu'en regardant de la terrasse les parterres créés par Le Nôtre entre les miroirs et jusqu'au canal de la Manche et au Vertugadin, subissent le charme du vieux goût français, qui voulait de l'ordre partout, même dans un paysage. Et c'est aussi le génie de cette vieille France qu'évoqueront les statues apparues dans le cadre de verdure et d'eaux, comme ciselé à plaisir pour s'accorder à l'héroïsme humain d'un connétable de Montmorency et d'un grand Condé, à l'éloquence si intelligente d'un Bossuet, à l'observation si judicieuse d'un Molière et d'un La Bruyère. Les effigies de tous ces admirables Français sont là. Elles parlent, elles disent au passant : « Sois digne de ton pays », quand ce passant est Français, et, quand il est étranger : « Aimez-le, notre

(1) Rapport lu à la séance trimestrielle de l'Institut, le 22 octobre

pays, il le mérite, pour avoir été, des siècles durant, le défenseur de la civilisation. »

Il l'a été, avec quelle énergie, dans cette guerre de 1914, dont Chantilly peut s'enorgueillir d'avoir abrité, aux heures les plus décisives, le premier chef et son quartier général. J'ai nommé notre glorieux confrère, M. le maréchal Joffre. Il était juste que la statue de ce vainqueur de la Marne fût dressée dans la ville où repose la cœur de Condé. Elle a été inaugurée le samedi 21 juin et notre musée Condé a eu sa part de cette noble cérémonie militaire. Le quatrième régiment des spahis marocains, escortant le chef de l'État, s'échelonnait depuis l'entrée du parc jusqu'à la Cour d'honneur. Il se massait en partie autour d'une autre statue, celle du Connétable. L'Institut était représenté par plusieurs de ses membres, venus en uniforme, pour symboliser cette alliance, si chère au duc d'Aumale, des Lettres et des Armes. Un membre de l'Académie française, qui n'était autre que M. le maréchal Pétain, recevait M. Doumergue à la porte du château, en qualité de Conservateur du musée, et le confiait aux soins de M. Gustave Macon. Le président pouvait-il avoir un meilleur guide pour lui montrer nos trésors, que cet héritier fidèle de la pensée du prince, qui les a recueillis infatigablement, un demi-siècle durant, pour les donner à la France?

Il y a lieu de mentionner, dans un autre ordre d'idées moins solennel, d'autres visites de sociétés de tous genres, littéraires, artistiques, savantes, aussi nombreuses cette année qu'à l'habitude. Je signalerai en particulier celle des membres du Congrès d'ophtalmologie et de celui de géologie. A cette occasion un buffet a été dressé dans le dôme des grandes écuries, avec sonneries de cor de chasse, véritable évocation d'une fête donnée au xviii^e siècle par les princes de Condé. L'infatigable M. Macon a dû singulièrement enfler la voix pour faire admirer aux huit cents personnes de ce Congrès les richesses accumulées dans nos galeries. Mais, je le répète, quand il s'agit du service du musée Condé, il est infatigable, et cela dans le moindre détail. Son empressement à faire connaître à qui de droit les documents dont il a la garde, est légendaire parmi les érudits. Je me bornerai à en citer quelques exemples de date toute récente.

Il a ainsi communiqué à l'*Institut des études marocaines*,

qui les a insérées dans le tome xvii de ses publications, deux lettres sur le Maroc, adressées au connétable Henri de Montmorency par le médecin Arnault de Lisle, représentant officieux de la France près le sultan Ahmed el Mansour. Ces documents, bien rares, jettent un jour très intéressant sur la diplomatie d'Henri IV. Ils ont été commentés avec autant de finesse que de compétence par M. Christian Funck-Brentano, lui-même archiviste au Maroc. S'il est exceptionnel que la correspondance des Montmorency et des Condé, conservée à Chantilly, nous mène en Afrique, en Europe, au contraire, elle nous entraîne un peu partout. Elle vient de fournir une importante contribution au *Recueil des documents concernant l'histoire des pays roumains tirés des Archives de France*, publié par M. Huditas, maître de conférences à l'Université de Jassy. Nous nous rapprochons des frontières avec François de La Rochefoucauld et ses *Souvenirs sur l'Armée de Bourbon en 1792*, publiés par M. Jean Marchand, bibliothécaire à la Chambre des députés, et qu'éclairent singulièrement les nombreuses lettres du duc de Bourbon, demeurées chez nous.

Parmi les étrangers qui ont fréquenté assidûment notre salle de travail, il convient de citer un étudiant anglais, M. Wledge, qui a puisé le sujet de sa thèse de doctorat dans notre précieux manuscrit du xiii^e siècle, consacré aux romans de la *Table ronde*. Il a choisi le poème intitulé *l'Atre périlleux*. *L'Atre*, c'est le cimetière où Gauvain, à la poursuite de son ennemi, se prépare à passer la nuit. Il y tranche la tête du Diable, après un terrible combat. M. Wledge s'est attaché à étudier la langue et l'importance littéraire du poème dont il prépare une édition intégrale. Un autre étranger, de langue française celui-là, M. Fernand Desonay, chargé de cours à l'Université de Liège et qui poursuit ses recherches sur les écrits et les pérégrinations d'Antoine de la Salle, a cru reconnaître, dans notre manuscrit du *Paradis de la Reine Sibylle*, la version originale de cet ouvrage. Il a eu le courage de refaire dans la marche d'Ancone le parcours suivi par l'auteur au xv^e siècle, et il a identifié ainsi la plupart des noms de lieux et de personnes cités dans le roman. L'édition qu'il vient d'en donner d'après notre manuscrit mérite les plus vifs éloges.

Un autre manuscrit d'une inestimable valeur a été décou-

vert dans les papiers du Grand Condé par M. Macon. Il est de Pierre Corneille et relatif aux *Victoires du Roy en l'année 1667*. M. André Pascal vient de l'insérer dans sa première édition des autographes de l'illustre poète. Ce même M. Macon, — vous voyez que son activité ne chôme guère, — a aussi appelé l'attention de M. Jacques Meurgey, spécialiste en fait d'armoiries et de blason, sur une collection de 372 bois gravés aux armes des villes de France. Achetée autrefois par le duc d'Aumale, elle n'avait jamais été utilisée. M. Meurgey a pu établir que ces bois ont été gravés pour un manuscrit dédié au roi Louis XIV, en 1669, par Pierre de la Planche, sous le titre *Description des provinces et des villes de France*, manuscrit dont on suit les destinées jusqu'en 1879. Puis il disparaît. Se trouve-t-il dans quelque bibliothèque particulière et la découverte de M. Meurgey le fera-t-elle sortir de l'ombre?

Je serais coupable envers notre confrère et collègue M. Lemonnier, si je ne mentionnais également la continuation de ses travaux sur Chantilly, qui ne sont pourtant qu'un des emplois de sa persistante activité. Son intelligence toujours en éveil sème en diverses revues des articles et des comptes rendus, dont le style alerte ne laisse pas croire qu'il soit entré dans sa quatre-vingt-neuvième année. Comme je n'ai à vous parler que du musée Condé, je citerai seulement les pages qu'il a consacrées dans le *Bulletin des Musées*, aux petites collections de Chantilly, petites par le nombre des objets, mais grandes par l'intérêt historique que ces objets présentent : émaux et miniatures, gravures et orfèvreries, céramiques, sculptures, armes et étendards. En outre, M. Lemonnier amasse des notes pour la préparation d'un nouveau catalogue de nos peintures, celui de son prédécesseur, M. Gruyer, datant du siècle dernier et n'étant plus au courant. Ces notes, dit-il, seront utilisées par son successeur : nous voulons espérer qu'il les mettra lui-même en œuvre.

L'identification des peintures anciennes passionnera toujours les critiques d'art. Voici que notre petit tableau des *Trois Grâces* de Raphaël est à son tour soumis à l'enquête. Déjà le duc d'Aumale écartait les *Trois Grâces* et les remplaçait par les *Trois Âges de la Femme*, chacune tenant une boule représentant le monde, « ce qui signifie, disait-il aux dames, qu'à tout âge la femme tient l'empire du monde ». Une autre hypothèse, que M. Salomon Reinach a fait connaître à ses

confrères de l'Académie des Inscriptions, vient d'être émise par deux savants étrangers dont les sérieux travaux sont généralement appréciés, le docteur R. Eisler et le professeur Panofski. Le panneau de Chantilly mesure 17 centimètres au carré; or, la *National Gallery* de Londres possède un autre panneau de Raphaël ayant les mêmes dimensions et provenant, comme celui de Chantilly, de la famille Borghèse. On l'a intitulé jusqu'ici : *le Songe du Chevalier*, parce qu'il représente un chevalier endormi entre deux figures de femmes, debout, dont l'une serait la Vertu et l'autre le Vice. MM. Eisler et Panofski proposent qu'on l'appelle *la Vision de Scipion l'Africain*. A leur avis, les deux panneaux étaient à l'origine les deux parties d'un diptyque qui aurait été commandé à Raphaël, — selon un usage dont on connaît des exemples, — à l'occasion de la confirmation du jeune Scipion Thomaso Borghèse, qui, né en 1493, fut confirmé, ainsi qu'il était alors de règle, quand il eut sept ou huit ans, c'est-à-dire en 1504, date des deux petits panneaux. Le tableau de Londres représenterait Scipion, assimilé à Hercule, choisissant entre la Vertu et le Vice, selon le thème du quinzième livre des *Punica* de Silius Italicus. Et celui du musée Condé figurerait trois *Hespérides*, tenant chacune une des pommes d'or que conquiert Hercule. Cette dernière composition s'inspire manifestement du groupe de marbre ancien des *Trois Grâces* qui se trouve à la cathédrale de Sienne; et les Borghèse résidaient précisément en cette ville à l'époque de la confirmation du jeune Scipion. Reste à savoir si la savante interprétation de MM. Eisler et Panofski est plus plausible que la galante interprétation du duc d'Aumale. *Adhuc sub judice lis est.*

La grâce est de tous les siècles, et celle du dix-huitième s'épanouit sur les murs de nos galeries aussi bien qu'au milieu des nombreux portraits de Carmontelle. Plusieurs de ceux-ci ont été choisis par M. Maximilien Buffenoir, professeur au collège de Soissons, pour illustrer le livre qu'il a consacré à la comtesse d'Egmont, fille du fameux maréchal de Richelieu, une des femmes les plus belles et les plus spirituelles de son temps, amie et correspondante du roi de Suède Gustave III. Elle figure deux fois dans l'élégante galerie de Carmontelle, document incomparable pour l'histoire de la société et des mœurs du XVIII^e siècle.

Une autre figure de cette époque, bien intéressante aussi, est celle de Marie-Anne de Bourbon-Condé, dite M^{lle} de Clermont, connue surtout par le chaste roman d'amour que lui a consacré M^{me} de Genlis. Nous avons deux portraits de cette princesse, une grande toile de Nattier qui la montre dans le parc de Chantilly en 1729, et un pastel de Rosalba Carriera. Or, elle posa aussi devant le peintre suédois Gustave Lundberg, comme il apparait dans un compte des archives de Chantilly que M. Macon a signalé à un critique d'art descendant de l'artiste, M. Gunnar Lundberg, lequel a entrepris la biographie de son ancêtre et recherche ses œuvres. Tous ces dessous sont exposés dans un récent article de la *Revue de l'Art*, illustré des portraits connus de la princesse. Il s'y voit, entre autres, une copie conservée au château de Leufota en Suède, faite par Gustave Lundberg lui-même, d'une grande toile de Santerre qui représente la princesse jeune, toile aujourd'hui perdue, comme est perdu le pastel exécuté par Lundberg en 1726.

La liste serait longue des précieuses et belles œuvres ainsi disparues. C'est donc une joie pour les fidèles de l'art quand ils peuvent en retrouver de peu connues et en assurer la conservation. Cette heureuse chance nous a été accordée cette année. On sait que le grand-duc Paul de Russie, le fils et l'héritier de Catherine II, visita la France en 1782, sous le nom de comte du Nord. Sa femme l'accompagnait. Des fêtes splendides leur furent données à Chantilly. Pour qu'ils en gardassent le souvenir, le prince de Condé fit exécuter par Le Paon une toile qui montre la fin d'une chasse à courre dans notre forêt. Ce tableau n'a pas quitté la Russie, mais il nous est revenu sous la forme d'une copie que le grand-duc Wladimir offrit au duc d'Aumale en 1885.

Un autre objet offert par le prince de Condé au grand-duc Paul vient également de rentrer dans notre Musée. C'est un grand atlas, superbement relié en maroquin rouge, aux armes de Russie et orné de magnifiques dorures. Il contient une trentaine d'aquarelles exécutées de main de maître et qui représentent des plans et des vues extérieures ou intérieures du château et des bâtiments annexes dont plusieurs n'existent plus. M. Macon lui-même ne les connaissait pas. Il a su que cet album, dont la place se trouvait toute marquée au musée Condé, se trouvait en vente chez un marchand parisien. Il a voulu le voir et,

sur son rapport, la Commission administrative de l'Institut a fait le geste qui eût certainement été celui de l'héritier du duc de Bourbon : nous avons acheté cet album princier qui figurera désormais parmi nos trésors ; et cette fois il n'en sortira plus.

Si les conditions imposées par le testament du donateur de Chantilly ne nous ont pas permis de participer par des prêts à l'exposition organisée à l'occasion du centenaire de la conquête de l'Algérie, nos collections n'en ont pas moins été largement utilisées. Toutes les publications faites pour célébrer cet anniversaire mémorable se sont ornées de la reproduction des tableaux, des aquarelles, des portraits, des dessins consacrés aux campagnes du duc d'Aumale en Afrique. L'ouvrage de ce genre le plus important est l'*Iconographie historique de l'Algérie*, par M. Gabriel Esquer, administrateur de la Bibliothèque nationale d'Alger : trois grands albums luxueusement imprimés et illustrés, auxquels nos collections d'Afrique ont fourni une importante contribution. Aussi un exemplaire en a-t-il été offert gracieusement à notre bibliothèque. Obéissant à une pieuse pensée de reconnaissance envers le Prince qui lui a confié la garde de sa maison, M. Macon a voulu rappeler les services du duc en Algérie, la part prise par lui et ses frères à la conquête et à l'organisation de la province, et il a édité à ses frais un joli petit volume intitulé : *le Duc d'Aumale en Algérie, 1840-1848*, orné de quatre gravures, dans lequel il a su mettre une note d'intimité, grâce aux lettres du Roi et de la Reine. Les lettres du duc lui-même, écrites sous la tente au cours de ces campagnes, attestent l'élévation du caractère du grand soldat, toujours supérieur aux événements qui ont troublé sa carrière et assombri sa vie. Tel nous l'avons connu à la fin de son existence, tel il se révèle dans cette correspondance de jeunesse qu'anime une seule ambition : servir la France ! Vous savez comme il l'a servie jusqu'à son dernier jour et comme il la sert encore par son œuvre dont il nous a confié la garde, et je suis certain, Messieurs et chers confrères, d'exprimer votre sentiment à tous, en disant que nous en sommes très fiers.

PAUL BOURGET.

NOTES ET IMPRESSIONS

MAIS OU SONT LES FAUVES D'ANTAN ?

Il y a tout juste vingt-sept ans, par un beau soir de novembre, le rez-de-chaussée du Petit Palais ruisselait de lumière; une foule élégante, — il y avait là le Tout-Paris des premières et des avant-premières, — se pressait dans des boxes où Gauguin, Cézanne, Georges Rouault, Vuillard lançaient leurs fusées. On n'avait jamais tant ri. C'était le premier vernissage du Salon d'automne.

L'année suivante, les choses se gâtèrent. Un audacieux surintendant des Beaux-Arts n'hésita pas à livrer le Grand Palais à ces pétroleurs et, du coup, fauves, cubistes, futuristes, spontanéistes, expressionnistes, simultanéistes, vinrent danser la danse du scalp et attacher Pallas Athéné au poteau de torture. A Paris, il n'est que de faire scandale pour faire recette. La ménagerie du Salon d'automne obtint un gros succès de public. A voir ces foules en liesse devant Braque, Léger, Modigliani, Matisse, André Lhote, Van Dongen, Picasso et Picabia, on pouvait croire que l'hypocondrie la plus tenace n'eût pas résisté à un tel spectacle.

D'aucuns, cependant, esprits chagrins, ne pouvaient admettre que le Grand Palais ne restât point le temple de l'art officiel. Qu'on eût osé y introduire les barbares tourneboulait d'excellentes gens. Le toujours juvénile M. Frantz Jourdain, président du Salon d'automne, comptait alors, entre autres ennemis acharnés à sa perte, l'un de nos plus honorables édiles parisiens, — bien que natif de Montréjeau, — M. Lampué, photographe. Je crois même que ce Gascon irréductible poussa les choses jusqu'à reprocher à M. Frantz Jourdain, en des termes mal gracieux, d'avoir vu le jour

à Anvers, fait qui, dans la bouche d'un Français de 1930, ne peut que constituer un éloge.

Que les temps sont changés ! Je viens de visiter longuement (le moyen de faire autrement) ce vingt-septième Salon d'automne, et, dans cette jungle désaffectée, je n'ai pas rencontré le plus mince jaguar, le plus chétif puma. A vrai dire, il doit bien y avoir encore des fauves ; seulement, avec les années, leurs dents se sont usées, leurs griffes émoussées et, en ce temps de films sonores et de haut-parleurs, leurs rugissements paraissent plutôt anémiques. Pour un peu, on les croirait transformés en descentes de lit.

Regardez, par exemple, M. Van Dongen. Il ne lui viendrait plus à la pensée de peindre en pleine pâte fromagère le visage fatigué de M. Bergeret. Ce fauve honoraire n'aspire plus qu'aux lauriers périmés de Boldini. Qui sait même si demain nous ne le verrons pas convoiter les succès mondains de M. Etcheverry ?

Comme l'a écrit fort judicieusement, dans sa préface au catalogue, M. Paul Fierens, le Salon d'automne est aujourd'hui « un Salon d'extrême-milieu ». Extrême-milieu, c'est ce qu'on appelait centre-gauche, aux beaux jours de l'opportunisme. On l'a dit souvent, ce sont les anciens braconniers qui font les meilleurs gardes-chasses.

Modérantisme, telle est donc la première vertu que présente le Salon d'automne de 1930. Il en a d'autres, fort heureusement. A la peinture, à la sculpture, s'affirment, par des œuvres maîtresses, de fortes personnalités, depuis longtemps éprouvées.

Nous n'allons pas découvrir M. Pierre Bonnard, au rythme toujours si mystérieux, et dont la simple nature morte, *le Moulin à café*, symphonie en jaune majeur, illumine l'une des salles les plus sombres ; pas davantage M. Charles Guérin, rejoignant sans effort Vermeer de Delft, avec sa *Dame à la clarinette*, d'une tendre et subtile modulation ; ni M. Maurice Asselin, observateur recueilli des rapports entre l'ombre et la lumière et qui nous donne l'une des plus belles œuvres de ce salon, *les Deux cousines*, page douce et forte dont l'intimité ne doit pas nous cacher la maîtrise.

Le lui disputant, je ne vois guère ici que *la Délaisée*, de M. Kisling, aux blancs crémeux et ivoirins, d'une forte mélan-

colie, d'une technique raffinée et primitive, d'une palette d'émail empruntée, semble-t-il, au magicien de Colmar, Matias Grünewald. Aujourd'hui que nous avons, comme l'indique M. Edmond Sée dans son *Mouvement dramatique*, une littérature juive, nous devons saluer en la *Délaisée*, douloureuse épave de l'un de ces *Royaumes de Dieu*, peints avec tant de profondeur par les frères Tharaud, non seulement le « chef-d'œuvre » du Salon d'automne de 1930, mais encore l'une des plus pures merveilles de l'art juif.

On n'a pas à faire non plus l'éloge de ce poète des fleurs, des feuilles et des branches, M. Pierre Laprade. Le voici qui abandonne aujourd'hui l'Italie pour la Bretagne, mais il y transporte cette atmosphère nacrée, irisée, fluide, reflet discret du grand Turner.

Ce beau nom de Turner, cher aux maîtres de Fontainebleau et ensuite aux impressionnistes, voici qu'il nous ramène au romantisme. Convenons-en, jamais Salon d'automne ne fut aussi romantique que celui de 1930. Déjà il se ressent de la splendide exposition du Louvre; on devine qu'il est né dans le rayonnement de Delacroix.

A travers Rubens, M. Kvapil, en une forte composition, *le Peintre, sa femme et son modèle*, retrouve Delacroix, comme aussi dans ses *Fleurs* charnues et profondes, évoquant les gerbes éblouissantes peintes à Nohant et à Champrosay par l'ami de George Sand. De même, M. Henry-Déziré, renonçant à sa palette un peu crayeuse, assemble aujourd'hui des bouquets d'une couleur passionnée, tout prêts, dirait-on, à être jetés aux pieds de Sardanapale, parmi tant de fleurs de chair, déjà épanouies pour le massacre. *Les Pies* de M. Georges Dufrénoy magistral morceau de peinture, sont encore à rapprocher, pour la vision comme pour la touche, des belles natures mortes de Delacroix. Le tempérament de M. Georges Desvallières est, on le sait depuis longtemps, tout romantique. Héritier direct des grands Espagnols, des Valdès Léal et des Herrera, ce petit-fils du bon M. Legouvé se rapproche, avec son *Chemin de croix*, de la *Pieta* d'Eugène Delacroix; et aussi bien de la *Crucifixion*, chef-d'œuvre trop ignoré de Chassériau: chacun pourtant peut l'admirer dans cette église de Paris, mondaine entre toutes, Saint-Philippe du Roule.

Est-il rien de plus romantique que l'art robuste, spontané,

de M. René Seyssaud ? Celui-là, dont la gloire se lève, est de la classe des maîtres paysagistes de 1820-1830, des Constable, des Paul Huet, des Decamps, des Théodore Rousseau. Ce rustique, que rien ne peut arracher à son terroir de Saint-Chamas, nous restitue la vraie Provence, ardente, véhémence, ensanglantée par l'histoire, violentée par le mistral, brûlée de soleil, et altérée. A l'exemple du maître de *l'Allée des Châtaigniers*, M. Seyssaud excelle, plus qu'aucun artiste de ce temps, à étudier la structure d'un grand arbre, à exprimer sa vie aérienne, à rendre les jeux de l'ombre et de la lumière dans l'épaisseur des frondaisons. Comme Decamps, mais avec une tout autre sincérité, ce paysagiste lyrique n'aime pas moins rechercher la nature des roches moussues aux fortes ombres d'améthyste, et il en tire des effets sourds et profonds d'une extrême richesse. A travers l'apport cézannien, les maîtres de Fontainebleau n'ont pas d'héritier plus authentique que le peintre de Saint-Chamas.

Mais où Delacroix triomphe vraiment, c'est avec *le Retour du Khan Sabtar*, souverain afghan imaginé par M. Georges d'Espagnat, artiste délicat, et qui sacrifie aussi bien à la peinture intimiste qu'à la grande décoration. Ces chevaux de bataille, groupés autour des étendards claquant au vent, ces vainqueurs superbes et lassés, cette passivité des jeunes femmes vêtues de blanc, ce lie de vin prédominant, proche du violet cher au plus grand de nos peintres, et jusqu'à cette technique sinieuse, hachurée, qui rappelle le « flochetage » transmis par Eugène Delacroix à Pissarro et à Claude Monet, tout ici nous ramène au chef-d'œuvre de l'art romantique, *la Prise de Constantinople*. La leçon donnée au Louvre, cette année, n'aura pas été perdue. On s'en apercevra plus encore, dans un proche avenir.

Les jeunes, les moins de vingt-cinq ans, beaucoup plus nombreux cette année que d'ordinaire au Salon d'automne, les jeunes, eux aussi, sacrifient, pour la plupart, au goût frénétique de 1830. Je vois fort bien M. Yves Brayer, grand prix de Rome de l'année, menant les bandes forcenées de l'Ecole des Beaux-Arts à l'assaut des loges philistines, pour peu qu'un nouvel Hugo nous donne, aux Français, un nouvel *Hernani*. En attendant ce beau jour, notre jeune peintre, si doué, trop doué peut-être, retrouve avec aisance l'atmosphère de Goya.

Dans sa *Rixe*, grouille et gesticule tout le peuple équivoque des *Caprices*, tandis que le *Toro dépecé*, groupant autour de la carcasse dépouillée, violacée, les ruffians et le nain maléfique, sans quoi la peinture espagnole n'aurait pas de raison d'être, apparaît comme le naturel épilogue des *Tauromachies*.

La Jeune fille cousant et le *Paysage parisien* de M. Tony Ricou (dix-huit ans, et il expose depuis quatre années), sont d'une inspiration plus sage; mais son contemporain, M. Francis Gruber, avec deux vastes toiles *la Kermesse* et une *Nature morte*, rappelle, bien plus que les Flamands, les petits maîtres de 1830 et aussi ce charmant Jean Veber, notre Breughel de 1900.

On le sait de reste, la sculpture, art éminemment statique, ne se prête guère à exprimer des sentiments lyriques. De là, l'échec des Préault et des Jehan Du Seigneur. On pourrait, il est vrai, objecter qu'il y avait bien du romantisme chez le Rodin du *Balzac* et chez le Bourdelle du *Monument à Mickiewicz*. Mais la statuaire d'aujourd'hui, avec les Maillol, les Despiau, les Drivier, n'aspire qu'à la sérénité méditerranéenne. Un François Pompon, animalier de génie, qui n'a pas craint, pour modeler le bel *Ara*, traduit ici en onyx, d'aller s'enfermer avec son modèle dans une cellule du Muséum et d'y risquer la psittacose, est aussi redevable à l'Égypte qu'à la Chine. De même M. Mateo Hernandez, et ses tailles directes d'après une lionne et un chien, à l'instar des imagiers de Thèbes et de Memphis.

Quant à *l'Été*, de M. Popineau, à *l'Adolescent à la grappe*, de M. Guénot, nerveuse figure dont le sourire évoque celui du Faune de Naples, quant au *Torse de jeune fille*, de José Clara et à cette noble *Isadora Duncan*, d'une forte cadence, ciselée par M. Halou, tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'il s'agit là d'art uniquement gréco-latin. Si Delacroix fait école parmi les peintres de ce Salon, Rodin et Bourdelle, romantiques attardés, ne semblent pas y avoir laissé de disciples.

Au cours de ces dernières années, le Salon d'automne a perdu plusieurs artistes de valeur. De petites rétrospectives leur sont consacrées. Voici le spirituel Drésa, qui fit beaucoup pour renouveler la décoration théâtrale (on lui doit les décors de *Castor et Pollux* et du *Chevalier à la rose*); Daniel de Montfreid, ami fidèle de Gauguin; Guillaume Dulac, qui tenta de retrouver dans les Cévennes le grand paysage poussinien,

Pierre Legrain surtout, rénovateur de la reliure, tombé en pleine jeunesse, en pleine maîtrise : Pierre Legrain dont les combinaisons géométriques et linéaires, entrelacs savoureux de courbes et d'angles, ont créé, dans l'art pourtant si traditionnel des Le Gascon et des Derôme, un style d'une modernité suraiguë. Je me souviens que ce grand garçon glabre, un peu timide, protestait, au lendemain de son triomphe à l'Exposition des Arts décoratifs, contre tant de pastiches, de démarquages, de plagiat. Comme il voulait poursuivre ses copistes, je l'en détournai : « Vous ne voyez donc pas, lui dis-je, qu'être imité à ce point, c'est l'envers de la gloire ? » Pierre Legrain me comprit. En vérité, il y avait en lui une telle sève d'imagination qu'on pouvait le piller sans dommage.

Mais allez voir au Grand Palais sa merveilleuse rétrospective, et vous mesurerez tout ce qui sépare une copie d'une création.

TERESINA ET LA MANTILLE

Il y a déjà toute une littérature sur cette jeune danseuse catalane qui apparut l'autre soir, au théâtre des Champs-Élysées, dans un faisceau de lumière.

Malgré tant d'hyperboles, les choses me paraissent plus simples.

Il existe deux Térésinas. L'une, petite fille primesautière et charmante, emportée par la danse populaire, par sa sardane natale ou par la jota aragonaise. Certes, la sardane, sorte de ronde tantôt mélancolique, tantôt joyeuse, comme la montagne où elle est née, ne prend toute sa valeur que lorsqu'on est en nombre pour la danser ; mais ici, la race exerce ses prestiges, crée des grâces d'état. A elle seule, cette niña, vêtue un peu comme Esmeralda, d'un corsage noir et d'une jupe jonquille, les cheveux noirs en bandeaux sous la résille, et les yeux bleus, — d'un bleu de turquoise morte, — dans le hâle du visage, des mitaines aux mains, les jambes si capricantes, si bondissantes, exprime l'ardeur d'une troupe, la frénésie d'une foule. Quand elle danse jusqu'à l'épuisement la fameuse *Sardana de la Santa Espina*, chère entre toutes à ce grand amateur de sardanes qu'était Déodat de Séverac, il semble que Teresina pourrait reprendre à son compte le vieux refrain catalan : *C'est toute*

la Catalogne qui danse avec moi quand je danse ma sardane!

Une telle danse suffirait à justifier le succès de Teresina. De même, la jota aragonaise, dont le déchainement, l'accent rauque et sauvage eussent mis en joie ce grand danseur de jotas, Goya. A peine eût-il critiqué l'excès des jetés battus qui nous ramènent fâcheusement aux danses espagnoles de notre Académie de musique.

Car c'est là le péché capital de Teresina, de l'autre Teresina, celle dont, si l'on aime l'Espagne, mieux vaut ne point parler. A l'exemple de la grande Argentina, si belle pourtant dans *l'Amour sorcier* et dans ses *bailes flamencos*, cette jeune danseuse ne songe qu'à « styliser » séguidilles et sévillanes, à styliser, c'est-à-dire à dépouiller la danse espagnole de tout ce qui la singularise : volupté, sensualité, chaleur d'âme et de corps, confinant parfois à la souffrance et à la mort, — ce qu'après Barrès et Albeniz, a si bien exprimé Ravel dans son *Bolero*.

Une danseuse d'Espagne, qui entend substituer sa personnalité à celle de sa race, me fait toujours penser à l'excellent M. Eugenio d'Ors nous présentant un Goya beaucoup plus Européen qu'Espagnol. C'est une bonne plaisanterie et qui entraîne le plus grave esthéticien au delà des limites du « baroquisme ».

Admirablement habillée, — d'après les dessins de Zuloaga, — Teresina pourtant pêche encore contre l'Espagne, quand elle renonce à la mantille. Grâce au ciel, l'Ibérie n'abdique pas la mantille. Il y a quelques semaines, à Saragosse où précisément je recherchais les traces de Goya, ce n'étaient que mantilles; toutes, femmes du monde comme filles du peuple, portent la mantille. Et pourtant ces voiles de tulle me rappelaient d'autres voiles vus, il y a quelque dix ans, aux portes de l'Asie, à Stamboul : les voilettes flottantes qui, à la veille de la chute du Sultan, tenaient lieu aux « désenchantées » du *yachmak*, du voile épais, si longtemps imposé aux dames turques. Dans les jardins du Vieux-Sérail, j'entendis alors d'anciens dignitaires d'Abd-ul-Hamid, déplorer l'abaissement des mœurs ottomanes. De fait, on pressentait que ces tissus arachnéens ne tarderaient pas à s'envoler. Vous savez la suite.

En Espagne, ce qui menace aujourd'hui la mantille, ce n'est pas une révolution politique et religieuse : ce sont tout bonnement les cheveux coupés. Imaginez les manolas de Goya cachant sous leur mantille une chevelure à la garçonne, et

jugez de l'effet. Par bonheur, — est-ce un ordre de l'Église d'Espagne? — les *novias*, les jeunes mariées, sont plus favorisées. L'autre jour, à Notre-Dame del Pilar, dans cette étrange et farouche église aux coupoles coloriées, d'une sauvagerie presque moscovite, non loin du pilier où apparut la Vierge de douleurs et qu'ont usé tant de prières, je surpris ainsi une noce en extase devant la *novia*.

Sous la grande mantille de blonde soyeuse, celle-ci arborait un peigne immense, et, avec cette silhouette de toujours, l'Espagne traditionnelle reprenait ses droits; quand la noce sortit, tout le monde suivit la mariée dans le soleil et chacun s'extasiait sur sa haute mine. Quant aux demoiselles d'honneur, la mantille aplatie sur les cheveux courts, elles faisaient pitié. Puissent les señoras ne pas imiter les « désenchantées » et remettre en honneur le chignon, le grand peigne d'écaille et la mantille! Ce sont là choses d'Espagne.

TÉLÉVISION

On nous avait conté que, d'ici peu, grâce à la télévision, nous pourrions voir apparaître sur l'écran telle personne, — inconnue ou amie, — qui, de Londres ou de New-York, échangerait avec nous de petits dialogues à travers l'espace. Or, avant que le public parisien ne fût admis à contempler pareille merveille, quelques « privilégiés » dont j'étais, eurent la bonne fortune d'être conviés, par l'administration de l'Olympia, à une première démonstration.

Cette démonstration, hélas! ne fut guère démonstrative. Malgré son plafond d'ampoules bleues, le studio, où l'on nous conduisit tout d'abord, n'avait rien de particulièrement impressionnant. On daigna nous apprendre que de là (à quelques deux cents mètres de distance), le chansonnier Marsac se refléterait sur l'écran de la grande salle, qu'on pourrait lui poser des questions et en obtenir des réponses.

La salle de l'Olympia est fort belle, mais trop vaste sans doute pour de tels bégaiements. Car il ne s'agit encore que de cela. L'image de Marsac, reproduite par « éclats » sur un mince écran, était quasi méconnaissable. « Mouchez-vous! » lui criait-on du haut de la corbeille, et notre homme évidemment agita son mouchoir. « Tirez la langue! » réclamait un spec-

tateur, qui était peut-être docteur en médecine. « Envoyez un baiser ! » demandait une dame entre deux âges. Mais là, je vous l'assure, il fallait beaucoup de bonne volonté pour voir notre homme tirer la langue et envoyer un baiser du bout des doigts. De quoi notre chansonnier s'excusait gentiment : « L'image n'est pas très fidèle, mais moi non plus ! »

La télévision, cette transmission de l'image à distance, enthousiasmera-t-elle le grand public ? J'en doute un peu. Et pourtant, dans sa naïveté, cette expérience est touchante. C'est la première qu'il nous soit donné de voir en France. Qui sait si, dans quelque dix ans, la télévision, mise au point, n'aura pas bouleversé toute l'économie de la vie publique et privée ?

Songez que, dès maintenant, il existe des appareils de télévision réduits, qu'on peut placer au-dessus du poste de T. S. F. et qui vous permettent de voir, aussi bien que d'entendre, le conférencier en vogue, la cantatrice en renom. Songez qu'un jour viendra où, sur l'écran du Palais-Bourbon, l'on pourra suivre dans leurs moindres détails les débats du Reichstag, et où Roméo n'aura plus besoin d'escalader un balcon à l'aide d'une échelle de soie pour se montrer à Juliette. Soyons donc indulgents à cette découverte en enfance.

Ce coin de Paris, voyez-vous, est favorable aux premiers balbutiements des inventions mécaniques. Sur ce même boulevard des Capucines, juste en face de l'Olympia, dans les dépendances du *Grand Café*, où des prestidigitateurs qui depuis ont fait, eux aussi, leur chemin, les frères Isola, attiraient déjà un grand public, je me souviens d'avoir assisté, tout enfant (c'était vers 1896), aux premières tentatives du cinéma. Ils n'étaient pas brillants, ces films plus ou moins comiques, de Louis et Auguste Lumière. *L'Arroseur arrosé* ne mettait guère en joie que la petite classe. Et cependant, ces pauvres images papillotantes et exténuées contenaient en puissance ce que M. André-François Poncet appelle « l'art du silence et du mouvement ».

LE BEAU ET LE BIEN

Les Grecs, — nous l'apprenons dès nos toutes premières humanités, où le *kalos kagathos* nous guette au détour de chaque version, — les Grecs ne pouvaient séparer la notion du

bien et du beau. En parcourant, au Petit Palais, peu d'instant avant que le Président de la République les inaugurât, les trois salles consacrées à la collection Tuck, j'avoue que ce vieux *kalos kagathos* me montait aux lèvres. Car, s'il est un couple qui ait doté la France d'œuvres de bonté et de beauté, c'est bien M. Edward Tuck et sa regrettée compagne, citoyens américains de naissance, mais Français de cœur, comme tant de leurs compatriotes.

On n'en finirait plus si l'on énumérait ici les longs bienfaits dont M. et M^{me} Tuck nous ont comblés. Création d'ambulances pendant la guerre, fondation à Rueil d'hôpitaux, d'écoles, de parcs d'enfants; et je ne parle pas de leurs dons incessants à la Malmaison.

Il y a plusieurs années déjà, par l'intermédiaire de MM. d'Andigné, rapporteur des musées de la Ville de Paris, Darras, directeur des Beaux-Arts, et M^e Duplan, avoué, le Préfet de la Seine était avisé que nos bienfaiteurs entendaient renchérir sur tant de libéralités. Tous deux avaient résolu de faire don à Paris du mobilier, des collections qui, dans leur hôtel de l'avenue des Champs-Élysées, constituaient le cadre merveilleux de leur généreuse existence.

Il y a mieux encore : non contents d'offrir au peuple parisien des meubles, des tapisseries, d'une valeur de plus de cent millions, M. et M^{me} Edward Tuck, écoutant les suggestions de l'un des représentants de la Ville de Paris, acceptaient de faire tous les frais de l'aménagement de leur collection au Petit Palais. Une seule condition grevait cette donation : leur vie durant, nos amis d'Amérique s'en réservaient l'usufruit.

Le jour vint cependant où M. Tuck eut la grande douleur de perdre sa compagne; et cette disparition fut un deuil français. Alors, le survivant songea à réaliser lui-même le vœu de celle qu'il pleurait. M. Edward Tuck eut à cœur d'installer en personne, au Petit Palais, pour nous Parisiens, ces splendides tapisseries, ces meubles raffinés, ces peintures vénérables qu'ils avaient été deux à découvrir, à acquérir, à contempler, à aimer. Voilà pourquoi, sans doute, une telle atmosphère de sympathie, voire de tendresse, baigne ces trois salles si riches en trésors d'art. Quand on regarde, en face du buste du donateur, le visage serein de M^{me} Edward Tuck modelé par Lejeune, on comprend tout. Ce buste n'est pas, comme à l'entrée

de telle collection, au Louvre, par exemple, le symbole de la vanité; c'est un hommage délicat, et en quelque sorte intime, à une femme qui aima tout ce qui est bon, tout ce qui est beau en ce monde; c'est en quelque sorte un ex-voto édifié, avec toute son âme, par celui qui demeure, qui regrette et qui espère.

Il est bien, il est juste d'ailleurs, que les images accordées de nos généreux amis demeurent présentes parmi nous, parmi ces chefs-d'œuvre du goût français, donnés par eux à Paris.

J'ai dit: du goût français, et à vrai dire, il y a bien là trois vitrines consacrées à la Chine; mais c'est la Chine de la famille rose et de l'époque Kang-Hi; et depuis le Trianon de porcelaine, édifié par le Grand Roi, on sait avec quel bonheur les céramiques chinoises de ces périodes décadentes, mais exquises, se marient au décor bourbonien. Ces porcelaines de Chine à fond noir, contemporaines de Louis XIV, sont, d'ailleurs, d'une tout autre rareté que les familles roses. On admirera surtout certain pot à gingembre d'un bleu nocturne et ces touffes d'œillets blancs et jaunes, de feuillages verts, s'ébouriffant sur la noirceur des grandes potiches.

Le Kang-Hi est aujourd'hui très recherché. L'une des céramiques de cette époque, moins parfaite que celles données par M. Tuck, a été adjugée récemment dans une grande vente à Londres, pour une somme équivalente à deux millions de francs.

Les quelques peintures primitives rassemblées dans une petite salle, dont la grille était celle de la chapelle de Marly, ne sont pas nées sur notre sol. On reprochera à la plupart des restaurations excessives. La *Nativité*, par le Maître de l'Autel de Saint-Barthélemy, ce Souabe dont le Louvre possède une *Déposition de croix* d'un coloris chaleureux, l'*Adoration des Mages* de Jacques Daret, peintre tournaisien dont aucune œuvre certifiée ne nous est d'ailleurs parvenue, gardent pourtant leur belle expression d'un réalisme recueilli; mais de beaucoup emporte la palme la *Fille du bourgmestre*, de Cranach, à mettre en regard de l'*Ève*, du même maître, qu'on peut voir au Louvre. Qui l'aura contemplée avec soin n'oubliera pas aisément, se détachant sur le fond vert olive, ce visage sérieux, sous la résille noire et le galon d'or qui couvrent des cheveux blonds et rares, les yeux couleur de vague sous les sourcils clairsemés, à la mode d'aujourd'hui, le nez long et sinueux, les lèvres minces. Voilà bien l'un des plus

beaux, l'un des plus émouvants Cranach que l'on connaisse.

Ces deux vitrines plates contiennent encore, ici bleu de roi et or, là rose et or, de charmants émaux de Battersea, du temps du roi George III (drageoirs, flacons, boîtes à poudre, étuis à aiguilles, carnets de bal), et cette vitrine murale appartient à la Saxe, à Dresde et à Meissen, mais le reste ensuite, qui retourne à la France, vient de la France.

Petits meubles exquis, comme en offre seulement, à notre connaissance, la collection Chaudordy, au musée d'Agen; crapauds et ottomanes du temps du Bien-Aimé; salon de Beauvais, d'après Boucher; commode de Delorme; table de Crescent aux bronzes exquisement ciselés; écran tissé aux Gobelins d'après Audran; chaise à porteurs de M^{lle} de Chartres, l'une des terribles filles du Régent, avec ses panneaux en vernis Martin, de la bonne époque, la première; et puis, les pâtes tendres turquoise et rose Pompadour, du Sèvres de Louis XV; et surtout, sur son plateau semé de fruits et de fleurs, une vraie soupière pour favorite, avec ses volubilis, ses myosotis, ses cœurs-de-Jeannette, ses tulipes-perroquets et au sommet du couvercle, — qui le croirait? et c'est charmant, — un artichaut et un poireau! Tapisseries de Beauvais: les *Jeux russiens*, d'après Leprince, la *Pastorale à la tenture bleue*, la *Pastorale aux palmiers*, de Huet; la splendide *Suite de Psyché*, d'après Boucher.

Enfin, il va de soi que, si le Voltaire de Houdon est là présent, pétillant d'esprit français, le bonhomme Franklin n'est pas oublié; mais n'en soyons pas surpris. Cet Américain ne fut-il pas, lui aussi, à l'âge d'or des *Insurgents*, une figure bien parisienne?

Ensemble inespéré, présenté avec goût par M. Gronkowski et son collaborateur M. Gilles de la Tourette, et où l'on sent partout présente la pensée du donateur. Ces trois salles aménagées avec une rare élégance par l'architecte, M. Tronchet, ne sont point des salles de musée. Ce sont les salons magnifiques d'un grand amateur qui nous en ouvre les portes, avec un geste infiniment affectueux. Cet hiver et pendant bien des hivers, on ira beaucoup admirer et rêver au Petit Palais, — chez M. et M^{me} Edward Tuck, nos amis.

RAYMOND ESCHOLIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A l'Europe convalescente, M. Mussolini n'épargne pas les émotions fortes. Il vient de la régaler d'une nouvelle algarade, dont le ton dépasse en virulence ses propres discours du mois de mai qui ont jeté l'inquiétude en Provence et en Savoie. Mais la violence, quand elle se répète, s'use elle-même. La crise économique dont souffrent, à des degrés divers, tous les peuples d'Europe ne s'amendera pas avec le régime que lui inflige le gouvernement fasciste. Et si M. Mussolini avait à formuler des revendications raisonnables. ou des désirs accessibles, ce n'est sans doute pas en frappant du poing sur la table qu'il obtiendrait satisfaction. Le Duce est-il sur le point de passer aux actes, comme beaucoup de ses fidèles s'y attendent ? Sinon, quels mobiles le poussent et quels desseins nourrit-il ? Essayons de pénétrer sa pensée sibylline.

M. Mussolini a prononcé son discours à Rome, au palais de Venise, à l'occasion du huitième anniversaire de la marche sur Rome, en recevant les membres des directoires des fédérations provinciales fascistes. C'est toujours à ces fidèles entre les purs que le Duce réserve ses harangues les plus enflammées. Serait-ce donc que leur enthousiasme aurait besoin d'être galvanisé ? Non, sans doute. Mais M. Mussolini ne peut leur présenter le bilan d'une situation financière brillante, d'une activité économique prospère ; il se contente de réchauffer leur ardeur par le tableau poussé au noir des périls que court le régime fasciste et des jalousies malveillantes qui guettent ses défaillances possibles. Il les confirme d'abord dans leur situation privilégiée et dominante : « Tout le pouvoir à tout le fascisme » ; c'est-à-dire que, pour le bien général sans doute, le pouvoir, avec ses responsabilités, mais aussi avec ses avantages et ses jouissances, appartient à un parti organisé, fermé et armé qui a mis la main sur l'État, qui s'identifie à l'État et qui se propose

de « valoriser » toutes les forces potentielles dont dispose l'État.

Cette formule imaginée ou pratiquée par « la révolution fasciste » n'est cependant pas nouvelle; les républiques antiques l'ont appliquée; c'est, toute proportion gardée, celle de Sparte où un petit nombre d'« égaux » faisaient la loi, dans l'intérêt de la Cité, à la foule des métèques et des ilotes; c'est celle des républiques aristocratiques de l'Italie de la Renaissance; c'est enfin celle des communistes de Moscou. Et si ce rapprochement s'impose, nous l'indiquons sans aucun esprit de malveillance, tant l'application est différente dans l'un et l'autre pays; mais il faut bien que l'on comprenne que fascisme et communisme sont deux mouvements non pas conjugués mais parallèles qui marchent à l'assaut de « cette Europe vieille et hypocrite », qui le proclament et s'en font gloire. « Nous luttons contre un monde en déclin qui, cependant, est encore puissant et représente une cristallisation d'intérêts. » L'ennemi que le fascisme se flatte de terrasser, ce n'est pas seulement le régime parlementaire, c'est la conception, d'origine anglaise, de l'État libéral, avec, comme fondement, le respect de la liberté individuelle qui a pour corollaire la liberté d'association et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il ne s'agit point, ici, d'instituer un débat sur la valeur théorique et pratique de ces conceptions opposées entre lesquelles oscillent les peuples modernes; mais il est important de ne pas méconnaître le caractère de la lutte engagée et son enjeu. Disons seulement, en passant, que radicaux et socialistes français sont bien mal inspirés et font le jeu du fascisme quand ils dénoncent comme « fascistes » tous ceux qui voudraient réformer les abus ou les défauts du régime parlementaire; ils font penser à ces paysans d'autrefois qui accusaient les médecins d'être les propagateurs des épidémies.

Comment M. Mussolini s'étonne-t-il que ces sociétés qu'il juge si décrépites cherchent à se défendre? Pourtant elles n'organisent que bien mollement leur résistance aux forces qui prétendent les détruire et les remplacer. Le Duce exagère quand il représente que « dans le monde entier on combat aujourd'hui pour ou contre le fascisme ». Nous avons vraiment, et les Anglais aussi, de plus pressants soucis, et « le monde entier » est comme nous; mais M. Mussolini cajole ses Chemises noires en leur faisant croire que tous les yeux sont tournés vers elles, qu'elles sont l'objet de haines implacables et « des calomnies les plus infâmes », car rien n'est plus flatteur que d'avoir des ennemis. Nous pouvons affirmer au

Duce que nos populations laborieuses ne se préoccupent guère de ce qui se passe en Italie, pourvu que l'Italie ne s'occupe pas d'elles. « C'est, dit-il, une Vendée universelle qui nous hait parce qu'elle voit s'écrouler ses autels et démasquer ses mystifications. » L'exagération est tellement manifeste que l'on est obligé de croire que M. Mussolini cherche à consoler ses compatriotes de ce qu'ils ont perdu, c'est-à-dire de la liberté politique. La vérité est que l'on ne s'occupe de dénigrer et de combattre la propagande fasciste que dans certains cercles politiques très spéciaux et fermés et, la plupart du temps, sous l'inspiration des émigrés italiens.

Nous touchons ici à la délicate question des *fuorusciti*. Depuis Dante qui promena en France ses rancunes gibelines, il y a toujours eu, chez nous, des exilés italiens ; mais la réciproque n'est pas vraie. Ces réfugiés sont difficiles à surveiller ; ils abusent trop souvent d'une hospitalité qu'il n'est pas dans nos traditions de leur refuser ; mais il est de notre devoir et de notre intérêt de les surveiller de très près. Les découvertes qu'un hasard vient de révéler à Sartrouville en sont une nouvelle preuve ; elles nous apprennent l'urgence d'une législation plus sévère sur les passeports et sur les étrangers qui usurpent de faux états civils. Il convient de distinguer avec soin les victimes, qui n'ont commis d'autre crime que de ne pas admirer le régime fasciste, et les criminels qui préparent chez nous des attentats. M. Mussolini a d'ailleurs plusieurs fois fait remercier par la voie diplomatique le gouvernement français d'avoir déjoué des complots.

Le Duce se plaint aussi de « ce qui est arrivé après le procès de Trieste ». Il s'agit de la condamnation et de l'exécution de quatre Slovènes convaincus de complot contre la sûreté de l'État italien. Il y voit « la preuve de la guerre morale, préparant la guerre militaire contre le régime fasciste ». Singulière exagération ! Il n'est pas exact d'abord que le procès de Trieste ait fait du bruit dans la presse française et il est naturel qu'il en ait fait à Belgrade. Et puis, l'Italie d'aujourd'hui, si fasciste qu'elle soit devenue, ne saurait renier complètement l'Italie d'hier, et n'est-ce pas l'Italie d'hier qui a glorifié les attentats contre la domination autrichienne et les crimes irrédentistes, qui a tressé des couronnes à Felix Orsini, déifié Garibaldi, célébré la mémoire d'Oberdank et de Battisti ? Le gouvernement italien a naturellement le droit de se défendre, mais si le contraste entre ses apothéoses d'hier et ses sévérités d'aujourd'hui suscite quelques commentaires, il est mal fondé à s'en plaindre

autre mesure et surtout à y voir une préparation à la guerre.

Plus injustement encore, il dénonce « les préparatifs militaires faits contre l'Italie » sur la frontière des Alpes, et il interroge : « Pouvais-je tarder à réveiller le peuple italien ? » Certes, oui ! S'il n'existait pas d'autre raison d'éveiller le peuple italien que la menace d'une invasion française, il pouvait le laisser dormir ! Chacun est maître chez soi ; les discours de M. Mussolini en mai et celui du 27 octobre montrent assez que les précautions que nos gouvernements successifs ont prises sur la frontière des Alpes ne sont pas superflues et, en tout cas, ne menacent que ceux qui chercheraient à entrer chez nous.

Il reste qu'il est lamentable que deux peuples voisins, que tant d'affinités rapprochent et qui doivent être amis, en soient arrivés à ce degré de suspicion réciproque, et l'on est bien obligé de se demander, quand on lit de sang-froid un discours tel que celui dont vient de retentir le palais de Venise, si M. Mussolini ne s'arrangerait pas assez volontiers d'un état de choses que nous déplorons, afin de tenir en haleine ses Chemises noires et d'offrir un objectif à cette organisation caporalisée et étatisée de la jeunesse italienne et à cette préparation intense de tout un peuple, pacifique de sa nature, pour le combat intérieur ou extérieur ? On nous annonce pour 1932, dixième anniversaire de la révolution fasciste, un spectacle armé tel qu'on n'en aura jamais vu : 50 bataillons de Chemises noires, avec 50 000 jeunes fascistes et les 9 000 fanions de tous les faisceaux. Mais le véritable objet de cette mise en scène est bien moins la préparation à une guerre extérieure, que M. Mussolini est trop prudent pour souhaiter et dont il déclare qu'il ne prendra jamais l'initiative, que le renforcement du régime fasciste, instrument de la grandeur future de l'Italie.

Ce qu'il y a peut-être de plus remarquable dans le discours du 27 octobre, dans ce « message pour l'année neuvième de l'ère fasciste », ce qui est nouveau, c'est l'affirmation que la formule « le fascisme n'est pas une marchandise d'exportation » doit être révisée, « car le fascisme, comme idée et doctrine de réalisation, est universel : italien dans ses institutions, universel dans son esprit... On peut donc prévoir une Europe fasciste, une Europe qui s'inspire, pour ses institutions, des doctrines et des procédés du fascisme, c'est-à-dire une Europe où serait résolu dans le sens fasciste le problème de l'État moderne, l'État du *xx*^e siècle, bien différent des États existants avant 1789 ou qui se sont formés après... Malgré

tous les prophètes qui nous font sourire, le fascisme vivra toujours. » Nous voici, au cœur de la doctrine mussolinienne, en présence d'une formule nouvelle : l'État fasciste conquérant, convertissant les peuples au fascisme et à l'italianisme.

Michelet dit quelque part que la Révolution française n'a adopté aucune Église parce qu'elle était une Église elle-même. Toute révolution qui croit en elle-même et en la vertu de son principe devient une Église conquérante et cherche à gagner des prosélytes. Elle a besoin, pour sauver sa propre vie, de convertir ses voisins ou de les subjuguier ; elle porte en elle un principe d'universalité qu'elle présente comme un bienfait à ceux qui l'acceptent comme à ceux qui le regrettent. La révolution bolchéviste se flatte de faire entrer, dans la formule de très large fédéralisme de l'U. R. S. S., tous les peuples de l'Europe et du globe ; et voici que la révolution fasciste se déclare universelle et se propose de transformer l'Europe sous le signe du licteur. Ainsi fit la Révolution française s'entourant de républiques vassales ou, avec Napoléon, de royaumes, associés au Grand Empire. Les révolutions secrètent une mystique qui devient un ferment d'action. Le discours de M. Mussolini en est imprégné. Cette mystique, comme l'a si bien montré Albert Sorel, ne tarde guère à se muer en nationalisme et en esprit de conquête. Les résistances, en pareil cas, apparaissent comme un manque d'égards envers la nouvelle et bienfaisante révélation, et c'est un devoir sacré de les briser.

« Un écrivain étranger, dit M. Mussolini, après avoir assisté à une démonstration de la flotte italienne, a défini ainsi l'Italie : « Cette péninsule est aujourd'hui un camp immense dans lequel des millions d'hommes s'entraînent silencieusement sur terre, sur mer, dans le ciel, dans les églises, dans les stades, pour le grand sacrifice de la vie, pour la régénération de la race, pour l'éternité latine, pour la grande bataille qui aura lieu demain ou jamais. On entend une rumeur sourde pareille à une immense légion en marche. » « C'est exact, continue M. Mussolini, l'Italie fasciste est une légion immense marchant sous le signe du licteur vers un avenir plus grand. Personne ne peut l'arrêter ; personne ne l'arrêtera. »

Telle est la mystique que le Duce cherche à inculquer aux cœurs italiens. La Révolution française, dont les conceptions ont dominé le xix^e siècle et le commencement du xx^e, est périmée ; elle ne répond plus aux besoins des sociétés actuelles ; et périmée aussi est l'influence de la France qui en portait le flambeau. L'ère ita-

lienne commence avec l'ère fasciste. La « troisième Rome », que Dostoïevski et les panslavistes rêvaient de transporter dans la Russie byzantine, M. Mussolini et les fascistes prétendent la ressusciter à Rome même, non plus dans la Rome des Papes reléguée dans la Cité du Vatican, mais dans la Rome des licteurs et des Césars, dans la Rome universelle... Mais il y a aussi la mystique bolchéviste qui ruine la Russie pour conquérir le monde. Et, entre les deux, la pauvre Europe, qui ne demande qu'à travailler en paix, va servir de champ clos, à moins que la raison ne finisse par avoir raison et que l'Europe ne s'organise enfin.

Voilà, dans le discours du 27 octobre, ce qui apparaît nouveau et dangereux. A la lumière de ces paroles enflammées, la politique extérieure de l'Italie fasciste se révèle très claire et très logique. En se déclarant le champion de la revision des traités, M. Mussolini se propose surtout de gagner l'appui de l'Allemagne, de la Hongrie et de la Bulgarie. Sur cette dernière, on espère, à Rome, que le mariage du roi Boris avec la princesse Giovanna, fille du roi et de la reine d'Italie, permettra d'exercer quelque influence. La revision des traités, c'est, pour l'Italie, un drapeau. Elle se range, de propos délibéré, dans le camp des Puissances qui cherchent à détruire les traités de 1919 afin de restaurer l'Europe de Bismarck ; elle se sert de la revision pour bouleverser l'Europe et pêcher en eau trouble. De quelle revision s'agit-il ? Est-ce un nouveau partage de la Pologne, un morcellement de la Tchécoslovaquie ou de la Roumanie ? M. Mussolini voit ses intérêts dans les Balkans. Donc, carte blanche à l'Allemagne du côté de la Pologne, au besoin avec le concours de la Russie. Satisfactions à la Hongrie aux dépens de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Que valent, après cela, ses déclarations pacifiques ?

A l'Italie, le Duce marque sa part et trace son programme : « Quant à la politique danubienne et orientale, elle est dictée par des raisons vitales. Nous cherchons à utiliser jusqu'au maximum notre territoire, mais on arrivera bientôt à la saturation. Notre population croît toujours, de sorte que, en 1950, tandis que l'Europe aura énormément vieilli, l'unique nation jeune sera l'Italie. C'est seulement vers l'est que peut se développer notre expansion pacifique ; nos amitiés et nos alliances sont donc aisément compréhensibles, amitiés et alliances qui ont aujourd'hui une valeur absolue. Notre dilemme de Florence reste tel : durs avec nos ennemis, nous marcherons jusqu'au bout avec nos amis. Nous faisons une politique franche, sans fictions ou restrictions mentales. Un engage-

ment signé par nous est sacré quoi qu'il arrive. » Qu'est ceci, sinon une offre de service?

Mais, vers l'est, comment M. Mussolini prévoit-il l'expansion italienne? La Yougoslavie, l'Albanie elle-même ne sont pas des terres sans maître. Suppose-t-il que Serbes, Croates et Slovènes vont lui céder pacifiquement la place? Leur population s'accroît plus vite que celle de l'Italie, dont les excédents de natalité vont chaque année diminuant. De quelque côté que l'on retourne le problème, on n'aperçoit qu'une issue, la guerre, qui serait la suprême folie... à moins que les offres de M. Mussolini ne soient rejetées par ceux à qui elles s'adressent. Pour le moment, il s'agit d'isoler les Yougoslaves. La diplomatie italienne se flatte d'avoir mis dans son jeu M. Venizelos et la Turquie. Le succès de Hitler aux élections du 14 septembre en Allemagne a gonflé les cœurs fascistes de satisfaction et d'espérance : le langage de M. Mussolini nous en apporte l'écho. La politique de lord Rothermere et de lord Beaverbrook en Angleterre, la campagne du *Daily Telegraph* pour la neutralité de l'Empire britannique et de la Belgique en cas de guerre européenne provoquée par la revision des traités, l'agitation des Heimwehren en Autriche, le nationalisme irrédentiste hongrois, autant d'éléments qui paraissent à M. Mussolini présager la destruction de l'Europe de 1919 qu'il se représente, avec beaucoup d'exagération, comme soumise à l'influence française. Il se garde bien de poser la question d'une redistribution des mandats coloniaux, de crainte de réveiller l'Angleterre. C'est vers le Danube et les Balkans qu'il jette les yeux et c'est pour y réaliser on ne sait quel programme que sa diplomatie travaille à isoler la France.

M. Mussolini, dans son discours, affirme que la revision des traités est le moyen de faire l'économie d'une guerre. Mais il ne précise pas les points sur lesquels il y aurait possibilité de revision; il sait trop bien que ce serait, au contraire, la route fatale de la guerre. S'imagine-t-il que le jour où, avec le concours de l'Italie, le programme de la Grande Allemagne serait réalisé, celle-ci s'abstiendrait de réclamer les hautes vallées de l'Adige et leur population de langue germanique? M. Mussolini ne peut avoir d'illusions sur ce point, quelques promesses qu'il ait pu, peut-être, obtenir. Sa politique est sans doute nécessaire au maintien de son autorité en Italie: elle est, en tout cas, extrêmement dangereuse pour l'Europe qu'elle conduit droit à une guerre où elle sombrerait tout entière dans le bolchévisme.

Venant après le succès de Hitler et de ses candidats, le discours de M. Mussolini n'a pas trouvé, en Allemagne, le succès qu'on aurait pu croire. Naturellement, la presse nationaliste et nationale-socialiste trouve, dans l'adhésion de l'Italie au principe de la revision des traités, un encouragement et un espoir. « Il est temps, dit la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, de diriger nos regards vers l'État qui est prêt à marcher avec nous. » Mais les organes des partis qui soutiennent le cabinet Brüning se montrent réservés. La *Gazette de Cologne* constate que « depuis des années le Duce recherche l'appui de l'Allemagne », mais il poursuit des fins purement italiennes; la perspective d'une Europe fasciste qui implique le triomphe de Hitler, ne séduit pas l'organe du parti populiste. Le ton du principal journal du Centre catholique, la *Germania*, est particulièrement réservé; il considère comme « un acte inamical » les cris de joie de l'Italie à propos du succès d'un parti allemand inconstitutionnel. « Nous sommes étonnés que M. Mussolini, se fondant sur l'entrée de 107 Chemises brunes au Reichstag, mette tant de confiance dans l'esprit fasciste de l'Europe et rêve d'une Europe placée sous le signe du licteur. Certes, notre génération incline à des formes collectivistes, mais il est aussi improbable que ces formes aboutissent au fascisme qu'il serait funeste pour l'Europe de sombrer dans le bolchévisme. » Le *Vorwaerts*, organe de la social-démocratie, conclut : « L'axiome de la politique européenne, à savoir que seule une étroite entente entre l'Allemagne et la France est capable d'éviter une catastrophe qui entraînerait les deux peuples à l'abîme, demeure immuable. » Cette inquiétude presque générale et cette défiance sont un symptôme intéressant; mais on s'étonne que, dans ces conditions, les partis dirigeants de l'Allemagne ne perdent aucune occasion de réclamer la revision des traités, comme si toute revision n'ouvrirait pas une ère d'insécurité, dont la guerre, presque infailliblement, sortirait. Et l'on s'étonne davantage encore que les hommes politiques français les plus pacifistes, comme M. Léon Blum, fassent écho à de telles doléances, proclament les traités injustes et en demandent la revision. Le jour où, selon leurs vœux, la France mettrait un doigt dans cet engrenage, c'en serait fait de l'Europe de 1919; on aboutirait à la restauration de l'édifice bismarckien ou à la guerre.

M. Tardieu, dans le discours si vibrant et si fin dont il a salué le retour des vainqueurs de l'Atlantique, Costes et Bellonte, a, d'un mot, sans faire au discours de M. Mussolini une allusion directe qui

eût été déplacée, traduit les sentiments avec lesquels le peuple français a accueilli ce coup de clairon d'au delà des Alpes. « Nous vivons dans un temps de trouble matériel et mental, où l'excès des mots a coutume de dépasser la possibilité des actes... Notre peuple est un peuple fort et sage, un peuple qui ne se croit pas né pour donner des leçons aux autres peuples. » La France, à l'heure actuelle, a besoin, dans l'intérêt de toute l'Europe, d'une politique très ferme et très forte dont lui sauront gré tous les peuples qui veulent sincèrement travailler dans la paix et la sécurité à l'abri des entraînements périlleux des mystiques révolutionnaires.

Il est d'autant plus nécessaire que la France, parmi tant d'agitations, soit forte, que l'Angleterre renonce de plus en plus à son rôle traditionnel d'équilibre en Europe. Avec le ministère travailliste, sa politique est à la fois faible et utopique, hésitante et contradictoire. Elle abandonne l'Europe, mais elle s'étonne que l'on cherche à organiser sans elle le continent; elle poursuit le resserrement de ses liens avec les Dominions, mais elle n'ose pas se lancer dans la politique nouvelle que proposent ses hommes d'État d'outre-mer. Lorsque la Conférence impériale aura clos ses séances, nous reviendrons sur ses travaux; disons dès maintenant qu'elle s'achemine vers un échec. L'Angleterre souffre d'une sorte de déséquilibre mental et d'anarchie morale, parce que ses conceptions traditionnelles ne répondent plus à un état économique et politique infiniment plus complexe et difficile et qu'elle hésite à se lancer dans des voies nouvelles dont son empirisme ne se hasarde pas à prévoir où elles la conduiraient.

Les trois partis qui se disputent la confiance du peuple britannique sont, pour des raisons analogues, presque également divisés, troublés, impuissants. M. Ramsay MacDonald et ses collaborateurs travaillistes sont empêchés de réaliser leur programme parce que leur existence ministérielle est à la merci des 58 voix du groupe libéral. Le parti travailliste indépendant, c'est-à-dire l'extrême gauche ne pardonne pas au ministère une impuissance qu'il attribue à l'intransigeance économique de M. Snowden. Le nombre des chômeurs a doublé depuis l'avènement du cabinet MacDonald et cette simple constatation suffit à condamner sa gestion. Le parti libéral est encore plus divisé; il cherche sa voie et ne la trouve pas; fidèle aux traditions du libéralisme économique, il a contribué pour une large part à l'échec de la Conférence impériale et à l'impuissance du Gouvernement travailliste à l'intérieur. Au vote qui a clos le débat

sur l'adresse en réponse au discours du trône, le 4 novembre, cinq libéraux de poids, dont sir John Simon et sir Robert Hutchison, le propre *whip* du parti, ont voté avec les conservateurs contre le Gouvernement qui ne l'a emporté que par 30 voix.

De graves dissensions affaiblissent aussi le parti conservateur ; elles sont si sérieuses qu'il hésite à renverser le ministère travailliste et à précipiter l'heure des élections générales. Les jeunes conservateurs se sentent plus d'affinités avec un jeune travailliste tel que sir Oswald Mosley qu'avec les vieux conservateurs *die Hards* ; ils repr. chent à M. Stanley Baldwin une certaine tendance au dilettantisme et une timidité surannée en face des redoutables problèmes économiques qui se posent devant l'Angleterre. Le chef du parti conservateur ne se décide pas à se convertir franchement au protectionnisme impérial. A la conférence du parti, le 30 octobre, les « lords de la presse », lord Rothermere et lord Beaverbrook, ont mené l'assaut contre M. Baldwin qui l'a emporté par 468 voix contre 116 et qui reste investi de la direction du parti. Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu décèlent un mouvement très net de mécontentement qui profite aux conservateurs ; pour la première fois depuis trente ans, les travaillistes reculent et perdent soixante-cinq sièges. Mais, en même temps, une élection partielle pour la circonscription de Paddington-sud révélait le profond désarroi des conservateurs : le candidat des lords dissidents, le vice-amiral Taylor, l'emportait par 341 voix de majorité sur le candidat investi par la direction du parti. Peu s'en fallait que ces dissensions ne fissent passer le candidat travailliste. Ainsi, au moment où les conservateurs auraient de grandes chances, en provoquant la dissolution de la Chambre des communes, de revenir au pouvoir, leurs divisions les en éloignent et retardent l'heure où l'Angleterre verra s'achever la ruineuse expérience socialiste de M. MacDonald.

RENÉ PINON.

V
e
c

M

1

1

1

1